



PhD-FLSHASE-2019-16

Faculté des Lettres, des Sciences Humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation

THÈSE

Soutenue le 06/07/2019 à Esch-sur-Alzette

En vue de l'obtention du grade académique de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DU LUXEMBOURG

EN SCIENCES POLITIQUES

par

Biagui Alexandre NADIALINE

né le 23 Septembre 1980 à Pout (Sénégal)

**COOPÉRATION, SÉCURITÉ, PAIX ET DÉVELOPPEMENT
DURABLE : QUELLE NOUVELLE STRATÉGIE DES SYSTÈMES
D'ALERTE PRÉCOCE (SAP) DE LA TROISIÈME GÉNÉRATION
POUR PLUS D'EFFICACITÉ DANS LA PRÉVENTION ET GESTION
DES CONFLITS VIOLENTS ?**

Jury de thèse

Dr Lukas SOSOE, directeur de thèse
Professeur, Université du Luxembourg

Dr Oumar NDONGO
Professeur, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal

Dr Philippe POIRIER, président
A-Professeur, Université du Luxembourg

Dr Amine AIT-CHAALAL
Professeur, Université Catholique de Louvain-La-Neuve, Belgique

Dr Sergiu MISCOIU, président suppléant
Professeur, Université Babes Bolyai, Roumanie

Coopération, Sécurité, Paix et Développement durable :
Quelle nouvelle stratégie des Systèmes d'Alerte précoce
(SAP) de la troisième génération pour plus d'efficacité
dans la prévention et gestion des conflits violents ?

Doctorat en Sciences Politiques

Préparé par

NADIALINE Biagui Alexandre

Sous la direction du Pr. Dr. Lukas K. SOSOE

Université du Luxembourg

2015-2019

In the exercise of my duties I have learned to recognize : 1) that political will to prevent or to punish genocide is never there spontaneously ; and 2) that political will is built, step by step, by men and women of good will who are ready to engage in campaigning against genocide *[first and foremost at the national level¹]*.

(Juan Mendez [In UNITAR, 2007, p. 9])

[Therefore]

We need to link the responsibility to protect less to the question of international intervention and more to endogenous processes of societal transformation in each country *[not by exporting or imposing any specific model]*.

(Dr. Andrea Bartoli [In UNITAR, 2007, pp. 3-4])

[Indeed]

Effective and Sustainable Prevention *[of social tensions, violent conflicts and genocide]* **Beginns at Home.**

(AIPR, 2015, p. 1)

¹ Les éléments en italique reflètent notre opinion et non celles des auteurs des extraits proposés.

Sommaire

Sommaire	3
Dédicaces	6
Remerciements	7
Déclaration de confidentialité	9
Avant-propos	10
Résumé	11
Abstract	13
Zusammenfassung	15
Liste des acronymes	17
Chapitre 1 : Cadre théorique	21
1.1. <i>Logique de la thèse</i>	21
1.2. <i>Problématique de la thèse</i>	38
1.3. <i>Hypothèse générale de recherche</i>	39
1.4. <i>Question de recherche générale</i>	40
1.5. <i>Objectifs de la thèse</i>	41
1.6. <i>Introduction</i>	41
1.7. <i>Structuration de la thèse</i>	46
Chapitre 2 : Cadre méthodologique	47
2.1. <i>Description de la méthode de recherche documentaire en ligne</i>	47
2.2. <i>Résultats de la recherche documentaire en ligne</i>	51
2.3. <i>Revue des résultats de la recherche documentaire en ligne</i>	52
2.4. <i>Focus-group</i>	61
2.5. <i>Description de la méthode d'analyse</i>	63
2.6. <i>Analyse des résultats de la recherche documentaire en ligne</i>	69
2.7. <i>Analyse des entretiens du focus-group</i>	109
2.8. <i>Croisement des résultats de la recherche documentaire et de l'entretien du focus-group</i>	122
2.9. <i>Confirmation des hypothèses de recherche</i>	128
2.10. <i>Réserves</i>	129
2.11. <i>Réponses aux questions de recherche</i>	130
Chapitre 3 : Analyse critique des Systèmes d'Alerte précoce (SAP) dans la prévention et gestion de tensions sociales et/ ou de conflits violents	131
3.1. <i>Contexte</i>	131

3.2. État des lieux.....	131
3.3. Observations.....	137
Chapitre 4 : Crowdsourcing : Pertinence et implications.....	143
4.1. Contexte.....	143
4.2. Introduction.....	143
4.3. Minimisation des menaces.....	144
4.4. Meilleure appréhension des menaces.....	146
4.5. Complémentarité avec la procédure classique.....	147
4.6. Prudence dans la gestion de l'information.....	148
4.7. Conclusion.....	149
Chapitre 5 : Optimiser l'efficacité de la prévention et gestion des conflits violents à travers l'institutionnalisation des Systèmes d'Alerte précoce et de réponse au niveau national.....	150
5.1. Contexte.....	150
5.2. Vue d'ensemble.....	150
5.3. Subsidiarité en matière de prévention des conflits.....	152
5.4. Récapitulatif.....	156
5.5. Semblant d'efficacité ?.....	157
5.6. Implications de la géopolitique sur les pratiques de la médiation internationale.....	160
5.7. De la théorie, à la pratique, à l'évidence.....	161
Chapitre 6 : Discussion générale.....	165
Chapitre 7 : Conclusion générale.....	173
Chapitre 8 : Réalisations, orientations et expériences.....	177
8.1. Contribution de la thèse.....	177
8.2. Recommandations.....	183
8.3. Suggestion.....	184
8.4. Perspectives.....	188
8.5. Autres activités intellectuelles.....	188
8.6. Difficultés rencontrées.....	193
Bibliographie.....	196
Annexes.....	217
Liste des diagrammes.....	218
Liste des tableaux.....	219
Tableau synthétique des résultats de la recherche documentaire en ligne.....	220
Répartition des documents selon les critères d'inclusion.....	221
Répartition des documents par année.....	227

<i>Retranscription des entretiens du focus-group</i>	228
<i>Résultats de la revue des critiques indépendantes professionnelles</i>	229
<i>Évolution des difficultés liées aux SAP et mécanismes de réponse de 1990 à 2018</i>	246
<i>Documents liés au stage à WANEP-Sénégal</i>	255
<i>Attribution du DSHSS Research Grant</i>	276
<i>Curriculum Vitae</i>	277
Compendium de difficultés et de recommandations liées aux SAP et mécanismes de réponse de 1990 à 2016	279
<i>Volume 1 : Synthèse de difficultés et de recommandations liées aux SAP</i>	280
<i>Volume 2 : Synthèse de difficultés et de recommandations liées aux mécanismes de réponse</i>	462
Index rerum	596
Table des matières	605

Dédicaces

À toute ma famille, restreinte comme élargie.

À ma mère, Émilie BOUCAL, devenue mon Père par intérim.

*Et, si la Mort qui fait si Peur et attriste tant n'était qu'une Étape
vers un In-Connu Lointain, Proche, Présent et Réel à la fois ?*

À mon rigoureux et infatigable père, Jean NADIALINE. Il aurait souhaité être à mes côtés aujourd'hui, mais hélas !

À ma sœur aînée et Maman par intérim, Lucie NADIALINE. Elle aussi aurait souhaité être à mes côtés aujourd'hui, mais hélas !

À ma sœur, Agnès NADIALINE, qui a bu le calice jusqu'à la lie. Elle aurait également souhaité être à mes côtés aujourd'hui, mais hélas !

À ma petite sœur, Émilie NADIALINE, qui a également bu le calice jusqu'à la lie. Elle aussi aurait souhaité être à mes côtés aujourd'hui, mais hélas !

C'est la VIE !

Remerciements

Tous mes remerciements et ma gratitude s'adressent à mon Directeur de thèse, le Professeur Dr. SOSOE Lukas K. Lors de la phase de recherche « chaotique » d'un Directeur de thèse, il était le SEUL à m'avoir accordé la chance de m'inscrire en doctorat. Si ce n'était pas lui, mes ambitions et rêves actuels n'allaient certainement pas devenir réalité. Au-delà d'assumer son rôle de Directeur de Thèse, il m'a transmis une connaissance inestimable qui ne s'acquiert pas dans le monde académique : il s'agit de la connaissance de la vie. Cette connaissance est transmise lors de séances de travail formelles dans le cadre académique, mais également et particulièrement, lors de séances de travail informelles en dehors du cadre académique, à l'occasion desquelles, il m'invite au restaurant ou pour aller boire un verre. De petits gestes tout à fait normaux de sa part, que je trouve GRANDS et inestimables. Quel que soit l'objet de la discussion, elle se fait de façon collégiale ; preuve de sa modestie. Il s'assure, à travers des blagues et exemples, de te transmettre, avec tact, un message que tu n'arrives dès fois à déchiffrer que le lendemain. Cela rappelle le mode de transmission de connaissances des sages africains sous l'arbre à palabre : ces derniers te font tourner la cervelle à travers des anecdotes avant que tu n'arrives à décoder le message qu'ils souhaitent te transmettre et, pour moi, il n'y a pas meilleur moyen inclusif et participatif d'enseigner ou de transmettre de la connaissance à son étudiant. Je suis reconnaissant et lui serai tout le temps redevable, tout en sachant que je ne pourrai jamais le remercier assez pour les possibilités qu'il m'a offertes.

Aux membres du Comité d'Encadrement de ma Thèse (CET), j'adresse également mes remerciements, notamment au Dr. KIES Raphaël et au Professeur Dr. MIȘCOIU Sergiu. Leur confiance, patience et feedback inestimables m'ont permis de remettre en question certains postulats et de progresser.

Mention spéciale au coordinateur et à tous les membres de la structure WANEP-Sénégal. À travers son coordinateur, WANEP m'a, non seulement, offerte l'occasion inespérée de faire un stage pratique, mais en plus, m'a donnée la possibilité d'organiser un focus-group dans ses locaux avec des praticiens des systèmes d'alerte précoce (SAP). Les connaissances acquises lors du stage ainsi que les données collectées ont permis, d'une part, une remise à niveau essentielle et, d'autre part, une actualisation et validation d'informations relatives au fonctionnement de la plupart des SAP focalisés dans la prévention des conflits violents.

À tous mes collègues, j'exprime toute ma gratitude. Si ce n'est pas un plaisir partagé de discuter dans les couloirs, à l'occasion de petites pauses, certains d'entre eux, notamment Dr.

MADE MBE Annie Flore, Dr. VERNYUY NZEBIR Andrew, Mr. ORLANDO Andy (Doctorant en Philosophie), pour ne citer que ceux-là, m'ont assisté, soit dans la revue de ma méthodologie de recherche, la revue des résultats de la recherche documentaire en ligne ou dans la relecture et correction de parties de la thèse.

Mes remerciements vont également à l'endroit du secrétariat du Doctoral School in Humanities and Social Sciences (DSHSS) et du personnel du Bureau des Études Doctorales (BED), spécialement à Madame CHAMBIGE Aline, Madame CUTURIC Sanda, ainsi qu'à Madame MESSAGER Cécilia. Même si les interactions ont parfois été difficiles, je salue tout de même la rigueur, le travail et les sacrifices consentis.

Je salue les efforts de la Direction du DSHSS pour les cours mis à la disposition des étudiants, ainsi que pour la possibilité d'obtenir un remboursement d'une partie de ses frais de voyage après avoir pris part à un workshop ou à une conférence à l'étranger.

Aux membres du SIU, notamment à Mr. MARQUES Carlos, Mr. FORNAGE Benjamin, Mr. RAVASIO Arno, Mr. ZEDEK Saïd ; de même qu'à ceux du service de Reprographie, notamment à Mr. TAVAN Antonio, j'adresse toute ma gratitude pour leur assistance.

Mention spéciale à mon frère et ami, Mr. KIZALI Alfred, qui a aménagé son emploi du temps, afin de m'assister avec la logistique avant, durant et après la soutenance de ma thèse.

Aux membres du staff administratif de l'IPSE, j'adresse tous mes remerciements pour leur gentillesse, particulièrement à Mme EKWEGBALU Nadjia, Mme BATYKO Brigitte, Mme BIZZOTO Satoko, Mme BASELLO Christine, Mme BRANDS Jolanda.

Mes remerciements et toute ma gratitude s'adressent également à Mme WAHLE Kirsten, Mme HELLERS Milly et à Mme MERGEN-LODDE Eva. Elles ont été et resteront à jamais mes championnes. Un grand merci également au couple Roland et Monique MUNHOWEN.

Enfin, aux membres du jury de ma thèse, j'exprime toute ma gratitude, d'abord pour leur disponibilité et pour le fait d'avoir accepté de faire partie de mon jury ; puis, pour la discussion, les feedbacks ainsi que pour les recommandations formulées, concernant les approfondissements et changements à apporter à des parties de ma thèse de doctorat.

Déclaration de confidentialité

Par la présente, je déclare avoir réalisé ce travail moi-même. Pour autant que je sache, référence a été fait à toutes les sources utilisées pour produire ce travail. Ce travail n'a jamais été soumis à aucune université en vue de l'obtention du grade de docteur en Sciences Politiques, autre qu'à l'Université du Luxembourg.

NADIALINE Biagui Alexandre

Luxembourg, le 30 mars 2019

Avant-propos

L'objectif principal de la présente recherche, menée dans le cadre de ma thèse de doctorat, est d'avoir une meilleure compréhension des systèmes d'alerte précoce (SAP) et mécanismes de réponse. Ce faisant, d'éventuelles alternatives pourraient être proposées afin d'améliorer, d'une part, l'efficacité de ces mécanismes dans la prévention, gestion et transformation pacifique des conflits violents et, d'autre part, de renforcer la coopération pouvant favoriser la sécurité, la paix et le « développement économique équitable et durable ».

Les exemples auxquels recours a été fait tout au long de la thèse, à des fins d'illustration, n'ont pas pour objectif de sous-estimer le rôle et l'importance de l'Organisation des Nations Unies (ONU), encore moins de motiver, déclencher ou renforcer un ressentiment quelconque à l'encontre de quelque nationalité que ce soit. Le plus important est le démantèlement progressif de systèmes endogènes et exogènes responsables de l'instauration et de la restauration du chaos, de la haine et des inégalités, de la réplication d'idéologies promouvant la supériorité d'une race par rapport à une autre, l'exploitation, l'appauvrissement, l'élimination volontaires, systématiques et subtiles de communautés quelconques.

Par conséquent, les questions suivantes se posent : comment l'ONU peut-elle sortir de la léthargie et faire respecter par tous les membres de l'Organisation, sans exception aucune et indépendamment de leur puissance, les différentes conventions constituant le droit international ? Comment l'ONU peut-elle faire appliquer le droit international, le respect de sa charte par tous ses membres et être la SEULE entité à pouvoir imposer des sanctions à tout État qui violerait ses principes fondamentaux, quel que soit sa puissance économique et militaire ?

Tant que l'ONU continuera à permettre la diacture et la profération de menaces au sein de l'Organisation, le monde continuera à souffrir de l'arbitraire et de l'imposition de la démocratie.

Résumé

Les atrocités associées aux guerres dans les Balkans dans les années 1990 et au génocide rwandais de 1994 constituent le point culminant ayant conduit à la remise en question de la pertinence des systèmes d'alerte précoce (SAP) pour la prévention des conflits violents. Si les adeptes des SAP s'enthousiasment de leurs inestimables contributions et à l'idée selon laquelle ces mécanismes sont cruciaux dans la compréhension des causes et dynamiques sous-jacentes des conflits violents pour en permettre la prévention, résolution et transformation pacifique, les détracteurs des SAP, pour leur part, sont d'avis que ces mécanismes sont incapables d'assurer la mission qu'il leur a été assignée. Ainsi, dans l'optique de mieux appréhender les SAP et de vérifier la validité de l'argument de leur contribution modeste dans la prévention des conflits violents, une recherche documentaire de grande envergure a été engagée. L'objectif principal consistait à recenser dans la littérature des difficultés et recommandations associées aux SAP, toutes générations confondues, pour la période de 1990 à 2016. Vu que les SAP et les mécanismes de réponse entretiennent une relation étroite, il a également été question de recenser dans la littérature des difficultés et recommandations liées aux mécanismes de réponse pour la même période. Afin de donner plus de solidité à notre investigation, un focus-group avec des praticiens des SAP a été tenu en mars 2018 au Sénégal.

Concernant la recherche documentaire en ligne, une stratégie de recherche a été mise en place. Elle a permis l'exploration de plusieurs documents à partir d'une variété de sources. Pour ce qui est du focus-group, des critères d'inclusion des participants ont également été définis. D'une part, 14504 documents sont explorés, dont 259 sélectionnés, parmi lesquels 153 sont retenus. En plus, 20 autres documents dit-mixtes, se focalisant sur les principaux concepts du libellé de la thèse, en raison de 5 documents par concept, ont été sélectionnés. D'autre part, 5 praticiens ont pu prendre part au focus-group. Concernant les résultats de la recherche documentaire en ligne, plusieurs types de difficultés et de recommandations liés aux SAP et mécanismes de réponse ont été identifiés. Ils sont confinés dans des catégories et sous-catégories. De même, pour ce qui est des résultats du focus-group, plusieurs types de difficultés et de recommandations liés aux SAP et mécanismes de réponse ont été identifiés et ventilés dans les catégories et sous-catégories correspondantes. C'est ainsi qu'un compendium de difficultés et de recommandations liées aux SAP et mécanismes de réponse, de 1990 à 2016, a été établi.

En associant le logiciel Maxqda aux méthodes d'analyse documentaire et de contenu, les deux types de données collectées (documentaires et empiriques) ont pu être valorisés à travers le principe d'inférence. Un croisement de ces deux types de données a permis d'infirmer et de confirmer l'existence de certaines défaillances, mais également la validation de la persistance d'une multitude de difficultés auxquelles les SAP et mécanismes de réponse font face. Lors de l'analyse critique de ces mécanismes, il a été démontré que, malgré leurs contributions et avancées, il y a encore beaucoup d'efforts à faire, surtout en ce qui concerne la collecte et la gestion d'informations à des fins d'alerte précoce. En effet, il est attesté que la non prise en compte de certaines difficultés techniques peut avoir des effets négatifs sur tout le processus de Collecte-Vérification-Transmission-Analyse-Saisine (CVTAS) et sur celui de la gestion des conflits intra- ou interétatiques. Ainsi, le jeu géopolitique et géostratégique qui s'invite dans les coulisses de la médiation internationale dégrade l'image de cette dernière en promouvant une culture égoïste de la prévention des conflits violents. Par conséquent, de telles failles ont incité la formulation de stratégies alternatives et pertinentes pouvant contribuer à optimiser l'efficacité de la prévention et gestion des conflits violents. En plus de contributions théoriques et pratiques, la mise à disposition à une structure fédératrice des SAP et mécanismes de réponse au niveau national d'un produit, en phase de conceptualisation, promet un apport inestimable dans la prévention et gestion de tensions sociales et/ ou de conflits violents, mais aussi dans la gestion transparente des affaires publiques et la promotion de la bonne gouvernance.

Abstract²

The atrocities associated with the wars in the Balkans in the 1990s and the Rwandan genocide represent a critical period leading to the questioning of the relevance of Conflict Early Warning Systems (CEWS), which purpose consists in preventing violent conflicts. On the one hand, the supporters of these mechanisms are enthusiastic about the invaluable contributions of CEWS and the notion that these mechanisms are crucial in understanding the underlying causes and dynamics of violent conflicts in order to enable their prevention, resolution and peaceful transformation. The critics, on the other hand, believe that these mechanisms are incapable of fulfilling their assigned mission. Thus, in order to fully understand these mechanisms and to verify the validity of the argument supporting their modest contribution in the process of preventing violent conflicts, a large-scale literature review was undertaken. With regards to all generations of CEWS, from 1990 to 2016, the main objective consisted in identifying difficulties in the literature and recommendations for the improvement of these mechanisms. Considering that CEWS and response mechanisms interact constantly, identifying difficulties and recommendations related to response mechanisms for the same time period in the relevant literature was also a focus. In order to strengthen our investigation, a focus-group with CEWS practitioners was held in March 2018 in Senegal.

With regard to the online literature review, a search strategy was set up. It allowed the exploration of several documents from a variety of sources. As for the focus-group, inclusion criteria for participant's selection were also defined. On the one hand, 14504 documents were explored, of which 259 thoroughly reviewed, of which 153 were selected. In addition, 20 other so-called mixed documents, focusing on the main concepts of the thesis (5 documents per concept) were selected. On the other hand, 5 participants took part in the focus-group. As for the online literature review's results, several types of difficulties and recommendations related to CEWS and response mechanisms were identified and divided into categories and sub-categories. Similarly, with regard to the focus-group's results, several types of difficulties and recommendations related to CEWS and response mechanisms were identified and dispatched into the corresponding categories and sub-categories. Consequently, a compendium of difficulties and recommendations related to CEWS and response mechanisms from 1990 to 2016 was established.

² Reverso, dictionnaire gratuit en ligne, a été utilisé pour la traduction du résumé en anglais et en allemand, avant qu'un collègue doctorant ait passé en revue les trois versions du résumé.

By associating the Maxqda software to the document and content analysis methods, the two types of data (review and empirical) were valorized through the principal of inference. A cross-analysis of these two types of data made it possible to invalidate and confirm the existence of certain failures, but also to confirm the persistence of several difficulties that CEWS and response mechanisms face. A critical analysis of these mechanisms has demonstrated that, despite their contributions and progress, much work is still to be done, especially when it comes to the collection and management of information for early warning purposes. Indeed, the failure to take into account a number of technical issues could have negative effects on the whole Collection-Verification-Transmission-Analysis-Referral process (CVTAR) and on the management of intra- or inter-state conflicts. Thus, with regard to the later, the geopolitical and geostrategic game dictating the outcome of international mediation degrades its image by promoting a distorted and selfish culture of violent conflicts prevention. As a result, such flaws have prompted the formulation of alternative and relevant strategies with the aim of optimazing the effectiveness of violent conflict prevention and management. In addition to theoretical and practical contributions, the provision of a product, currently under conceptualization, to a federal structure of CEWS and response mechanisms at the national level, promises an invaluable contribution to social unrests and/ or violent conflicts prevention, but also a transparent management of public affairs and the promotion of good governance.

Zusammenfassung

Die Gräueltaten welche in den Balkan Kriegen der 90'er Jahre und im Völkermord Rwandas 1994 begangen wurde, waren der Höhepunkt der Infragestellung der Relevanz der Frühwarnsysteme für die Vorbeugung gewaltsamer Konflikte. Während die Anhänger dieser Mechanismen sich für deren unschätzbaren Beiträge einsetzen und die Idee vertreten, dass diese Mechanismen zum Verständnis der zugrundeliegenden Ursachen und Dynamiken gewaltsamer Konflikte entscheidend sind, um ihre Vorbeugung, Lösung und friedliche Umwandlung erlauben zu können, sind Kritiker der Frühwarnsysteme der Meinung, dass diese Mechanismen unfähig sind, die Mission, die ihnen zugewiesen wurde, zu gewährleisten. Um diese Mechanismen besser einschätzen und die Stichhaltigkeit der Idee ihres bescheidenen Beitrages in der Vorbeugung gewaltsamer Konflikte überprüfen zu können, wurde eine Online Dokumentssuche durchgeführt. Diese bestand darin die mit allen generationen der Frühwarnsysteme verbundenen Schwierigkeiten und Empfehlungen in der Literatur von 1990 bis 2016 zu ermitteln. Da die Frühwarnsysteme und Antwortmechanismen ein enges Verhältnis zueinander haben, wurden dementsprechend auch in der Literatur Schwierigkeiten und Empfehlungen bezüglich diesen Antwortmechanismen für dieselbe Periode ermittelt. Um diese Recherche zu vertiefen, wurde ein Focus Group mit Praktikern in März 2018 in Senegal durchgeführt.

Betreffend der Online Dokumentssuche wurde eine Forschungsstrategie entwickelt, welche die Analyse vielfältiger Quellen erlaubte. Einschliessungskriterien der Teilnehmer an der Focus Group wurden ebenfalls festgelegt. Einerseits wurden 14504 Dokumente untersucht. 259 dieser Dokumente wurden analysiert und davon 153 wurden ausgewählt. Außerdem, wurden 20 anderen sogenannte gemischte Dokumente, die sich auf die Hauptbegriffe des Titels der Doktorarbeit beziehen, bzw. 5 Dokumente pro Begriff, ausgewählt. Andererseits nahmen 5 Teilnehmer am Focus Group teil. Ausgehend von den Ergebnissen der Online Dokumentssuche wurden mehrere Typen von Schwierigkeiten und Empfehlungen die mit den Frühwarnsystemen und Antwortmechanismen verbunden sind, identifiziert und in bestimmte Kategorien und Subkategorien eingeteilt. Den Ergebnissen des Focus Group folgend, wurden mehrere Typen von Schwierigkeiten und Empfehlungen identifiziert, die mit den Frühwarnsystemen und Antwortmechanismen verbunden sind und in entsprechende Kategorien und Subkategorien unterteilt. In dieser Hinsicht wurde ein Kompendium von

Schwierigkeiten und Empfehlungen die mit diesen Mechanismen von 1990 bis 2016 verbunden sind, eingerichtet.

Beide gesammelten Datentypen (Literaturdaten und empirischen Daten) wurden nach einer Kombination aus der Software Maxqda und dem Inferenzprinzip gewertet. Eine Kreuzung dieser zwei Datentypen erlaubte die Widerlegung und Bestätigung der Existenz einiger Problemfälle, sowie die Bestätigung der Beharrlichkeit einer Schwierigkeitsmenge, mit denen die Frühwarnsysteme und Antwortmechanismen konfrontiert sind. Durch eine kritische Analyse beider Mechanismen wurde bewiesen dass trotz der positiven Beiträge und Fortschritte welche erreicht wurden, noch Verbesserungen vorgenommen werden könnten, vor allem was die Sammlung und Informationsverwaltung zu Frühwarnungszwecken angeht. Tatsächlich wurde bestätigt dass die Nichtberücksichtigung einiger technischer Ausfälle negative Wirkungen auf den ganzen Sammlung-Überprüfung-Übermittlung-Analyse-Befassungsprozess (SÜÜAB) und auf intra- oder interstaatlichen Konfliktverwaltung haben könnte. Daraus folgt dass geopolitische und geostrategische Interaktionen, welche in internationalen Vermittlungen involviert sind, eine egoistische Kultur der gewaltsamen Konfliktvorbeugung fördern. Infolgedessen, haben solche Ausfälle die Formulierung alternativer und sachdienlicher Strategien gefördert, die dazu beitragen können, die Wirksamkeit der Vorbeugung und gewaltsamer Konfliktverwaltung zu optimieren. Zusätzlich zu theoretischen und praktischen Beiträge, würde die Bereitstellung einer Föderalstruktur der Frühwarnsysteme und Antwortmechanismen auf nationaler Ebene von einem Produkt, welches sich noch in einer Konzeptuellen Entwicklungsphase befindet, nicht nur einen unschätzbaren Beitrag in der Vorbeugung und Verwaltung sozialer Spannungen und/ oder gewaltsamer Konflikte leistet, sondern auch zu der durchsichtigen Verwaltung öffentlicher Geschäfte und der Förderung verantwortungsvoller Staatsführung beitragen kann.

Liste des acronymes

AGID/ IGAD	Autorité Intergouvernemental pour le Développement
AIPR	Auschwitz Institute for Peace and Research
AMIS	African Mission in the Sudan
AMISOM	African Mission in Somalia
AP	Alerte Précoce
ASAP/ IES	African Security Analysis Programme/ Institut d'Etudes de Sécurité
ASEAN	Association of Southeast Asian Nations
ASF	African Standby Force
ASMP	The Arms Sales Monitoring Project
AWS	Advanced Warning System
BASIC/ PLW	The British American Security Information Council/ Project on Light Weapons
BED	Bureau des Études Doctorales (Université du Luxembourg)
BELUN/ CICR	BELUN/ Columbia University's Center for International Conflict Resolution (Timor Oriental)
BICC/ LWP	The Bonn International Center for Conversion/ Light Weapons Project
BMZ/ CEWS	Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (Allemagne)
C/ FACTS/ USAID	Conflict/ Fragility Alert, Consultation and Tracking System
CAA/ ACTOR	United States Army Center for Army Analysis/ Analyzing Complex Threats for Operations and Readiness (Fort Belvoir Virginia)
CAD (UNDP)	Conflict-Related Development Analysis
CAF/ WB	Conflict Analysis Framework (World Bank)
CAN	Community Alert Networks
CAP/ PCA	Cour d'Arbitrage Permanente/ Permanent Court of Arbitration
CAR	Central African Republic
CCC/ OS & HU	Conflict Carrying Capacity / Ohio State & Harvard University
CCDHL	Commission Consultative des Droits de l'Homme du Grand-Duché de Luxembourg
CEDEAO	Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEDIES	Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur (Luxembourg)
CEEAC	Communauté Economique des États de l'Afrique Centrale
CEMOC	The Military Joint Operations Committee (Between Algeria, Mali, Mauritania & Niger)
CER	Communauté Economique Régionale
CEWARN	IGAD's Conflict Early Warning and Response / Système d'Alerte précoce de l'AGID
CEWERU	Unité d'Alerte Précoce et de Réponse/ Conflict Early Warning and Response Unit
CEWS	Conflict Early Warning System
STRATFOR	Strategic Forecasting (US)
CHSS	Critical Human Security Studies
CIDCM/ ERM	Minorities at Risk Project, Center for International Development and Conflict Management/ Ethnic rebellion model
CIFP/ CU	Country Indicators for Foreign Policy (Canadian government & Carleton University)
CJUE	Cour de Justice de l'Union Européenne
CLEWS (UNDP)	Climate, Land, Energy and Water Strategies
CMPS	Conflict Management and Peace Science
COMESA	Common Market for Eastern and Southern Africa
COMWARN	Eastern and Southern Africa Common Market's Early Warning System
CPAF	Conflict and Policy Assessment Framework
CPAF-SAF	Conflict and Policy Assessment Framework/ The Stability Assessment Framework
CPCC	Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO
CPN	Conflict Prevention Network (European Union)
CPS/ PSC	Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine/ African Peace and Security Council
CRS/ EIU	Country Risk Service/ Economist Intelligence Unit
CRT	Civilian Response Team (EU)
CSS	Critical Security Studies
CTVAS	Collecte-Transmission-Vérification-Analyse-Saisine
CVTAR	Collection-Verification-Transmission-Analysis-Referral
CVTAS	Collecte-Vérification-Transmission-Analyse-Saisine
DAP	Direction de l'Alerte Précoce de la CEDEAO
DCS	Défense Civile Syrienne (les Casques Blancs Syriens)

DPKO	Department of Peacekeeping Operations
DRC/ RDC	Democratic Republic of Congo/ République Démocratique du Congo
DSHSS	Doctoral School in Humanities and Social Sciences (University of Luxembourg)
EASBRIG	Eastern Africa Standby Brigade
EAWARN	Network of Ethnological Monitoring and Early Warning of Conflicts
ECCAS	Economic Community of Central African States
ECOMOG	Economic Community of West African States Monitoring Group
ECOWARN	Système d'Alerte précoce de la CEDEAO
ECOWAS	Economic Community of West African States
ECPS-EISAS	Information and Strategic Analysis Secretariat (UN)
ECTS	European Credit Transfer System
EDA	European Defence Agency
EECW	Explanation of Ethnic Civil War (Yale University)
EIDHR	European Instrument for Democracy and Human Rights
FAA	Force Africaine en Attente
FAST/ SP	Analyse précoce des tensions et établissement des faits (Swisspeace)
FCE-PHSC	Fondation pour la Co-Existence – Programme sur la Sécurité Humaine et la Co-existence
FEWER	Forum on Early Warning and Early Response
FNR	Fonds National de la Recherche (Luxembourg)
FOMAC	Force Multinationale de Maintien de la paix de l'Afrique Centrale
FPFP/ CAST	The Fund for Peace and Foreign Policy/ Conflict Assessment System Tool
FT	Framework Team
FTI/ EWVPP	Fondation pour la Tolérance Internationale/ Projet d'alerte précoce et de prévention de la violence
FTI-NVCRP	Fondation pour la Tolérance Internationale/ Programme pour un règlement sans violence des conflits
FUGI-GEWS/ TNIRA	Futures for Global Interdependence Global Early Warning System/ Tokyo National Institute for Research Advancement
GHANAWARN	Système national d'Alerte Précoce du Ghana
GPPAC	Global Partnership for the Prevention of Armed Conflict
GTZ/ CAPP	German Agency for Technical Cooperation
HEWS (ReliefWeb)	Humanitarian Early Warning System
HIK	Heidelberg Institute for International Conflict Research
HRRP/ BERI	Historical Research Ratings Package/ Business Environment Risk Intelligence S.A.
HRW	Human Rights Watch
HS	Human Security
ICC	International Criminal Court
ICG	International Crisis Group
ICRG/ PRSG	International Country Risk Guide/ PRS Group
IDP (INEF)	Institute for Development and Peace (Duisburg)
SIPRI	Stockholm International Peace Research Institute
IGAD	Inter-Governmental Authority on Development
IGASOM	Mission Onusienne en Somalie confiée à l'IGAD
IRA/ IR	International Risk Approach/ International Risk
IR/ RI	International Relations/ Relations internationales
ISDSC	Inter-State Defence and Security Committee (SADC)
ISS	The Institute for Security Studies (Pretoria)
ITP	The Institut Titian Perdamaian (Jakarta, Indonesia)
Ituri-Watch	Prévention de Violences Intercommunautaires et Promotion de la Réintégration des Combattants (République Démocratique du Congo)
JICA	Japanese International Cooperation Agency
LIST	Luxembourg Institute of Science and Technology
LES	London School of Economics
MARAC	Mécanisme d'Alerte Rapide pour l'Afrique Centrale
MAXQDA	Logiciel d'analyse qualitative de données
MICOPAX	Mission for the Consolidation of Peace
MINUSMA	Mission des Nations Unies au Mali
MNAPR/ NEWRM	Mécanismes Nationaux d'Alerte Précoce et de Réponse
MVP	Manque de Volonté Politique
NAM/ MNA	Non Aligned Mouvement/ Mouvement des Non Alignés

NEWC	National Early Warning Conflict
NICOC	National Intelligence Council (USA)
NISAT	The Norwegian Initiative on Small Arms Transfers
OCDE	Organisation pour la Coopération et le Développement Economique en Europe
OCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OG	Organisation Gouvernementale
OIG	Organisation Inter-Gouvernementale
OING	Organisation Internationale Non-Gouvernementale
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
ONU/ UN	Organisation des Nations Unies/ United Nations
OUA/ UA/ AU	Organisation de l'Unité Africaine/ Union Africaine/ African Union
OSCE	Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe
OSCs/ CSOs	Organisations de la Société Civile/ Civil Society Organizations
OSDH/ SOHR	Observatoire Syrien des Droits de l'Homme/ Syrian Observatory for Human Rights
OTAN/ NATO	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord/ Nord Atlantic Treaty Organization
PACDC/ MIIS	Program for Arms Control, Disarmament and Conversion/ Monterey Institute of International Studies
PDMIN/ DMHA	Pacific Disaster Management Information Network/ Centre of Excellence in Disaster Management and Humanitarian Affairs
PITF	Political Instability Task Force (University Maryland)
PoC	Protection Of Civilians/ Protection des Civiles
POFED/ CGU	The Politics of Fertility and Economic Development/ Claremont Graduate University
PPEWU	Policy Planning and Early Warning Unit (EU)
Pr. Ploughshares	Promotion of Disarmament, Demilitarization, Peaceful Resolution of Political Conflict
RCEWS	Regional Conflict Early Warning Systems
RCGR	Control Risks Group Ratings
RDA	République Démocratique d'Allemagne
Respond	Consortium of European and international organisations sharing geographical information to support humanitarian crises
REWC	Regional Early Warning Conflict
REWS-SEE (UNDP)	Regional Early Warning System for Southeastern Europe
RiP/ R2P	Responsabilité de Protéger
S & PRG	Standard & Poor's Ratings Group
SADC	The Southern African Development Community
Saferworld	Violent Conflict Prevention
SAP	Systèmes d'Alerte précoce pour la prévention des conflits violents
SCAR	Système Continental d'Alerte Rapide
SCO	Shanghai Cooperation Organization
SDM/ MIT	State Stability System Dynamic Model/ Massachusetts Institute of Technology
SDN	Société des Nations
SGDN/ DAIS	Secrétaire Général de la Défense Nationale/ Direction des Affaires Internationales et Stratégiques (France)
START/ GPSF	Stabilization and Reconstruction Task Force/ Global Peace and Security Fund (Canada)
SÜÜAB	Sammlung-Überprüfung-Übermittlung-Analyse-Befassung
TAS	Processus de Transmission – Analyse – Saisine
TCAF (USAID)	Tactical Conflict Assessment Framework
TLO	Bureau de Liaison International (Sud de l'Afghanistan)
TSCTP	Trans-Sahara Counterterrorism Partnership
TSF	The Stanley Foundation
UE/ EU	Union Européenne/ European Union
UNAMIR	United Nations Mission in Rwanda
UNDP	United Nations Development Programme / Programme de Développement des Nations Unies
UNITAR	United Nations Institute for Training and Research
UNMOs	United Nations Military Observers
UPF	Uganda Peace Foundation
URSS	Union des Républiques Socialistes Soviétiques
USA	United States of America
USAID	United States Agency for International Development
USHAHIDI	Crowdsourcing pour la collecte d'informations relatives à une crise

USIIB	United States International Intelligence Behavior
Uwiano	Peacebuilding Platform (Kenya)
WANEP-Sénégal	West African Network for Peacebuilding – Sénégal
WBG/DRG	World Bank Development Research Group
WB-OP 8.00	Banque Mondiale/ Réponse Rapide aux Crises et aux Situations d'urgence

Chapitre 1 : Cadre théorique

1.1. Logique de la thèse

La thématique de la recherche nous exige une certaine cohérence dans l'argumentation et la présentation des différentes parties qui constituent notre thèse. Dès lors, il nous paraît essentiel d'exposer, dans une suite logique, les différents éléments qui aident à mieux cerner le libellé de la thèse, les concepts et mots clés qui la constituent, ses enjeux, postulats et objectifs. L'argumentaire, qui suit, tentera de répondre à cette exigence.

1.1.1. Comprendre la formulation du sujet

Le « développement économique durable », comme nous le verrons dans les lignes qui suivent, est un état dont l'atteinte nécessite préalablement la satisfaction de plusieurs conditions. L'une de ces conditions est la paix, autrement dit, une situation politique stable. Cette dernière devient réalité quand la sécurité des personnes et des biens est assurée. Sachant cependant que le travail des systèmes d'alerte précoce (SAP) pour la prévention des tensions sociales et/ ou des conflits violents concoure à l'établissement de cet environnement paisible, malgré les critiques en leur encontre, nous nous posons la question de savoir, quelle nouvelle approche les organismes pilotant ces mécanismes devraient-ils adopter afin, a) de favoriser une prévention et gestion efficace des conflits violents, et b) de créer les conditions idoines à travers lesquelles, le « développement économique durable » est envisageable. Évidemment, passer de la précarité au développement économique durable nécessite des sacrifices et un travail collectif ; d'où l'importance d'une coopération constructive, grâce et à travers laquelle, et par l'intermédiaire d'une « structure fédératrice » de secteurs pertinents de la vie publique et privée, un travail considérable de prospectif de développement économique, complémentaire à celui des SAP et non préjudiciable aux intérêts de l'État et à ceux de la société civile, pourrait être envisagé.

1.1.2. Définition des concepts et mots clés

Nous proposons, ci-après, une définition des concepts et mots clés, utilisés tout au long de la thèse.

1.1.2.1. **Coopération**

Le mot³ renvoie à l'unité autour de quelque chose pour l'atteinte d'un objectif. Rusu (2001) y associe l'idée de la collaboration (pp. 127-128), plus explicitée par Okechukwu (2007) qui y voit l'action de stimuler, d'encourager ou encore de favoriser une relation de travail avec une ou plusieurs personnes (p. 12). Il y a une multitude de domaines dans lesquels la coopération peut être envisagée. Dans leur article "Reputation and Cooperation in Defense", Hugh-Jones & Zultan (2012) tentent de démontrer à travers une étude expérimentale que la coopération est une réponse rationnelle face à une menace externe (p. 327). En mettant des personnes en situation, ils identifient d'une part d'intéressantes composantes de la notion, reprises ici sous forme de mots ou groupes de mots : " voluntarily", "at personal cost and risk", "to gain collective benefit", etc. (p. 328). D'autre part, ils déterminent deux types d'individus : les "strong types" ou « types forts » qui, pouvant être apparentés à des altruistes, sont prêts à se supporter mutuellement dans le long terme, tandis que les "normal types" ou « types normaux » agissent uniquement en fonction de leurs intérêts et peuvent dès lors être considérés comme pragmatiques ou encore opportunistes (p. 333).

Dans le cadre de notre thèse, la notion de coopération englobe toutes ces composantes, dont certaines d'entre elles, telles que les « types forts » ou « types normaux » procurent de la matière pour alimenter la critique de la notion. Compte tenu de la multiplicité des acteurs, de leurs ambitions et motivations divergentes, le secteur de la prévention des conflits se passera difficilement du travail des systèmes d'alerte précoce (SAP), dont l'un des objectifs, comme le souligne Okechukwu (2007), doit être :

Foster collaborative relationships with/between civil society, think tanks, existing national, sub-regional/ regional and international early warning, conflict prevention, and peacebuilding organizations. (p. 12).

Cette idée rejoint celle de Rusu (2001) qui identifie trois principes sur lesquels l'existence des SAP se repose : "human security ; transparency ; and collaboration" (p. 127). Dans les notions de la sécurité humaine, de la transparence, de même que dans celle de la collaboration, l'on retrouve celle de la coopération. Face aux acteurs et entreprises terroristes, la Communauté internationale encourage les États, Communautés Economiques Régionales, etc., à mettre en place des stratégies efficaces pour la lutte contre le terrorisme. Des initiatives transnationales, telles que le partage de données, une plus stricte surveillance des frontières pour contrer les

³ Reverso : dictionnaire gratuit en ligne.

réseaux terroristes, une surveillance des transactions financières illicites, etc., voient le jour (OSCE, 2012). Ces efforts de collaboration entre plusieurs entités, dans la « transparence » et la « réciprocité », en vue d'assurer la sécurité des personnes et des biens, définissent en elles-mêmes la notion de coopération. Cependant, cette dernière, comme remarquent Hugh-Jones & Zultan (2012), peut ne pas être tout à fait garantie. Elle est « forte », quand les concernés ont l'habitude d'entretenir et continuent d'entretenir de bonnes relations au-delà de la menace qui pèse sur eux. Elle est « normale », autrement dit « faible », quand les acteurs craignent de se faire attaquer. Cette peur les encourage à s'engager et à adopter un comportement soi-disant coopératif dans le but unique d'assurer leur sécurité, mais pas au-delà (pp. 332-333). Aydinli & Tuzuner (2011) arrivent à la même conclusion lorsqu'ils proposent d'étudier la coopération relative au partage d'informations (renseignements) entre les États-Unis d'Amérique et des pays-dits démocratiques. Ils se rendent compte que les États-Unis d'Amérique avaient plutôt tendance à coopérer dans le domaine du renseignement avec des pays-dits moins démocratiques pour la période de 2000 à 2006. Selon eux, des explications à ce phénomène pourraient être d'une part, que la coopération en matière de renseignement avec des pays considérés comme moins démocratiques est plus fructueuse qu'avec celle des pays-dits démocratiques. D'autre part, il pourrait s'agir d'un comportement stratégique, vu que le souhait du pays a toujours été la domination mondiale, en plus de vouloir prendre les devants suite aux événements du 11 septembre 2001 (p. 679). D'une manière ou d'une autre, l'attitude observée à travers cet exemple relève du pragmatisme ; ce qui correspond parfaitement au « normal type » mentionnés dans l'article d'Hugh-Jones & Zultan (2010). Notre exemple ne définit certainement pas le comportement coopératif des États-Unis d'Amérique en matière de renseignement. L'histoire montre qu'ils ont des partenaires fiables en la matière, en l'occurrence, la Grande-Bretagne et la France, entre autres. Il devient dès lors évident de se rendre compte, dans le cadre de notre recherche, que ce que l'on peut nommer « sécurité », l'est uniquement et effectivement, parce qu'il y a eu partage d'information au préalable et qu'à la suite de cette collaboration, l'implémentation de mesures opérationnelles et/ ou structurelles prises a pu assurer ou restaurer le calme, la tranquillité.

1.1.2.2. Sécurité

« État d'esprit confiant et tranquille en l'absence de danger », ou encore, « absence réelle ou imaginaire [de danger, sachant qu'] il peut y avoir une fausse impression de sécurité », telles sont les définitions proposées par le dictionnaire en ligne *Reverso Dictionnaire*. Sur la base de ces deux définitions, l'évolution de la notion de sécurité peut être constatée avec le temps.

Dans son article "Rethinking Security after the Cold War", Buzan (1997) identifie trois approches à la notion de sécurité : les approches traditionnelle, générale et critique (pp. 5-6).

La première approche met l'État-nation au centre de toutes ses préoccupations. Il s'agit de défendre militairement l'intégrité territoriale contre toute menace extérieure, autrement dit, garantir la souveraineté nationale. La notion de sécurité ne peut aller au-delà cela, selon les adeptes de cette vision des choses (Buzan, 1997, pp. 6, 9-11, 16, 20 ; Hettne, 2010, p. 33). Même si la nécessité de l'aspect militaire est incontestable, il faudra cependant, comme le suggère Newman (2010), reconnaître qu'il ne favorise pas nécessairement l'épanouissement des populations (p. 79). Au contraire, l'État serait prêt à utiliser tous les moyens à sa disposition pour défendre son territoire contre toute menace. A ce propos, l'exemple de Schmeidl (2003), lié à une affluence massive de réfugiés, suggère qu'au lieu de soulager leur souffrance, l'État pourrait utiliser les SAP pour mettre fin à l'entrée de ces derniers (pp. 130-155). L'une des plus grandes contradictions des adeptes de cette approche consiste à reconnaître indirectement l'aspect économique comme étant source de problèmes (Buzan, 1997, pp. 10-11). Stephen Walt (1991) reconnaît lui-même que :

[...] despite the attention that resource issues received after the 1973 oil shocks, disputes persist on the strategic importance of economic resources and their role as potential causes of international conflict [...] The recent war in the Persian Gulf highlights the continued relevance of this issue. (p. 227).

Si Walt (1991) reconnaît, implicitement, à travers cette citation, qu'un État peut s'attirer des ennuis, juste parce que ses territoires regorgent des ressources naturelles pouvant assurer la survie et l'hégémonie économique d'une puissance quelconque, ou juste parce que sa stratégie de commercialisation de ses propres ressources ne plait pas⁴, dans quelle mesure l'aspect économique ne constitue-t-il dès lors pas une menace, autrement dit, ne pose-t-il pas de problèmes sécuritaires aux populations vivant sur des territoires riches en ressources naturelles ? Reconnaître qu'il peut y avoir une menace autre que celle qui pèse sur l'intégrité territoriale, équivaut à reconnaître implicitement l'argument des généralistes à la notion de sécurité.

La seconde approche, celle des généralistes, met l'individu au centre de ses préoccupations. Selon cette perspective, les problèmes sécuritaires actuels vont au-delà de la menace militaire. Ils peuvent provenir des gouvernements, des catastrophes naturelles, des violations des droits

⁴ Mitchell, 2010, pp. 189-201.

de l'homme, de la pauvreté, de la maladie, de la famine, etc. (Hettne, 2010, pp. 33-34 ; Newman, 2010, pp. 78-80 ; Tiruneh 2010, pp. 7-8). Selon Newman (2010), il devrait y avoir une « responsabilité éthique », afin de « réorienter » le débat sur l'individu, en vue d'améliorer ses conditions de vie (p. 78). Face à cet élargissement de la notion, les critiques s'élèvent. Hormis le fait que cette perspective n'aborde pas des questions d'ordre « méthodologiques » ou « épistémologiques », elle inquiète sur plusieurs aspects. Certains trouvent que cette approche est trop vaste et manque de précision par rapport aux dangers contre lesquels l'individu devrait être protégé (Buzan, 1997, p. 11 ; Newman, 2010, pp. 79-80, Tiruneh, 2010, p. 7). D'autres pensent qu'elle fait la promotion de la souveraineté conditionnelle qui implique l'ingérence extérieure (Hettne, 2010, p. 34 ; Newman, 2010, p. 79). Au nom de la responsabilité de protéger, une intervention militaire aux ambitions ambiguës peut dès lors être organisée et ordonnée. Ce scepticisme dont certains font preuve laisse place aux adeptes critiques de la notion.

La troisième approche, c'est-à-dire, celle des critiques à la perspective traditionnelle et générale à la notion de sécurité se veut prudente. Cette approche attire l'attention et remet en question les vraies intentions de l'État, quand ce dernier tente de justifier toute mesure prise au nom de la souveraineté ou de la sécurité nationale. Ce faisant, les adeptes de cette vision des choses se méfient de possibles manipulations et tentent de déconstruire en permanence la plupart des réalités suggérées par les leaders politiques. Ils écartent l'objectivité du débat et parlent plutôt de constructions ou de vérités construites. La déconstruction de la notion de sécurité devient dans ce cas nécessaire (Matveeva, 2006, p. 37 ; Newman, 2010, p. 90). Grâce à ces efforts de déconstruction de la notion de sécurité, donc de dé-sécurisation (Buzan, 1997, p. 14), les remarques suivantes peuvent être faites : Les mouvements populistes à travers l'Occident se sont récemment accaparés de la question de l'immigration, qu'ils présentent comme une menace existentielle à leurs concitoyens. Même si des actes de violences peuvent être prouvés, en se référant notamment aux cas récents enregistrés en Allemagne⁵ et aux États-Unis d'Amérique⁶, ils partent d'un fait pour en construire une réalité qu'ils tentent ensuite de vendre, tout en faisant exprès d'ignorer les causes réelles de ces mouvements. Au nom de la sécurité nationale, les États-Unis d'Amérique et d'autres pays ont mis en place des programmes de surveillance de masse, espionnant systématiquement les personnes d'intérêt et d'autres qui ne le sont pas. N'eurent été les révélations d'Edward Snowden, le citoyen

⁵ France24 (2018).

⁶ France 24 (2018).

ordinaire n'allait s'apercevoir de rien. Enfin, pour relativiser par rapport à une possible utilisation des SAP pour contrer des mouvements de réfugiés ; ce qui n'est pas du tout exclu, Matveeva (2006) attire l'attention sur le fait que l'État, au nom de sa réputation sur la scène internationale, serait dès fois tenté de faire un geste, mais que les populations elles-mêmes s'y opposent parfois (p. 38). Pour illustration, malgré la volonté du gouvernement brésilien d'accueillir des vénézuéliens sur ses territoires en 2018, une partie de la population concernée a réagi défavorablement⁷. En somme, la plus-value de cette approche réside dans sa capacité d'analyse et de remise en question perpétuelle du fait tel qu'il est présenté par les politiques. Au milieu de toutes ces oppositions, une autre façon de voir, mais complémentaire, serait de soutenir que la perspective critique à la notion de la sécurité humaine se propose d'unir les différentes approches présentées ci-dessus, tout en s'attaquant efficacement aux sources de l'insécurité à travers une prévention structurelle et opérationnelle. Selon Newman (2010), si cette approche veut garder sa pertinence, il y a lieu qu'elle s'occupe des questions négligées par ses prédécesseurs (pp. 92-94).

En conclusion, il peut être établi que la première définition de la notion de sécurité correspond à l'approche traditionnelle et orthodoxe qui pense qu'en dehors de la menace pouvant s'abattre sur l'intégrité territoriale, aucune attention ne mérite d'être portée à quelque autre menace que ce soit. Par contre, la seconde définition qui relativise en insinuant l'existence d'une fausse impression de sécurité correspond à la fois aux approches généralistes et critiques, qui considèrent qu'il n'y a pas seulement l'aspect militaire qui compte, mais tout autre aspect pouvant mettre en danger la vie de l'individu. A ce propos, une évolution récente et claire de la notion de sécurité pourrait être retracée depuis les événements du 11 septembre 2001 : les actes terroristes enregistrés ces dernières années, un peu partout dans le monde, montrent, jour après jour, une forte implication de l'État pour assurer la sécurité de ses citoyens, au point même de contrôler leur vie à leur insu^{8,9,10}. Cependant, depuis et grâce aux révélations d'Edward Snowden, les gens adoptent de plus en plus la perspective critique à la notion de la sécurité humaine : dorénavant, le citoyen ordinaire remet en question les vraies intentions de l'État dans sa fabrique d'une peur qui lui est profitable. Cette façon critique de voir pousse à s'interroger sur le but final de la sécurité : serait-il de faire peur ou au contraire de dissiper la peur afin que la paix règne ?

⁷ France 24 (2018).

⁸ CCDHL (2018).

⁹ Le Monde (2018).

¹⁰ Leymarie, 2015, p. 10.

1.1.2.3. Paix

S'il est normal de s'imaginer qu'une coopération forte (Hugh-Jones & Zultan, 2012) et l'adoption de l'approche critique à la sécurité humaine (Newman, 2010) peuvent garantir la paix, qu'en est-il dans la réalité ? Avant de répondre à cette interrogation, examinons d'abord la signification de cette notion. Selon Werly (2002), la notion est « polysème ». Elle s'applique, tant à « la sphère privée des relations humaines », qu'à « la sphère publique » (p. 482). De bons rapports interpersonnels peuvent être distingués d'avec de bons rapports diplomatiques, mais tous les deux minimisent l'affrontement et ont en commun la préservation ou l'instauration du calme, de la sérénité, de la paix. Cependant, l'absence de manifestations d'hostilités entre deux personnes ou entre deux pays, signifie-t-elle nécessairement un état de paix ? Hormis les nombreuses significations de la notion (Werly, 2002, pp. 481-495), les multiples menaces à la sécurité, exposées par les adeptes de la perspective générale à la notion de la sécurité humaine, sans oublier, entre autres, la guerre économique entre les États-Unis d'Amérique et la Chine¹¹ d'une part, puis avec l'Europe¹² de l'autre, attestent des difficultés d'avoir une seule et unique définition de la notion, sachant qu'elle s'applique à plusieurs sphères de la vie.

Dès lors, des rapports interpersonnels ou diplomatiques sans contradictions, bien que souhaitables, seraient en eux-mêmes source de polémique. Il ne s'agit certainement pas de faire l'apologie du conflit, au contraire, mais de constater l'ampleur de la tartuferie dans de tels rapports. Généralement parlant, si le conflit a tendance à s'opposer à la paix, il peut dès fois en être la source : entrer en conflit, c'est marquer son désaccord, c'est faire connaître ses plaintes. De ces revendications, peut émerger la satisfaction, le sentiment de justice sociale ou judiciaire¹³ pouvant, tant soi peu, contribuer à une paix intérieure ou sociale. Suite à cette réflexion, la question qui mérite d'être posée par rapport à l'objet de notre thèse est de savoir si le sentiment de justice sociale peut favoriser le développement personnel et collectif de façon durable ?

1.1.2.4. Développement durable

Si la notion de développement suggère, entre autres, « le progrès », l'« expansion », le « rayonnement »¹⁴ ou encore, pour paraphraser Hettne (2010), un changement perpétuel

¹¹ France 24 (2018).

¹² France24 (2018).

¹³ Paquot & Pépin (2011).

¹⁴ Définitions tirées du dictionnaire Reverso, dictionnaire gratuit en ligne.

auquel l'homme accorde une certaine signification et valeur (p. 33), il est également vrai que l'aspect économique est souvent associé à ces suggestions (Escobar, 1995, pp. 1, 17 ; Souaré, 2007, pp.102-103 ; Hettne, 2010, pp. 36, 42-43 ; Pupavac, 2010, p. 704 ; etc.). Il est possible d'identifier d'autres notions du développement non assimilables à celle utilisée dans le cadre de notre thèse : par exemple, le développement personnel, en parlant de maturité ou le développement intellectuel, ou encore le développement technologique, etc. Toutefois, sa réalisation doit passer par plusieurs étapes, tandis que sa pérennisation demande de la bienveillance, la prise de responsabilité, en somme, de la volonté politique ; ce qui nous amène à une définition du concept de développement durable comme étant : l'« ensemble des activités mises en place pour répondre aux besoins des générations actuelles sans compromettre le bien-être des générations futures »¹⁵. Cette définition permet, tant soi peu, de justifier l'existence des SAP, en ce sens qu'elle rappelle ce pour quoi ils ont été mis en place :

The distinguishing characteristics of the Early Warning System include its ability to identify a perceived potential armed conflict at a very latent stage, and subsequently take the necessary steps to reduce, resolve or transform the conflict situation into a new peaceful order [by] putting mechanisms in place that can stem these tensions. (Amao et al., 2014, p. 80).

En associant alerte précoce, recommandations, scénarios possibles et analyses prospectives lors de la formulation de réponses opérationnelles et/ ou structurelles, il est possible de contenir des actes de violence et/ ou de s'attaquer en même temps ou séparément et progressivement aux causes profondes ou structurelles des conflits, afin de créer des conditions paisibles nécessaires à l'entrepreneuriat, en vue d'une reprise ou de l'accroissement d'activités économiques pouvant garantir l'épanouissement des populations dans tous les domaines concevables par une société quelconque et de maintenir cet état de satisfaction de façon durable. On retrouve cette idée de complémentarité entre SAP et développement durable dans les années 1990 lorsque Van Walvaren & Van derVlugt (1996) estimèrent :

It is argued that sustainable development and early warning may [...] complement each other to create an environment where (massive) violent conflicts are unlikely to occur and economic development is not disturbed or annulled by the eruption and escalation of conflict. (p. 7).

Toutefois, malgré cet enthousiasme qui ne cesse de grandir autour du développement économique durable, les obstacles à sa réalisation, dans plusieurs pays, n'ont cessé de prendre

¹⁵ Définition tirée du dictionnaire Reverso, dictionnaire gratuit en ligne.

différentes formes : de l'enrichissement illicite de leaders politiques à la globalisation qui, selon Hettne (2010), en envahissant les économies nationales, favorise l'accumulation de capitaux au détriment de la justice sociale (pp. 42-43). Escobar (1995) nous apprend, qu'en dehors de la première mission économique organisée à partir du 11 juillet au 5 novembre 1949 en Colombie par la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement, que le développement, dans certaines parties du monde, n'était qu'une stratégie mise en place pour atteindre un but précis, qui n'est autre que comme il l'explique lui-même :

The slow preparation of the launching of development was perhaps most clear in Africa, where, a number of recent studies suggest (Cooper 1991 ; Page 1991), there was an important connection between the decline of the colonial order and the rise of development. In the interwar period, the ground was prepared for the institution of development as a strategy to remake the colonial world and restructure the relations between colonies and metropolises. As Cooper (1991) has pointed out, the British Development Act of the 1940s - the first great materialization of the development idea - was a response to challenges to imperial power in the 1930s and must thus be seen as an attempt to reinvigorate the empire. This was particularly clear in the settler states in southern Africa, where preoccupations with questions of labor and food supplies led to strategies for the modernization of segments of the African population, often, as Page (1991) argues, at the expense of Afrocentric views of food and community defended by women. These early attempts were to crystallize in community development schemes in the 1950s. The role of the League of Nations in negotiating decolonization through the system of mandates was also important in many cases in Asia and Africa. After the Second World War, this system was extended to a generalized decolonization and the promotion of development by the new system of international organizations. (pp. 26-27).

Quoique la volonté de sortir un peuple quelconque du sous-développement soit noble, il reste que les intentions de certains qui se proposent de le faire sont le plus souvent insaisissables, voire ambiguës (Escobar, 1995, p. 44). Contre toutes mauvaises attentes, il est bien d'agir avec tours et détours. C'est dans cette perspective que l'approche critique aux études de la sécurité humaine apporte un plus aux SAP, dans la mesure où, pour aller dans le sens des Nations-Unis, juste le fait de reconnaître que les conflits violents sont la plus sérieuse menace au projet de développement d'un pays devrait favoriser l'inclusion de toutes les couches de la population pour prévenir leur éclatement ou reprise (UN, 2001, pp. 18, 20). Pour rendre cette prévention possible, différents systèmes d'alerte précoce (SAP) ont été mis en place.

1.1.2.5. Systèmes d'Alerte précoce

Nyheim (2009a) estime que :

Les systèmes d'alerte précoce comportent la collecte et l'analyse régulière et méthodique d'informations relatives aux situations de conflit violent. Ils produisent un ensemble d'éléments d'alerte précoce (à partir de méthodes d'analyse qualitative et/ ou quantitative du conflit) qui sont ensuite mis en relation avec des instruments/ mécanismes de réponse. (pp. 24-25).

Nous précisons, par la même occasion, que l'utilisation du terme « SAP » dans la thèse se réfère au dispositif qui se compose de moniteurs de terrains et logiciels/ programmes, permettant la collecte d'informations à des fins d'alerte précoce. À ce dispositif, nous y associons également les analystes qui reçoivent les informations, procèdent à leur triangulation, puis à leur valorisation. Ce dispositif, bien entendu, peut être un programme, parmi tant d'autres, d'une organisation de la société civile, d'une multinationale, d'une organisation gouvernementale ou intergouvernementale.

1.1.2.6. Alerte précoce

De même, concernant l'alerte précoce, Nyheim (2009a) suggère que :

L'alerte précoce (ou avancée) est un processus permettant (a) de prévenir les décideurs du risque de déclenchement, d'escalade ou de reprise d'un conflit violent et (b) de favoriser une meilleure compréhension, chez ces responsables, de la nature et des répercussions d'un tel conflit. (p. 24).

L'information transmise aux autorités politiques, à travers l'alerte précoce, est mise en valeur pour apporter une réponse efficace aux problèmes soulevés.

1.1.2.7. Mécanismes de réponse

Les mécanismes de réponse, aussi appelés « systèmes de réponse précoce et rapide », sont :

[...] un ou plusieurs instruments et mécanismes (politiques, économiques/ financiers, sociaux, sécuritaires) de prévention, déployés suite à une alerte précoce, afin de gérer, résoudre ou empêcher l'éclatement, l'intensification ou la reprise d'un conflit violent (Nyheim, 2009a, p. 25).

1.1.2.8. Réponse rapide/ opérationnelle

Peut être considérée comme réponse rapide/ opérationnelle, ou encore, « réponse précoce » :

[...] toute initiative intervenant dès que se précise la menace d'un conflit violent, l'objectif étant de gérer, résoudre ou empêcher un tel conflit ». (Nyheim, 2009a, p. 25).

La réponse rapide/ opérationnelle peut être une initiative qui émane des activités de la diplomatie préventive, comme la médiation par exemple. Elle peut aussi prendre la forme d'un déploiement des forces de l'ordre pour contenir la situation en cours, contrairement à la réponse structurelle.

1.1.2.9. Réponse structurelle

Si dans la littérature, la réponse structurelle est assimilée à la prévention structurelle des conflits, la majeure partie des chercheurs s'accordent sur le fait qu'elle devrait être un processus qui permet de s'attaquer, à court et à long termes, aux causes profondes, responsables des inégalités sociales, d'où naît le plus souvent le sentiment de frustration qui anime une partie de la population et pousse à manifester ou à commettre des actes de désespoir ou non, comme tenter l'immigration clandestine pour fuir l'horreur des guerres délibérées et la famine, s'engager dans une rébellion pour l'amélioration de ses conditions de vie et des siennes, revendiquer ouvertement et symboliquement son appartenance religieuse à la suite de discriminations, etc. Pour qu'elle soit efficace, les Nations-Unies pensent que :

Preventive action should be initiated at the earliest possible stage of a conflict cycle in order to be most effective. One of the principal aims of preventive action should be to address the deep-rooted socio-economic, cultural, environmental, institutional and other structural causes that often underlie the immediate political symptoms of conflicts. An effective preventive strategy requires a comprehensive approach that encompasses both short-term and long-term political, diplomatic, humanitarian, human rights, developmental, institutional and other measures taken [...] in cooperation with national and regional actors." (UN, 2001, p. 2).

Comme nous venons de le voir dans les lignes précédentes, à côté de la prévention structurelle, nous avons la prévention opérationnelle qui vise un autre objectif, tout en étant complémentaire à la première. La combinaison des deux est sensé offrir de meilleurs résultats. Cependant, le constat général de la recrudescence des conflits dans le monde (HIIK, 2017, p. 14) pousse à s'interroger sur la notion-même de la prévention des conflits violents.

1.1.2.10. Prévention

La notion de prévention paraît aussi vieille que le monde. N'empêche, Ganson & Wennamann (2012) attirent notre attention sur des activités pouvant être qualifiées comme étant certaines des premières mesures de prévention des conflits à la sortie de la seconde guerre mondiale.

D'ailleurs, le sens de leur utilisation de la notion renvoie à la nôtre, dans le cadre de notre thèse. Selon eux, ces activités qui entrent dans le cadre de celles de la diplomatie préventive¹⁶, remontent depuis les années 1953 à 1961 sous la direction du Secrétaire-Général Dag Hammarskjöld (p. 3), intervenant ainsi peu de temps après la création de l'Organisation des Nations-Unies (ONU) le 25 juin, la signature de la Charte le 26 juin, son entrée en vigueur le 24 octobre 1945 et la dissolution de la Société Des Nations (SDN) en 1946¹⁷. Depuis lors, les Secrétaire-Généraux qui ont suivi, ont œuvré à leur façon dans le même sens, malgré les difficultés internes à l'Organisation. Par conséquent, la notion de prévention a longtemps été un centre d'intérêt pour les acteurs à la résolution des conflits. Parmi la multitude de définitions proposées, nous retenons ci-après, malgré quelques nuances, la série de propositions faites par Ganson & Wennamann (2012) :

Conflict prevention is a profoundly 'local' effort that involves existing national or sub-national actors, networks, or institutions ; but that is embedded in an international context and activities.

Conflict prevention occurs along the entire timeline of instability, conflict management, crisis management, peacemaking, peacekeeping and peacebuilding.

Conflict prevention requires the work or support of all actors, local and international, that have a bearing on a specific context. It cannot be delegated to any single actor.

Conflict prevention is inherently cross cutting, with many modalities intersecting with security, development, peacebuilding and statebuilding.

The definition of conflict prevention must be bounded enough to be actionable. These bounds can be defined by a focus on the strength and resilience of social and political networks and institutions that identify and mobilise responses to known tensions and stress factors. (pp. 3-4).

Dans la littérature, la majeure partie des définitions exprime la même chose. Nous observons toutefois que la prévention des conflits violents consiste à déployer les efforts nécessaires en vue d'empêcher, de façon inclusive et pragmatique, qu'un différend/ antagonisme ne puisse se transformer en une néfaste poudrière destructrice de perspectives.

Cependant, comme le rappelle Ackermann (2003a), la plupart des définitions proposées repose sur deux idées centrales : soit la prévention se limite à la phase latente, ou elle prend en compte tout le cycle du conflit ; ou encore que la prévention devrait s'intéresser dans un

¹⁶ Cette idée est également mentionnée dans Ackermann, 2003a, p. 288.

¹⁷ Mestre-Lafay, 2009, pp. 3-4.

premier temps aux causes directes, puis dans un second, aux causes structurelles du conflit ; ou qu'elle devrait s'intéresser aux deux en même temps (pp. 341-342). Il est concevable de se faire l'idée selon laquelle, durant tout le processus de la résolution d'un conflit violent, il est possible de mener simultanément des actions de prévention sur l'apparition de potentiels risques pouvant exacerber ce dernier et, dès lors, réduire au néant les espoirs entretenus ainsi que les efforts déployés. Cela correspondrait à allier prévention opérationnelle et structurelle : la première permettant de contenir la situation et, la seconde, de tenter de remédier aux causes profondes du conflit en passant par le développement et la mise en place de programmes de redressement économiques efficaces et favorables, à court et à long termes, à l'épanouissement des populations, pour ce qui est du domaine économique. Pour ce qui est des autres domaines de la vie sociétale, des mesures structurelles, efficaces, peuvent également être prises. Au vu des importantes et nécessaires considérations ci-dessus, soulevées par Ackermann, nous observons que Prévention et Résolution signifient deux choses différentes : l'une se situant bien avant et œuvrant contre l'éclatement, tandis que l'autre, déployant des mesures visant l'apaisement, voire l'arrêt du conflit violent après son éclatement.

Si la notion de prévention est jusque-là bien vue, elle ne l'est pas du tout dans certains cas. La position de Ganson & Wennmann (2012), suggérant une quelconque supervision de la Communauté internationale des activités de prévention de conflits violents à un niveau local (p. 3), est de plus en plus mal vue. Pour paraphraser Moolakkattu (2005), des apologistes du conflit, issus pour la plupart de la perspective traditionnelle à la notion de la sécurité, verraient dans la prévention des conflits une menace contre les intérêts de l'État. Ils seraient d'avis que des actions prévues pour la prévention des conflits puissent déclencher ces derniers et estimeraient que la prévention des conflits ignore l'importance du conflit dans les changements politiques (p. 11). Cette vision des choses trouve échos chez Hamelink (2008), qui estime que l'idée de la prévention des conflits est absurde. Selon lui :

The essence of living is conflict. Conflict between life and death. Conflict between who we are and who we would want to be. Conflict between expectations and realities. Conflict is the source of creativity, growth, and productivity. Conflict is at the core of a democratic society. The prevention of conflict is an unrealistic proposition and most likely also a very undesirable enterprise. What needs prevention is the escalation of conflict into lethal violence or forms of 'deep damage' to human relations. (p. 78).

Hormis les questions existentielles soulevées par Hamelink, ses propos montrent que le conflit n'est pas nécessairement négatif, car de lui et grâce à lui, une dictature pourrait se transformer

en démocratie. Toutefois, nombreuses sont les raisons qui font que la prévention des conflits violents soit mal vue. Selon Moolakkattu (2005), certains voient dans la prévention des conflits violents une ingérence extérieure sous l'emblème d'une intervention humanitaire, servant le programme et les intérêts du libéralisme international (pp. 11-13). Le principe du réalisme humanitaire vient confirmer que la plupart des interventions-dites humanitaires est rendue possible parce qu'elle regorge des intérêts colossaux pour les acteurs initiateurs (Adelman et al., 1996, p. 76 ; Piiparinen, 2008, p. 720). Avec de tels idéaux, la prévention prend une tournure dénouée de toute éthique où le profit est la seule règle, au détriment de la mise en place de mesures efficaces, destinées à empêcher l'éclatement ou l'escalade des conflits violents (Piiparinen, 2008, pp. 708-709).

1.1.2.11. Conflit

Si l'« opposition », le « désaccord », la « rivalité », la « contradiction » et l'« antagonisme »¹⁸, entre autres, offrent une bonne compréhension de ce que l'on peut saisir sous le terme « conflit », il n'existe cependant pas de définition unique de la notion dans la littérature (Thomas, 1992, p. 268). Néanmoins, l'exploration de celle-ci permet le repérage d'un lexique en fonction du domaine dans lequel la notion est utilisée. C'est ainsi que nous obtenons, pour le compte de la psychologie, "deliberate interference with the other's goals ", "perception of incompatibility among the parties's concerns" (Thomas, 1992, pp. 268-269). Thomas (1992) pense qu'une définition assez large permettrait de prendre en compte une variété de situations, d'où sa définition du conflit :

[...] the process which begins when one party perceives that another has frustrated, or is about to frustrate, some concerns of his" (p. 265).

Du côté de la Loi internationale humanitaire, pour le compte du droit, la définition du concept porte plutôt sur une typologie des conflits. Des explications telles que « tension interne », « troubles internes », « hostilité entre les parties », sont suggérées (Vité, 2009, pp. 70-72). Cependant, à l'occasion du jugement Diakité de 2014¹⁹, le manque de précision de la Loi internationale humanitaire a poussé la Cour de Justice de l'Union Européenne (CJUE) à adopter une nouvelle définition de la notion, qui est similaire à celle adoptée par la Chambre d'Appel du Tribunal international pour la Yougoslavie en 1995. Toutefois, les deux instances

¹⁸ Selon le dictionnaire Reverso, dictionnaire gratuit en ligne.

¹⁹ Un Guinéen d'origine qui s'est vu refusé une protection subsidiaire en Belgique sous l'interprétation de la Loi internationale humanitaire, avant de se la voir accorder après révision de la décision par la CJUE (Bauloz, 2014, pp. 836-837).

voient le conflit comme une « confrontation » entre État et groupes organisés ou entre groupes organisés (Bauloz, 2014, pp. 837-838). Enfin, le secteur de la prévention des conflits violents qui se rapporte le plus au domaine politique ne s'éloigne pas pour autant des définitions proposées ci-dessus, même si le conflit y est perçu comme étant :

A social factual situation in which at least two parties (individuals, groups, states) are involved, and who : i) strive for goals which are incompatible to begin with or strive for the same goal, which, can only be reached by one party ; and/ or ii) want to employ incompatible means to achieve a certain goal. [ou encore :] Conflict is present when two or more parties perceive that their interests are incompatible, express hostile attitudes, or [...] pursue their interests through actions that damage the other parties. These parties may be individuals, small or large groups, and countries. [...] Interests can differ over : i) access to and distribution of resources (e.g. territory, money, energy sources, food) ; ii) control of power and participation in political decision-making ; iii) identity, (cultural, social and political communities) ; iv) status, particularly those embodied in systems of government, religion, or ideology. (Schmid, 1998, p. 9).

1.1.3. Interdépendance des concepts

Au-delà du sens propre du concept, la prévention des conflits violents se veut mobilisatrice et inclusive. Elle présuppose une combinaison et coordination d'actions qui se complètent conjointement et collectivement. Il n'a pas encore été attesté, depuis la nuit des temps à nos jours, l'existence d'un immeuble qui tient sur lui-même, sans se reposer sur une structure de base solide. En d'autres termes, il n'y a point d'immeuble qui tienne sans fondement. De même, il n'y a point de développement durable sans la paix, précédée par l'instauration ou la restauration de la sécurité dont la matérialisation devient réelle suite à une prévention efficace et effective des conflits violents, qui n'est réalisable qu'à travers la coopération et la bonne foi de tous les acteurs concernés.

Étant donné que la prévention des conflits violents implique la prise de mesures opérationnelles et structurelles, séparément ou conjointement, toutes les deux formules participent à l'instauration, à la restauration, à la construction et au maintien de la paix, et par extension, à la mise en place progressive de conditions favorables à l'épanouissement des populations, dans la durabilité. D'une part, la mesure opérationnelle, par son caractère interventionniste, et au-delà de son rôle d'interrompre temporairement les hostilités, peut contribuer à la création d'une atmosphère propice au dialogue et à la coopération. Pour illustration, une intervention militaire humanitaire, dénouée de tout intérêt, bien avant le début des assassinats au Rwanda en avril 1994, pouvait permettre le désarmement de la milice Hutu et la saisie ou confiscation des armes à feu et armes blanches à leur possession. D'autre part,

la mesure structurelle, en éliminant progressivement les causes profondes d'éventuelles frictions, participe à l'instauration et/ ou à la restauration de la sécurité, de la paix et du développement durable. Pour illustration, les gacaca ont pu contribuer à l'instauration d'une paix intérieure auprès de victimes, à la restauration de la justice sociale au Rwanda et ont favorisé, par la même occasion, la réconciliation nationale. L'enseignement général, qui peut être tiré de ce cas douloureux, consiste à défendre la thèse selon laquelle, si le Rwanda n'avait pas connu une telle stabilité, il ne serait pas au niveau où il est aujourd'hui, malgré les défis qui contribuent encore à retarder sa pleine croissance économique. Par conséquent, en si peu de temps, le Rwanda a dépassé beaucoup de pays africains, en termes de maturité, de stabilité politique et de développement économique (Mutebi, 2003 ; Stanton, 2009 ; Dusabe, 2016 ; Africa Research Bulletin, 2018). De même, des mouvements de réunification, à travers l'histoire, ont montré que le développement économique n'est possible que dans une atmosphère où règne la paix et où l'insécurité ne gagne pas en proportion. Malgré le semblant de stabilité de la République Démocratique Allemande (RDA) pendant 40 ans, de 1949 à 1989, la précarité, ayant provoqué une situation d'insécurité humaine en Allemagne de l'Est, fut une des causes de plusieurs manifestations, dont celles de la classe ouvrière en 1953, 1956, 1968 et celle des « réformistes » en 1989, avant la chute du mur de Berlin (Fulbrook, 1994, pp. 217-222). La réussite de l'intégration d'« une économie et [d'] une société post-communiste dans un monde capitaliste²⁰ » a été rendu possible par la stabilité politique et économique de l'Allemagne de l'Ouest. Malgré les turbulences qui suivirent durant toute la période de l'implémentation des réformes, l'Allemagne est passé de l'« homme malade » jusqu'au-delà du début des années 2000, à « la locomotive économique incontestable de l'Europe » en 2015 (Hassel, 2016, p. 143).

Ayant compris l'importance de la stabilité et de la paix dans le processus qui mène au « développement économique équitable et durable »²¹, l'ONU fait la constante promotion de la prévention des conflits violents. De par son expérience, l'Organisation estime que :

An investment in long-term structural prevention is ultimately an investment in sustainable development : first, because it is obvious that sustainable development cannot take place in the midst of actual or potential conflict, and second, because armed conflict destroys the achievements of national development. (UN, 2001, p. 7).

²⁰ Fulbrook, 1994, p. 227.

²¹ Notion utilisée dans UN, 2001, p. 2

L'idée des zones démilitarisées peut également être utilisée pour élucider la citation ci-dessus. Les zones démilitarisées sont mises en place avec l'objectif d'éviter des affrontements entre belligérants (Lejano, 2006, p. 566). Dans son article "Theorizing Peace Parks : Two Models of Collective Action", Lejano (2006) présente les "Peace Parks" comme un moyen pouvant catalyser la coopération. S'il est attesté que de tels espaces neutres permettent de réduire la violence transfrontalière entre belligérants (p. 566), Lejano constate que c'est la construction de relations sociales autour de ces zones neutres qui permet l'atteinte d'un tel objectif (p. 568), sachant que la finalité de telles initiatives est l'instauration ou la restauration de la paix à travers la coopération. À ce propos, Lejano (2006) estime que :

Peace and cooperation encompasses building trust, understanding and reconciliation between nations, the prevention and resolution of conflict, and the fostering of cooperation between and among countries, communities, agencies and other stakeholders. (p. 564).

La coopération apparaît dès lors comme un élément central dans le processus de la prévention des conflits violents. Elle initie sciemment ou inconsciemment l'engagement qui peut déboucher sur la collaboration (Rusu, 2001, pp. 127-128). Cette dernière permet de jeter les bases qui vont privilégier la compréhension mutuelle pouvant, à long termes, favoriser une atmosphère où règnent la sécurité et la paix ; deux conditions nécessaires et propices au développement durable. Cette réflexion fait écho à une forte croyance au sein de l'ONU, où il est estimé que :

Conflict prevention and sustainable and equitable development are mutually reinforcing activities. An investment in national and international efforts for conflict prevention must be seen as a simultaneous investment in sustainable development since the latter can best take place in an environment of sustainable peace. [...] Effective conflict prevention is a prerequisite for achieving and maintaining sustainable peace, which in turn is a prerequisite for sustainable development. When sustainable development addresses the root causes of conflict, it plays an important role in preventing conflict and promoting peace. (UN, 2001, pp. 2, 7).

En encourageant des initiatives opérationnelles et/ ou structurelles, en faveur du développement durable, les passages, ci-dessus, soutiennent légitimement et implicitement l'investissement dans des mesures visant la promotion de la sécurité humaine. Parmi ces mesures, nous comptons les systèmes d'alerte précoce de la troisième génération (SAP), qui à travers leurs activités, contribuent à l'atteinte d'un tel objectif malgré leurs défaillances.

1.2. Problématique de la thèse

L'exploration de la littérature au sujet des systèmes d'alerte précoce (SAP) pour la prévention des conflits violents, toutes générations confondues, révèle des difficultés théoriques et pratiques auxquelles ces mécanismes sont confrontés.

Les difficultés théoriques se rapportent le plus au débat autour de l'objectif des SAP où deux courants idéologiques s'opposent. L'un est contre la politisation de ces mécanismes. Cela veut dire que les partisans de cette façon de voir voudraient que les SAP se focalisent uniquement et objectivement sur leur travail de collecte, de vérification, d'analyse de données à des fins d'alerte précoce, afin de « prédire le déclenchement, l'escalade, ou la reprise d'un conflit violent ». Contrairement à ce courant idéologique, le second est d'avis que des mesures proactives devraient être prises, afin que la vie humaine soit préservée, en cas de danger imminent. Ses adeptes sont plutôt d'avis que :

L'alerte précoce devrait plutôt être liée à des mécanismes de réponse et à des activités de sensibilisation efficaces, aux niveaux national, régional et international, de manière à sauver des vies. (Nyheim, 2009a, p. 32).

Ces deux visions, à priori contradictoires, posent deux problèmes fondamentaux : la finalité des SAP et l'éventualité d'apporter une réponse efficace. À cet effet, nous nous posons les questions suivantes : Dans quel but l'alerte précoce est-elle produite ? Est-ce uniquement pour informer, ou, est-ce qu'elle est destinée à informer et à éclairer ses destinataires, afin qu'une action visant la préservation de la vie humaine soit prise ?

Si la finalité de l'alerte précoce consiste à informer uniquement, les adeptes de cette vision peuvent tout bonnement renoncer à leur activité, car avec le développement technologique et l'accès aux réseaux sociaux, les informations sont dorénavant disponibles (Kahl et al., 2012, p. 27 ; Woocher, 2006, p. 6). En plus, sachant que certaines organisations intègrent au niveau communautaire des mécanismes de réponse (Nyheim, 2009a, p. 125), il serait contradictoire de prétendre que la finalité de l'alerte précoce est uniquement d'informer.

Par contre, si la finalité de l'alerte précoce est d'informer et d'éclairer ses destinataires sur l'imminence d'un conflit, ses acteurs, son environnement, sa portée, les meilleurs scénarios et conséquences possibles, etc., qui d'autre, à part l'appareil étatique, serait mieux à même capable d'apporter une réponse rapide et efficace ?

La question de la réponse à l'alerte précoce permet de déterminer les limites des organisations ayant intégré une composante pour s'occuper de la réponse. En effet, en plus de la plupart des difficultés répertoriées, les praticiens des SAP n'ont pas la légitimité requise pour mobiliser le système de sécurité nationale, afin d'apporter une réponse opérationnelle destinée à contenir une situation de violence (Focus-group, 2018, lignes 458-468), encore moins une réponse structurelle car ne disposant pas de pouvoir décisionnel, ni de ressources financières nécessaires pour remédier efficacement, à court et à long termes, aux problèmes pour lesquels ils ont formulé une alerte précoce (Focus-group, 2018, ligne 511).

Les difficultés pratiques, pour leur part, se rapportent plus aux nombreuses défaillances soulevées dans la littérature et sur le terrain²². Il s'agit, entre autres, de l'imaturité des SAP, du trafic d'influence, d'irrégularités, de ressources insuffisantes, du manque de volonté politique, de l'insécurité, ainsi qu'à d'autres multiples contraintes, auxquels les organisations pilotant les SAP font face. Ces difficultés ont contribué à la remise en question de l'aptitude de ces mécanismes à prédire et à prévenir l'occurrence de conflits violents (Ackermann, 2003, p. 342 ; Schmeidl, 2003, pp. 143, 150 ; Lavoix, 2006, p. 14 ; Nyheim, 2009a, pp. 14, 39, 108 ; Wulf & Debiel, 2009, p. 29 ; Amao et al., 2014, p. 80 ; Leymarie, 2015, p. 11 ; etc.).

1.3. Hypothèse générale de recherche

Suite aux nombreuses difficultés auxquelles les SAP sont confrontées, spécialement ceux de la troisième génération, nous estimons que la faible implication des leaders politiques et celle des populations exercent un impact négatif sur l'efficacité des SAP et sur la sécurité du personnel. Pour plus de spécificités, cette hypothèse générale de recherche est subdivisée en cinq postulats de base :

- **Postulat 1** : Dans des zones reculées où l'État n'a pas d'emprise, faute de mandat, les SAP de la troisième génération sont dans l'impossibilité d'entreprendre des actions conséquentes (Matveeva, 2006, pp. 7, 37 ; Okechukwu, 2007, p. 9 ; Zenko & Friedman, 2011, p. 24 ; Vadlamudi, 2013, p. 32 ; Amao et al., 2014, pp. 85, 87 ; Focus-group, 2018, lignes 458-468 ; etc.).
- **Postulat 2** : La méfiance (Ackermann, 2003a, p. 344 ; Matveeva, 2006, p. 41 ; Nyheim, 2009a, p. 60 ; Meyer & Otto, 2016, p. 199 ; Focus-group, 2018, lignes 8-9 ; etc.) et le désintérêt des leaders politiques (Van Walraven & Van der Vlugt, 1996, p.

²² Pour plus d'informations, le lecteur peut se référer à la liste non exhaustive de difficultés liées aux SAP et mécanismes de réponse dans le compendium aux annexes de la thèse (pp. 281-374 ; 463-548).

6 ; Wulf & Debiel, 2009, p. 29 ; Zenko & Friedman, 2011, pp. 27, 30 ; Focus-group, 2018, lignes 712-720 ; etc.) contribuent à l'explication de leur manque de soutien aux SAP de la troisième génération.

- **Postulat 3** : Le manque d'un budget suffisant exerce un impact négatif sur l'efficacité et les actions des SAP de la troisième génération au niveau communautaire (Okechukwu, 2007, pp. 9, 15, 22 ; Nyheim, 2009a, p. 63 ; Zenko & Friedman, 2011, pp. 23, 32 ; Kasaija, 2013, pp. 20-21 ; Focus-group, 2018, ligne 511 ; etc.).
- **Postulat 4** : Le manque de visibilité des SAP de la troisième génération (Focus-group, 2018, lignes 578-583, 586-589) et la faible participation des populations à la transmission d'informations à des fins d'alerte précoce ne favorisent pas un climat sécuritaire propice aux activités des moniteurs de terrain (Laurance, 1998, p. 62 ; Okechukwu, 2007, p. 15 ; Palihapitiya, 2013, p. 29 ; Vadlamudi, 2013, p. 29 ; Card & Baker, 2014, p. 51 ; Von Einsiedel, 2015, p. 4 ; etc.).
- **Postulat 5** : Suite à un refus d'intervention des leaders politiques, malgré l'émission et la confirmation de la réception de l'alerte précoce, l'inexistence d'un levier de pression efficace ne permet pas de situer les responsabilités, ni la prise de mesures disciplinaires (Campbell & Meier, 2007, p. 16 ; Piiparinen, 2008, p. 704 ; Nyheim, 2009a, p. 90).

1.4. Question de recherche générale

Au vu de notre hypothèse générale de recherche, nous nous posons la question suivante : la faible implication des leaders politiques et celle des populations exercent-elles un impact négatif sur l'efficacité des SAP de la troisième génération et sur la sécurité de son personnel ?

Par soucis de cohérence, d'organisation et pour éviter les répétitions, nous détaillons ci-après la question de recherche générale en trois questions de recherche spécifiques :

- **Question de recherche spécifique 1** : L'absence de mandat, le manque d'un budget suffisant et du soutien des leaders politiques empêchent-ils aux SAP de la troisième génération d'entreprendre des actions conséquentes dans des zones reculées où l'État n'a pas d'emprise ?
- **Question de recherche spécifique 2** : Le manque de visibilité des SAP de la troisième génération et la faible participation des populations dans la transmission

d'informations à des fins d'alerte précoce peuvent-ils être préjudiciables à la sécurité des moniteurs de terrain ?

- **Question de recherche spécifique 3** : L'inexistence d'un levier de pression efficace favorise-t-elle l'impunité ?

1.5. Objectifs de la thèse

Afin de mieux appréhender les SAP et mécanismes de réponse, nous nous sommes fixés les objectifs suivants :

- **Objectif 1** : Recenser dans la littérature des difficultés et recommandations liées aux SAP, toutes générations confondues.
- **Objectif 2** : Recenser dans la littérature des difficultés et recommandations liées aux mécanismes de réponse.
- **Objectif 3** : Examiner minutieusement les données recueillies et à l'issue de leur analyse, formuler une suggestion qui prend en compte des manquements de mécanismes existant, des menaces sécuritaires actuelles, ainsi que des voies et moyens favorisant plus d'efficacité dans la prévention et gestion des conflits violents.

1.6. Introduction

Afin de mieux aborder les questions liées à la géopolitique, à la géostratégie et à l'irénologie, étant toutes trois parties intégrales de l'objet d'étude de la présente thèse, il est crucial d'invoquer certains aspects des théories des Relations internationales, tout en montrant progressivement le lien avec les SAP. D'emblée, rappelons, à l'instar de Deroche (2008), que la mise en place d'« une économie-monde » dès le « XVI^e siècle » et « la première révolution industrielle, apparue en Angleterre au XVIII^e siècle », ont eu pour conséquences :

L'essor du capitalisme industriel qui va être porteur d'une rationalité destructrice de la nature, conçue comme lieu d'exploitation des ressources et d'une destruction des rapports humains, fruit de la mercantilisation du travail et de l'institutionnalisation des distances sociales. (p. 96).

De l'anarchie et de la cupidité humaine découlent des conflits violents et abus de tout genre qui font de nombreuses victimes (Deroche, 2008, pp. 105-196). La perspective libérale, s'étant mis en tête l'idée d'« un monde sans frontières »²³, fait à travers le libéralisme

²³ Beaulieu-Brossard & David (2013).

institutionnel la promotion de la « coopération et de la stabilité »²⁴, supposée être source de plus de sécurité, de paix et de développement durable. Cependant les aspirations hégémoniques de certains pays, soutenues par l'idéologie néolibérale, permettent la consolidation de la perspective néoréaliste ou encore néocolonialiste en ce XXI^e siècle²⁵. De l'Amérique Latine, en passant par l'Afrique, le Moyen-Orient (principalement l'Iran et la Syrie), jusqu'en Asie (l'Afghanistan en particulier), les États militairement moins avantageux, c'est-à-dire, n'ayant pas en possession l'arme nucléaire, s'inquiètent continuellement d'une violation éventuelle de leur souveraineté nationale, contre toute prescription du droit international, à travers des prétextes dorénavant bien connus, parmi lesquels, la lutte contre le banditisme et le terrorisme internationaux, l'action humanitaire et l'imposition de la démocratie, auxquels il a été fréquemment recourru depuis l'invasion de l'Irak en 2003 par les États-Unis d'Amérique et ses alliés. Comme le rappelle pertinemment Nuruzzaman (2008), la chute du mur de Berlin en 1989 et l'invasion de l'Irak en 2003 marquent deux événements essentiellement symboliques : le premier renforce et valorise la perspective libérale, en ce sens qu'il encourage la sortie de l'« isolationnisme » pour embrasser le multilatéralisme et la coopération à travers des garanties offertes par l'institutionnalisme libéral ; tandis que le second invalide les aspirations du premier à travers une arrogance notoire et un mépris sans précédent des institutions mises en place pour garantir la sécurité et la paix mondiale (p. 194). Bien que la guerre froide ait, selon toute vraisemblance, pris fin vers les années 1990, les hégémonistes n'ont jamais arrêté de chercher à conforter et de réclamer leur position de leader sur la scène internationale. Pour maintenir ces aspirations en vie, l'exploitation encore plus sauvage de l'homme par l'homme se fait dorénavant à travers l'imposition de programmes d'ajustement structurels (PAS) aux gouvernements de pays-dits « en voie de développement » contractant des prêts auprès de la Banque Mondiale et du Fond Monétaire International (Dujardin et al., 2003, pp. 504-512), le contrôle de leurs ressources naturelles à travers des contrats fallacieux offerts aux multinationales²⁶ par une élite corrompue et l'élimination physique de toute opposition autochtone visant un traitement juste et une meilleure façon de faire. Ainsi, l'ouverture et le maintien de bases militaires dans des zones stratégiques devient une manœuvre qui permet, non seulement, un déploiement rapide pour assurer la stabilisation de l'exploitation des faibles²⁷²⁸, mais également une arme efficace pour l'imposition et le

²⁴ Nuruzzaman, 2008, p. 194.

²⁵ Pilger (2016).

²⁶ Wikileaks (2015).

²⁷ Pilger (2004).

maintien des idéologies libérale et capitaliste au détriment du socialisme et du communisme²⁹. C'est ainsi que la notion de la sécurité humaine, renforcée par le principe de la responsabilité de protéger (R2P), peuvent devenir, selon les cas, des vecteurs servant l'imposition du projet libéral international à travers l'interventionnisme, qui ne cherche en effet que la soumission et le contrôle des États récalcitrants³⁰. Un autre moyen moins polémique pour atteindre un tel objectif est ce qui est communément appelé le "Soft power". Selon Aguilera-Barchet (2015), c'est à travers cette dernière que des transformations déterminantes se font au sein des sociétés (pp. 181-188). Le "Soft power" apparaît, dès lors, comme une sorte de moyen d'ingérence efficace qui peut toucher tous les domaines de la vie, avec l'ambition de remodeler, de façon subtile, les visions contraires à celles des néolibérales ou encore néocolonialistes.

Au-delà de la pléthore de théories contribuant à expliquer l'occurrence de tensions sociales et/ou de conflits violents (Sandole, 1998, pp. 3-5, 7, 15-17 ; Jenkins & Bond, 2001, pp. 27, 30 ; Korostelina, 2007, p. 224 ; Lund, 2009, p. 299 ; Nyheim, 2009b, pp. 7-8 ; Austin, 2011, pp. 13, 16 ; Rustad et al., 2011, pp. 17-18 ; Shellman et al., 2013, pp. 322-323 ; Vadlamudi, 2013, p. 16 ; Hendrix, 2016, p. 5-6; Verdeja, 2016, pp. 14-17, etc.), dont les causes peuvent être endogènes ou exogènes, le triangle de Johan Galtung (1969) nous paraît essentiel dans l'analyse et l'explication de l'occurrence de la violence. Il permet d'illustrer la réflexion faite dans la section précédente à travers les 3 niveaux d'analyse A, B et C : le niveau A correspondant aux attitudes des belligérants, le niveau B, leurs comportements et le niveau C, le conflit ou encore les « incompatibilités ou contradictions » qui les opposent (p. 105). Pour illustration, en convoquant le triangle de Galtung, Stalenoï (2014) offre une analyse pertinente et détaillée de la nature asymétrique de la guerre civile népalaise, ses causes profondes (C = causes structurelles, violence structurelle), les attitudes des belligérants (A = perception de l'autre, violence culturelle), leurs comportements (B = les rapports de forces entre eux, violence directe), leurs soutiens internes et externes (pp. 33-42).

Les attitudes contradictoires et hypocrites de certains pays (pourtant détenteurs de l'arme nucléaire ou étant sous la protection de pays détenant de telles armes^{31,32}), impliqués dans les négociations pour le démantèlement du programme nucléaire de l'Iran, montrent à quel point

²⁸ Pilger (2016).

²⁹ Aron, 1968, pp. 176-177.

³⁰ Blumenthal et al. (2019).

³¹ Kristensen & Norris, 2014, pp. 96-106.

³² Aron, 1968, pp. 160-161.

les Relations internationales se résument à des rapports de forces, où le pouvoir militaire permet de garantir la stabilité et l'envol vers le développement économique durable. Au vu de tous ces développements et, contre toute recommandation, mais face à la force militaire et à l'arrogance de certains États, la détention de l'arme nucléaire s'avère, dans ce cas de figure, la meilleure garantie possible pour exiger le respect et assurer la défense de sa souveraineté nationale ; pas de façon belliqueuse, mais comme un moyen de dissuasion. Sur la base de ce constat, n'y aurait-il pas matière de repenser une manière apparemment controversée de prévenir les violations du droit international, les invasions arbitraires et la violation de la souveraineté nationale de pays avec des capacités militaires limitées ? En d'autres termes, la détention de l'arme nucléaire ne contribue-t-elle pas à garantir la stabilité et la paix mondiale ? Le comportement actuel de pays détenteurs de l'arme nucléaire ne contredit pas une telle hypothèse, malgré la pertinente analyse d'Aron (1968) sur la question de l'imminence « d'une frappe par anticipation », plus connue sous le terme de "preemptive strike" (p. 155). Que ce soit entre le Pakistan et l'Inde, les États-Unis d'Amérique et la Russie, les États-Unis d'Amérique et la Chine, ou encore entre les États-Unis d'Amérique et la Corée du Nord, face à la peur de s'exposer aux conséquences néfastes d'une guerre nucléaire, l'on constate que les différentes parties deviennent raisonnables en ne faisant usage qu'à la rhétorique à la place de montrer leurs muscles.

Abstraction étant faite à la diplomatie et aux modes de règlement des conflits associés aux civilisations anciennes, si, selon toute vraisemblance, l'idée de la prévention des conflits violents a commencé par marquer les esprits lors du Congrès de Vienne de 1815 où de mesures préventives en vue de garantir la stabilité en Europe furent adoptées (Vadlamudi, 2013, pp. 5-6), celle de la « diplomatie préventive » est, par contre, attribuée à l'ancien Secrétaire-Général de l'ONU, Dag Hammarskjöld qui préconisait, déjà en 1960 à travers ce concept, de contenir les conflits violents afin d'éviter leur propagation au-delà des zones dans lesquels ils ont éclaté (Ganson & Wennmann, 2012, p. 3 ; Vadlamudi, 2013, pp. 6-7). En 1992, le concept de la diplomatie préventive fut repris et réadapté par le Secrétaire-Général de l'ONU, Boutros-Boutros Ghali, dans son rapport d'activités lors de la 47^{ième} session tenue par l'Organisation, à travers lequel il pense que :

Le recours à la diplomatie est particulièrement souhaitable et efficace pour apaiser les tensions avant qu'elles ne provoquent un conflit – ou, si un conflit a déjà éclaté, pour agir rapidement afin de le circonscrire et d'en éliminer les causes sous-jacentes. La diplomatie préventive peut être menée par le Secrétaire général, agissant personnellement ou par l'intermédiaire de hauts fonctionnaires ou d'institutions ou

programmes spécialisés, par le Conseil de Sécurité ou l'Assemblée générale et par des organisations régionales travaillant en coopération avec l'Organisation. Elle exige que des mesures soient prises en vue d'instaurer la confiance, et implique un dispositif d'alerte rapide reposant sur le rassemblement d'informations ainsi que sur des procédures formelles ou informelles d'établissement des faits ; elle peut comprendre le déploiement préventif et, dans certaines situations, la création de zones démilitarisées. (ONU, 1992, p. 7).

Comme le montre bien la citation ci-dessus, parmi les outils de la diplomatie préventive figurent les systèmes d'alerte précoce (SAP) pour la prévention des conflits violents. Toutefois, rappelons, à l'instar de Wulf & Debiel (2009), que l'activité des SAP consistant à collecter des données relatives à la prévention des conflits violents était considérée dans les années 1950 comme partie intégrale du renseignement militaire (p. 3). Ce n'est que vers les années 1980, avec l'« érosion » de la vision traditionaliste de la sécurité au profit de la perspective élargie de la notion, que l'aspect militaire commence à être relégué au second plan (Buzan, 1997, p. 6). D'ailleurs, selon Nyheim (2009a) :

Conçus initialement dans les années 70 et 80, les systèmes d'alerte précoce pour la prévention des conflits violents n'ont réellement pris une place importante sur la scène internationale qu'après la fin de la Guerre froide, à une époque où les facteurs de conflits et le cadre international de gestion des conflits ont connu une évolution rapide dictée par l'avènement d'une nouvelle donne géostratégique. (pp. 13-14).

Dans la même perspective, Schmeidl (2003) estime que les années 1970 ont vu les universitaires s'investir massivement pour mieux appréhender les causes des conflits violents. Elle est d'avis que les prédictions météorologiques et économiques ont inspiré le développement et la mise en place de SAP humanitaires, en vue de soulager la souffrance des victimes et de minimiser les pertes humaines et matérielles. Tout comme les SAP relatifs à la famine, ceux tournés vers la problématique des réfugiés ont vu le jour vers les années 1987, suite à la proposition du Prince Sadruddin Aga Khan en 1981, rapporteur spécial de l'Organisation des Nations Unies (ONU), d'étudier les facteurs qui favorisent les migrations forcées. Ainsi, entre 1987 et l'an 2001, plusieurs initiatives relatives aux SAP auront vu le jour au sein de l'ONU avant, pour certaines, d'être abandonnées pour diverses raisons (pp. 131-149). En dehors de l'ONU, plusieurs SAP ont également été mis en place. Le phénomène a pris de l'ampleur à la suite, comme estime Nyheim (2009a), du « constat de l'incapacité de réagir au génocide rwandais en 1994 et l'expérience des conflits dans les Balkans » (p. 14). C'est ainsi qu'émergent la première génération des SAP vers la moitié des années 1990, la seconde génération « à partir de 2000 » et la troisième génération à partir de 2003 (Nyheim,

2009a, pp. 37-38). En plus, Kahl et al. (2012) nous font part de l'existence d'une quatrième génération des SAP qui, contrairement à ses prédécesseurs, se focaliserait sur la mise en relation de l'alerte précoce et les mécanismes censés apporter une réponse rapide à une éventuelle situation conflictuelle ou à toute menace à la vie humaine (p. 30). Essentiellement, les adeptes des SAP trouvent que ces mécanismes jouent un rôle primordial dans la compréhension des causes et dynamiques sous-jacentes des conflits violents, mais également dans leur éventuelle prévention, gestion et transformation pacifique (Ackermann, 2003a, p. 342 ; Ackermann, 2003b, pp. 7-8 ; Schmeidl, 2003, pp. 143, 150 ; Lavoix, 2006, p. 14 ; Nyheim, 2009a, pp. 14, 37-38, 39, 61 ; Ganson & Wennmann, 2012, p. 7 ; Vadlamudi, 2013, p. 33 ; Amao et al., 2014, pp. 80, 89 ; etc.). Malgré l'importance prêtée aux SAP et à leurs contributions (Nyheim, 2009b, p. 3 ; Amao et al., 2014, p. 88 ; etc.), ces mécanismes font toutefois l'objet de vives critiques pour ne pas être à la hauteur de leurs ambitions. Ils connaîtraient plusieurs types de difficultés qui remettraient en question leur pertinence (Ackermann, 2003a, p. 423 ; Schmeidl, 2003, p. 143 ; Lavoix, 2006, p. 14 ; etc.). Cependant, sur la base des résultats de la recherche documentaire en ligne et du focus-group réalisé avec des praticiens au Sénégal, nous soutenons, qu'au-delà de leur rôle habituel consistant à la collecte d'informations à partir de sources ouvertes, leur valorisation et transmission, les SAP de la troisième génération pourraient être reconsidérés sous forme de mécanismes multifonctionnels de synthèse d'information et de prospectif de développement non préjudiciables aux intérêts de l'État et à ceux de la société civile.

1.7. Structuration de la thèse

Hormis les dédicaces, les remerciements, la déclaration de confidentialité, l'avant-propos et le résumé, le chapitre 1 couvre le cadre théorique. Certaines des parties le constituant, essentiellement, la logique de la thèse, la présentation de la problématique, les hypothèses, les questions et objectifs de la recherche, préparent le lecteur à mieux accueillir l'introduction de la thèse. Le chapitre 2 est consacré au cadre méthodologique, tandis que les chapitres 3, 4 et 5 offrent respectivement, une analyse critique des SAP et mécanismes de réponse, un avis sur l'importance de la prise en compte de certains aspects techniques associés à ces mécanismes, ainsi qu'une vision pouvant contribuer à prévenir efficacement l'occurrence d'éventuels conflits violents ou encore favoriser leur gestion ou transformation pacifique. Le chapitre 6 est consacré à la discussion, pendant que le chapitre 7 s'attarde sur la conclusion générale. En plus de présenter des acquis et perspectives de la thèse, le chapitre 8 offre aux futurs chercheurs souhaitant entreprendre une recherche analogue à la nôtre, une expérience de

recherche dictée par des obligations académiques et la réalité du terrain. En dernier lieu, viennent la bibliographie et une variété d'annexes, parmi lesquelles, un compendium de difficultés et de recommandations liées aux SAP et mécanismes de réponse, couvrant la période de 1990 à 2016.

Chapitre 2 : Cadre méthodologique

Deux approches sont privilégiées : une recherche documentaire en ligne et un focus-group avec des praticiens des SAP axés dans la prévention des tensions sociales et/ ou des conflits violents.

2.1. Description de la méthode de recherche documentaire en ligne

Une approche rétrospective a été adoptée. Elle consiste en la consultation de documents sur les SAP, publiés à partir des années 1990 jusqu'en 2016. Au préalable, une stratégie de recherche documentaire en ligne a été élaborée.

2.1.1. Stratégie de recherche documentaire en ligne

Elle consiste en :

- l'exploration de documents affichés par un moteur recherche, après introduction de mots clés dans une revue spécialisée,
- la sélection de documents répondant aux critères d'inclusion, définis au préalable, avant de passer à une autre revue spécialisée.

À côté de la stratégie de recherche décrite ci-dessus, une technique de recherche documentaire en ligne a été élaborée.

2.1.2. Technique de recherche documentaire en ligne

Un ensemble de facteurs, concernant la technique de recherche documentaire en ligne, est pris en compte. Ci-après, nous indiquons progressivement chacun de ces éléments.

2.1.2.1. Mots clés

Les mots clés, retenus pour la recherche documentaire en ligne, ne sont autres que le groupe de mots au cœur de notre thèse : les systèmes d'alerte précoce. Ces mots clés sont traduits en anglais (Early warning systems) et en allemand (Frühwarnsysteme).

2.1.2.2. Choix des langues

La logique derrière l'utilisation des mots clés en trois langues (français, anglais et allemand), réside dans la volonté de trouver un maximum de publications sur ces mécanismes. Les résultats de notre recherche documentaire en ligne montrent que la plupart des publications au sujet des SAP se font en anglais (90,19%), rarement en français (7,84%) et en allemand (1,96%). Les détails peuvent être consultés à la page 225 (voir aussi pp. 221-226).

2.1.2.3. Sources

Vu l'ampleur de notre recherche documentaire, nous avons opté pour des sources en ligne. Ce choix a permis d'éviter tout désagrément d'ordre budgétaire ou en rapport à d'éventuels déplacements et à l'accès aux sources imprimées. Par conséquent, une variété de sources en ligne a été utilisée : des sites internet et des revues spécialisées.

Concernant les premiers, nous avons utilisé le moteur de recherche A-Z.lu, le portail internet Cairn.info, la plateforme SAGE Journals, les sites internet de l'Organisation des Nations Unies, de l'Union Africaine, du réseau de construction de la paix en Afrique de l'Ouest (WANEP) et du mécanisme d'alerte et de réaction rapide de l'Autorité Intergouvernemental pour le Développement (CEWARN). L'exploration des premiers documents obtenus a permis d'identifier un nombre significatif de revues spécialisées.

Pour ce qui est des revues spécialisées, nous avons consulté Crisis States Research Center ; Conflict Management and Peace Science ; Cooperation and Conflict ; Journal of Asian Security and International Affairs ; Journal of Conflict Resolution ; Journal of International Studies ; Journal of Peace Research ; Media, War and Conflict ; Peace and Conflict Studies Journal ; Security Dialogue ; The Stanley Foundation Review ; United Nations University Centre for Policy Research ; Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation ; African Centre for the Constructive Resolution of Disputes ; Le Monde Diplomatique.

Pour de plus amples informations, le lecteur peut se référer au tableau synthétique des résultats de la recherche documentaire en ligne, à la page 220.

2.1.2.4. Critères de sélection des documents

Afin d'assurer la transparence dans le processus de sélection des documents, des critères d'inclusion sont mis en place. Le tableau, ci-dessous, récapitule l'ensemble de ces critères.

Tableau 1 : Critères d'inclusion des documents

<ol style="list-style-type: none">1. Titre2. Auteur (s)3. Type de document<ol style="list-style-type: none">3.1. Article scientifique3.2. Rapport d'activités3.3. Document officiel3.4. Monographie3.5. Littérature grise3.6. Article de presse4. Type de recherche<ol style="list-style-type: none">4.1. Documentaire4.2. Empirique5. Technique de repérage<ol style="list-style-type: none">5.1. Exploration du résumé5.2. Exploration de la table des matières5.3. Exploration de l'introduction5.4. Exploration de l'introduction et de la conclusion5.5. Exploration du document en entier6. Est-ce que le document traite des SAP axés dans la prévention des conflits violents ?7. Est-ce que le document traite des SAP de la 3^{ième} génération, axés dans la prévention des conflits violents ?8. Est-ce que le document est rédigé dans une des langues retenues ?<ol style="list-style-type: none">8.1. Français ?8.2. Anglais ?8.3. Allemand ?9. Est-ce que le document est publié entre 1990 et 2016 ? Si oui, indiquer l'année : _____
--

2.1.2.5. Procédé

Pour chaque site internet ou revue spécialisée, la recherche se fait en trois temps. La première phase consiste à :

- lancer la recherche à l'aide de la version française des mots clés (systèmes d'alerte précoce) et,
- explorer les résultats présentés par le moteur de recherche.

Pour les deuxième et troisième phases, il fallait répéter le même processus que celui décrit dans la première phase, avec comme seule différence, l'utilisation des mots clés en anglais (early warning systems) pour la deuxième et des mots clés en allemand (frühwarnsysteme) pour la troisième phase.

2.1.3. Limites de notre méthode de recherche documentaire en ligne

La première difficulté constatée se rapporte à des problèmes d'ordre techniques. Pour illustration, les recherches effectuées sur la base de données de SAGE Journals, entre le 22/11/2016 et le 04/12/2016 et sur le site internet de l'ONU, entre le 15/12/2016 et le

08/01/2017 ont affiché plus de documents que ceux explorés. Nous avons aussi eu la même expérience, mais à l'envers, avec la base de données de Crisis States Research Centre, entre le 08/01/ et le 10/01/2017 où nous avons exploré plus de documents que ceux initialement indiqués. Les exemples cités peuvent être consultés sur le tableau synthétique des résultats de la recherche documentaire en ligne à la page 220.

La deuxième difficulté se rapporte à la crainte du manque d'objectivité scientifique. En effet, eu égard à cette considération ce présent travail devait être mené par un groupe de chercheurs plutôt que par un seul chercheur en formation doctorale. Dans ce cas de figure, les chances de constater une implication personnelle sont fortes. Pour illustration, la désignation des différentes catégories et sous-catégories peut s'avérer subjectif. Il en va de même pour le type d'information ventilé dans ces catégories et sous-catégories. C'est toute la différence qu'il y a entre le codage humain et automatique. Faisant référence au projet USIIB³³ en particulier et à la fiabilité des données de façon générale, Aydinli & Tuzuner (2011) expliquent cette différence en estimant :

Indeed, machine coding has been found to be more reliable, since machines do not get tired or affected by political or cultural biases [...] and machine coding eliminates variance between coders (p. 677).

Cependant, concernant l'infailibilité du codage automatique, comparé à celui de l'humain, Aydinli & Tuzuner (2011) relativisent en émettant quelques réserves :

While it is perhaps over-optimistic to argue, as some have, that machine coding guarantees the reliability of the system, it does seem true that machine coding eliminates the natural irregularities that stem from having multiple human coders and instead places emphasis on the dictionaries themselves (p. 677, 678).

De ces réserves, nous nous appuyons pour signaler qu'il y a des situations à travers lesquelles le codage automatique s'avère contre-productif. Dans le cadre de notre recherche documentaire, on constate avec l'utilisation du logiciel Maxqda, que le codage manuel ou humain s'avère plus productif. Ce dernier prend en compte le contexte dans lequel l'information sélectionnée a été produite, alors que la machine obéirait strictement à une programmation lui ordonnant de sélectionner systématiquement toute information analogue en ne prenant pas forcément en compte le contexte dans lequel cette information a été produite.

³³United States International Intelligence Behavior dataset, base de données quantifiant les interactions initiées par les États-Unis au niveau de la coopération internationale (Aydinli & Tuzuner, 2011, p. 673).

Ce constat favorise dès lors la valorisation du codage manuel ou humain, même si ce dernier nécessite plus de temps et que les risques de subjectivité y sont plus importants.

2.2. Résultats de la recherche documentaire en ligne

Les documents explorés ont fait l'objet d'un typage. La nature de la recherche et le format du document ont été précisés. Nous avons identifié 2 types de recherche : une recherche documentaire et une recherche empirique.

2.2.1. Recherche documentaire

Par recherche documentaire, on entend une activité de recherche basée uniquement sur la revue de documents excluant une activité de recherche pratique sur le terrain.

2.2.2. Recherche empirique

Par recherche empirique, nous entendons une activité de recherche qui inclue la revue de documents et une activité de recherche pratique sur le terrain.

À côté de ces 2 types de recherche, nous avons identifié 6 types de documents :

2.2.3. Articles scientifiques

Ils obéissent à des règles rigoureuses définissant les différentes étapes de la rédaction ainsi que le format de l'article³⁴. 80 articles scientifiques ont été explorés. Parmi eux, 40 ont fait l'objet d'une recherche documentaire (50%), tandis que 40 autres articles (50%) sont le fruit d'une recherche empirique.

2.2.4. Rapports d'activités

Sont inclus dans cette catégorie des rapports de recherche, de conférence, ainsi que des rapports d'activités d'organisations gouvernementales ou non gouvernementales ayant un lien avec les SAP. Parmi les 36 rapports d'activités explorés, nous distinguons 6 recherches documentaires (16,66%) et 30 recherches empiriques (83,33%).

2.2.5. Documents officiels

Cette catégorie regroupe des publications d'une organisation ou autorité légale, reconnue au niveau national, sous régional, régional ou international. Exemple : l'ONU, l'UA, etc. 5 documents officiels, classés dans la catégorie de la recherche empirique, ont été explorés.

³⁴ ATSRI-KCOM (n.d.).

2.2.6. Monographies

Cette catégorie regroupe des documents traitant de manière exhaustive des sujets relatifs aux SAP. 21 monographies dont 6 recherches documentaires (28,57%) et 15 recherches empiriques (71,42%) ont été explorées.

2.2.7. Littérature grise

Cette catégorie regroupe des travaux académiques (mémoires ou thèses) au sujet des SAP. 2 littératures grises dont 1 recherche documentaire (50%) et 1 recherche empirique (50%) ont été explorées.

2.2.8. Articles de presse

Pour cette catégorie, des réflexions au sujet des SAP sont développées et publiées dans la presse. 9 articles de presse, parmi lesquels, 3 recherches documentaires (33,33%) et 6 recherches empiriques (66,66%), ont été explorés.

En plus des 6 types de documents présentés ci-dessus, un septième a été pris en compte : des documents mixtes.

2.2.9. Documents mixtes

Cette catégorie regroupe des lectures préalablement faites, pour certaines, ou obtenues dans le cadre des cours offerts par le Doctoral School in Humanities and Social Sciences (DSHSS) de l'Université du Luxembourg, pour d'autres. La prise en compte de ces documents-dits mixtes reflète une stratégie qui consiste à favoriser une certaine familiarité avec les principaux concepts dont le libellé de notre thèse est constitué : Coopération, Sécurité, Paix-Prévention et Développement durable. Pour chaque concept, 5 documents ont été sélectionnés. Cette approche a permis d'étudier la relation interdépendante existante entre ces différentes notions. Afin de s'imprégner de cette réflexion, le lecteur est orienté au chapitre 1, pp. 21-46.

2.3. Revue des résultats de la recherche documentaire en ligne

Pour faire face à la seconde difficulté, mentionnée dans la section des limites de notre méthode de recherche documentaire en ligne, notamment la crainte du manque d'objectivité scientifique (p. 50), nous avons décidé de soumettre les résultats de la recherche documentaire à la critique. Nous distinguons 2 types de critiques : des critiques indépendantes académiques et professionnelles.

2.3.1. Critiques indépendantes académiques

Des critères sont établis pour la sélection des critiques académiques. Il fallait :

- être inscrit (e) en doctorat, en sciences humaines ou sociales et,
- avoir commencé et/ ou avoir complété son doctorat.

La logique derrière ces critères de sélection est double : a) le/ la critique a une expérience avancée dans la recherche, b) est en mesure de délivrer, objectivement, une analyse critique de haute qualité. Sa tâche consiste à passer en revue les résultats de la recherche documentaire en ligne et à formuler des critiques sur la forme et sur le contenu des documents qui lui sont présentés.

2.3.1.1. Soumission des résultats de la recherche documentaire aux critiques académiques

Dû au caractère d'autofinancement de la thèse, nous nous sommes contentés d'un nombre limité de critiques académiques. 4 critiques indépendantes académiques ont été retenues. Le processus de sélection était informel. Il s'agit de collègues qui avaient commencé et/ ou qui ont fini leur doctorat, à l'exception d'un d'entre eux, qui venait de finir son Master en Informatique et avait déjà commencé à passer en revue les documents, bien avant la prise de décision finale sur la stratégie à adopter concernant les critères de sélection. Chaque critique académique a reçu 4 documents synthétiques qui représentent les résultats de notre recherche documentaire en ligne. Des consignes et clauses pour la revue des documents leur ont été présentées. Une prime de motivation a été remise après soumission de l'évaluation.

2.3.1.2. Résultats de la revue des critiques indépendantes académiques

Sur 4 critiques potentielles nous n'avons eu qu'un seul retour. Des tentatives de contact pour collecter d'autres feedback sont restées sans succès. Comme prévu, la critique a passé en revue les 4 documents synthétiques issus de notre recherche documentaire en ligne. Il s'agit de la synthèse de difficultés liées aux SAP (Document 1), de la synthèse de recommandations à l'endroit des SAP (Document 2), de la synthèse de difficultés liées à la réponse (Document 3) et de la synthèse de recommandations à l'endroit des mécanismes de réponse (Document 4). Pour chaque sous-catégorie présentée dans lesdits documents, si applicable, elle a formulé des remarques sur la forme et sur le fond avant de proposer des suggestions. Ci-après, nous présentons quelques extraits des résultats de sa revue.

Tableau 2 : Résultats de la revue de la critique académique

Critique 1				
Document 1	Sous-catégorie	Suggestions	Remarques sur la forme	Remarques sur le fond
	<i>Eparpillement des ressources</i>	Rajouter le texte manquant	Contenu inexistant.	-
	<i>Difficultés d'adaptation</i>	Manque de flexibilité	-	Ne prend en compte qu'une partie du texte.
	<i>Risques de surabondance des données</i>	Risques liés à la surabondance des données	-	L'idée est clairement exemplifiée.
	<i>Trop de vérification</i>	N'a pas sa place à cet endroit	-	-
	<i>Risques liés à la gestion du temps</i>	Ajouter du texte si tu tiens à cette idée	Texte très court.	Insignifiant par rapport à l'idée à prouver.
	<i>Désaccord</i>	-	-	Certaines parties du texte ne correspondent pas.
	<i>Intérêt personnel</i>	Difficultés à s'accorder sur les priorités	-	-
	<i>Malveillance</i>	-	-	Texte répété.
	<i>Mauvaise fois</i>	-	-	Texte répété.
	<i>Indifférence</i>	-	-	Texte répété.
	<i>Intimidations</i>	-	Texte court.	Pas assez justifié.
Document 2	Sous-catégorie	Suggestions	Remarques sur la forme	Remarques sur le fond
	<i>Plus de coopération entre État/ OSC/ CERs</i>	Nécessité de plus de coopération entre État/ OSC/ CERs	-	-
	<i>Plus d'implication des autorités locales</i>	Plus d'implication des forces de l'ordre locales dans la prévention des atrocités	-	-
	<i>Organisation de conférences</i>	Organisation de conférences internationales	-	-
	<i>Rester en contact avec le monde académique</i>	Considérer l'apport de la recherche scientifique	-	-
	<i>Favoriser la recherche</i>	Encourager la recherche	-	-
	<i>Représentation équitable</i>	Représentation ethnique équitable	-	-
	<i>ITC (Téléphones portables, internet, réseaux sociaux)</i>	Apport/ rôle des ITC	-	-
	<i>Presse audiovisuelle</i>	Presse	-	-
	<i>Création d'un SAP au sein de l'ONU</i>	La nécessité de la création d'un SAP au sein de l'ONU	-	-
	<i>Important financement</i>	Besoin d'un important financement	-	-
	<i>Autofinancement</i>	La nécessité d'un autofinancement	-	-
	<i>Recrutement d'un personnel suffisant et varié</i>	Recrutement d'un personnel qualifié et multidisciplinaire	-	-
	<i>Établir la relation entre indicateur et manifestation du</i>	Faire usage de méthodes mixtes	-	On parle de méthodes mixtes pour le repérage des indicateurs

<i>conflit</i>				annonciateurs d'un éventuel conflit.
<i>Établissement d'une plate-forme commune</i>	Création d'une plate-forme commune	-	-	
<i>Exemple d'élaboration de rapports</i>	Format et contenu des rapports	-	-	
<i>Délimitation du champ d'action des SAP</i>	Définition préalable des objectifs généraux	-	-	
<i>Déclenchement de l'alerte</i>	Processus de déclenchement de l'alerte précoce	-	-	
<i>Veiller à la communication trop large des résultats du SAP avec le système international</i>	Veiller à une large diffusion des résultats du SAP auprès de la Communauté internationale	-	-	
<i>Les forces de l'ordre</i>	L'apport des forces de l'ordre	-	-	
<i>Détachement de spécialistes pour mieux centraliser la collecte de données</i>	Nécessité de nommer des spécialistes pour centraliser la collecte de données	-	-	
<i>Porter attention au choix des indicateurs</i>	Identifier les indicateurs pertinents	Extrait trop long, à réduire !	-	

Document 3	Sous-catégorie	Suggestions	Remarques sur la forme	Remarques sur le fond
	<i>Pression</i>	-	-	Revoir la nomination. Les extraits ne reflètent pas vraiment la « pression ».
	<i>Distraction</i>	-	-	C'est le problème logistique qui crée la distraction. A mon avis, tu pouvais écarter cette idée.
Document 4	Sous-catégorie	Suggestions	Remarques sur la forme	Remarques sur le fond
	<i>Reconnaissance formelle des mécanismes et "Insider Mediator"</i>	-	-	Apparaît seulement à la fin du texte. La majorité du texte parle d'autre chose.
	<i>Autofinancement</i>	Diversification des sources de financement	-	-
	<i>Allocation de fonds</i>	Demande d'allocation de fonds	-	-

Les résultats de la revue, présentés ci-dessus, permettent de mettre en exergue d'éventuels effets de la subjectivité sur un produit académique tel que le nôtre. Consciente ou inconsciente, la subjectivité se matérialise ici par les biais et perceptions lors de la dénomination des sous-catégories. Pour illustration, dans le document 3 ci-dessus, la sous-catégorie « Distraction » donne lieu à des interprétations. Pour paraphraser les auteurs, ces

derniers suggèrent qu'en considérant un potentiel conflit armé comme un problème d'ordre technique ou logistique, le décideur politique altère la vraie nature du problème en face de lui. Pour être précis, nous citons l'extrait ci-après :

The decision-maker addresses a potential political problem such as armed conflict first and foremost as a technical or logistical problem. This necessarily distracts their attention from the political nature of the problem, which is more difficult to address. (Campbell & Meier, 2007, p. 3).

La subjectivité du chercheur devient consciente ou inconsciente en fonction des cas illustratifs ci-après.

- **Cas 1** : Même bien avant la dénomination de la sous-catégorie, le chercheur avait de toute façon une attitude biaisée envers les politiciens. Ses analyses se basent sur sa perception de ces derniers.
- **Cas 2** : Le chercheur n'apprécie pas certains décideurs politiques à cause de certaines de leurs actions dans le passé, qu'il trouve irréversibles et regrettables ; mais pour autant, il ne trouve pas que tous les décideurs politiques sont tordus. Toutefois, il ne leur fait pas confiance et il arrive qu'il se prononce systématiquement en leur défaveur, avant de revenir en arrière pour réexaminer son analyse.

Ainsi, la subjectivité du chercheur est consciente quand ce dernier s'aligne sur le premier cas. D'une façon ou d'une autre, il trouve que les politiciens ont nécessairement une raison pour altérer le problème en face d'eux. Par contre, sa subjectivité devient inconsciente quand il s'aligne sur le second cas. Son scepticisme et sa réticence peuvent l'entraîner à son insu, avant qu'il ne réalise qu'en fait, c'est parce que les décideurs politiques concernés n'avaient pas bien cerné la question, qu'ils pensaient avoir à faire à un conflit dont la nature est d'ordre technique ou logistique.

En conclusion, une collaboration peut, d'une part, réduire considérablement la probabilité de présenter un travail avec une dose considérable de subjectivité et, d'autre part, elle peut augmenter les chances de présenter un travail intersubjectif qui reflète la confrontation d'idées et le consensus.

2.3.1.3. Intégration des résultats de la revue de la critique académique

Suite aux suggestions formulées par notre critique indépendante académique, des modifications ont été apportées respectivement aux sous-catégories concernées dans les 4

documents synthétiques en question. Pour plus d'informations, le lecteur peut se référer au compendium en annexe à la thèse (pp. 279-595).

2.3.2. Critiques indépendantes professionnelles

En ce qui concerne les critiques professionnelles, il fallait :

- avoir travaillé, bénévolement ou non, dans un organisme ayant parmi ses programmes un SAP pour la prévention des conflits violents et/ ou tensions sociales et,
- s'y connaître dans le domaine des SAP.

Ces prérequis, concernant la sélection des critiques professionnelles, ont pour objectif la délivrance d'une opinion objective basée sur l'expérience et la connaissance du terrain. Par conséquent, les critiques professionnelles étaient invitées à donner leur opinion sur l'ensemble des sous-catégories de nos 4 documents synthétiques qui constituent les résultats de notre recherche documentaire en ligne.

2.3.2.1. Soumission des résultats de la recherche documentaire aux critiques professionnelles

Comme pour les critiques académiques, les résultats de la recherche documentaire en ligne sont soumis aux critiques professionnelles. Des considérations d'ordre budgétaire nous ont obligées, ici encore, à confier ce travail de revue à un maximum de 5 professionnels. Ces derniers travaillent tous au sein d'organisations qui intègrent des SAP. Chaque critique professionnelle a reçu 4 documents synthétiques. En plus des consignes et clauses qui leur sont présentées pour la revue, une prime de motivation leur a été remise après soumission de l'évaluation.

2.3.2.2. Validation des résultats de la recherche documentaire par les critiques professionnelles

Même si le nombre de critiques professionnelles retenu est insignifiant par rapport à la communauté des praticiens des SAP, nous considérons néanmoins l'évaluation de nos critiques professionnelles pertinente et valide. Elles ont donné une appréciation indiquant si les résultats de la recherche documentaire en ligne étaient appropriés et reflétaient leur pratique actuelle. Une comparaison de plusieurs sous-catégories des résultats de la recherche documentaire en ligne et de séquences des entretiens du focus-group confirme leurs appréciations. Pour illustration, ils évoquent lors du focus-group une « duplication des rôles et

la multiplicité des acteurs » (Focus-group, 2018, lignes 286-289, 313-317, 324-331, 370-374), le « manque de crédibilité » de l’alerte précoce (Focus-group, 2018, lignes 66-70), l’« insuffisance du budget » des SAP (Focus-group, 2018, ligne 511), etc. Dans leur revue des résultats de la recherche documentaire en ligne, ils confirment par leurs appréciations que ces mêmes sous-catégories et tant d’autres³⁵ font partie des difficultés qu’ils rencontrent dans leur pratique. Il faut également souligner que le focus-group (réalisé le 6 mars 2018) et la revue des résultats de la recherche documentaire en ligne (du 3 juillet au 15 septembre 2018), se sont tenus à deux périodes différentes. Par conséquent, en passant en revue les résultats de la recherche documentaire en ligne, nos critiques indépendantes professionnelles ont en même temps infirmé, confirmé et validé l’existence de certaines difficultés associées aux SAP et mécanismes de réponse dans la littérature. Dans la partie suivante, nous examinons en détail leurs appréciations.

2.3.2.3. Résultats de la revue des critiques professionnelles

L’évaluation portait sur les 4 documents synthétiques qui leur avaient été remis. Les critiques indépendantes professionnelles devaient estimer, si elles étaient « tout à fait d’accord », « d’accord », « plus ou moins d’accord » ou « pas d’accord du tout » avec l’ensemble des sous-catégories de chaque document synthétique. Pour chaque dimension, le pourcentage des réponses correspondant à chaque sous-catégorie est fourni. Vu la longueur du document contenant les résultats de la revue des critiques professionnelles (17 pages)³⁶, ci-après, nous reprenons uniquement les scores de tous les calculs de pourcentage de la totalité des sous-catégories de chaque document synthétique en fonction des 4 dimensions sur lesquelles l’évaluation portait. Ci-après, nous présentons successivement les tendances obtenues pour chaque document synthétique.

Tableau 3 : Grille d’évaluation 1 : Synthèse de difficultés liées aux SAP

	Tout à fait d'accord	D'accord	Plus ou moins d'accord	Pas d'accord du tout
Score1	1140	2880	3740	2140
Score2	4020		5880	

Malgré l’approbation d’une bonne partie des sous-catégories, les différentes tendances issues de la grille d’évaluation 1 concernant la synthèse de difficultés liées aux SAP montrent, de façon générale, un désaccord avec la plupart des sous-catégories. L’explication à ce

³⁵ Pour plus d’informations, le lecteur peut se référer aux annexes de la thèse (pp. 281-374).

³⁶ Pour plus d’informations, le lecteur peut se référer aux annexes de la thèse (pp. 229-245).

phénomène pourrait être liée à une avancée connue par ces mécanismes. Spécifiquement, si la quasi-totalité des critiques (80%) rejette l'idée selon laquelle les SAP seraient en « décalage avec la réalité » sur le terrain, une seule critique (20%) semble émettre quelques réserves. À noter également, même si cette sous-catégorie utilisée ci-dessus en guise d'illustration est considérée comme étant une défaillance persistante, se localisant cependant entre le début de la deuxième décennie et le milieu de la troisième décennie, c'est-à-dire, entre 2003 et 2014, il est démontré dans la littérature que cette dernière n'était plus pertinente du fait des progrès que les SAP ont enregistré dernièrement, surtout en ce qui concerne la disponibilité de l'alerte précoce (Woocher, 2006, p. 6 ; Verdeja, 2016, pp. 27-28 ; Focus-group, 2018, lignes 234-235). Pour plus de détails par rapport aux différentes tendances par sous-catégorie, le lecteur peut se référer aux résultats de la revue des critiques indépendantes professionnelles aux annexes de la thèse (pp. 229-245).

Tableau 4 : Grille d'évaluation 2 : Synthèse de recommandations à l'endroit des SAP

	Tout à fait d'accord	D'accord	Plus ou moins d'accord	Pas d'accord du tout
Score1	10040	1860	540	40
Score2	11900		580	

Contrairement à leurs avis sur l'ensemble des sous-catégories constituant la synthèse de difficultés liées aux SAP, les critiques professionnelles semblent, majoritairement, approuver les sous-catégories répertoriées dans le document synthétique des recommandations à l'endroit des SAP. Toutefois, ils s'opposent à certaines recommandations. Pour illustration, la critique indépendante 4 (P4) s'oppose à la sous-catégorie qui recommande « plus de précision lors des prédictions ». Selon elle, « l'AP [Alerte Précoce] n'est pas de la prédiction ». Pour plus d'informations par rapport à l'évaluation de toutes les sous-catégories, le lecteur peut se référer aux annexes de la thèse (pp. 233-237).

Tableau 5 : Grille d'évaluation 3 : Synthèse de difficultés liées aux mécanismes de réponse

	Tout à fait d'accord	D'accord	Plus ou moins d'accord	Pas d'accord du tout
Score1	1980	4360	3020	420
Score2	6340		3440	

Concernant la synthèse de difficultés liées aux mécanismes de réponse, les critiques professionnelles approuvent la majeure partie des sous-catégories soumises à leur évaluation. Étant les premiers à se confronter à la réaction des leaders politiques et autres acteurs après la

soumission de l’alerte précoce, ils sont mieux placés pour évaluer l’efficacité de la réponse. Selon eux, à la plupart des difficultés liées à la réponse et inscrites dans les différentes sous-catégories du document synthétique correspondant, peut être amputé la médiocrité et l’inefficacité des mécanismes de réponse. Pour illustration, 40% (tout à fait d’accord) et 60% (d’accord) des voix confirment que l’alerte précoce est souvent ignorée. De même, 20% (tout à fait d’accord) et 80% (d’accord) des voix regrettent le « manque de dispositifs adéquats ». Pour plus d’informations sur les différentes tendances de l’évaluation de l’ensemble des sous-catégories de la synthèse de difficultés liées à la réponse, le lecteur peut se référer aux annexes de la thèse (pp. 238-241).

Tableau 6 : Grille d’évaluation 4 : Synthèse de recommandations à l’endroit des mécanismes de réponse

	Tout à fait d’accord	D’accord	Plus ou moins d’accord	Pas d’accord du tout
Score1	7760	1360	320	20
Score2	9120		340	

La majeure partie des critiques professionnelles est d’accord avec la plupart des sous-catégories visant l’amélioration de la réponse. Ceci passe, naturellement, par l’amélioration des conditions de travail des mécanismes de réponse et par l’adoption d’initiatives pouvant changer la donne sur le terrain. Pour illustration, 80% (tout à fait d’accord) et 20% (d’accord) des voix estiment, qu’en matière de réponse aux tensions sociales et/ ou aux conflits violents, il faudrait privilégier la « dominance locale ». De même, pour que la réponse soit efficace, 100% (tout à fait d’accord) des voix, c’est-à-dire, toutes les critiques estiment qu’il faudrait « s’attaquer aux causes profondes des conflits » pour mieux appréhender la situation. Pour plus d’information par rapport à l’évaluation des sous-catégories du document 4 en question dans cette partie, le lecteur peut se référer aux résultats de la revue des critiques indépendantes professionnelles (pp. 242-245).

2.3.2.4. Prise en compte des résultats de la revue des critiques professionnelles

L’infirmité de plusieurs sous-catégories issues de nos 4 documents synthétiques par les critiques professionnelles nous a poussés à redoubler de vigilance lors du croisement des données issues de la recherche documentaire en ligne et de celles du focus-group. À partir de ce moment, une attention particulière est prêtée aux difficultés considérées comme dépassées dans nos analyses car elles sont, autant que les autres, des actes de communications à l’endroit de la communauté des praticiens des SAP et de celle des utilisateurs de leurs produits.

2.4. Focus-group

Une seconde approche, notamment empirique, consistant en l'organisation d'un focus-group avec des praticiens des SAP, a été envisagée. 5 personnes dont les caractéristiques sociodémographiques³⁷ indiquées ci-après, y ont pris part.

Tableau 7 : Caractéristiques sociodémographiques

Variables	
Participants	Niveau d'éducation
P1	Bac + 5
P2	Bac + 3
P3	Bac + 5
P4	Bac + 3
P5	Bac + 5
Sexe : H=1 ; F=2	
Âge moyenne	= 35,2
Participant	= P1, P2, P3, P4, P5

2.4.1. Pertinence du focus-group

La tenue du focus-group avec des professionnels dans les locaux de WANEP-Sénégal s'est avérée être d'une grande importance à plusieurs égards. En plus d'être une occasion de pratique, le focus-group a permis de :

- confronter la théorie et la pratique,
- collecter des données supplémentaires destinées à être croisées avec les résultats de la recherche documentaire en ligne et,
- vérifier les postulats de la thèse.

2.4.2. Organisation et déroulement du focus-group

Plusieurs étapes sont observées. Dans un premier temps, une demande en vue de l'organisation du focus-group est adressée au coordinateur de la structure. Dans un second, une série de documents, a été élaboré. Il s'agit d' :

- un guide d'entretien, prenant en compte des difficultés associées aux SAP et mécanismes de réponse,
- une demande d'autorisation à la participation au focus-group,

³⁷ Pour des raisons confidentielles, la variable « âge » est omise.

- un document enregistrant les caractéristiques sociodémographiques des participants et,
- un document attestant la perception d'une prime de motivation.

Le focus-group a duré une heure, cinquante-deux minutes et vingt et une secondes (01:52:21). La pression sociale y était moins forte car les participants s'exprimaient à l'aise sur des thématiques sensibles. Ils n'hésitaient pas à pointer du doigt la source d'une quelconque difficulté rencontrée, si l'origine de celle-ci était connue. L'âge moyenne et leur niveau d'éducation donnent des indications sur la nature de leur engagement qui, par ailleurs, produit des résultats encourageants, au vu des collaborations avec divers acteurs et projets réalisés et/ou entrepris sur le terrain.

2.4.3. Dépouillement des données

L'entretien réalisé avec des professionnels des SAP dans les locaux de WANEP-Sénégal a subi une série de transformations qui n'a pas affecté son contenu ni son originalité. Les transformations, dont il est question ici, se rapportent au dépouillement des données et à leur intégration dans le logiciel Maxqda. Il s'agit de la transcription de l'intégralité de l'entretien sur un support de type document Word. L'entretien est réalisé le 6 mars 2018 et a duré 1 : 52 : 21 (une heure, cinquante-deux minutes et vingt et une secondes). La retranscription a débuté le 21 mars 2018 pour finir au 22 avril 2018. Le nombre de pages est de 27³⁸.

2.4.4. Intégration des données dans le logiciel Maxqda

Afin d'exploiter les données tirées de la recherche documentaire en ligne, des catégories et sous-catégories avaient été préalablement mises en place. L'utilisation de ces mêmes catégories et sous-catégories³⁹ pour héberger les données issues de l'entretien du focus-group a permis de constater des points de convergence et de divergence entre la théorie et la pratique. Par conséquent, des mots, groupes de mots et phrases tirés de la retranscription de l'entretien du focus-group sont ventilés dans les catégories et sous-catégories correspondantes. C'est ainsi qu'on se retrouve avec 4 documents synthétiques qui traitent de la problématique de la thèse : il s'agit d'une synthèse de difficultés liées aux SAP, d'une synthèse de recommandations à l'endroit des SAP, d'une synthèse de difficultés liées aux mécanismes de réponse et, enfin, d'une synthèse de recommandations à l'endroit des mécanismes de réponse. Ces 4 documents synthétiques représentent la position des praticiens

³⁸ Possibilité de consulter le document uniquement par les membres du jury.

³⁹ Sans pour autant se limiter uniquement à celles-là, pourvu que les données du focus-group favorisent la création d'autres catégories et sous-catégories qui traitent d'une réalité différente que celle déjà abordée.

interrogés sur des questions relatives aux SAP et mécanismes de réponse. Ces données ont fait l'objet d'une analyse, avant d'être croisées avec les résultats de la recherche documentaire en ligne.

2.5. Description de la méthode d'analyse

Pour faire face au nombre important de documents retenus dans le cadre de notre thèse, nous avons privilégié l'analyse documentaire, à laquelle, pour des raisons organisationnelles, nous avons associé le logiciel Maxqda. De même, pour une interprétation objective des données tirées de notre échantillon de documents, cette méthode de l'analyse documentaire est associée à l'analyse de contenu⁴⁰. Avant de justifier ce choix d'association de méthodes, de montrer leur divergences, points communs, points forts et limites, précisons tout d'abord l'utilisation faite du logiciel Maxqda.

2.5.1. Utilisation du logiciel Maxqda

Le logiciel Maxqda a facilité l'organisation des données destinées à être analysées. Des espaces y sont créés afin d'héberger les 7 types de documents décrits un peu plus haut (pp. 51-52). Nous avons également établi des codes (catégories) et sous-codes (sous-catégories), qui représentent les différentes variables relatives à l'objet de notre thèse. À ces codes et sous-codes, des noms sont attribués en vue de les différencier.

Ce travail d'organisation préalable a rendu plus aisé la « ventilation »⁴¹ de mots, groupes de mots, phrases ou paragraphes pertinents dans les codes⁴² correspondants. Une chose qui mérite d'être mentionnée ici, est la constante recherche d'une nouvelle information, qui est par la suite ajoutée à la banque de données existante, de sorte à rechercher une « saturation »⁴³. Ce principe de saturation, selon Albarello (2007) :

[...] confère une base très solide à la généralisation et de la sorte, elle remplit pour l'approche qualitative la même fonction que la représentativité remplit pour l'enquête par questionnaire ». (p. 65).

Par conséquent, le plus d'informations on a par rapport à une catégorie ou sous-catégorie, le plus nous pouvons, avec assurance, défendre ou infirmer nos hypothèses de recherche. Les

⁴⁰ L'analyse de contenu, à laquelle recours est fait ici, est analogue à celle utilisée dans mon mémoire de Master professionnel en Médiation.

⁴¹ Bardin, 1977, p. 37.

⁴² Pour être conforme aux appellations proposées par le logiciel Maxqda, nous retenons les termes « codes » et « sous-codes » à la place de « catégories » et « sous-catégories ».

⁴³ Albarello, 2007, p. 65.

données regroupées dans les codes peuvent ainsi être extraites et faire l'objet d'une synthèse avant d'être analysées. À cet effet, nous faisons appel à 2 types de méthodes d'analyse : l'analyse documentaire et l'analyse de contenu.

2.5.2. L'analyse documentaire

Selon Chaumier (1997), l'analyse documentaire offre deux possibilités :

[...] une analyse rétrospective et une analyse prospective. L'analyse rétrospective a plus particulièrement pour objet le traitement du document en vue de recherches ultérieures, d'une récupération de l'information en fonction d'un besoin ponctuel. L'analyse prospective est, quant à elle, orientée pour la veille technologique ou économique et répond à un besoin permanent en fonction de préoccupations ayant une certaine permanence dans le temps [...]. (p. 99-100).

Nous retenons que l'analyse documentaire est une technique qui permet le stockage de l'information sous forme d'une banque de données. L'information est classée dans un ou plusieurs codes définis au fur et à mesure de la lecture. Selon Chaumier (1974), cité par Bardin (1977), l'analyse documentaire peut être définie comme étant :

[...] opération ou ensemble d'opérations visant à représenter le contenu d'un document sous une forme différente de sa forme originelle afin d'en faciliter la consultation ou le repérage dans un stade ultérieur [...]. (p. 46).

De même, faisant référence à l'objectif de l'analyse documentaire, Bardin (1977) estime que :

[...] le but est le stockage sous une forme variable et la facilitation de l'accès par l'utilisateur de telle façon qu'il obtienne le maximum d'information (aspect quantitatif) avec le maximum de pertinence (aspect qualitatif) [...]. (p. 46).

Toutefois, l'analyse documentaire présente « deux aspects différents mais complémentaires »⁴⁴, qu'il est essentiel de distinguer :

- une approche visant la condensation des documents et,
- une autre qui a pour objet l'indexation.

Dans le cadre de notre thèse, la condensation correspond au stockage de mots, groupes de mots, phrases ou paragraphes pertinents dans les codes ou sous-codes prévus à cet effet. L'indexation suggère, ici, une opération qui consiste à dégager des indexes thématiques au fur

⁴⁴ Chaumier, 1977, p. 99.

et à mesure de l'exploration des documents. C'est ce qui se rapporte à ce que Chaumier (1997) entend par :

[...] la caractérisation du contenu par une série de mots clefs permettant d'organiser la mémoire documentaire. (p. 101).

L'indexation est libre ou contrôlée. Elle est libre quand :

[...] les concepts sont traduits en mots clefs libres, c'est-à-dire, écrits sous une forme normalisée selon les règles d'écriture prédéfinies (termes substantifs au genre masculin et au singulier par exemple) mais sans référence d'une liste préétablie. (Chaumier, 1997, p. 101).

Elle est contrôlée quand elle se veut d'apporter une « précision suffisante par rapport à la polysémie »⁴⁵ ; ce qui ne correspond pas à l'utilisation de l'indexation dans le cadre de notre thèse. Nous retenons plutôt l'indexation libre.

Faisant la distinction entre la synthèse et l'analyse, Chaumier (1997) nous donne l'occasion de préciser ces deux opérations par rapport à l'objet de notre thèse. La synthèse, équivalente à notre méthode d'analyse documentaire :

[...] part de plusieurs documents primaires pour déboucher sur la création d'un nouveau document primaire [ou] document synthétique. (Chaumier, 1997, p. 99).

Pour illustration, nous sommes partis de 6 types de documents pour en créer un nouveau, un document synthétique qui regroupe les données d'une réalité que nous souhaitons observer. Par exemple, cette réalité peut correspondre aux difficultés que rencontrent les systèmes d'alerte précoce et mécanismes de réponse dans le cadre de la prévention des conflits violents. Le compendium annexé à la thèse (pp. 279-595) constitue dans ce sens un document primaire synthétique issu de la synthèse de l'ensemble des documents passés en revue dans le cadre de notre recherche documentaire en ligne. L'analyse, par contre, « part d'un document primaire unique pour aboutir à un document secondaire »⁴⁶. Ici, notre point de départ correspond à notre nouveau document primaire synthétique, autrement dit le compendium, qui a subi une multitude d'opérations visant à le valoriser et à l'interpréter. À cet effet, recours est fait à la

⁴⁵ Chaumier, 1997, p. 101.

⁴⁶ Chaumier, 1997, p. 99.

méthode de l'analyse de contenu⁴⁷ qui a permis d'en déchiffrer le message et de parvenir à la production d'une réflexion critique.

2.5.3. L'analyse de contenu

Bardin (1977) estime que l'analyse de contenu englobe plusieurs techniques destinées à analyser tout support de communication⁴⁸. Faisant référence à ces techniques, Albarello revient sur les types d'analyse de contenu retenus par Blanchet et Gotman (1992). Il s'agit de :

- l'analyse par entretien, qui repose sur l'idée selon laquelle chaque entretien dans sa singularité est porteur d'un processus sociologique ou psychologique que le chercheur étudie.
- l'analyse thématique, qui découpe transversalement l'ensemble des entretiens et recherche de la sorte une cohérence thématique.
- l'analyse propositionnelle du discours, qui repose sur un découpage systématique du discours sur base d'unités sémantiques ; elle établit les relations d'objet à l'intérieur des propositions et révèle la structure sémantique des discours.
- l'analyse des relations par opposition, qui repère les relations qui existent à travers l'ensemble du matériau entre les signifiants (les objets dont on parle) et les signifiés (ce que l'on dit à leur propos) de sorte que les signifiants et les signifiés s'opposent terme à terme. (Albarello, 2007, p. 82).

Pour les besoins de notre thèse, nous optons pour l'analyse thématique. Grâce à la technique de l'analyse thématique ou encore « analyse catégorielle thématique »⁴⁹, nous avons procédé par identification de thèmes au cours de l'exploration de notre échantillon de documents. En fonction des thèmes identifiés, il est établi des codes qui abritent les données évoquant la même réalité. Pour illustration, les données faisant référence aux difficultés que rencontrent les SAP dans la prévention des conflits violents sont classées systématiquement dans le même code. Pour les détails, le lecteur peut se référer aux annexes (pp. 281-374, 463-548).

En commentant la définition de Berelson de l'analyse de contenu, Albarello (2007) estime :

Elle est objective dans le sens où plusieurs chercheurs travaillant sur le même matériau sont censés arriver au même résultat. Elle est systématique dans la mesure où tout le contenu doit être ordonné et intégré dans des catégories choisies et où aucun élément relatif à la problématique ne doit être omis. Elle est quantitative dans la mesure où l'on tente de dénombrer les éléments significatifs et de calculer leur fréquence (même si cela n'est pas une condition indispensable). (p. 82).

⁴⁷ Cette même technique d'analyse de contenu a été utilisée dans le cadre de mon mémoire de Master Professionnel en Médiation. Il se pourrait donc qu'il y ait des similitudes, même si l'utilisation de la méthode dans le cadre de la présente thèse de doctorat est de loin beaucoup plus approfondie et complète.

⁴⁸ Bardin, 1977, p. 31.

⁴⁹ Bardin, 1977, p. 47.

En plus du principe d'inférence, Albarello (2007) estime que l'analyse de contenu va au-delà de la définition indiquée ci-dessus. Il identifie 3 possibilités :

- Premièrement, l'analyse inter-catégorielle : on voit que certaines catégories sont plus remplies que d'autres. Cela signifie simplement que les sujets accordent plus d'importance ou en tout cas, s'expriment davantage sur tel aspect que sur tel autre.
- Deuxièmement, l'analyse intra-catégorielle permet de travailler sur le sens des attitudes exprimées ; en d'autres termes, ce qui est dit au sein de chaque catégorie.
- Enfin, en retrouvant l'origine des bandelettes, on décrit les attitudes selon l'origine des messages. (p. 83-84).

Concrètement, notre compendium est soumis à ces 3 formes d'analyse :

L'analyse inter-catégorielle a permis le classement hiérarchique des différentes catégories ou sous-catégories d'une même réalité. Pour illustration, chaque document synthétique renferme des catégories ou sous-catégories qui sont plus remplies que d'autres et qui sont classées, par conséquent, en fonction de leur importance.

L'analyse intra-catégorielle a permis le décryptage de nos 4 documents synthétiques.

Enfin, avec le principe d'inférence de l'analyse de contenu, nous avons procédé, successivement, à l'interprétation des différentes difficultés et recommandations recensées dans nos 4 nouveaux documents synthétiques (compendium).

2.5.4. Justifications d'une telle combinaison de méthodes

Suite aux descriptions des méthodes d'analyse documentaire et de contenu dans les lignes précédentes, nous constatons que les documents qui ont fait l'objet d'une analyse documentaire ne sont valorisés que s'ils sont soumis à une interprétation. C'est cette possibilité que nous offre l'analyse de contenu. De même, il serait difficile de parler de l'analyse de contenu, si un document, quel qu'il soit, n'avait pas été mis en forme au préalable, laissant la possibilité à la méthode de l'analyse de contenu de se baser sur une structure déjà établie en vue de fournir des explications les plus plausibles possibles par rapport à une réalité donnée. C'est cette complémentarité entre ces deux méthodes qui justifie leur combinaison.

2.5.5. Les divergences entre les deux méthodes

Si, comme nous l'avons vu, l'analyse de contenu s'intéresse à la signification des informations contenues dans un document, l'analyse documentaire pour sa part a un autre objectif. À en croire Chaumier (1997) :

[...] Analyse de contenu et analyse documentaire, bien que travaillant sur les mêmes objets, ont des méthodes et des finalités totalement distinctes. (p. 99).

Cette divergence entre les deux méthodes est davantage mise en relief par les propos de Bardin (1977) :

- La documentation travaille sur des documents ; l'analyse de contenu sur des messages (communication)
- L'objectif de l'analyse documentaire est la représentation condensée d'information pour stockage et consultation ; celui de l'analyse de contenu est la manipulation de messages (contenu et expression de ce contenu) pour mettre à jour des indicateurs permettant d'inférer sur une réalité autre que celle du message. (p. 47).

2.5.6. Les points communs de ces deux méthodes

Malgré les divergences entre la méthode de l'analyse documentaire et celle de l'analyse de contenu relevées ci-dessus, il existe des analogies que Bardin (1977) met en relief ci-après :

- Si on ampute l'analyse de contenu de sa fonction d'inférence, si on limite ses possibilités techniques à la seule analyse catégorielle ou thématique, on peut effectivement l'identifier à l'analyse documentaire. (p. 46).
- L'opération intellectuelle : découpage de l'information, ventilation dans les catégories selon le critère de l'analogie, représentation sous forme condensée par indexation, est identique à la phase de traitement des messages de certaines formes d'analyse de contenu. (p. 47).

2.5.7. Les points forts de notre méthode d'analyse

Même si nous n'avons pas fait recours à toutes les techniques des deux méthodes de l'analyse documentaire et de contenu, nous en avons sélectionné celles qui nous ont permis d'arriver à nos fins : faire la synthèse de plusieurs documents et soumettre les nouveaux documents primaires synthétiques au principe d'inférence pour en déchiffrer le message.

La combinaison de ces deux méthodes nous a permis de réaliser, méticuleusement, l'opération visant à créer une importante banque de données. Celle-ci a la prétention de regrouper, de façon non exhaustive, la plupart des difficultés et recommandations liées aux SAP et mécanismes de réponse axés dans la prévention des conflits violents, entre 1990 et 2016.

De ce travail, il en ressort :

- La création de nouveaux documents primaires synthétiques ou « nouveau document primaire » (Chaumier, 1997, p. 99),

- Le décryptage du message contenu dans les informations regroupées dans ces documents synthétiques, eu égard au rôle et à l'efficacité des SAP et mécanismes de réponse dans la prévention et gestion des conflits violents,
- La formulation de recommandations visant à stimuler la curiosité et l'intérêt en faveur des SAP et mécanismes de réponse axés dans la prévention des conflits violents et,
- La proposition d'une approche visant la reconsidération des SAP de la troisième génération sous forme de mécanismes multifonctionnels de synthèse d'information et de prospectif de développement, non préjudiciables aux intérêts de l'État et à ceux de la société civile.

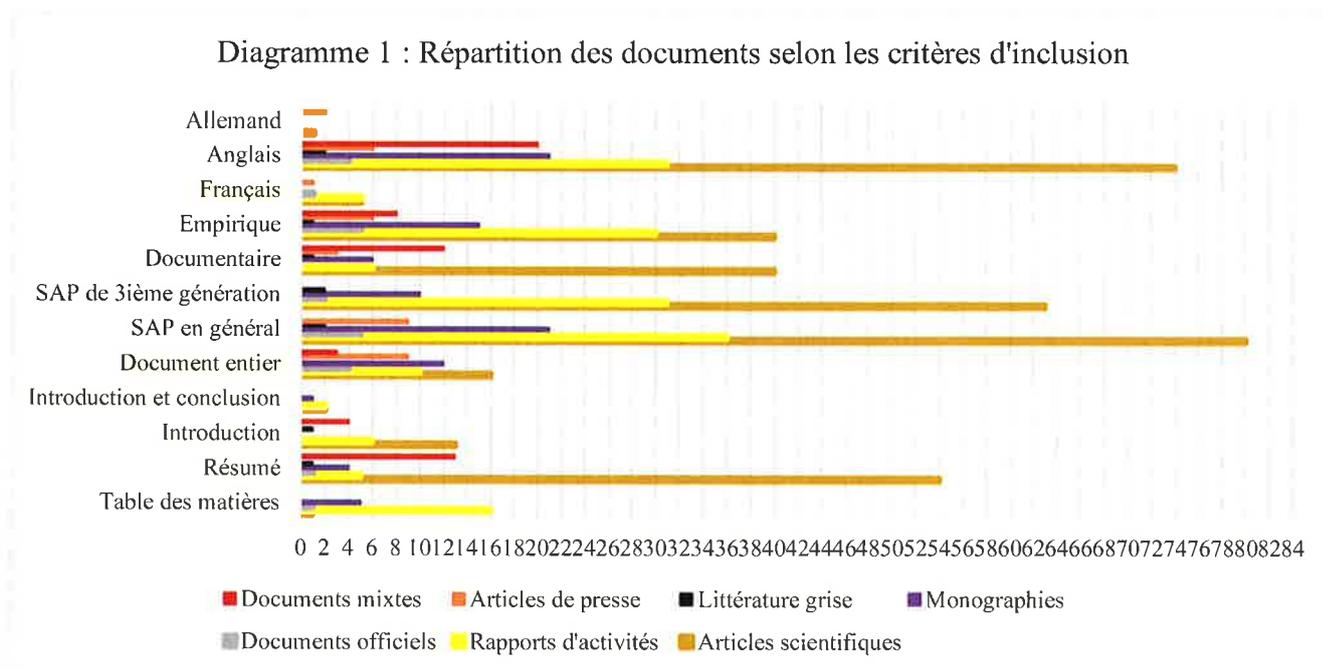
2.5.8. Les limites de notre méthode d'analyse

La combinaison des méthodes de l'analyse documentaire et de contenu n'a pas permis d'utiliser toutes les techniques de ces deux méthodes. Présentement, nous n'avons pas encore eu connaissance d'une étude qui a fait appel à la combinaison de ces deux méthodes pour mener un projet de recherche analogue au notre. La question qui se pose dorénavant est : qui d'autre a utilisé la même combinaison de méthodes d'analyse, comment et à quelle fin ? La réponse à cette question permettra de procéder à une étude comparative. Celle-ci pourrait être avantageuse sur le plan méthodologique.

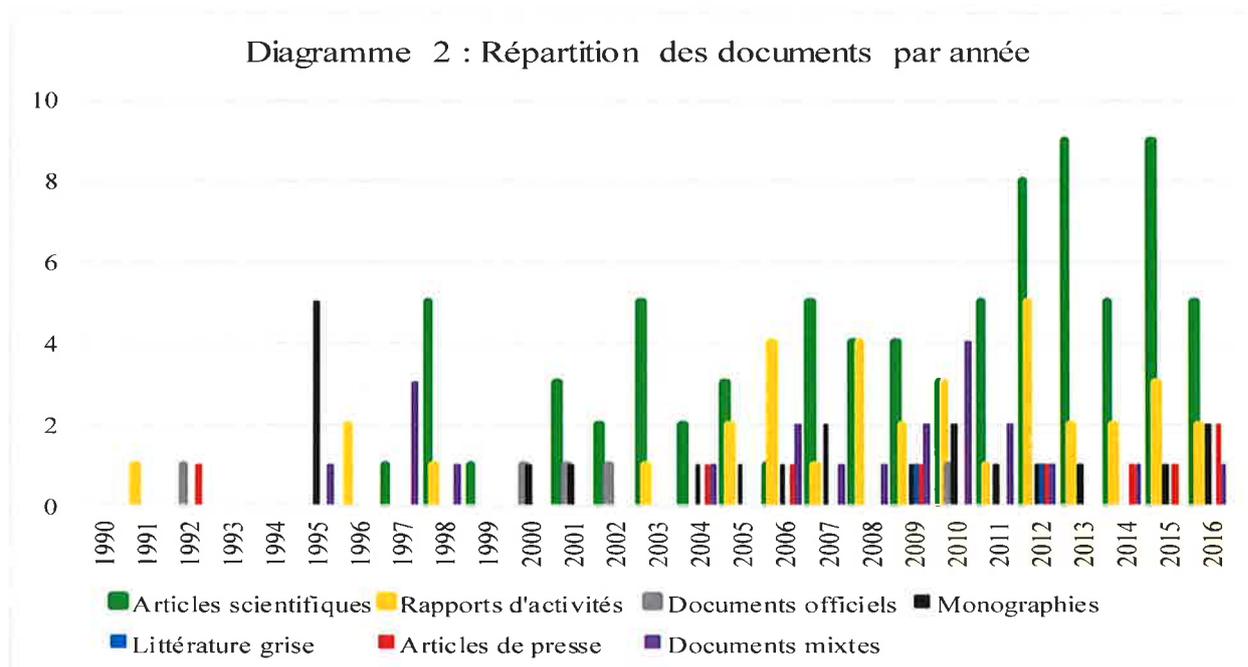
2.6. Analyse des résultats de la recherche documentaire en ligne

Sur un total de 704042 documents affichés, 14504 sont explorés, dont 259 sélectionnés, desquels 153 correspondent aux critères d'inclusion. Parmi ces documents, nous comptons 80 articles scientifiques (52,28%), 36 rapports d'activités (23,52%), 5 documents officiels (3,26%), 21 monographies (13,72%), 2 littératures grises (1,30%) et 9 articles de presse (5,88%). En plus de cet échantillon, 20 autres documents dits-mixtes (11,56%) ont été explorés. Ces derniers examinent, de façon approfondie, les 4 principaux concepts utilisés tout au long de notre thèse. La répartition des documents selon les critères d'inclusion varie. Le repérage des documents s'est fait à travers l'exploration de la table des matières (15,03%), du résumé (42,48%), de l'introduction (13,07%), de l'introduction et de la conclusion (3,26%), du document entier (33,33%). 70,58% des documents traitent des SAP de la troisième génération. La recherche empirique est plus représentée (63,39%) que la recherche documentaire (36,60%). Le nombre des documents publiés varie selon la langue : 7,84% en français, 90,19% en anglais et 1,96% en allemand. Le diagramme 1 offre une représentation

graphique de l'ensemble des critères d'inclusion. Pour plus de détails, par rapport aux statistiques, le lecteur peut se référer aux annexes de la thèse (pp. 221-226).



À travers notre recherche documentaire en ligne, nous avons décidé d'observer plus d'un quart de siècle de pratique des SAP : de 1990 à 2016. Les difficultés que rencontrent ces mécanismes et les recommandations formulées en vue de leur amélioration sont les éléments qui nous intéressent. Selon les résultats de notre recherche documentaire en ligne, la production littéraire en rapport aux SAP apparaît limitée lors de la première décennie, de 1990 (0%) à 2000 (1,30%). Elle reste modérée, avec cependant une légère hausse entre 2005 (3,92%) et 2010 (5,88%) pour la deuxième décennie, de 2001 (3,26%) à 2010 (5,88%). Enfin, malgré une légère baisse en 2011 (4,57%) et en 2014 (5,22%), elle augmente considérablement lors de la troisième décennie, de 2011 (4,57%) à 2016 (7,18%). Le diagramme 2 permet de visualiser toutes ces tendances. Cependant, sous réserve de toutes velléités de généralisation des résultats de notre recherche documentaire en ligne, il est possible que la production littéraire au sujet des SAP dépasse les statistiques indiquées pour la période observée. Les données statistiques peuvent être consultées à la page 227.

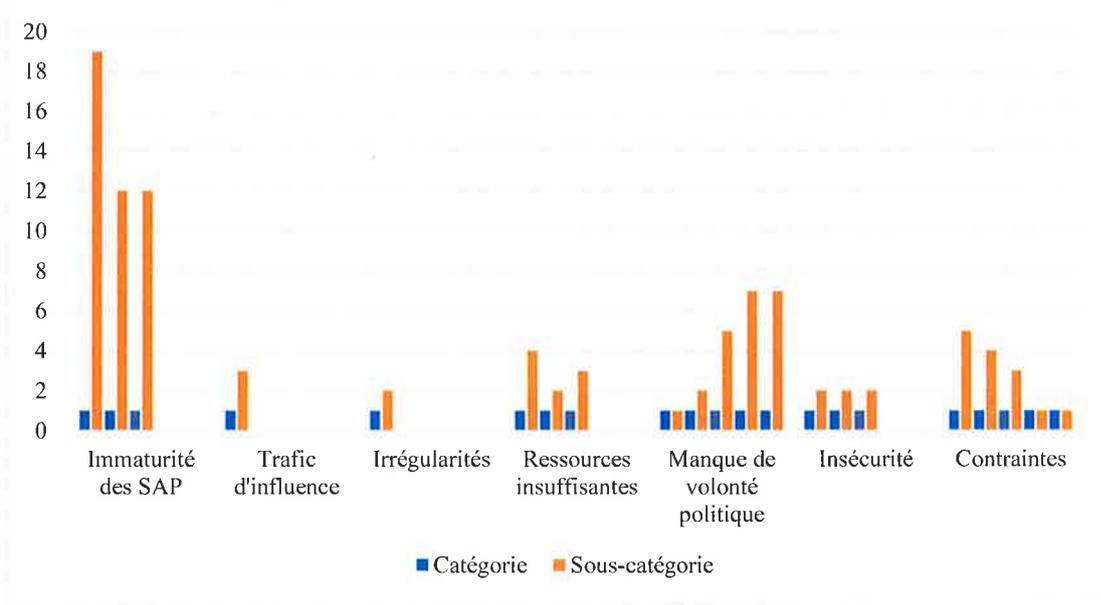


La lecture du diagramme 2 révèle l'intérêt que les SAP continuent de susciter. Malgré cet engouement, les critiques sur l'efficacité de ces mécanismes vont bon train (Amao et al, 2014, p. 80 ; Schmeidl, 2003, p. 143 ; Ackermann, 2003a, p. 342 ; Nyheim, 2009a, p. 14 ; Leymarie, 2015, p. 11 ; Wulf & Debiel, 2009, p. 25 ; etc.). Ci-après, nous présentons une synthèse de difficultés, auxquelles beaucoup de SAP sont confrontés. Une synthèse de recommandations à leur égard est aussi présentée. Vu la relation qu'entretiennent l'alerte précoce et la réponse rapide, sont également présentées une synthèse de difficultés et de recommandations à l'endroit des mécanismes censés apporter la réponse opérationnelle et/ ou structurelle.

2.6.1. Synthèse de difficultés liées aux SAP

7 types de difficultés sont identifiées : a) l'immaturation des SAP, b) le trafic d'influence, c) des irrégularités, d) des ressources insuffisantes, e) le manque de volonté politique, f) l'insécurité et g) des contraintes. Le diagramme 3 permet la visualisation de ces informations.

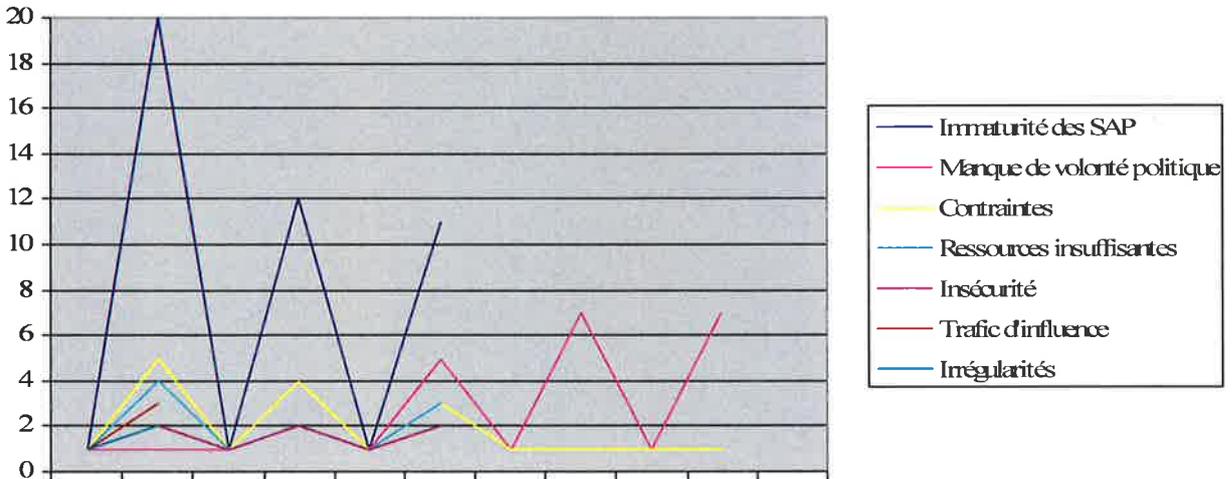
Diagramme 3 : Synthèse de difficultés liées aux SAP



2.6.1.1. Analyse inter-catégorielle

Les difficultés liées aux SAP sont classées en fonction de leur importance. Le diagramme 4 nous propose une représentation graphique de cette hiérarchisation.

Diagramme 4 : Hiérarchisation des types de difficultés liés aux SAP



La majeure partie des documents explorés s'accorde sur le fait que l'immaturité des SAP (3 catégories et 43 sous-catégories) est le premier obstacle à une prévention et gestion efficace de tensions sociales et/ ou conflits violents. Cette catégorie regroupe des défaillances opérationnelles et celles liées au maniement et à l'analyse de l'information. S'en suivent :

manque de volonté politique (5 catégories et 22 sous-catégories), constitué essentiellement de facteurs institutionnels, de priorités nationales, de l'égoïsme et du détachement de leaders politiques, ainsi que des manquements des SAP. Puis, viennent les contraintes (5 catégories et 14 sous-catégories). Il s'agit d'une catégorie qui rassemble différentes réalités : la pression des donateurs, la méfiance, l'entrave, les coûts élevés des SAP et les barrières linguistiques. Ensuite, dans la catégorie des ressources insuffisantes (3 catégories et 9 sous-catégories), nous avons une insuffisance de ressources humaines, financières et logistiques. La liste se poursuit avec l'insécurité (3 catégories et 6 sous-catégories) qui compte la sécurité des professionnels en jeu, un environnement hostile et des sources d'information menacées. À l'avant dernière place, nous avons le trafic d'influence (1 catégorie et 3 sous-catégories). Le désaccord, l'intérêt personnel et la compétition forment cette catégorie. Enfin, la liste se clôture avec des irrégularités (1 catégorie et 2 sous-catégories). Cette catégorie se focalise sur l'absence de mandat et la juridiction limitée des SAP. Quelle lecture faisons-nous de cette classification de difficultés liées aux SAP ; c'est ce que nous allons découvrir dans la partie qui suit.

2.6.1.2. Inférence

Les critiques formulées à l'encontre des SAP semblent se confirmer. Dans la littérature⁵⁰, plusieurs jugements de valeur analogues sont émis à leur égard. L'incapacité de prédire l'occurrence d'un conflit en soi devient source de polémique : l'improbabilité de l'alerte précoce (Vadlamudi, 2013, p. 29), l'inexactitude des prédictions (Schmeidl, 2003, p. 150) et les analyses modestes qui en découlent (Nyheim, 2009a, pp. 15, 39, 52), parmi tant d'autres défaillances⁵¹ confèrent aux SAP leur caractère immature. Du point de vue des praticiens, même si l'on reconnaît et partage le bien-fondé de ces griefs⁵², considérer les SAP comme immatures n'est qu'un aveu de la méconnaissance du fonctionnement de ces mécanismes. À ce propos, deux participants au focus-group réfutent cette idée et pointent plutôt du doigt l'absence de réaction de la part des mécanismes censés apporter la réponse (Focus-group, 2018, lignes 6-21, 22-38). Cela dit, considérer les SAP comme immatures équivaut à ignorer leurs progrès. En effet, certaines difficultés connues dans les années 1990 sont devenues rares ou ne sont presque plus d'actualité. Dans son rapport du 7 novembre 1991 au président de la

⁵⁰ Pour plus de détails, le lecteur pourra se référer aux annexes de la thèse (pp. 281-374, 463-548).

⁵¹ Pour plus de détails, le lecteur peut consulter l'ensemble des défaillances répertoriées (pp. 281-374).

⁵² Focus-group, 2018, lignes 66-72, 104-108, 540-542 / 90-100, 324-331, 578-589 / 135-137, 167-172, 221-227, 286-289, 296-309, 313-317, 686-687, 716-720, 1107-1110 / 370-374, 654-656 (Pour des raisons confidentielles, ces extraits ne peuvent être consultés que par les membres du jury).

commission de défense de la Division de la Sécurité Nationale et des Relations internationales des États-Unis d'Amérique, Conahan (1991), alors assistant au contrôleur général, révéla, suite à une déclaration du Département de la Défense, que le Système d'Alerte Avancé ou "Advanced Warning System (AWS)" souhaité, n'était pas efficient à cause d'insuffisances technologiques (p. 1). En 1995, cette fois-ci, dans un autre contexte où la question relative à l'accès à internet s'est posée, Duffy (1995) émettait des réserves par rapport à la distribution inéquitable d'internet à travers le monde et surtout dans les pays non industrialisés (p. 317). Il mettait en évidence certaines difficultés pouvant minimiser la pertinence de la proposition de John Mallery et Gottfried Mayer-Kress⁵³ consistant à mettre en place un SAP basé essentiellement sur le réseau de communication internet. En Afrique du Sud, en 1995, une base de données défectueuse empêcha la conduite d'analyses visant à contribuer au niveau local à la réduction des tensions au KwaZulu-Natal (Benini et al. 1998, p. 513). Dans la même logique, Van Walraven & Van der Vlugt (1996) mettaient déjà en exergue la difficulté de disposer de données relatives aux conflits (p. 4), tandis que Laurance (1998) estimait que les informations sont des fois collectées tardivement (p. 62).

Même si certaines défaillances technologiques et d'autres liées à la collecte, à l'analyse et à la gestion de l'information persistent, celles dont référence est faite ci-dessus peuvent désormais, plus ou moins, être considérées comme faisant partie du passé. Avec le développement technologique, l'utilisation massive de téléphones portables dans les pays non-industrialisés (Khal et al., 2012, pp. 28-29), l'accès à internet et aux réseaux sociaux ; se posent désormais très rarement des problèmes d'ordre d'insuffisances technologiques (Conahan, 1991, p.1), de difficultés d'accès à internet (Duffy, 1995, p. 317), de bases de données défectueuses (Benini et al. 1998, p. 513), de difficultés à disposer (Van Walraven & Van der Vlugt, 1996, p. 4) et à collecter à temps opportun des données relatives aux conflits (Laurance, 1998, p. 62). Pour illustration, Kahl et al. (2012) remarquent que :

The voice of people is increasingly communicated through newer media channels such as Facebook, Twitter, blogs, and text messages rather than merely transferred and controlled through traditional media and elected politicians. (p. 27).

Toutefois, certaines difficultés persistent malgré leur apparition depuis les débuts de la mise en place des SAP. Entre autres, peuvent être citées des difficultés liées au partage de l'information (Campbell & Meier, 2007, p. 4 ; UN, 2010, p. 3 ; Kasaija, 2013, p. 17 ; Bellamy

⁵³ Duffy, 1995, p. 321.

& Lupel, 2015, pp. 12-13), la couverture sporadique de zones affectées et non affectées par un conflit (Laurance, 1998, p. 4 ; Schmeidl & Jenkins, 1998, p. 480 ; Nyheim, 2009b, pp. 5, 6 ; Wulf & Debiel, 2009, p. 29 ; Kasaija, 2013, p. 12), des difficultés liées au choix des indicateurs (Schmeidl & Jenkins, 1998, p. 477 ; Ackermann, 2003a, p. 342 ; Uzoechina, 2008, p. 29 ; Schneider et al. 2011, p. 10 ; Wisniew, 2012, p. 14 ; Vadlamudi, 2013, pp. 14, 15 ; Chadefaux, 2014, p. 6), la faible représentation des femmes dans les SAP (Tiruneh, 2010, p. 17 ; Diaz & Caminha 2012, p. 1 ; Davies et al. 2015, p. 234), etc.

Malgré l'usage polémique du terme « immaturité », qui s'applique difficilement de nos jours du fait des avancées des SAP (Kahl et al., 2012, p. 29 ; Amao et al., 2014, pp. 82-83 ; Card & Baker, 2014, pp. 50, 51, 57 ; Kennedy, 2015, pp. 649-650, etc.), il est tout de même sensé d'y voir une persistance de défaillances opérationnelles et de celles liées à la gestion et à l'analyse de données à des fins d'alerte précoce devenir un obstacle majeur à la prévention et gestion de tensions sociales et/ ou de conflits violents.

Les maigres résultats des SAP peuvent en partie, selon toute vraisemblance, être imputés au manque de ressources. D'après les résultats de notre recherche documentaire, les SAP souffrent d'un manque de financement (Duffy, 1995, p. 316 ; Souaré, 2007, p. 105 ; Nyheim, 2009a, pp. 16, 61, 63, 65 ; Zenko & Friedman, 2011, pp. 23, 32 ; Noyes & Yarwood, 2013, pp. 253-254 ; Rashed, 2016, pp. 2-4). Réfléchissant sur la mise en place d'un SAP au sein de l'ONU, Duffy (1995) attirait déjà l'attention sur la relativité de toute proposition devant servir de modèle de base au SAP en vue. Par-là, il soulevait d'importantes questions, à savoir, le risque d'impartialité et le conditionnement du financement d'un tel système. Si dans beaucoup de situations, l'allocation faible des SAP en ressources financières pourrait se justifier par le fait qu'un État non industrialisé veuille investir dans d'autres domaines plus bénéfiques pour sa population que dans celui des SAP (Schmeidl, 2003, p. 144), il est également avéré, dans d'autres cas, que le financement d'un tel système ne se fait pas sans certaines conditions. Pour illustration, Duffy (1995) mettait en garde sur d'éventuelles influences politiques biaisées et leurs possibles répercussions :

The theoretical dissensus in IR scholarship in many ways reflects and articulates the dissensual world versions that underlie world politics. For this reason, design choices for UN early warning are, at the bottom, political choices. Proposals that would ground UN early warning on any single theoretical perspective would fail, no matter how sophisticated or intellectually defensible that perspective might be. Those who hold unrepresented perspectives would recognize any such system as the imposition on all

the world of a particular, and ultimately partisan, world version. The global political consensus for early warning would quickly evaporate. (p. 316).

Dans le cadre des SAP, la volonté de financer, non pas par nécessité, mais plutôt selon ses intérêts, réduit toutes chances de disposer d'un produit pertinent et efficace. Il en résulte des tentatives de manipulations, comme poursuit Duffy (1995) :

This problem is not lost on the UN's major financial contributors, who thus far have ensured that UN offices charged with developing an early warning capability remain underfunded and underequipped. (p. 316).

Les conséquences de telles manipulations peuvent se traduire par l'échec et la cessation des activités de tels systèmes. S'il est indiqué sur le site web de la Fondation suisse pour la paix que son programme d'alerte précoce a fonctionné de 1998 à 2008⁵⁴, aucune indication, par contre, sur les raisons de son démantèlement n'est fournie. Nyheim (2009a) laisse entendre que si le réseau FAST a cessé de fonctionner, c'est parce qu'il avait eu des problèmes de financement (p. 61).

Cette réalité n'est pas propre aux SAP inter-gouvernementaux ou aux organisations internationales ayant intégré un tel dispositif. Les SAP non gouvernementaux connaissent également cette carence en ressources financières. Campbell & Meier (2007) rappellent que le Bureau pour la Coordination des Affaires Humanitaires de l'ONU (OCHA) devait sa baisse en productivité à un budget insuffisant (p. 9). Deux ans après, Wulf & Debiel (2009) signalent des carences financières du CEWARN (p. 19). Quelques temps après, Zenko & Friedman (2011) soulignent les restrictions budgétaires de l'ONU qui entraînent le sous-investissement de ses SAP (p. 32). Kasaija (2013) pour sa part, revient sur la dépendance du financement externe du CEWARN (pp. 11, 19-20), tandis qu'Amao et al., (2014) expliquent que si le réseau WANEP n'arrive pas à assurer une plus large couverture, c'est parce que les finances font défaut (p. 87). Donc, de 2007 à 2014, ces problèmes de financement persistent.

L'allocation faible en ressources financières exerce un impact négatif sur le fonctionnement des SAP. Si Brecke (1998, p. 32), Wulf & Debiel (2009, p. 29), Zenko & Friedman (2011, p. 23), Musila (2013, p. 52), Amao et al. (2014, p. 87) et Call (2015, p. 5), parmi tant d'autres, assurent que le personnel est limité en nombre, Noyes & Yarwood (2013) estiment pour leur part que ce dernier n'est souvent pas qualifié et est peu diversifié (pp. 253-254). En termes de productivité, Campbell & Meier (2007) pensent que la performance est réduite (p. 8). Malgré

⁵⁴ Swisspeace (2018).

l'évolution notable des infrastructures technologiques, certaines défaillances persistent tout en ayant un effet négatif sur la gestion de l'information, de même que sur la réactivité des acteurs censés apporter la réponse opérationnelle et/ ou structurelle. En matière d'alerte précoce pour la prévention des conflits, Schrodtt (1995) regrette la carence de techniques d'analyses prédictives et fustige en même temps les résultats non concluants de la perspective rétrospective (p. 319). Concernant la transmission de l'alerte précoce, Musila (2013) revient sur certaines difficultés que rencontrent des moniteurs de terrain du CEWARN situés dans des zones reculées. Elle met en cause, tout comme Tshimba (2014) le fait pour ECOWARN (pp. 5, 6), la pauvreté et l'insuffisance d'installations d'infrastructures technologiques nécessaires (pp. 49-50, 52, 53, 54). Des défaillances similaires, associées à des problèmes de management et de crédibilité de points focaux, ont été à l'origine de la proposition visant la reconsidération de l'initiative de la mission onusienne au Congo : "Community Alert Networks (CANs)". Cette recommandation a été formulée à l'issue d'une évaluation conjointe du Département des Opérations de Maintien de la Paix et du Bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les Droits de l'Homme. Une autre évaluation de la mission onusienne au Congo, en 2014, trouva que si des alertes sont données par l'initiative CANs, soit qu'elles ne rentrent pas dans le cadre de la protection des civiles "PoC" ou qu'elles sont transmises tardivement (Von Einsiedel, 2015, p. 4). Il peut donc être établi, après cette analyse, que la logistique et les ressources humaines dépendent largement de la disponibilité des ressources financières, dont l'allocation, comme nous venons de le voir, est souvent conditionnée.

Un autre argument consisterait à dire que les ressources financières sont tributaires de la volonté politique. D'autres diront simplement le manque de volonté politique. Comment dès lors comprendre ce manque de volonté politique souvent décrié tant dans le monde académique que par les praticiens ? Des données recueillies dans la littérature révèlent que le Manque de Volonté Politique est constitué d'un ensemble de facteurs pas toujours bien cernés. Dans sa tentative de comprendre ce qu'est le manque de volonté politique, perçu comme une critique pas tout à fait justifiée, Schmeidl (2003) mentionne des composants essentiels⁵⁵, sur lesquels nous nous sommes appuyés pour identifier 5 catégories perfectibles. Il s'agit de facteurs institutionnels, l'égoïsme et du détachement de décideurs politiques, de priorités nationales, ainsi que des manquements des SAP. Chacune de ces différentes

⁵⁵ "lack of knowledge, lack of resources, lack of courage to act (or stand alone), sober calculations, state interests" (Schmeidl, 2003, pp. 144-145).

catégories englobe une ou plusieurs sous-catégories. L'ensemble offre une meilleure compréhension de ce qui est communément appelé le Manque de Volonté Politique (MVP)⁵⁶.

Cela étant, une multitude de raisons justifie ou condamne la réticence des leaders politiques à allouer des fonds aux SAP non gouvernementaux en particulier. Hormis les remarques soulevées par Duffy (1995) un peu plus haut, des priorités nationales ou encore réalités objectives poussent des leaders politiques à la méfiance. Si pour Wulf & Debiel (2009, p. 25) ainsi que pour Meyer & Otto (2016, p. 199), certains décideurs politiques prennent les SAP pour des alarmistes malgré leur utilité dans l'identification, le suivi et la gestion des conflits (Ackermann, 2003b, pp. 7-8 ; Nyheim, 2009b, pp. 3-4 ; Kahl et al., 2012, pp. 29-30 ; Vadlamudi, 2013, p. 33 ; Amao et al., 2014, p. 83 ; Verdeja, 2016, p. 27), beaucoup de chercheurs, par contre, sont d'avis que la collecte d'information à des fins d'alerte précoce reste une activité sensible et dangereuse (Benini et al., 1998, p. 508 ; Laurance, 1998, p. 62 ; Okechukwu, 2007, p. 15 ; Nyheim, 2009a, p. 63 ; Palihapitiya, 2013, p. 29 ; Vadlamudi, 2013, p. 29 ; Von Einsiedel, 2015, p. 4). D'autres chercheurs, dont Mora (2009), en pointant du doigt l'incertitude des SAP, attire l'attention sur des éléments d'une importance capitale :

From its own conceptual grounds to its practice and results RCEWS may be criticised, especially by the policy-making and advocacy communities. For some, they may represent instruments of external interventionism, threats to sovereignty, selfdetermination and freedom ; intrusive surveillance operations in disguise or hindrances for domestic control. Others see in them costly, uncertain and unconvincing instruments, difficult to present to both principals and constituencies, prone to be far more counterproductive than their promising potential. (p. 28).

Comme le suggère cette citation, l'alerte précoce est complexe. Bien encadrée, elle peut être productive et servir les intérêts nationaux. Elle peut également sous des conditions bien définies, servir les intérêts sous-régionaux et ceux de la Communauté internationale dans la lutte contre les trafics de tout genre. Négligée, l'alerte précoce peut servir non pas les intérêts nationaux, mais plutôt les intérêts de pays extérieurs, dont certains ont le plus souvent des motivations ambiguës. Si les donateurs des SAP sont externes au pays dans lequel le mécanisme est implanté, il faudra s'attendre sans surprise à ce que ces derniers aient accès à la base de données des mécanismes qu'ils financent. En d'autres termes, les puissances étrangères qui ont financé ou continuent de financer l'ECOWARN, le CEWARN, FCE-PHSC, le MARAC, le SCAR, y compris UNDP au Ghana, au Kenya, en Ukraine (Crimée), en Bolivie, dans les Balkans, au Kirgystan, etc. (Nyheim, 2009, pp. 109-133), ont accès à leurs

⁵⁶ Pour plus d'informations, le lecteur peut se référer aux annexes de la thèse (pp. 352-366, 465-512).

bases de données. Devraient-elles avoir accès à ces données ? Font-elles bon usage de ces informations ? Peuvent-elles faire bon usage de ces informations ? Sont-elles assez sincères et bienveillantes pour avoir accès à de telles informations ? Le partage d'informations est-il réciproque ? Une multitude de questions, d'ordres éthiques et légitimes, que l'on peut se poser. Cette méfiance peut dès fois, à juste titre, prendre des allures paranoïaques. Après les exemples de l'Irak, de la Lybie, du Yémen et de la Syrie en cours, l'accord nucléaire avec l'Iran est bafoué sous prétexte qu'il n'est pas bon⁵⁷. Au même moment la maison Blanche ressuscite des seigneurs de guerre comme John Bolton sous l'administration Bush, devenu conseiller à la sécurité nationale du Président des États-Unis d'Amérique. La ligne arrogante et sinistre qu'ils arborent en insinuant des sanctions, par l'intermédiaire du tout nouveau secrétaire d'État, laisse penser que l'Iran est le prochain pays sur la liste. De la paranoïa, d'aucun pourraient penser. Cependant pour quelle raison les iraniens ne devraient-ils pas s'attendre au pire, à une sorte d'auto-prophétie de la part de l'administration américaine sur ce qui peut les arriver, s'ils ne renoncent pas complètement au nucléaire militaire. L'engagement ou encore l'intervention humanitaire des pays-dits « les amis de la Syrie »⁵⁸ pour certains, et pour d'autres, une couverture pour une intervention militaire non légitime, avec l'objectif d'essayer de reprendre la main sur la situation géopolitique de la région^{59,60,61}, n'inspire-t-il pas la méfiance ? Zenko & Friedman (2011) nous rappellent que la recommandation du rapport Brahimi de 2001 et la proposition du secrétaire général de l'ONU d'alors, consistant à mettre en place un mécanisme de synthèse d'information et d'analyse stratégique (EISAS) au sein de l'ONU pour les besoins des opérations de maintien de la paix, ont rencontré une forte opposition de la part des pays non-alignés (pp. 29-30). Parmi les raisons évoquées, il y a la méfiance que des informations recueillies puissent servir les intérêts d'une poignée de pays avec un agenda caché, à en croire l'analyse de Durch et al. (2003) :

EISAS drew suspicions, especially among members of the Non-Aligned Movement (NAM). Some may have feared that it would function as a selective conduit for national intelligence. Others may have worried that analyses highlighting risks of internal conflict or instability might raise the risk of military intervention or other threats to their sovereignty, even if EISAS based its work only on open-source materials. (p. 39).

⁵⁷ Pelouard & Zarifian (2018).

⁵⁸ L'express (2012).

⁵⁹ Flounders et al. (2016).

⁶⁰ Welch (2016).

⁶¹ JATRAS (2018).

Dans la même veine, Kasaija (2013) pose la question de la souveraineté nationale et ses enjeux. Selon lui, le principe de non interférence, qu'évoqua le président Museveni en 2006, avait pour objectif d'empêcher toute discussion au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU de la situation concernant le nord de l'Ouganda (p. 19). Par ailleurs, il peut aussi être défendu que la méfiance des leaders politiques, y compris les intérêts stratégiques des uns et des autres dans une région particulière, amènent les politiques à développer des stratégies nationales, à définir des priorités, quitte à ignorer les SAP non gouvernementaux au profit des Services du Renseignement. Vu sous cet angle, il est tout à fait compréhensible que des leaders politiques ne cautionnent pas des mécanismes qui, potentiellement, partagent des informations internes avec leurs bailleurs externes.

D'autres aspects contribuent, également, à dédouaner les leaders politiques. Les manquements des SAP n'encouragent guère un fort engagement des politiciens, quoique leur responsabilité concernant le sous-investissement de ces mécanismes puisse être située. Cependant, la mise en place de stratégies incitatives⁶² devrait faire partie de la culture des SAP. Nathan (2007) estime que les leaders politiques se plaignent souvent du caractère superflu de l'alerte précoce qu'ils reçoivent (p. 53). L'absence de données factuelles décrédibilise les SAP et incite à la prudence. Meyer & Otto (2016) s'en rendent compte, si bien qu'ils constatent que :

Potentially justifiable reasons for why decision-makers discount or de-prioritize a warning could include, for instance, a lack of convincing evidence, too much background 'noise' or contradictory evidence from other sources [...] a weak warning track-record of the source, supposed flaws in the warning's reasoning. (p. 201).

D'autre part, des analyses trop complexes (Schmeidl & Jenkins, 1998, p. 473), l'absence de recommandations (Lavoix, 2006, p. 15 ; Meyer & Otto, 2016, p. 201) et d'analyses prospectives (Schmeidl & Jenkins, 1998, p. 473) rendent inutile le travail des SAP aux yeux des décideurs politiques, qui les taxent par la même occasion d'alarmistes (Woocher, 2006, p. 17). Indépendamment de la volonté des leaders politiques, peuvent aussi être citées des difficultés organisationnelles. En effet, la capacité de réagir rapidement à une alerte précoce dépend de plusieurs facteurs, dont le positionnement et l'interaction du SAP avec les institutions en place. Lavoix (2006) remarque qu'une consultation fréquente avec les organes de l'État concernés peut être bénéfique. Prudente, elle est cependant d'avis que :

⁶² Le lecteur peut se référer aux quelques mesures d'incitation à la volonté politique relevées dans la littérature, (pp. 589-590).

La solution plus souple, consistant uniquement en réunions interministérielles ou interdépartementales, même régulières, semble en effet, ne pouvoir fonctionner, du fait justement de l'absence d'une autorité d'arbitrage et de synthèse, ainsi que de problèmes de suivi et gestion du système d'anticipation, en cas de changement de personnel. (pp. 17-18).

En d'autres termes, des difficultés administratives peuvent sévèrement porter atteinte à la gestion et transmission de l'alerte précoce, ainsi qu'à la capacité de réaction d'un État ou d'une organisation ayant intégré une composante pour la formulation et mise en place de la réponse opérationnelle et/ ou structurelle. Vu sous cet angle, il serait éventuellement difficile de condamner des leaders politiques en place, car toute transmission erronée de d'alerte précoce (Lecoutre, 2004, p. 154 ; Nyheim, 2009a, p. 14 ; Kahl et al., 2012, p. 31 ; Vadlamudi, 2013, p. 29 ; etc.) ou toute transmission tardive de l'alerte précoce ou de recommandations ne leur saurait être amputée. La procédure actuelle d'ECOWARN concernant la collecte et transmission de l'alerte précoce constitue un exemple patent. Les SAP nationaux des 15 pays membres de la CEDEAO transmettent quotidiennement des informations sur la paix et la sécurité humaine aux analystes d'ECOWARN, à Abuja, au Nigéria. Ces derniers vérifient et analysent les données reçues, les transmettent au président de la Commission, qui, au besoin ou selon l'urgence, saisit le gouvernement concerné pour attirer son attention sur les récents développements concernant la situation de la sécurité humaine et de la paix dans son territoire. Durant tout le processus de la triade « Transmission – Analyse – Saisine » (TAS), toute situation alarmante peut s'aggraver rapidement et avoir de terribles conséquences, sans pour autant qu'il soit possible de mettre quelques leaders politiques que ce soit en cause pour leur réaction tardive. En revanche, les leaders politiques, débordés par leur travail (Nathan, 2007, p. 54), peuvent s'avérer insoucieux, n'ayant qu'en tête la courte durée de leur mandat (Schmeidl & Jenkins, 1998, p. 473 ; Schmeidl, 2003, p. 144) pour mettre en place certaines de leurs promesses électorales. N'empêche, ils peuvent avancer des raisons qui sonnent comme des excuses pour le citoyen ordinaire.

Sur un autre point, les SAP peuvent être perçus comme « offensants » (Nyheim, 2009a, p. 14), parce qu'ils détiennent des informations compromettantes et culpabilisatrices (Wulf & Debiel, 2009, p. 29). Cela confirme les observations de Laurance (1998), qui déjà en 1998 estimait que :

Governments are very sensitive to the revelation of human rights abuses associated with armed conflict. The topic of arms accumulations and flows is even more sensitive,

especially since every state has the sovereign right to acquire arms to defend itself. (p. 4).

Ces observations sont encore valables aujourd'hui. Récemment, en 2018, un projet de loi prévoit de condamner désormais « toute personne filmant, photographiant ou enregistrant des soldats »⁶³ israéliens. Cette décision survient, suite à la libération anticipée du soldat Elor Azaria, condamné en 2017 pour avoir froidement « achevé » un palestinien, « apparemment hors d'état de nuire »⁶⁴. Si parmi les raisons avancées, il y a la volonté de protéger les soldats israéliens, il est cependant clair que cette loi autorise implicitement ces derniers à commettre impunément des exactions.

Par ailleurs, l'indifférence qu'affichent les décideurs politiques (Schmeidl & Jenkins, 1998, p. 482 ; Lavoix, 2006, p. 15 ; Zenko & Friedman, 2011, p. 30 ; Meyer & Otto, 2016, pp. 201-203), témoigne de leur désintérêt, du moins pour certains. Pour Van Walraven & Van der Vlugt (1996, p. 6), Leaning & Meier (2008, p. 8), Wulf & Debiel (2009, p. 29), Zenko & Friedman (2011, pp. 27, 30), Meyer & Otto (2016, p. 199), certains leaders politiques, s'ils ne sont pas mieux informés que quiconque sur des violations des droits de l'homme en cours, ils sont les auteurs ou complices. Leur égocentrisme fait qu'ils se focalisent sur leurs intérêts personnels, à en croire Schmeidl (2003, p. 144), Lavoix (2006, p. 15), ou encore Schmeidl & Jenkins (1998) qui estiment que :

Relief agencies and political actors might oppose early warning, which either casts them in negative light {e.g., countries identified as human rights violators} or works against their political interests {e.g., blocks attempts to weaken political rivals or reduces political pressure to fund humanitarian relief agencies}. (p. 474).

Le désintérêt affiché de certains leaders politiques, comme nous venons de le voir, favorise quelque part des irrégularités, telles qu'une juridiction limitée ou encore une absence de mandat. Tout comme Amao et al. (2014, pp. 83-84), Kasaija (2013), estime dans son argumentaire que « conceptuellement et légalement », le CEWARN peut s'occuper de tout type de conflit dans ses limites géographiques, mais sous-entend, par contre, que le mécanisme ne peut pas couvrir d'autres conflits que ceux liés aux activités agro-pastorales transfrontalières, du fait que ceux-ci peuvent entrer dans la juridiction d'un État membre de l'AIGD (p. 12). Ces limites se traduisent le plus souvent par un manque de légitimité. Amao et al. (2014) déplorent que les Comités Locaux pour la Paix ou "Local Peace Committees" au

⁶³ Le FIGARO (2018).

⁶⁴ Le Monde (2018).

Kenya, en étroite collaboration avec les CEWERU (les SAP nationaux des pays membres de l'AIGD) et le CEWARN, n'aient pas toute la latitude requise pour gérer les conflits et apporter les réponses nécessaires au niveau local (p. 85).

Ce détachement des politiques laisse éventuellement la porte ouverte à toute sorte de situations indésirables. Parmi les difficultés⁶⁵ auxquelles font face les praticiens, nous constatons la reconversion contrainte. Elle est le résultat d'intimidations (Nyheim, 2009a, p. 63) qui obligent les SAP à se positionner, comme constate Nyheim (2009a) :

Les systèmes d'alerte précoce s'efforcent actuellement de trouver un équilibre entre deux options : rester pertinents aux yeux de ceux qui les financent, et donner la priorité à la protection et à la préservation de la vie humaine. On constate cependant que la balance penche assez nettement en faveur de la première. Maintenir cette pertinence signifie que l'idée d'un mécanisme d'alerte avancée destiné à prévenir les conflits, reposant sur des sources d'informations accessibles au public, soucieux de l'intérêt des populations et de la paix, cède progressivement la place à celle d'un système dans lequel le renseignement jouerait un rôle beaucoup plus important, notamment dans les organismes gouvernementaux et intergouvernementaux qui exploitent ces systèmes. S'il s'agit là, en partie, d'une conséquence de l'évolution de la manière dont les pays du Nord perçoivent les menaces internationales, ce n'est pas de bon augure pour tous ceux qui considèrent qu'en matière de prévention des conflits, l'alerte précoce peut contribuer à l'instauration d'une paix plus démocratique, axée sur la sécurité humaine. (p. 41).

De cette situation, il en résulte une frustration de la part des praticiens comme de celle des donateurs (Ganson & Wennmann, 2012, p. 10). Les derniers, conscients qu'ils s'engagent dans une prévention structurelle, donc à long termes, veulent néanmoins obtenir des résultats concrets dans un délai relativement court. Ils multiplient des actions, dont certaines peuvent parfois paraître déplacées, en ce sens qu'elles ignorent, voire méprisent les réalités socio-culturelles et traditionnelles locales et pire encore, bafouent la souveraineté nationale d'un pays indépendant, au risque de compromettre sa sécurité nationale. Les premiers, pour leur part, obligés de prouver la pertinence de leurs mécanismes (Okechukwu, 2007, p. 16 ; Focus-group, 2018, lignes 700-704), se retrouvent malgré eux dans une situation compromettante qui leur vaut parfois le mépris, voire la répression venant de la part de leur propre gouvernement, au pire des cas (Focus-group, 2018, lignes 764-771). Par conséquent, les praticiens, comme leurs sources d'informations, évoluent dans une atmosphère où règne l'insécurité totale (Laurance, 1998, pp. 58, 62 ; Okechukwu, 2007, p. 15 ; Nyheim, 2009a, p. 63 ; Vadlamudi,

⁶⁵ Pour plus d'informations sur les différentes contraintes identifiées, le lecteur peut se référer aux annexes de la thèse (pp. 369-374).

2013, pp. 14, 29 ; Amao et al., 2014, p. 88 ; Von Einsiedel, 2015, pp. 4, 8 ; Van der Windt & Humphreys, 2016, p. 749). Apparaît alors, une forme de trafic d'influence, favorisant la compétition positive (Campbell & Meier, 2007, p. 4), comme négative (Campbell & Meier, 2007, p. 7 ; Musila, 2013, p. 53), dont les résultats prennent l'allure de jeux d'équilibristes témoignant des conflits d'intérêts des uns et des autres, à en croire cette analyse de Schmeidl & Jenkins (1998):

There are [...] major political obstacles to humanitarian early warning. First is political opposition. Humanitarian early warning is de facto associated with human rights monitoring, which inevitably identifies a responsible party for violations. Responsible actors can be expected to oppose such reporting of their transgressions. Second, humanitarian early warning also puts limits on state sovereignty by demanding that countries respect basic human rights and accept external evaluation and interventions to protect these standards. Third is the mixed interest from those within the humanitarian relief community. In addition to skepticism and lack of understanding about the meaning of formal EWMs, humanitarian relief agencies may lose resources if early warning is successful. The avoidance or mitigation of disaster may thus threaten their budgets. (pp. 481-482).

Ce n'est plus en fait, seulement les régimes-dits « non démocratiques » qui paniquent face aux effets des révélations des SAP sur des questions liées à la violation des droits de l'homme, mais également certaines ONGs qui se consacrent dans l'« humanitaire ». Si une réponse structurelle définitive à une catastrophe humanitaire peut être apportée, Schmeidl & Jenkins (1998) sous-entendent dans la citation ci-dessus, que le personnel de ces ONGs risque de se retrouver sans activités, donc sans revenus. Si, ceci confirme que le rôle ambigu de certains acteurs ne fait plus de doute (TSF, 2009, p. 2), cela ne facilite certainement pas le travail des SAP ainsi que la coopération qui devrait s'établir pour faciliter le partage d'informations pour une meilleure synchronisation et coordination de réponses communes à apporter à toute menace à la vie humaine.

2.6.1.3. Bilan intermédiaire

L'évolution des difficultés liées aux SAP, recensées pour la période de 1990 à 2016, indique un bilan pas prometteur. Le pourcentage de difficultés pouvant être considérées comme dépassées est très infime. Même si dans la littérature, on voit encore apparaître certaines de ces difficultés dans la première moitié de la troisième décennie, c'est-à-dire de 2011 à 2016, en l'occurrence, une « base de données défectueuse » (Benini et al., 1998, p. 513 ; Amao et al., 2014, p. 86 ; Meyer & Otto, 2016, p. 199, etc.), dans le monde académique comme sur le terrain, il est désormais estimé que l'alerte précoce ne représente plus un problème car les

informations sont disponibles et accessibles par et/ à tous (Woocher, 2006, p. 6 ; Verdeja, 2016, pp. 27-28 ; Focus-group, 2018, lignes 234-235). Par contre, le pourcentage de difficultés pouvant être considérées comme persistantes est énorme. Des difficultés recensées depuis le début des années 1990 persistent jusqu'à nos jours. Le Focus-group réalisé en mars 2018, auprès de professionnels à la structure nationale Wanep-Sénégal, a permis de confirmer leur existence et persistance. D'autres difficultés perçues comme récentes, en l'occurrence « trop de vérifications » (Von Einsiedel, 2015, p. 6), porter une « attention exagérée à une source ou un facteur » (Goldstone, 2008, p. 6 ; Gorr & Lee, 2015, p. 32) etc., sont le résultat de critiques constructives visant l'amélioration du processus d'analyse de données à des fins d'alerte précoce. A côté de ces types de difficultés, d'autres combinaisons ont été identifiées : des difficultés considérées comme récentes, mais persistantes et d'autres considérées comme dépassées, mais également persistantes. Les premières, assez bien représentées, se situent entre la deuxième moitié de la deuxième décennie et presque vers la fin de la troisième décennie, c'est-à-dire, à partir de 2005 à 2018. Parmi elles, nous distinguons une « faible collaboration » (Nyheim, 2009, p. 67 ; Amao et al., 2014, p. 86 ; etc.), un « manque de coordination » (Okechukwu, 2007, p. 4 ; Zenko & Friedman, 2011, p. 21 ; etc.), une « implication faible des femmes » (Tiruneh, 2010, p. 17 ; Focus-group, 2018, lignes 540-542), etc. Les dernières, pour leur part, situées vers la fin de la première et le début de la deuxième décennie, c'est-à-dire, entre 1998 et 2006, sont faiblement représentées. Entre autres, nous distinguons une « absence d'analyses prospectives » (Schmeidl & Jenkins, 1998, p. 473), des « analyses complexes » (Schmeidl & Jenkins, 1998, p. 473), une « alerte non spécifique » (Woocher, 2006, p. 17), l'« alarmisme » des SAP (Woocher, 2006, 17), etc⁶⁶.

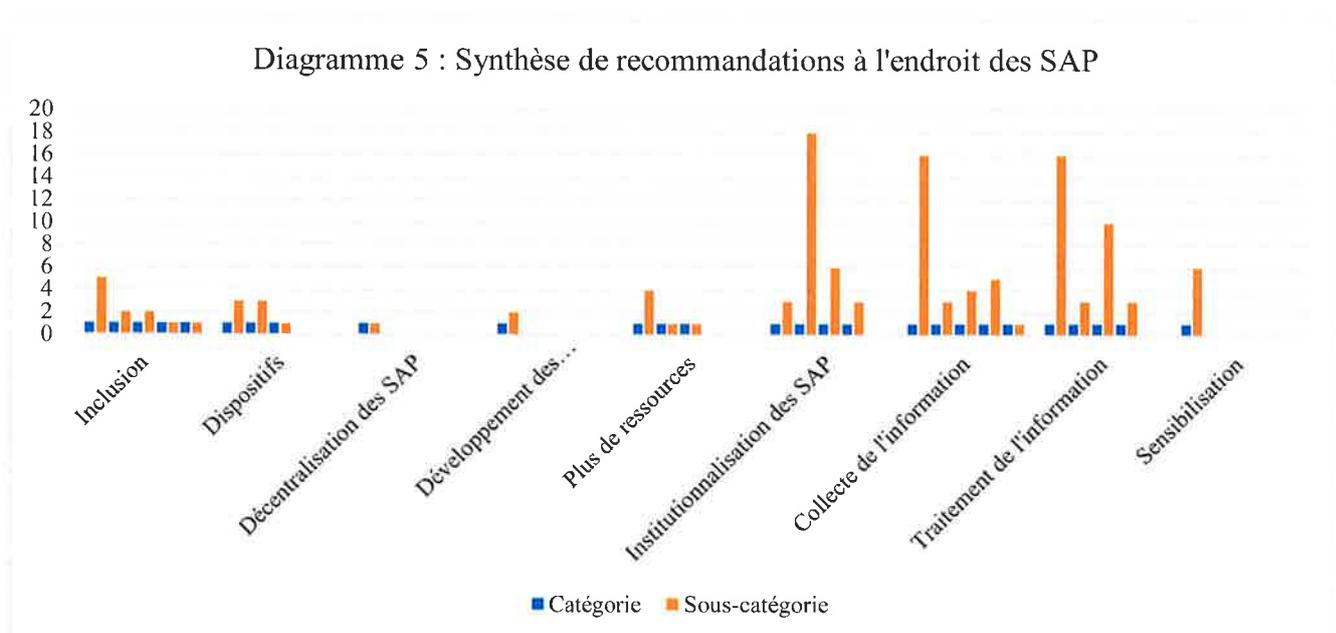
Les conclusions de notre analyse permettent d'établir un lien d'interdépendance entre la plupart des difficultés liées aux SAP. Le Manque de Volonté Politique, avec toutes ses composantes, devient l'aspect le plus important sur lequel les professionnels des SAP devraient se focaliser le plus. A cet effet, des mesures incitatives non complaisantes, favorisant l'engagement des décideurs politiques, devraient désormais faire partie de la culture organisationnelle de ces mécanismes. Cela favoriserait une attention des leaders politiques, une éventuelle allocation de ressources nécessaires, et par conséquent un meilleur fonctionnement des SAP et probablement plus d'efficacité dans la gestion et prévention de tensions sociales et/ ou de conflits violents.

⁶⁶ Pour plus d'informations sur les différents types de difficultés évoquées dans cette partie, le lecteur peut se référer au compendium (pp. 247-250).

Dans la continuité des pistes de réflexion dégagées ci-dessus, nous abordons, dans les lignes qui suivent, les recommandations formulées à l'endroit des SAP.

2.6.2. Synthèse de recommandations à l'endroit des SAP

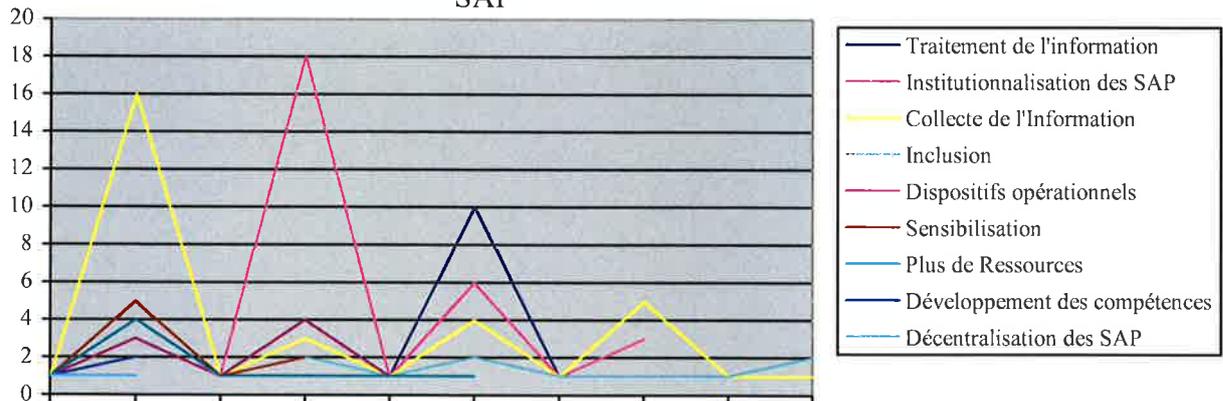
9 types de recommandations ont été formulés à l'endroit des SAP : a) l'inclusion, b) des dispositifs opérationnels, c) la décentralisation des SAP, d) le développement des compétences, e) plus de ressources, f) l'institutionnalisation des SAP, g) la collecte de l'information, h) le traitement de l'information et i) la sensibilisation. Le diagramme 5 offre une représentation graphique de ces informations.



2.6.2.1. Analyse inter-catégorielle

Les recommandations, ayant pour objectif l'amélioration des SAP, sont classées en fonction de leur importance.

Diagramme 6 : Hiérarchisation des types de recommandations à l'endroit des SAP



Vue l'ampleur de difficultés auxquelles les SAP font face, chercheurs comme praticiens mettent en premier lieu l'accent sur le traitement de l'information (4 catégories et 32 sous-catégories). Cette catégorie favorise une meilleure analyse de données à des fins d'alerte précoce, leur valorisation, dissémination et suivi. S'en suit l'institutionnalisation des SAP (4 catégories et 30 sous-catégories). Elle préconise leur officialisation et fait appel à de bonnes pratiques pour leur mise en place, opérationnalisation et régulation. Puis, vient la collecte de l'information (5 catégories et 29 sous-catégories) avec comme suggestions : la diversification des sources d'information, le réajustement méthodologique, la crédibilité de l'alerte précoce, la diversification des indicateurs de conflits ainsi que la prise en compte de la sécurité des sources d'information. A cette série de recommandations, s'ajoute l'inclusion (5 catégories et 11 sous-catégories). Elle préconise plus d'intégration de structures publiques et/ ou privées dans la transmission d'informations à des fins d'alerte précoce, favorise une communication efficace avec ces dernières pour une meilleure coordination et gestion des informations et promeut l'équité au sein des SAP. Pour ce faire, il faudrait des dispositifs opérationnels, tels les mass médias, des outils multilatéraux ainsi que la mise en place de mécanismes innovants. L'efficacité des SAP dépend également d'une bonne campagne de sensibilisation (2 catégories et 7 sous-catégories) qui met l'accent sur le plaidoyer et une meilleure visibilité de ces mécanismes. Parmi les retombées de ces actions, il pourrait y avoir une augmentation des ressources (3 catégories et 6 sous-catégories) qui favoriseront le développement des compétences (1 catégorie et 2 sous-catégories) consistant au renforcement des capacités des praticiens et des populations locales en matière de prévention des conflits ou dans d'autres activités relevant de la diplomatie préventive. En dernier lieu, vient la suggestion de

décentraliser les SAP (1 catégorie et 1 sous-catégorie) afin de permettre une meilleure répartition géographique de ces mécanismes.

Dans la section suivante, nous élaborons davantage sur l'importance et la pertinence de cette série de recommandations visant l'amélioration des SAP.

2.6.2.2. Inférence

Les défis associés au déclenchement de la réponse opérationnelle et/ ou structurelle (Ackermann, 2003a, p. 342 ; Nyheim, 2009b, p. 4 ; Amao et al., 2014, p. 87 ; Rashed, 2016, p. 4 ; etc.) ont pendant longtemps stimulé la réflexion auprès de la communauté académique et de celle des praticiens (Harff & Gurr, 1998, p. 572 ; Nyheim, 2009a, pp. 13-18). À cet effet, chercheurs et praticiens accordent une grande importance au traitement de l'information. Comparé aux autres types de recommandations, celle-ci est d'une importance capitale et stratégique. Une alerte précoce bien formulée (Wulf & Debiel, 2009, p. 27 ; Vadlamudi, 2013, pp. 13-14 ; Meyer & Otto, 2016, pp. 200, 206-209) et fiable (Lavoix, 2006, p. 15), suite à laquelle une analyse permettant d'identifier les tenants et aboutissants d'un conflit (UN, 2001, p. 7 ; Nyheim, 2009a, pp. 20-21 ; Rashed, 2016, p. 4 ; etc.), offrant des recommandations avec plusieurs scénarios (Van Walraven & Van der Vlugt, 1996, p. 6 ; Schmeidl, 2003, p. 140 ; Carment & Garner, 1999, p. 6 ; Campbell & Meier, 2007, p. 9 ; Wulf & Debiel, 2009, p. 30 ; etc.) et proposant une réflexion prospective (Schmeidl & Jenkins, 1998, pp. 473-474 ; Rusu, 2001, p. 126 ; Barton et al., 2008, p. 13), a plus de chance de capter l'attention des décideurs politiques (Bellamy, 2011, p. 6). L'intérêt qu'accorderaient ces derniers aux SAP pourrait se traduire par une forte implication à travers la prise de mesures, telles que l'institutionnalisation de ces mécanismes, étape nécessaire pour leur bon fonctionnement. Cet acte, supposant une officialisation, voire une reconnaissance juridique (Ackermann, 2003b, p. 11 ; Harff, 2012, pp. 38-39), permettrait de centraliser, en toute légitimité, toutes les informations provenant des moniteurs de terrain et différentes instances nationales, afin d'assurer une meilleure gestion des informations et une meilleure coordination des réponses à apporter à une situation potentiellement conflictuelle (Lavoix, 2006, pp. 14, 17). En d'autres termes, l'institutionnalisation des SAP permettrait de disposer de ressources nécessaires (Conahan, 1991, p. 6 ; UN, 2001, p. 20 ; Harff, 2012, p. 39 ; etc.), après consensus sur un modèle adapté⁶⁷. Ces ressources permettront de mener des campagnes de sensibilisation pour plus de visibilité (UN, 2001, p. 29 ; Focus-group, 2018, lignes 880-882), de renforcer les

⁶⁷ Fait également référence à notre suggestion (pp. 184-188).

compétences des praticiens (Opoku, 2007, p. 19 ; Amao et al., 2014, p. 89 ; Focus-group, 2018, lignes 536-537 ; etc.) et celles des populations à risque (Matveeva, 2006, p. 17 ; Wanep, 2014, p. 10 ; Focus-group, 2018, lignes 187-189). L'allocation des SAP en ressources financières, humaines et logistiques suffisantes va stimuler et favoriser l'innovation. S'appuyant sur les avancées technologiques et des outils modernes de la télécommunication (Schmeidl & Jenkins, 1998, p. 476 ; Nyheim, 2009a, p. 3 ; Kahl et al., 2012, p. 28 ; etc.), la réflexion sur la mise en place de mécanismes flexibles (Harff & Gurr, 1998, p. 572 ; Leaning & Meier, 2008, p. 13 ; Hendrix, 2016, p. 11 ; etc.), adaptés (Schrodt & Gerner, 1997, p. 549 ; Nyheim, 2009, p. 21 ; AIPR, 2016, pp. 24-25 ; Focus-group, 2018, lignes 235-243 ; etc.), innovants et moins chers (Schmeidl & Jenkins, 1998, p. 476 ; Ganson & Wennmann, 2012, p. 15), peut être davantage soutenue. Cela favoriserait une meilleure décentralisation des SAP (Xuan & Xu, 2004, p. 490 ; Wulf & Debiel, 2009, p. 12 ; Amao et al., 2014, p. 87 ; Focus-group, 2018, lignes 531-533 ; etc.), en termes d'inclusion (Okechukwu, 2007, p. 35 ; Ganson & Wennmann, 2012, p. 1 ; Tshimba, 2014, pp. 6-7 ; DuLaney et al., 2016, p. 8 ; Focus-group, 2018, lignes 189-204, 870-972 ; etc.) et de création de réseaux avec les populations vivant dans des endroits reculés où l'État n'a pas d'emprise. Il serait également moins difficile d'avoir accès à l'information. Comme le suggèrent certains, il est bénéfique que la collecte de données se fasse à travers des sources variées (UN, 2001, p. 12 ; Nyheim, 2009b, p. 9 ; Harff, 2012, p. 34 ; etc.), tout en mettant en avant le Crowdsourcing (Duffy, 1995, p. 317 ; Wulf & Debiel, 2009, p. 30 ; Kahl et al., 2012, pp. 27-28, 34), technique participative pouvant également permettre la réduction des risques pour les populations et les moniteurs de terrain qui s'adonnent, au quotidien, à la collecte et vérification d'informations relatives à une situation conflictuelle donnée. Pour plus de détails concernant les recommandations à l'endroit des SAP, le lecteur peut se référer au compendium (pp. 375-461).

2.6.2.3. Bilan intermédiaire

L'analyse des différents types de recommandations formulées à l'endroit des SAP révèle la nécessité de ces mécanismes d'améliorer leurs conditions de travail (Nyheim, 2009a, pp. 19-20). Cela passe par un accroissement des ressources, surtout financières (Nyheim, 2009a, p. 22 ; Zenko & Friedman, 2011, p. 32 ; Noyes & Yarwood, 2013, p. 257 ; etc.), sans lesquelles il serait difficile d'atteindre l'efficacité visée (Leymarie, 2015, p. 11). Il est dès lors impératif que les organisations intégrant de tels mécanismes puissent trouver des moyens pour assurer leur indépendance financière (Souaré, 2007, p. 107 ; Ganson & Wennmann, 2012, p. 15 ; Amao et al., 2014, p. 90, etc.), si ces dernières, par souci d'être contrôlées et conditionnées

(Benini et al., 1998, p. 507 ; Okechukwu, 2007, p. 21), ne souhaitent pas bénéficier d'un financement étatique. Toutefois, il y a lieu de rappeler que la volonté de servir les intérêts nationaux passe également par la prise de risques ou par la réduction de risques liés à une mauvaise gestion de l'information (Nyheim, 2009a, p. 20), voire une transmission d'informations sensibles et potentiellement dommageables à la sécurité nationale ou indispensable à la préservation de vies humaines, à des acteurs autres que ceux de l'État. Snowden⁶⁸ et Deltour⁶⁹ sont dans ce sens des exemples pertinents, même s'il existe une forte nuance, d'abord entre ces deux cas, puis entre leurs actions et le processus de transmission de l'alerte précoce. La dénonciation, si elle est motivée, suite à un dommage causé, n'entre plus dans le cadre de l'alerte précoce, mais plutôt dans celui du règlement de comptes. C'est parce qu'on a été lésé, qu'on décide de se démarquer pour se venger ou de demander justice. Pour autant, notre complicité aux actions antérieures de l'organisme que l'on dénonce, peut toujours être prouvée, selon les cas. Si, par contre, la dénonciation est systématique et n'a que pour motivation la rectification d'une action néfaste, l'information pourrait servir pour prendre les mesures de prévention et/ ou de protection qui s'imposent. Semble-il, Snowden⁷⁰ et Deltour⁷¹ se situent à ce niveau.

L'efficacité des SAP passe également par la prise de mesures incitatives à plus de volonté (Carment & Garner, 1999, p. 9 ; Evans, 2001, pp. 9-11 ; etc.) pouvant adoucir la position des leaders politiques et, pour toute la durée de leur mandat, minimiser une éventuelle mainmise de leur part⁷². Parmi tant d'autres aspects, il peut également être opportun de porter une attention particulière au choix des indicateurs qui prennent en compte toute menace pouvant porter atteinte à la sécurité humaine (Schmeidl & Jenkins, 1998, p. 479 ; Brecke, 2000, p. 5 ; Hove, 2013, p. 80 ; etc.).

2.6.2.4. Conclusion partielle

Même si l'analyse de la synthèse de difficultés liées aux SAP révèle un bilan peu prometteur, dû à une persistance des difficultés dans le temps⁷³, il est impossible de faire table rase des aspects positifs et avancées de ces mécanismes (Schmeidl, 2003, pp. 142, 143 ; Amao et al., 2014, pp. 82-83 ; etc.). La relation interdépendante qui lie les différents types de difficultés

⁶⁸ Munro, 2018, pp. 106-121.

⁶⁹ MEDIAPART (2018).

⁷⁰ Zeit Online (2013).

⁷¹ Counasse (2018).

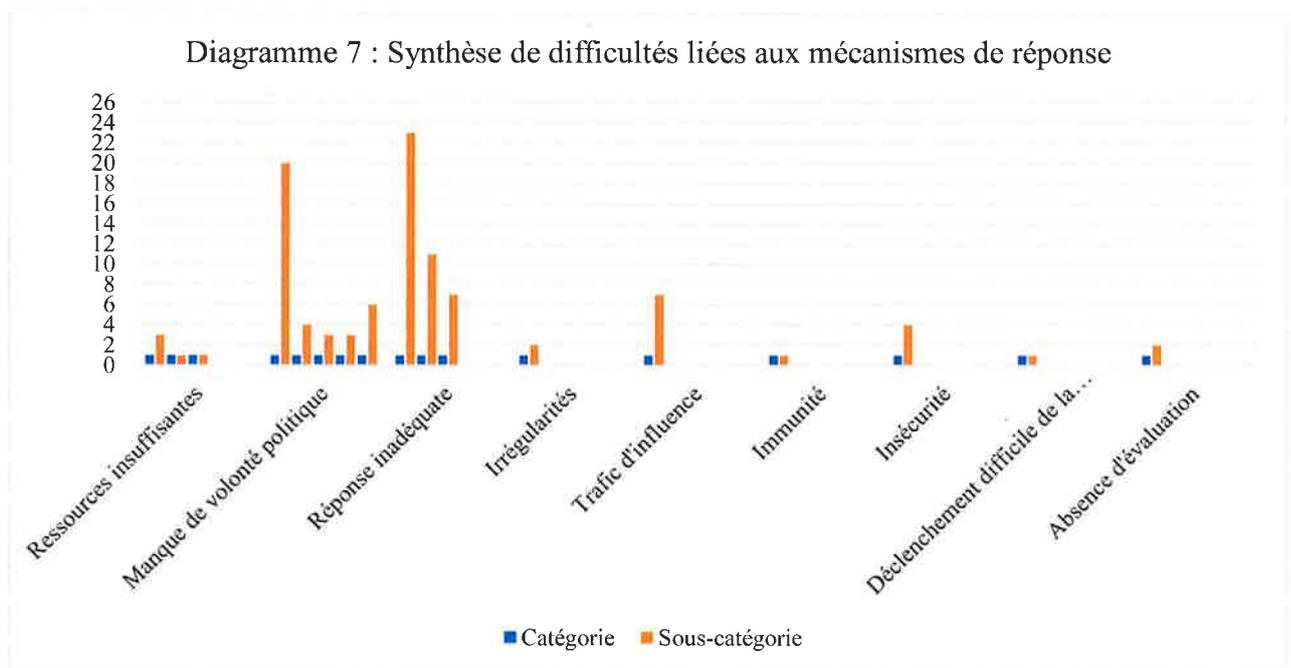
⁷² Pour plus de détails, le lecteur peut se référer à notre suggestion (pp. 184-188).

⁷³ Le lecteur peut se référer à l'évolution des difficultés liées aux SAP (pp. 247-250).

recensées, oblige la communauté académique, comme celle des praticiens à développer des stratégies mieux à même capables de corriger, progressivement, les défaillances que connaissent les SAP, en vue d'améliorer efficacement leurs activités visant la gestion et prévention de tensions sociales et/ ou conflits violents. A cet effet, la synthèse de recommandations dégagées par les différents acteurs constitue une importante base de données à exploiter. Une amélioration des SAP nécessite dès lors un leadership et une inclusion favorisant la coordination et mise en place d'un tel projet (Nyheim, 2009a, p. 109).

2.6.3. Synthèse de difficultés liées aux mécanismes de réponse

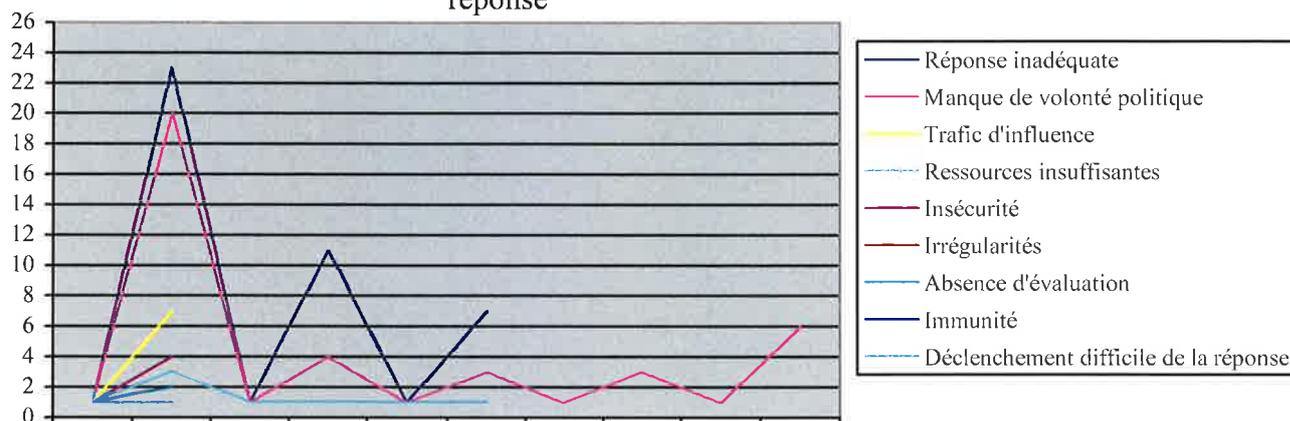
Tout comme pour les SAP, une typologie de difficultés liée aux mécanismes de réponse a été identifiée. Il s'agit de : a) ressources insuffisantes, b) manque de volonté politique, c) réponse inadéquate, d) irrégularités, e) trafic d'influence, f) immunité, g) insécurité, h) déclenchement difficile de la réponse et i) l'absence d'évaluation. Le diagramme 7 offre une représentation graphique de ces informations.



2.6.3.1. Analyse inter-catégorielle

Les types de difficultés liés aux mécanismes de réponse sont classés en fonction de leur importance.

Diagramme 8 : Hiérarchisation des types de difficultés liés aux mécanismes de réponse



Une première observation montre que la majeure partie des différentes opinions recueillies converge vers l'inadéquation de la réponse (3 catégories et 41 sous-catégories) provoquée par plusieurs défaillances, dont le manque de volonté politique (5 catégories et 36 sous-catégories). L'insuffisance de ce deuxième aspect laisse libre cours à toute sorte de comportement, à l'instar du trafic d'influence (1 catégorie et 7 sous-catégories) qui persiste et se justifie par les enjeux et intérêts des acteurs impliqués. De cet état de fait, et du fait de l'insuffisance des ressources (3 catégories et 5 sous-catégories), ainsi que du manque d'engagement des leaders politiques, les acteurs impliqués dans le fonctionnement et la gestion de ces mécanismes font éventuellement face à des questions d'ordre sécuritaires (1 catégorie et 4 sous-catégories), dues en partie à une absence de mandat pour certains mécanismes et à tant d'autres irrégularités (1 catégorie et 2 sous-catégories). Ce cadre défavorable rend difficile toute velléité d'évaluer les pratiques (1 catégorie et 2 sous-catégories) pour en tirer des enseignements et mesures qui s'imposent face à l'impunité (1 catégorie et 1 sous-catégorie). Il peut aussi être soutenu que ce dernier aspect, c'est-à-dire, l'impunité, ne favorise pas un déclenchement facile de la réponse (1 catégorie et 2 sous-catégories).

2.6.3.2. Inférence

La remise en question de l'adéquation de la réponse par la majorité des opinions recueillies pousse à s'intéresser aux facteurs responsables de ce phénomène. Il s'agit, selon toute vraisemblance, de défaillances d'ordre opérationnelles, administratives ainsi que de celles liées à la gestion de l'information.

Les capacités de réponse sont les premières à être pointées du doigt. En effet, dans le cadre d'une réponse rapide/ opérationnelle, peuvent être remises en question, les aptitudes de la plupart des acteurs ayant en charge la gestion des mécanismes de réponse à la prise de décisions rapide (Campbell & Meier, 2007, p. 18 ; Nyheim, 2009a, p. 35 ; Sithole, 2012, p. 10 ; etc.), à coordonner avec les principaux acteurs impliqués (Nyheim, 2009a, p. 35 ; Leymarie, 2015, p. 10 ; etc.), à réunir à temps les ressources nécessaires (UN, 2001, p. 20 ; Lecoutre, 2004, p. 156 ; Wulf & Debiel, 2009, p. 24 ; Amao et al., 2014, p. 87 ; Apuuli, 2016, pp. 10-11 ; Focus-group, 2018, lignes 927-929 ; etc.), à adapter les pratiques d'intervention (Nyheim, 2009a, p. 74 ; Wulf & Debiel, 2009, pp. 26-27 ; Sithole, 2012, p. 10), à déployer à temps des actions de prévention opérationnelle sur le terrain (Matveeva, 2006, p. 30 ; Lund, 2009, p. 295 ; Sithole, 2012, p. 10 ; Amao et al., 2014, p. 87 ; Focus-group, 2018, lignes 32-33, 37-38, 94 ; etc.), etc. Pour mettre en lumière ces défaillances, Nyheim (2009a) invoque les conclusions de l'évaluation conjointe sur le Rwanda qui établissent un bilan désolant sur la capacité de la Communauté internationale à répondre efficacement aux conflits :

L'évaluation conjointe sur le Rwanda effectuée en 1996 a livré d'importantes informations sur les faiblesses des interventions gouvernementales et multilatérales menées dans le contexte de conflits violents. Elle mettait l'accent sur la lenteur, le manque de coordination et les aspects contradictoires des engagements, de même que sur un ensemble de manquements politiques, institutionnels et individuels et sur les erreurs imputables aux décideurs. Les initiatives prises aujourd'hui par la communauté internationale en réaction à des conflits violents montrent que ces insuffisances n'ont pas disparu. (p. 35).

D'autres exemples corroborent ces conclusions. Sithole (2012) fustige l'attitude des chefs d'États africains et leaders du monde arabe pour avoir mal géré la crise libyenne de 2011 (pp. 9-10). Leymarie (2015) se désole, pour sa part, de la lenteur de la mise en place de la « Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine », presque un an après les attaques terroristes de 2012 (p. 10). Bellamy & Lupel (2015) concluent notre série d'exemples en revenant sur de récents manquements de l'ONU :

In Syria, clear warnings issued by the UN and others at the start of the crisis in 2011 failed to galvanize collective action to stem the tide of conflict, which resulted, ultimately, in atrocities on a massive scale. The UN also was criticized for responding too slowly and timidly to the onset of atrocities in CAR in 2013. (p. 2).

L'élaboration et l'implémentation de la réponse structurelle ne sont non plus en reste. Amao et al. (2014) notent que, dans la phase d'élaboration de la réponse, l'analyse des causes profondes des conflits est souvent négligée (p. 87). Par conséquent, la réponse apportée est

pour la plupart du temps inappropriée (Ackermann, 2003a, p. 342 ; Nyheim, 2009b, p. 7 ; Noyes & Yarwood, 2013, p. 256 ; Bellamy & Lupel, 2015, p. 2 ; etc.). Pour Campbell & Meier (2007), la raison pour laquelle la réponse est souvent inappropriée réside dans le fait que la décision finale d'agir est une résultante de négociations multipartites. Ils estiment :

The final decision is a "political resultant" – the outcome of bargaining and compromise among the various participants. [...] the resulting decision will not necessarily be something that all participants are happy with, but it will be something that all participants can agree to. Decision-making in all of the UN decision-making structures [...] lead to some type of political resultant [...]. (p. 21).

En plus des défaillances évoquées ci-dessus, d'autres raisons peuvent également y être associées : un processus décisionnel lourd, un manque de clarté par rapport au mandat pour une intervention, une absence de quorum, etc.

Concernant le premier aspect, les embrouillements à l'égard de l'élaboration et l'implémentation d'une réponse par rapport au génocide rwandais de 1994 (Schmeidl, 2003, p. 144), à l'intervention de l'OTAN en 1999 en Macédoine (Lambert, 2006, p. 65), à la crise libyenne de 2011 (Sithole, 2012, pp. 9-10), à la crise syrienne de 2011 et à celle de la Centrafrique de 2013 (Bellamy & Lupel, 2015, p. 2), à la mise en place de la Minusma au Mali en 2013 (Leymarie, 2015, p. 10), etc., font état d'un désordre chargé de motivations ambiguës, qui se traduit par un processus décisionnel extrêmement lourd (Lecoutre, 2004, p. 135 ; Piiparinen, 2008, pp. 708, 711 ; Nyheim, 2009a, pp. 90, 104 ; Bock, 2015, p. 104 ; etc.).

Quant au second aspect, également lié au précédent, au lieu de favoriser une définition claire et précise de la mission ou réponse structurelle à implémenter, il fait plutôt l'objet de vives discussions sur la responsabilité des uns et des autres, en fonction de leurs intérêts et selon leur pouvoir de financement (DuLaney & Finkel, 2016, p. 3).

Enfin, le troisième aspect, c'est-à-dire, l'absence de quorum, est le point de départ qui pourrait avoir pour conséquences les deux autres aspects précédemment évoqués. Lund (2009) rappelle qu'en matière de prévention des conflits, des décisions sont souvent prises de façon unilatérale (p. 296). Les interventions récentes des États-Unis d'Amérique, de la Grande-Bretagne et de la France en Syrie constituent dans ce sens un exemple patent⁷⁴. Le manque de consensus lors de la définition d'une réponse rend celle-ci, le plus souvent, inappropriée (Gambari, 2004, p. 3 ; Lecoutre, 2004, p. 136 ; Apuuli, 2016, pp. 11-12).

⁷⁴ HUFFPOST (2018).

Les défaillances administratives évoquées ci-dessus laissent place à d'autres insuffisances concernant la gestion de l'information. Malgré le fait que l'alerte précoce soit tout le temps disponible (Woocher, 2006, p. 6 ; Verdeja, 2016, pp. 27-28 ; Focus-group, 2018, lignes 234-235), il arrive dès fois que l'information soit communiquée tardivement (Lecoutre, 2004, p. 135 ; Campbell & Meier, 2007, p. 13 ; Mora, 2009, p. 28). Musila (2013) explique ce phénomène en prenant pour exemple des tentatives de communication infructueuses entre acteurs régionaux et nationaux et le temps que l'information met avant d'être reçue et, qu'une intervention puisse être planifiée (p. 51). Ceci permet de comprendre la position de Semenovich et al., (2012) qui pensent que :

Often reliable information on the scale of killing during ongoing genocides arrived too late to allow external actors to organize and coordinate an intervention, for example through the United Nations. But even in those few cases in which intervention was attempted, many lives were lost before it was organized and implemented. (p. 1).

Au-delà d'une réception tardive de l'information, celle-ci est souvent et sciemment non partagée avec des acteurs supposés avoir des intérêts différents ou ayant un champ d'action opposé. En analysant le caractère informel du "Framework Team" créée en 1995 et ayant pour objectif la coordination des informations à caractère d'alerte précoce pour les besoins des opérations de maintien de la paix de l'ONU, Campbell & Meier (2007) trouvent que certaines agences membres du Framework Team se faisaient rarement représenter par un personnel averti pouvant prendre des décisions (p. 16). L'avenir d'un tel organe est déjà scellé par les choix stratégiques des uns et des autres. Parmi tant d'autres chercheurs et spécialistes, l'on note également, que Lecoutre (2004, p. 135) et Nyheim (2009, p. 74) déplorent respectivement ce manque de partage d'informations. Une illustration, sans équivoque, de la rétention de l'information, concernant le génocide rwandais, est ci-après offerte par Piiparinen (2008) :

The 'genocide fax' proves that the Secretariat had received warning signals of the forthcoming genocide three months prior to its beginning, but failed to present this crucial information to the Security Council. In fact, DPKO informed neither the Council nor the Secretary-General of the existence of the cable. (709).

Après cette analyse, se dégage un constat selon lequel, qu'en attente d'une alerte précoce, dénouée d'options et tardivement soumise devant un risque imminent, la plupart des acteurs chargés d'apporter la réponse se retrouvent dans une situation où ils sont contraints de faire recours à des solutions modèles (Nyheim, 2009a, p. 74). Wulf & Debiel (2009) assimilent

cela à une dissonance cognitive qui fait que ces acteurs aient recours à des options plus faciles et disponibles, même si les situations diffèrent (p. 27).

Les illustrations faites ci-dessus démontrent à quel point la non-prise en compte de certains prérequis peut entraîner la formulation d'une réponse inappropriée. Il se trouve que les causes de la réponse inadéquate sont souvent liées au manque d'intérêt et d'investissement de leaders politiques. Ce manque de volonté politique, dont il est question ici, est expliqué à travers plusieurs catégories identifiées dans la littérature : l'égoïsme de décideurs politiques, leur détachement, les manquements des mécanismes de réponse, des facteurs institutionnels ainsi que des priorités nationales.

Plusieurs agissements des leaders politiques permettent d'invoquer leur égoïsme. La position de ces derniers, face à des événements malheureux qui nécessitent une rapide et forte réaction, jette un flou dans leurs vraies motivations. Il faut noter qu'une attitude ambiguë lors de la phase d'élaboration d'une réponse commune n'est pas l'apanage de quelques acteurs politiques de quelque horizon que ce soit, mais concerne tous les leaders politiques qui forment et représentent la Communauté internationale. Faisant référence à la Force Africaine en Attente (FAA), Moolakattu (2010) soulève des contradictions qui, une fois dépassées, pourraient donner un important avantage à ce mécanisme. Il remarque que l'appartenance à la fois de plusieurs pays africains à maintes Communautés Economiques Régionales (CERs), selon leurs motivations qui peuvent ne pas forcément correspondre aux intérêts et objectifs de la force africaine en attente (FAA), ne les avantage pas nécessairement aux plans financier et administratif (p. 156). Lund (2009) trouve pour sa part que la présence de puissances et représentants de la Communauté internationale dans des pays non industrialisés, sous prétexte d'une intervention humanitaire, poursuit en fait des objectifs non déclarés et s'intéressent peu à la résolution des conflits, si certains d'entre eux ne les attisent pas (p. 296). Afin de révéler le jeu de pouvoir qui fait le plus souvent obstacle à une réponse adéquate, Piiparinen (2008) va encore plus loin et nous offre un cas précis, tout en décrivant l'attitude des acteurs concernés :

Since the 1960s, the operation of the UN bureaucracy has been based upon the Hammarskjöldian premise that impartial peacekeeping not only provides peacekeepers with legitimacy vis-a-vis belligerent parties but also extends that legitimacy to the UN Secretariat when dealing with great powers [...]. This self-image of *longue durée* founded on impartiality surely affected the Secretariat's decision-making in January 1994, for it was widely known that France was supporting the Hutu Presidential Guard and *Interahamwe* militia in both political and military terms. Any decision to allow

Dallaire to take enforcement action against Hutu militia would have violated French interests while simultaneously undermining the UN's vision of itself as a neutral actor vis-a-vis great powers. This hypothesis is supported by evidence pointing to the fact that Dallaire's plan to raid arms caches belonging to Hutu militias was sufficient to prompt the French government to call for his resignation in March 1994, after France had been informed of the contents of the January cable by the Special Representative of the Secretary-General. Moreover, there is a strong possibility that France had received further information regarding Dallaire's plans through informal channels in the Secretariat as Dallaire notes, 'France had written the Canadian government to request my removal as force commander of UNAMIR. Apparently someone had been reading my reports [to the UN Secretariat] and hadn't liked the pointed references I had made to the presence of French officers among the Presidential Guard, especially in light of the Guard's close links to the Interahamwe militias' [...]. In light of France's sensitivities, it is unsurprising that Dallaire's messages were placed in a separate file in the Secretariat at that time. (p. 715).

Ce jeu de pouvoir fournit, quelque part, des raisons pour lesquelles certains décideurs politiques mettent en avant leurs intérêts personnels (Lecoutre, 2004, p. 135 ; Stanton, 2009, p. 7 ; Bellamy & Lupel, 2015, pp. 5-6 ; Leymarie, 2015, p. 11 ; Apuuli, 2016, pp. 7-8) et relèguent au second plan toute intervention efficace ou la formulation d'une réponse adéquate, qui ne leur est d'aucun intérêt. Ce phénomène est connu sous la désignation de « réalisme humanitaire » (Piiparinen, 2008, p. 720).

Dès lors, ayant connaissance des circonstances dans lesquelles de pareils événements se sont déroulés, il ne surprendrait désormais personne de voir une alerte précoce ignorée du fait qu'elle dérange tout simplement (Adelman et al., 1996, p. 28 ; Rusu, 2001, pp. 128-129 ; Piiparinen, 2008, p. 714 ; etc.). De ces agissements, d'aucun pourraient également y voir une absence de courage politique. En effet, comment expliquer le refus d'allouer des troupes supplémentaires au général Dallaire et de l'autoriser à saisir les armes destinées à être utilisées pour commettre un génocide, si ce n'est une absence de courage politique (Stanton, 2009, p. 7) ? Comment expliquer la passivité des leaders africains quand le peuple libyen subissait injustement une violation de sa souveraineté et la destruction de ses institutions sous le prétexte de la « responsabilité de protéger », si ce n'est une absence de courage politique (Sithole, 2012, p. 12) ? C'est ce détachement des leaders politiques, traduit par la négligence (Campbell & Meier, 2007, p. 12 ; Tshimba, 2014, p. 7 ; DuLaney et al., 2016, pp. 2-3 ; etc.), l'inaction (D'Letzeburger Land, 1992, p. 1 ; Annan, 2004, p. 2 ; Sithole, 2012, pp. 9-10 ; etc.), le "By-stander syndrome" (Austin, 2011, p. 13 ; DuLaney et al., 2016, p. 3) et j'en passe, qui fait que la formulation de la réponse reste, pour la plupart des cas, difficile et problématique.

Par ailleurs, ce détachement des leaders politiques est, en partie, à la source de certains manquements que connaissent des mécanismes de réponse. Si les ressources humaines (Adelman et al., 1996, p. 66 ; Lecoutre, 2004, p. 157 ; Bellamy & Lupel, 2015, p. 7 ; etc.), financières (UN, 2001, p. 20 ; Moolakkattu, 2010, p. 152 ; Apuuli, 2016, pp. 10-11 ; etc.) et logistiques (Lecoutre, 2004, p. 156 ; Murithi, 2012, p. 7 ; Bellamy & Lupel, 2015, p. 15 ; etc.) qui leur permettent de relever les défis de la formulation et de l'implémentation d'une réponse adéquate ne sont pas disponibles, tout conflit peut et risque de s'aggraver sans délai.

En plus de ces manquements, des facteurs institutionnels, tels qu'un processus décisionnel lourd (Nyheim, 2009a, pp. 90, 111 ; Wulf & Debiel, 2009, p. 2 ; Noyes & Yarwood, p. 256 ; etc.), des divergences et hésitations (Lecoutre, 2004, p. 136 ; Sithole, 2012, p. 7 ; Kasaija, 2013, p. 21 ; etc.), etc., entrent en jeu et mettent en mal le travail de coordination et de synchronisation nécessaire à l'implémentation de la réponse (Nyheim, 2009a, p. 85 ; Sithole, 2012, pp. 1-2 ; Wanep, 2014, p. 9 ; etc.). De même, au nom de la priorité nationale, certains leaders politiques commettent des erreurs stratégiques lourdes de conséquences (Schmeidl, 2003, pp. 144-145 ; Lecoutre, 2004, p. 135 ; Ngwenya, 2015, p. 4 ; etc.).

Par conséquent, quoique le désaccord, en vue d'assurer une certaine objectivité lors d'un processus décisionnel multipartite soit louable (Campbell & Meier, 2007, pp. 17, 21 ; Sithole, 2012, p. 5 ; Leymarie, 2015, p. 10 ; etc.), il en résulte que des abus de toute sorte contribuent à l'installation d'un climat d'insécurité. Cette insécurité se ressent dans les zones de conflit (Murithi, 2012, pp. 7, 11), mais se traduit également par une mise en jeu de la sécurité des professionnels (Piiparinen, 2008, p. 709) et des acteurs humanitaires (Von Einsiedel, 2015, p. 8), sans compter celle des populations civiles. Ce manque de protection des acteurs, censés apporter la réponse, y compris celle des civiles, reflète le manque d'autorité ou de mandat que les mécanismes de réponse ont besoin (Rusu, 2001, p. 129 ; Campbell & Meier, 2007, p. 16 ; Apuuli, 2016, pp. 9-10 ; etc.). Et, s'il se trouve que des mécanismes de réponse manquent de mandat pour légitimement apporter une réponse efficace, il en va de soi que toute velléité de faire intervenir les acteurs concernés dans une crise reste vaine (Leaning & Meier, 2008, p. 2 ; Nyheim, 2009a, pp. 56, 61 ; Focus-group, 2018, lignes 1031-1039). Vu que les conditions requises au processus de formulation de réponses efficaces sont loin d'être une réalité, toute tentative d'évaluation des pratiques se trouverait, probablement, confrontée à un processus de suivi inadapté (Lecoutre, 2004, p. 135 ; Rashed, 2016, pp. 5, 7). Sans processus de suivi adapté et fiable, il serait également difficile de situer les responsabilités des uns et des autres, lorsque l'échec de la prévention est simplement une défaillance ou intentionnellement

planifiée par quelques acteurs politiques que ce soit (Campbell & Meier, 2007, p. 16 ; Piiparinen, 2008, p. 704). À ce propos, Nyheim (2009a) estime que :

Il demeure très rare que l'inaction ou la médiocrité de la réponse à un conflit ou à la défaillance de l'État engage la responsabilité des acteurs en cause. On a vu certaines entreprises multinationales licencier des employés qui n'avaient pas pris les mesures de prévention nécessaires et avaient ainsi causé la perte de certains actifs, mais bien peu de fonctionnaires (voire aucun) perdent leur emploi lorsqu'un conflit violent vient anéantir des décennies d'investissements en faveur du développement. (p. 90).

Cette analyse aura permis de mettre en exergue certaines difficultés rencontrées par des mécanismes de réponse, malgré le fait que la liste des défaillances répertoriées dans la littérature n'a pas toute été abordée ici. Cependant, pour avoir plus de détails par rapport aux difficultés liées aux mécanismes de réponse, le lecteur peut se référer aux annexes de la thèse (pp. 463-548).

2.6.3.3. Bilan intermédiaire

L'analyse des difficultés liées aux mécanismes de réponse, pour la période de 1990 à 2016, nous permet de dégager 3 scénarios : des difficultés considérées comme persistantes, d'autres considérées comme récentes et enfin celles qui sont considérées comme récentes mais persistantes.

Les premières s'étalent, pratiquement, tout au long de la première à la fin de la troisième décennie, c'est-à-dire, vers les années 1992 à 2016. Le focus-group réalisé avec des praticiens des SAP dans les locaux de Wanep-Sénégal montre que ces difficultés dites persistantes sont encore perçues en 2018. Elles sont plus représentées que les deux autres types de difficultés mentionnées plus haut. Des ressources humaines insuffisantes (Musila, 2013, p. 51 ; Bellamy & Lupel, 2015, p. 7 ; DuLaney et al., 2016, p. 3 ; etc.), le manque de volonté politique (ONU, 1992, p. 4 ; Tshimba, 2014, p. 7 ; Ngwenya, 2015, p. 4 ; etc.), l'inadéquation de la réponse (ONU, 1992, p. 13 ; Nyheim, 2009a, pp. 108-109 ; Focus-group, 2018, lignes 32-33, 37-38, 94 ; etc.) et le trafic d'influence (ONU, 1992, p. 1 ; Ackermann, 2003b, p. 10 ; Leymarie, 2015, pp. 10-11 ; etc.), parmi tant d'autres difficultés constituant cette catégorie, persistent depuis la mise en place de la plupart des SAP, depuis les années 1990 à nos jours.

Quant aux secondes, c'est-à-dire, les difficultés considérées comme récentes, peu représentées, elles font leur apparition vers le début de la deuxième moitié de la deuxième décennie, jusqu'au début de la deuxième moitié de la troisième décennie, c'est-à-dire, vers

2005 jusqu'en 2016. Elles sont sporadiquement représentées et concernent pratiquement la majeure partie des difficultés liées aux mécanismes de réponse, notamment : des ressources financières insuffisantes (Apuuli, 2016, p. 11), le manque de volonté politique (Nathan, 2007, p. 54 ; Piiparinen, 2008, p. 720 ; DuLaney et al., 2016, p. 9 ; etc.), l'inadéquation de la réponse (Akhaven, 2005, pp. 9-10 ; Nyheim, 2009a, pp. 87, 88 ; Wulf & Debiel, 2009, pp. 2, 24, 27), le manque de légitimité (Amao et al., 2014, p. 87), le trafic d'influence (Campbell & Meier, 2007, p. 21 ; TSF, 2009, p. 2 ; Leymarie, 2015, p. 11 ; etc.), ainsi que l'insécurité (Piiparinen, 2008, p. 709 ; Murithi, 2012, p. 8 ; Von Einsiedel, 2015, p. 8 ; etc.). Une autre lecture pourrait également permettre de soutenir la thèse selon laquelle, ces difficultés considérées comme récentes par rapport à la date de leur apparition (à partir de 2005), sont en fait aussi vieilles et persistantes que la première catégorie de difficultés analysées un peu plus haut. Pour illustration, la négligence de la portée asymétrique d'un conflit lors de la formulation de la réponse ne date pas de 2005. Le génocide rwandais de 1994, l'intervention de l'OTAN en République de Macédoine en 1999 et tant d'autres opérations sous l'égide de l'ONU démontrent une analyse faible des causes profondes des conflits, y compris la prise en compte des enjeux, de l'environnement et de tous les acteurs impliqués dans le conflit. Vu que cette analyse a été réalisée sur la base des données recueillies pour le compte de notre recherche documentaire en ligne, de 1990 à 2016, il se pourrait que d'autres données non accessibles, puissent aujourd'hui changer la tendance de nos analyses.

Enfin, les dernières, c'est-à-dire, les difficultés considérées comme récentes mais persistantes, plus représentées que les deuxièmes et moins que les premières, se retrouvent réparties dans la plupart des types de difficultés liées aux mécanismes de réponse. Elles font leur apparition à partir de la deuxième moitié de la deuxième décennie jusqu'au début de la deuxième moitié de la troisième décennie, c'est-à-dire de 2005 à 2016. Le focus-group, réalisé avec des praticiens dans les locaux de Wanep-Sénégal, montre qu'elles sont encore réelles en 2018. On les retrouve dans les défaillances liées aux ressources financières insuffisantes (Wulf & Debiel, 2009, p. 17 ; Moolakkattu, 2010, p. 161 ; DuLaney et al., 2016, p. 3), le manque de volonté politique (Moolakkattu, 2005, p. 13 ; Campbell & Meier, 2007, p. 12 ; DuLaney et al., 2016, p. 3 ; etc.), l'inadéquation de la réponse (Lavoix, 2006, p. 15 ; Piiparinen, 2008, p. 709 ; DuLaney et al., 2016, p. 4 ; etc.), l'immunité (Campbell & Meier, 2007, p. 16 ; Piiparinen, 2008, p. 704 ; Nyheim, 2009a, p. 90) et le déclenchement difficile de la réponse (Lavoix, 2006, p. 11 ; Kahl et al., 2012, p. 30 ; Focus-group, 2018, lignes 1031-1039 ; etc.). Ici encore, ces défaillances considérées comme récentes mais persistantes, peuvent tout bonnement être

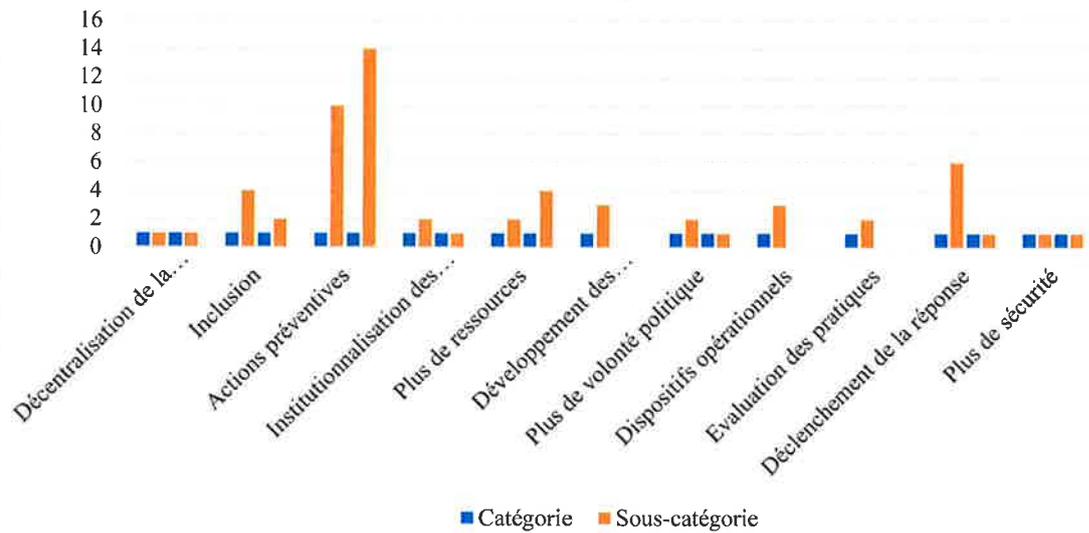
considérées comme vieilles et persistantes. Pour appuyer cette hypothèse, la négligence des leaders politiques (Campbell & Meier, 2007, p. 12 ; Murithi, 2012, p. 13 ; DuLaney et al., 2016, pp. 2-3), le manque de collaboration et de coordination (Okechukwu, 2007, p. 24 ; Amao et al., 2014, p. 87 ; Focus-group, 2018, lignes 243-248 ; etc.), ainsi que les difficultés à faire intervenir l'État ou la Communauté internationale (Lavoix, 2006, p. 11 ; Kahl et al., 2012, p. 30 ; Focus-group, 2018, lignes 1031-1039 ; etc.) parmi tant d'autres, ne datent pas de 2005, mais sont plutôt bien ancrées dans la problématique de la prévention et de la gestion des conflits et tensions sociales depuis des décennies déjà.

Suite à cette analyse, nous examinons, dans la partie qui suit, la synthèse de recommandations destinée à améliorer la performance et l'efficacité des mécanismes de réponse.

2.6.4. Synthèse de recommandations à l'endroit des mécanismes de réponse

11 types de recommandations à l'endroit des mécanismes de réponse ont été identifiés : a) la décentralisation de la réponse, b) l'inclusion, c) des actions préventives, d) l'institutionnalisation des mécanismes de réponse, e) plus de ressources, f) le développement des compétences, g) plus de volonté politique, h) des dispositifs opérationnels, i) l'évaluation des pratiques, j) le déclenchement de la réponse et, k) plus de sécurité. Le diagramme 9 permet la visualisation de ces informations.

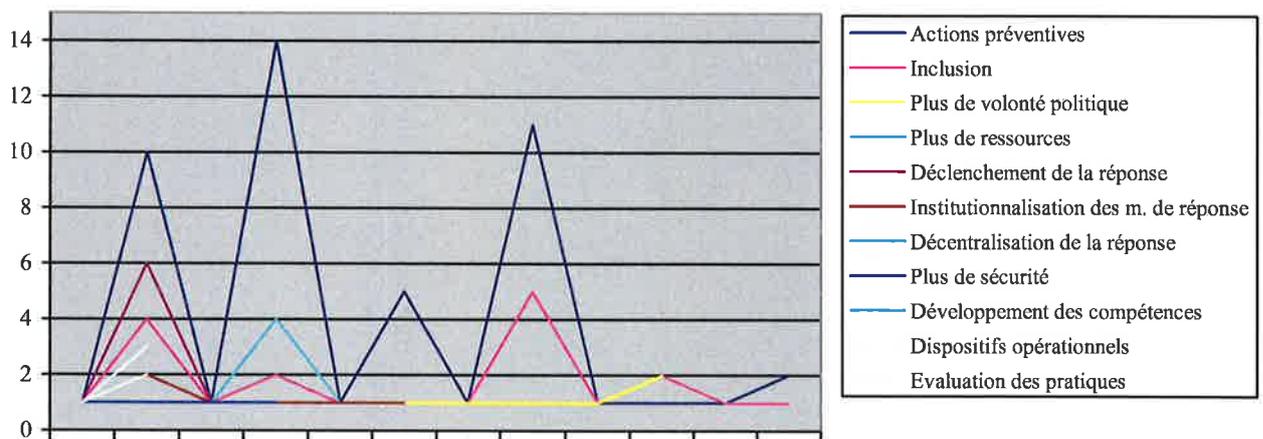
Diagramme 9 : Synthèse de recommandations à l'endroit des mécanismes de réponse



2.6.4.1. Analyse inter-catégorielle

Les types de recommandations à l'endroit des mécanismes de réponse sont classés en fonction de leur importance.

Diagramme 10 : Hiérarchisation des types de recommandations à l'endroit des mécanismes de réponse



La majeure partie des données recueillies met l'accent sur des actions préventives (6 catégories et 43 sous-catégories) qui peuvent être initiées pour contenir les tensions sociales et/ ou les conflits violents. Pour ce faire, l'inclusion (6 catégories et 15 sous-catégories) reste le moyen le plus efficace pour encourager plus de volonté politique (5 catégories et 2 sous-

catégories), avec l'espoir de voir plus d'engagement et d'obtenir une allocation importante en ressources (3 catégories et 7 sous-catégories) de la part des leaders politiques. L'engagement de ces derniers pourrait faciliter l'institutionnalisation des mécanismes de réponse (3 catégories et 4 sous-catégories), de sorte qu'ils deviennent des dispositifs légitimes et opérationnels (1 catégorie et 3 sous-catégories) qui favorisent un déclenchement rapide de la réponse (2 catégories et 7 sous-catégories), afin que la sécurité des personnes et de leurs biens (2 catégories et 2 sous-catégories) puisse être assurée. L'efficacité de la réponse dépendra également du fait qu'elle soit décentralisée ou non (2 catégories et 2 sous-catégories). Il est dès lors important de garder à l'esprit que cette décentralisation de la réponse fait implicitement appel à la mise à disposition de ressources nécessaires, ainsi qu'au développement des compétences (1 catégorie et 3 sous-catégories) des praticiens et populations à risque, afin qu'ils puissent, opérationnellement, contenir l'escalade ou, structurellement, éradiquer les causes profondes des conflits violents. Une façon d'inculquer une attitude proactive et de s'assurer du maintien des conditions nécessaires pour une prévention efficace serait également d'envisager une évaluation des pratiques (1 catégorie et 2 sous-catégories), en vue d'actualiser constamment les modes d'intervention, selon les cas.

2.6.4.2. Inférence

Malgré les déboires de l'ONU en matière de prévention des conflits, certains sont d'avis qu'il faut toujours recourir à plus de déploiements préventifs avec un mandat de l'Organisation pour contenir les conflits violents (ONU, 1992, pp. 9-10 ; UN, 2001, pp. 11, 21 ; Kortunov, 2006, p. 60 ; Campbell & Meier, 2007, p. 20). Plusieurs approches pour une prévention opérationnelle efficace sont offertes, parmi lesquelles l'usage de la médiation ou de la négociation (ONU, 1992, pp. 5, 12 ; DeRouen & Goldfinch, 2005, p. 39), reléguant ainsi au dernier plan l'usage de la force comme ultime recours (Annan, 2004, p. 5). À côté de cette option, nous avons la prévention structurelle qui suggère de s'attaquer aux causes profondes des conflits (Carment & Garner, 1999, p. 13 ; Matveeva, 2006, p. 34 ; Souaré, 2007, p. 107 ; Lund, 2009, p. 299 ; Rohwerder, 2015, pp. 3-4 ; etc.) en adoptant différentes postures stratégiques d'intervention (Sandole, 1998, pp. 17-18 ; Leaning & Meier, 2008, pp. 12-13 ; Sithole, 2012, p. 11 ; Von Einsiedel, 2015, p. 6 ; etc.), sans oublier de mettre l'accent sur des réponses stratégiques comme, par exemple, intervenir assez tôt (Luck, 2010, p. 1 ; LES, 2012, p. 2 ; DuLaney et al., 2016, p. 7 ; etc.), de façon inattendue (Leaning & Meier, 2008, p. 3), en apportant une réponse spécifique (Ackermann, 2003a, pp. 342-343-344) pouvant inclure des

actions lucratives, ayant pour objectif la re-construction de la paix sur un long terme (Ganson & Wennmann, 2012, p. 2).

Toutefois, exécuter ces deux types de prévention adéquatement présuppose l'inclusion de toutes les parties prenantes (Wisniew, 2012, p. 52 ; USAID, 2014, pp. 35-36 ; Ngwenya, 2015, pp. 5-6 ; etc.), y compris des acteurs non traditionnels comme ceux du secteur privé (Hagmann, 2003, p. 718 ; Matveeva, 2006, p. 35). Cependant, malgré leurs profits en vue, l'inclusion des acteurs économiques doit se faire en tenant compte de leur responsabilité morale et sociale à encourager un climat favorable à la paix (UN, 2001, p. 33 ; Vadlamudi, 2013, pp. 29-30), une situation qui peut leur être bénéfique en retour, en termes de développement de capitaux et d'expansion de leur business. À côté de ces mesures, certains insistent sur l'appropriation locale de la prévention des conflits. Cela suppose un encouragement au leadership local, mais également, aux initiatives locales en la matière (Annan, 2004, p. 2 ; Souaré, 2007, pp. 107-108 ; Nyheim, 2009a, p. 19 ; Ganson & Wennmann, 2012, pp. 1, 2, 6, 16). Ce processus d'inclusion devrait pouvoir mobiliser plus de volonté politique. Cette mobilisation des leaders politiques devrait être sincère et tout sauf complaisante. Elle peut être envisagée à travers des mesures d'incitation à la volonté politique comme, par exemple, le fait de porter plus d'attention au message à des fins d'alerte précoce (Evans, 2001, pp. 9-11 ; Annan, 2004, p. 4) ou de formuler des recommandations avec une variété d'options à l'attention des leaders politiques (Bellamy, 2011, p. 6 ; Wisniew, 2012, p. 9), etc. Il peut aussi être question, avec tact, de provoquer leur participation à travers une procédure légitime, démocratique et acceptable, notamment par la voie parlementaire⁷⁵.

Ces mesures d'incitation, en tenant compte des intérêts des leaders politiques (Carment & Garner, 1999, p. 9), tout en gardant la priorité sur ceux des populations en danger, peuvent galvaniser plus d'engagement de la part des décideurs politiques. Cet engagement peut se traduire, entre autre, en un dévouement à long termes de leur part (UN, 2011, pp. 3, 13, 34 ; Lecoutre, 2004, p. 137 ; LES, 2012, p. 2 ; Tshimba, 2014, p. 7), et par conséquent, pourrait être bénéfique pour les mécanismes de réponse, en termes d'allocation de plus de ressources (Rohwerder, 2015, pp. 4-5 ; AIPR, 2016, p. 24 ; Focus-group, 2018, lignes 1150-1157, 1284, 1288-1290 ; etc.), de leur institutionnalisation (Ackermann, 2003a, p. 344 ; Ganson & Wennmann, 2012, pp. 7-8 ;), de sorte qu'ils deviennent des dispositifs opérationnels (Wynn-Pope, 2010, p. 16 ; Ganson & Wennmann, 2012, p. 6 ; Sithole, 2012, p. 12 ;). Avec des

⁷⁵ Pour plus d'information concernant cet aspect, le lecteur peut se référer à notre suggestion (pp. 184-188).

mécanismes de réponse opérationnels, les praticiens des SAP peuvent plus facilement catalyser la réponse (Nathan, 2007, p. 51 ; Lund, 2009, p. 307 ; Zenko & Friedman, 2011, p. 32 ; etc.) et mobiliser les acteurs concernés, y compris le système de sécurité nationale ou toute autre alliance sous-régionale, régionale ou internationale légale, afin d'assurer la sécurité des populations vulnérables et de leurs biens (TSF, 2009, p. 3). Pour qu'elle soit efficace, la réponse opérationnelle ou structurelle doit être décentralisée (Rusu, 2001, pp. 129-130 ; Ackermann, 2003a, p. 344 ; Nyheim, 2009a, p. 19 ; Von Einsiedel, 2015, p. 9 ; etc.). Pour illustration et afin de mettre l'accent sur l'importance de la décentralisation de la réponse et des vies qui peuvent en être sauvées, Amao et al. (2014) reviennent sur des erreurs associées aux efforts d'interventions rapides, à travers trois exemples :

[...] rapid responses often do not feature at lower levels of conflict. In such instances, reports tracking new developments in conflict focus on the capital cities rather than more remote areas. This was the case in Rwanda in 1994, the Democratic Republic of Congo (DRC) in the late 1990s and the Kenyan violence in 2007-2008. This calls for more decentralized and locally-based Early Warning and Response mechanisms. (p. 87).

En plus de cette décentralisation géographique des mécanismes de réponse, Campbell & Meier (2007) plaident pour une « dominance locale » qui permet aux chefs de villages ou autres autorités locales, en concertation avec le gouvernement central ou toute autre autorité suprême légitime, de prendre en contrôle la situation quand les autorités compétentes traditionnelles se trouvent dans l'impossibilité d'agir ou de contenir la situation conflictuelle à temps (p. 20). De telles idées sont également partagées par Kahl et al. (2012) lorsqu'ils prônent la mise en place d'une quatrième génération des SAP qui a pour objectif de susciter une réaction rapide au niveau communautaire (p. 30).

Par ailleurs, pour garantir l'efficacité de n'importe quel type d'intervention envisagé, l'accent doit être mis sur le développement des compétences. En renforçant les capacités des praticiens et celles des populations à risque, on s'assure de la qualité des informations collectées, des analyses qui en découlent, du déclenchement rapide de la réponse ainsi que la coopération et coordination des actions à mener avant, durant et après le processus d'intervention en vue (Nyheim, 2009a, p. 19 ; TSF, 2009, p. 2 ; Ganson & Wennmann, 2012, pp. 2, 8, 15, Wanep, 2013, p. 14 ; Wanep, 2014, pp. 10, 12). En s'attendant au renforcement des compétences, il est de bon augure d'évaluer constamment les pratiques, en vue de les actualiser. De cet exercice, peuvent être tirées des principes de bonnes pratiques qui confèrent aux professionnels des mécanismes de réponse plus d'expérience et d'efficacité dans leurs interventions futures

(Matveeva, 2006, p. 28 ; UN, 2010, p. 5 ; Austin, 2011, p. 18 ; Bellamy, 2011, p. 11 ; Von Einsiedel, 2015, p. 9 ; DuLaney et al., 2016, p. 3 ; etc.).

2.6.4.3. Bilan intermédiaire

Afin de provoquer des changements positifs, l'analyse de la synthèse de recommandations à l'endroit des mécanismes de réponse nous apprend qu'il faudrait plus d'inclusion et de mesures incitatives à la volonté politique. Les professionnels de ces mécanismes se voient ainsi se focaliser sur la mise en place de stratégies qui incitent la participation, l'engagement et le dévouement à long termes des leaders politiques, indépendamment de la durée légale de leur mandat. Cette inclusion ne se limite pas seulement aux acteurs politiques, mais devrait s'étendre à toutes les couches sociales, ainsi qu'aux acteurs économiques. C'est une façon de décentraliser la réponse opérationnelle ou structurelle en responsabilisant les acteurs concernés au niveau international, régional/ sous-régional, National/ local et communautaire.

2.6.4.4. Conclusion partielle

Malgré la persistance de la plupart des difficultés associées aux mécanismes de réponse, les recommandations formulées à l'endroit de ces mécanismes permettent de croire, que si des efforts supplémentaires sont déployés, le domaine de la prévention et de la gestion des conflits violents pourrait enregistrer de grandes avancées. Seulement, les activités liées aux questions de prévention et de gestions de conflits violents sont désormais entachées de toute sorte de fraude, au point d'être un secteur où des privés, gouvernements, ONGs se font d'énormes profits (Schmeidl & Jenkins, 1998, p. 482 ; Piiparinen, 2008, p. 720 ; TSF, 2009, p. 2). Des initiatives nouvelles, basées uniquement sur le vrai sens de l'action humanitaire, pourraient permettre à des millions de victimes des guerres et d'autres crimes de tout genre, de se soulager et de vivre dignement.

2.6.5. Analogies des types de difficultés et de recommandations liées aux SAP et mécanismes de réponse

Les difficultés et recommandations liées aux SAP et mécanismes de réponse, issues de la littérature, renferment des implications qu'il est nécessaire de mettre en évidence. Dans les pages qui suivent, des explications sont offertes.

2.6.5.1. Analogies des types de difficultés liés aux SAP et mécanismes de réponse

Il est établi, à l'issue de nos analyses, que les SAP et les mécanismes de réponse partagent des difficultés communes. Le tableau 8 permet leur visualisation.

Tableau 8 : Analogies des types de difficultés liés aux SAP et mécanismes de réponse

Synthèse de difficultés liées aux SAP	Synthèse de difficultés liées aux mécanismes de réponse
Trafic d'influence	Trafic d'influence
Irrégularités	Irrégularités
Ressources insuffisantes	Ressources insuffisantes
Manque de volonté politique	Manque de volonté politique
Insécurité	Insécurité
Immaturité des SAP	Réponse inadéquate
Contraintes	Immunité
	Déclenchement difficile de la réponse
	Absence d'évaluation

D'aucuns pourraient se demander la pertinence de l'établissement de ces analogies. La réponse à cette remarque consiste à démontrer d'une part, l'existence d'une interdépendance entre ces deux mécanismes ayant fonctionné séparément pour la plupart du temps (Nyheim, 2009a, pp. 121-148). Le lien entre l'alerte précoce et la réponse opérationnelle ou structurelle le montre bien : pour qu'il y ait réponse il faut que la situation alarmante soit connue. En d'autres termes, tout le processus de collecte, d'analyse, de formulation de recommandations et de transmission de l'alerte précoce doit être observé, avant qu'une réponse puisse être apportée, sur la base d'informations crédibles. L'existence des mécanismes de réponse est donc conditionnée par celle des SAP. De même, la rapidité de l'intervention est également conditionnée par celle de la soumission de l'alerte précoce et de sa véracité. Dès lors, le type de réponse à apporter dépend et devrait toujours dépendre de la situation qui prévaut sur le terrain. D'autre part, cette interdépendance entre ces deux types de mécanismes vaut la peine de recadrer le débat sur les objectifs des SAP, compte tenu de la variation et de l'évolution constante des menaces à la sécurité et à la paix. Selon Nyheim (2009a), il existe deux tendances. La première ne souhaite pas voir les SAP être politisés. La principale raison réside dans le fait que ses adeptes souhaitent voir une réponse qui n'obéit qu'à l'urgence de la situation sur le terrain, suite à la collecte d'informations, la proposition d'analyses pertinentes et la formulation de recommandations spécifiques. Autrement dit, ils ne souhaitent pas voir les intérêts des leaders politiques mis en avant au détriment de vies humaines en danger. Pour sa part, la seconde tendance fournit des raisons selon lesquelles, les SAP devraient être politisés. Selon toute vraisemblance, les adeptes de cette vision des choses seraient

pragmatiques : quoiqu'il en soit, la collecte de données, leur analyse et la formulation de recommandations par rapport à une situation alarmante se fera. Et vue que la plupart des organismes non gouvernementaux qui hébergent des SAP n'ont pas les ressources nécessaires et la légitimité requise pour intervenir, l'alerte précoce finira, tôt ou tard, dans les mains des leaders politiques. La priorité n'est pas l'exécution de l'agenda de ces derniers, mais plutôt de voir l'alerte précoce galvaniser une forte mobilisation qui aboutit à une intervention opérationnelle avec l'objectif de stopper l'hémorragie dans un premier temps, puis de proposer une réponse structurelle qui tente de remédier aux causes profondes de la situation alarmante.

Par conséquent, ce débat révèle la nécessité de fusionner ces positions apparemment divergentes : face à des vies humaines en danger, que la réponse soit politisée ou non, la question d'une intervention pour la préservation de vies en danger ne devrait même pas se poser, ni tarder. Vu sous cet angle, l'implication des leaders politiques devient un devoir (Amao et al., 2014, pp. 80-81). En effet, la tragédie de 1994 au Rwanda a poussé la Communauté internationale, sous le patronage de son Excellence Mr. Koffi Annan, ancien Secrétaire-Général de l'ONU, à revoir les devoirs des leaders politiques envers leurs concitoyens ou envers tout être humain dans des situations de conflits et autres menaces. C'est de cette façon que naquit le concept de la Responsabilité de Protéger (R2P), adopté par l'Assemblée Générale de l'ONU en 2005 (Lund, 2009, p. 295 ; Moolakkattu, 2010, pp. 159-160 ; Davies et al., 2015, pp. 228-229, 231, 232-234 ; etc.). Selon le principe de la R2P :

The primary responsibility for conflict prevention rests with national Governments, with civil society playing an important role. The main role of the United Nations and the international community is to support national efforts for conflict prevention and assist in building national capacity in this field. (UN, 2001, p. 2).

Aussi intéressant que paraît le débat sur les objectifs des SAP, il est désormais clair, qu'il n'y a pas vraiment de contradiction entre les deux positions explorées ci-dessus : référence à des principes de bonnes pratiques devrait être faites pour l'établissement des faits en toute transparence, afin de permettre la prise de décisions pouvant sauver des vies, aussi rapidement que possible. La fusion de ces deux tendances devient donc inéluctable.

Enfin, en examinant de plus près ces analogies, on se rend compte que les exemples retenus des deux côtés ont des implications : Concernant les SAP, les éléments surlignés ont pour conséquence l'immaturation de ces mécanismes et des contraintes. Si les conditions de travail, les ressources et l'implication de la majorité font défaut, il serait étonnant d'être surpris des

maigres apports des SAP dans la gestion et prévention des conflits violents. Il en va de même pour les mécanismes de réponse. Les mêmes éléments surlignés ont d'autres implications, telles que la réponse inadéquate, l'immunité, le déclenchement difficile de la réponse, l'absence d'évaluation. Il conviendra d'en déduire sans risque de se tromper, qu'avec de telles défaillances, les mécanismes de réponse ne pourront pas également fonctionner normalement.

2.6.5.2. Analogies des types de recommandations à l'endroit des SAP et des mécanismes de réponse

S'agissant des synthèses de recommandations à l'endroit des SAP et mécanismes de réponse, la satisfaction des éléments surlignés des deux côtés garantit un bon fonctionnement de ces mécanismes. Concernant les SAP, les recommandations surlignées promettent l'efficacité par rapport aux activités de collecte et de traitement de données, ainsi que la sensibilisation auprès des populations locales. Du côté des mécanismes de réponse, le même principe s'applique : les mêmes éléments surlignés garantissent l'efficacité de l'implémentation d'actions préventives, plus de volonté politique, une culture de l'évaluation des pratiques, plus de facilité lors du déclenchement de la réponse ; ce qui permettra d'assurer la sécurité des personnes et celle de leurs biens. Le tableau 9 permet de constater les idées développées ci-contre.

Tableau 9 : Analogies des types de recommandations à l'endroit des SAP et mécanismes de réponse

Synthèse de recommandations à l'endroit des SAP	Synthèse de recommandations à l'endroit des mécanismes de réponse
Inclusion	Inclusion
Dispositifs opérationnels	Dispositifs opérationnels
Décentralisation des SAP	Décentralisation de la réponse
Développement des compétences	Développement des compétences
Plus de ressources	Plus de ressources
Institutionnalisation des SAP	Institutionnalisation des mécanismes de réponse
Collecte de l'information	Actions préventives
Traitement de l'information	Plus de volonté politique
Sensibilisation	Evaluation des pratiques
	Déclenchement de la réponse
	Plus de sécurité

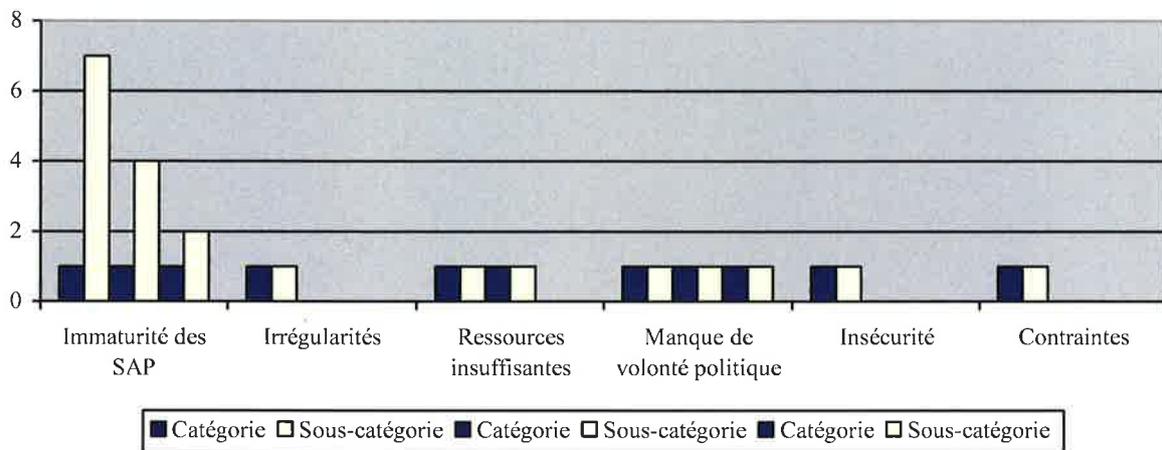
2.7. Analyse des entretiens du focus-group

À l'issue de l'exploration des données du focus-group, 4 documents synthétiques ont été obtenus. Pour chaque document, une analyse inter-catégorielle et une inférence sont proposées.

2.7.1. Synthèse de difficultés liées aux SAP

L'entretien du focus-group dévoile 6 types de difficultés liées aux SAP. Il s'agit de : a) l'immaturation des SAP, b) irrégularités, c) ressources insuffisantes, d) manque de volonté politique, e) l'insécurité et f) contraintes. Ces données peuvent être visualisées sur le diagramme 11, ci-après.

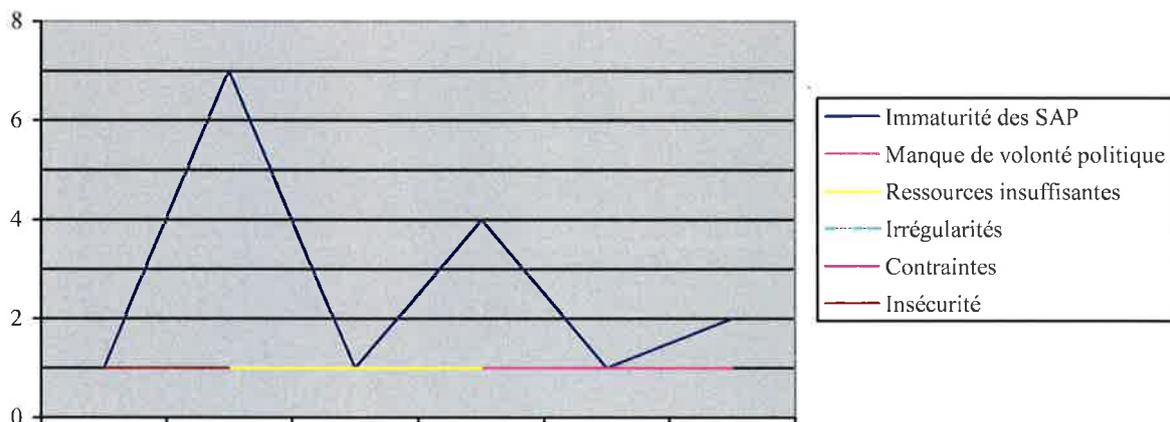
Diagramme 11 : Synthèse de difficultés liées aux SAP



2.7.1.1. Analyse inter-catégorielle

Les types de difficultés liées aux SAP, évoqués lors de l'entretien du focus-group, sont classés ci-après en fonction de leur importance.

Diagramme 12 : Classification des types de difficultés liés aux SAP



Le processus de ventilation des réponses, apportées par notre groupe de praticiens dans les différentes catégories et sous-catégories correspondantes, révèle la place importante

qu'occupe l'immaturation des SAP lors des discussions (3 catégories et 13 sous-catégories). S'en suivent, le manque de volonté politique (3 catégories et 3 sous-catégories), des ressources insuffisantes (2 catégories et 2 sous-catégories), des irrégularités (1 catégorie et 1 sous-catégorie), des contraintes (1 catégorie et 1 sous-catégorie), ainsi que l'insécurité (1 catégorie et 1 sous-catégorie). Dans les lignes qui suivent, nous examinons la représentation que ces praticiens des SAP se font de ces défaillances.

2.7.1.2. Inférence

L'attribution du terme « immaturité » aux SAP a rencontré une forte résistance lors de la tenue du focus-group. Praticiens avérés, ces derniers réfutent totalement l'idée selon laquelle les SAP puissent être tenus pour responsables de « l'inertie » des leaders politiques (Focus-group, 2018, lignes 6-39). Toutefois, ils reconnaissent que ces mécanismes rencontrent beaucoup de difficultés telles que des défaillances opérationnelles, celles liées au maniement de l'information et à l'analyse des données.

Une lecture des réponses de nos participants montre que les défaillances opérationnelles ont pour conséquence un manque d'efficacité. La duplication des rôles et la multiplicité des acteurs posent un réel problème de coordination et de gestion (Focus-group, 2018, lignes 313-317, 324-331). Au lieu de se concentrer sur le renforcement des capacités des SAP, les ressources sont de plus en plus éparpillées (Focus-group, 2018, lignes 286-289, 370-374), car pendant que certains investissent sur la mise en place de nouveaux SAP, les ressources humaines disponibles peinent à assurer une large couverture des zones de conflit (Focus-group, 2018, lignes 300-309). Par conséquent, en réaction au manque de visibilité de ces mécanismes (Focus-group, 2018, lignes 578-583, 586-589), diverses défaillances se rapportant au maniement de l'information apparaissent. Il se pose, tout d'abord, un problème d'accès à l'information et de sa disponibilité. Tshimba (2014) rappelle qu'en fonction du contexte et de la situation, la transmission de certaines informations ne se fait sans risque de représailles. Cela est valable aussi bien dans des régimes-dits dictatoriaux que dans ceux dits démocratiques (p. 6). Van der Windt & Humphreys (2016) notent que les conditions sociales des personnes peuvent favoriser une forte ou faible transmission de l'alerte précoce, sachant que la possession d'un téléphone portable ainsi que la transmission de messages à des fins d'alerte précoce ont un coût. Dans la même veine, ils remarquent que la transmission de l'alerte précoce peut être chargée : des informations peuvent être manipulées afin de provoquer une réaction rapide et/ ou souhaitée de la part des leaders politiques (p. 750). Il se

pose dès lors un second problème : celui de la crédibilité de l'information. Comme l'indiquent nos participants, il peut arriver qu'ils reçoivent des informations qui ne sont pas crédibles (Focus-group, 2018, lignes 66-70). C'est certainement ce qui pousse Vadlamudi (2013) à penser que :

[...] accuracy of information collected [by NGOs] cannot be guaranteed always. The occurrence of conflicts in remote parts of the world makes it difficult to ascertain the validity of information. (p. 29).

Entre la vérification de la crédibilité de l'information reçue, sa confirmation, sa transmission, les analyses qui en découlent et la saisine, non seulement l'alerte précoce risque d'arriver en retard (Focus-group, 2018, lignes 90-100, 221-227), mais elle peut aussi avoir des implications. Parmi les conséquences directes, les analyses ne se font pas en temps réel (Focus-group, 2018, lignes 216-225), et puis, elles peuvent aussi être biaisées (Focus-group, 2018, lignes 70-72). Quant aux conséquences indirectes, le retard de la transmission de l'alerte précoce peut causer « une lenteur de la réponse », voir même l'inertie des leaders politiques (Focus-group, 2018, lignes 90-100, 39). Cette inertie peut donc être la résultante d'un manquement des SAP. En effet, devant l'absence de données factuelles (Focus-group, 2018, lignes 324-331), les leaders politiques ont tendance à se méfier (Focus-group, 2018, lignes 8-9) quand il s'agit des questions relatives à la sécurité nationale. Cependant, ils peuvent se désintéresser tout simplement, parce qu'ils n'y voient pas leur compte (Focus-group, 2018, lignes 712-720). Si l'alerte précoce ne présente aucun intérêt pour ces derniers, il est difficile de garantir leur implication. Cela ne voudrait aucunement dire qu'il faudrait se focaliser exclusivement sur les intérêts des leaders politiques. Malgré un manque d'engagement de leur part, les SAP, ayant un besoin crucial en ressources financières (Focus-group, 2018, ligne 511) et logistiques (Focus-group, 2018, ligne 523) peuvent toutefois trouver d'autres moyens de financement, afin de remplir leur tâche de collecte d'information, de vérification, d'analyse et de transmission de l'alerte précoce. Néanmoins, les mécanismes ayant intégré un volet pour la réponse structurelle au niveau communautaire seront toujours confrontés à certaines irrégularités comme l'absence de mandat qui leur enlève la possibilité d'intervenir efficacement sur le terrain, quoiqu'ils aient la légitimité d'entreprendre un dialogue avec les belligérants (Focus-group, 2018, lignes 458-468). À cela, s'ajoutent d'autres contraintes. Certains donateurs mettent souvent la pression en exigeant la preuve de la pertinence des SAP. En d'autres termes, il faut leur donner « des résultats concrets de l'alerte précoce » (Focus-group, 2018, lignes 700-704). Enfin, le danger associé aux activités du

personnel des SAP ne semble aucunement, du moins pas encore, attirer l'attention de plusieurs leaders politiques sur l'importance de la critique en faveur d'une santé démocratique qui se manifeste à travers la bonne gouvernance (Focus-group, 2018, lignes 764-771).

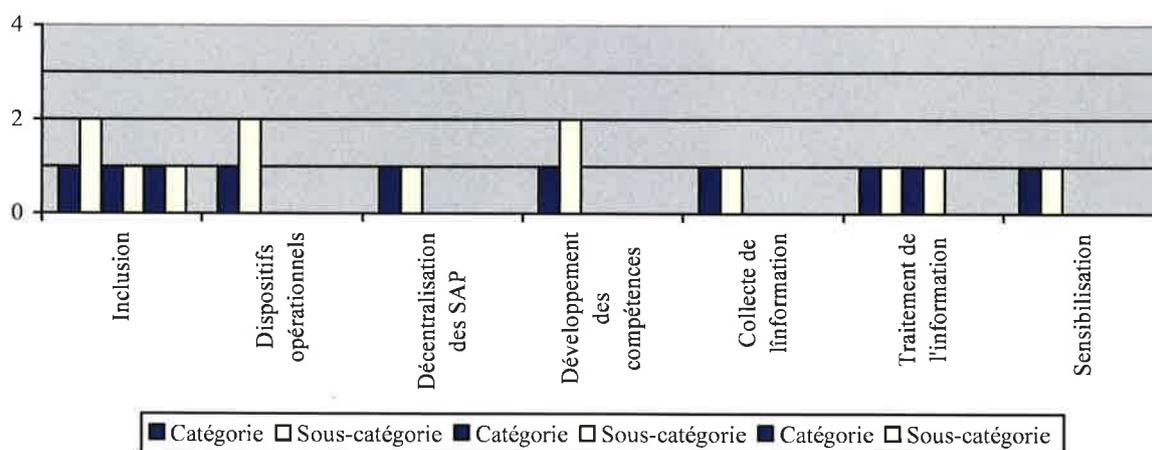
2.7.1.3. Bilan intermédiaire

Même si le terme « immaturité » n'est pas l'attribut souhaité par les praticiens ayant pris part au focus-group, les types de difficultés, soulevées par ces derniers, laissent apparaître beaucoup de maladresses. Leurs performances contredisent cependant cet attribut. En effet, le travail des SAP a rendu possible la gestion et prévention de plusieurs crises (Schmeidl, 2003, p. 142 ; Amao et al., 2014, pp. 82-83, 84, 85, 86, 88-89 ; Verdeja, 2016, p. 27 ; etc.). Toutefois, au vu de l'évolution des difficultés liées à ces mécanismes depuis les années 1990 à nos jours, des sacrifices et efforts supplémentaires devront être consentis.

2.7.2. Synthèse de recommandations à l'endroit des SAP

En vue de capitaliser sur les acquis et d'augmenter les performances des SAP, les participants au focus-group estiment qu'il faudrait porter une attention particulière aux recommandations suivantes : a) assurer l'inclusion, b) garantir l'opérationnalité des dispositifs et c) leur décentralisation, d) favoriser le développement des compétences, veiller sur e) la collecte et f) le traitement de l'information, sans oublier g) la sensibilisation des populations sur l'existence et le travail des SAP. Ces informations sont représentées sur le diagramme 13, ci-après.

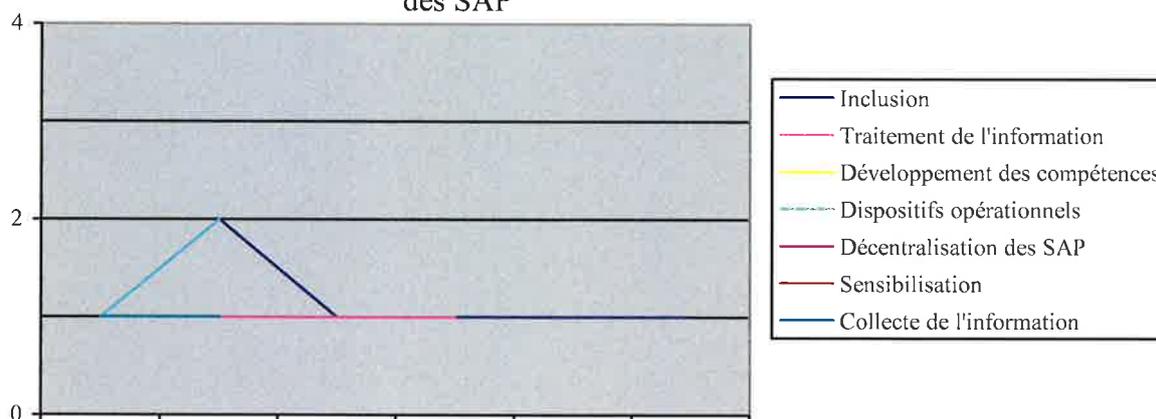
Diagramme 13 : Synthèse de recommandations à l'endroit des SAP



2.7.2.1. Analyse inter-catégorielle

Ci-après, les types de recommandations recueillis sont classés en fonction de leur importance.

Diagramme 14 : Classification des types de recommandations à l'endroit des SAP



L'inclusion (3 catégories et 4 sous-catégories) et le traitement de l'information (2 catégories et 2 sous-catégories) apparaissent comme les points les plus importants. Ils représentent deux axes essentiels : la prise en compte de tous les acteurs du conflit et le levier permettant la prise de bonnes décisions. S'en suivent le développement des compétences (1 catégorie et 2 sous-catégories), des dispositifs opérationnels (1 catégorie et 2 sous-catégories), la décentralisation des SAP (1 catégorie et 1 sous-catégorie), la sensibilisation (1 catégorie et 1 sous-catégorie) et la collecte de l'information (1 catégorie et 1 sous-catégorie) qui, à notre avis, interagissent et se retrouvent conditionner par le degré de collaboration qui sera mis en place par les SAP et tous les acteurs du secteur de la prévention et gestion de tensions sociales et/ ou de conflits violents. Les lignes qui suivent nous permettront d'élaborer davantage là-dessus.

2.7.2.2. Inférence

Le discours n'est plus le même. Au lieu du "Top-down" habituel, l'accent est de plus en plus mis sur le "Bottom-up" (Xuan & Xu, 2004, p. 490 ; Amao et al., 2014, p. 89) : c'est l'expression de la pratique, de la connaissance des réalités et des besoins du milieu, bref de l'expérience. On se rend dès lors compte que la place accordée à l'inclusion ne relève pas du fait du hasard. L'efficacité des SAP dépend, non seulement, de l'établissement d'une forte coopération entre État et Organisations de la Société Civile (Focus-group, 2018, lignes 863-865), mais aussi et surtout, de la participation massive des communautés à risques (Focus-group, 2018, lignes 872-876). L'importance de cette collaboration consiste à responsabiliser toutes les couches de la société, de sorte à ce que l'alerte précoce puisse être utilisée à bon

escent par les concernés (Amao et al, 2014, p. 89). L'inclusion ne devrait pas seulement s'arrêter à l'implication des différentes couches de la société. Elle devrait également prendre en compte l'équité au sein même des SAP. Selon un des participants, ces mécanismes gagneraient en revoyant à la hausse la représentativité des femmes au sein des SAP et leur implication dans les communautés, dû à leurs capacités et connaissances de ces mêmes communautés (Focus-group, 2018, lignes 189-204, 870-872).

En fait, tout se joue autour de l'inclusion. La répartition géographique des SAP permet d'étendre leur zone de couverture et d'atteindre les populations dans les zones les plus reculées (Focus-group, 2018, lignes 531-533). En plus de campagnes de sensibilisation sur l'existence de ces mécanismes et de leur travail (Focus-group, 2018, lignes 880-882), une participation massive des communautés à risque pourrait favoriser une meilleure collecte de l'information. Comme le veulent les principes de bonnes pratiques, cette dernière devrait faire l'objet d'une triangulation avant transmission (Focus-group, 2018, ligne 174). En incluant le monde académique (Focus-group, 2018, lignes 590-600) dans le développement des compétences des praticiens et populations locales (Focus-group, 2018, lignes 536-537, 187-189), l'on s'assure d'une bonne compréhension des causes du conflit, de son environnement et des belligérants (Focus-group, 2018, lignes 1290-1293), d'un meilleur suivi de l'évolution des dynamiques positives et négatives (Focus-group, 2018, lignes 867-869) et enfin, de l'adaptation des SAP en fonction des besoins sur le terrain, de sorte qu'ils deviennent des dispositifs opérationnels (Focus-group, 2018, lignes 235-243).

2.7.2.3. Bilan intermédiaire

Les recommandations formulées par notre groupe de praticiens à l'endroit des SAP révèlent le besoin de mettre en place une stratégie nationale et communautaire, en collaboration avec toute autre instance sous-régionale, régionale et/ ou internationale, afin de garantir un meilleur partage de données et de connaissances en matière d'alerte précoce, de prévention et de gestion de tensions sociales et/ ou de conflits violents.

2.7.2.4. Conclusion partielle

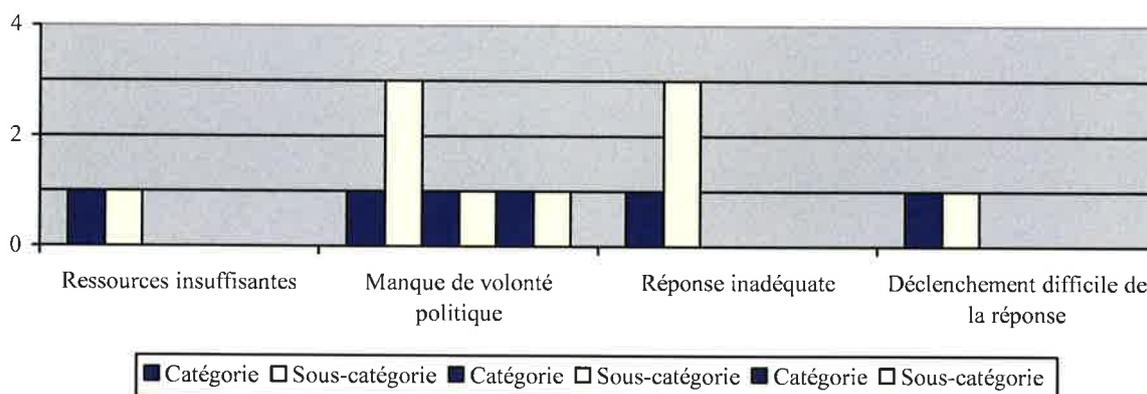
Parmi les leçons qui peuvent être tirées des expériences de notre groupe de praticiens, on note que pour mettre en place et maintenir des SAP susceptibles de contribuer efficacement à la prévention et gestion de tensions sociales et/ ou de conflits violents, l'inclusion de tous les acteurs de la société civile, y compris de celle des populations à risque est indispensable.

C'est de cette inclusion que naît une collaboration qui pourra répondre à toute demande de plus d'engagement des leaders politiques, de formation en vue de renforcer les compétences des praticiens et populations locales, etc. En faisant bon usage des ressources allouées et en capitalisant sur les expériences acquises, la mise en place d'une stratégie globale et décentralisée en matière d'alerte précoce, de prévention et de gestion de tensions sociales et/ou de conflits violents, est plus que nécessaire pour répondre aux défis que pose l'insécurité.

2.7.3. Synthèse de difficultés liées aux mécanismes de réponse

4 types de difficultés liés aux mécanismes de réponse ont été évoqués par notre groupe de praticiens. Il s'agit a) du manque de ressources, b) du manque de volonté politique, c) de la réponse inadéquate ainsi que d) du déclenchement difficile de la réponse. Ces informations peuvent être visualisées sur le diagramme 15, ci-après.

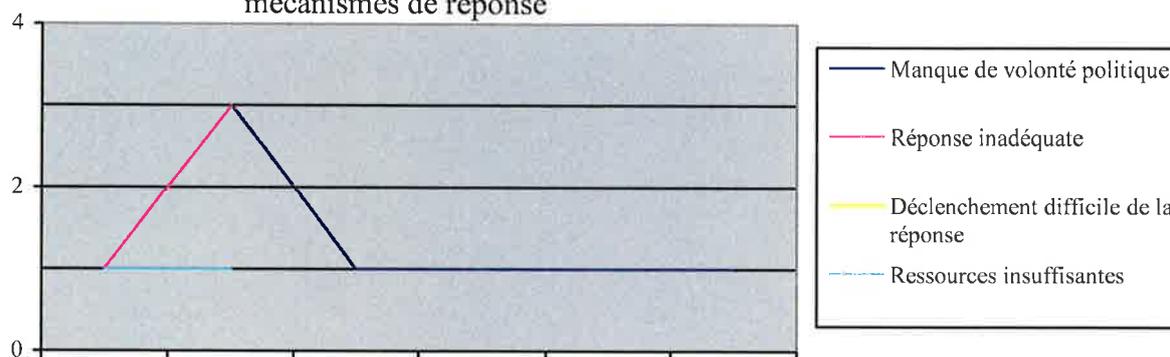
Diagramme 15 : Synthèse de difficultés liées aux mécanismes de réponse



2.7.3.1. Analyse inter-catégorielle

Les types de difficultés, identifiés à l'issue du focus-group, sont classés ci-après en fonction de leur importance.

Diagramme 16 : Classification des types de difficultés liés aux mécanismes de réponse



Le manque de volonté politique (3 catégories et 5 sous-catégories) occupe la place la plus importante lors des discussions. Les éléments, sur lesquels l'attention est portée, ont tendance à avoir un impact négatif sur la réponse envisagée (1 catégorie et 3 sous-catégories) ; à commencer par la difficulté à catalyser cette dernière (1 catégorie et 1 sous-catégorie) et l'allocation faible en ressource (1 catégorie et 1 sous-catégorie) pour son implémentation.

2.7.3.2. Inférence

Selon toute vraisemblance, l'engagement des leaders politiques est le plus souvent associé à leurs intérêts. Un des participants au focus-group défend cette idée en estimant que ces derniers préfèrent investir dans « certains projets [...] politiques [...] inutiles et de laisser de côté ce qui est utile » (Focus-group, 2018, lignes 939-940). Ce refus d'investir dans la réponse opérationnelle ou structurelle est vu par certains comme une fuite de responsabilité (Focus-group, 2018, lignes 29-30), tandis que d'autres l'associent à leurs ambitions et motivations ambiguës (Focus-group, 2018, lignes 941-942). Ce manque de volonté politique s'explique également par la présence de facteurs institutionnels. Le cadre juridique d'intervention d'organisations sous régionales/ régionales est souvent mis en mal par le principe de non-interférence (Focus-group, 2018, lignes 56-60) ; certains États, mettant en avant leur souveraineté nationale (Focus-group, 2018, lignes 49-55) et par conséquent, orientent la réponse en fonction de leurs intérêts et non de celles des communautés à risque. En plus de la difficulté à faire intervenir l'État ou la Communauté internationale (Focus-group, 2018, lignes 1031-1039), toute réponse apportée dans ces conditions est susceptible d'être inadéquate à cause, notamment, de la lenteur et faiblesse des interventions (Focus-group, 2018, lignes 32-33, 37-38, 94), du manque de collaboration et de coordination (Focus-group, 2018, lignes 243-248), du manque de transparence et de professionnalisme (Focus-group, 2018, lignes

1089-1107), etc. L'inadéquation de la réponse s'explique également par l'insuffisance du budget des mécanismes de réponse (Focus-group, 2018, lignes 885-889). Pour illustration, un participant à la discussion (Focus-group, 2018) remarque que :

Plusieurs organisations essayent de faire ce qu'elles peuvent dans certaines localités où l'État n'intervient pas et le constat est que beaucoup d'organisations rencontrent énormément de difficultés à mobiliser des fonds. (Lignes 927-929).

Pour remédier à ces séries de difficultés évoquées ci-dessus, des recommandations ont été formulées. Nous verrons dans les lignes qui suivent, en quoi elles consistent.

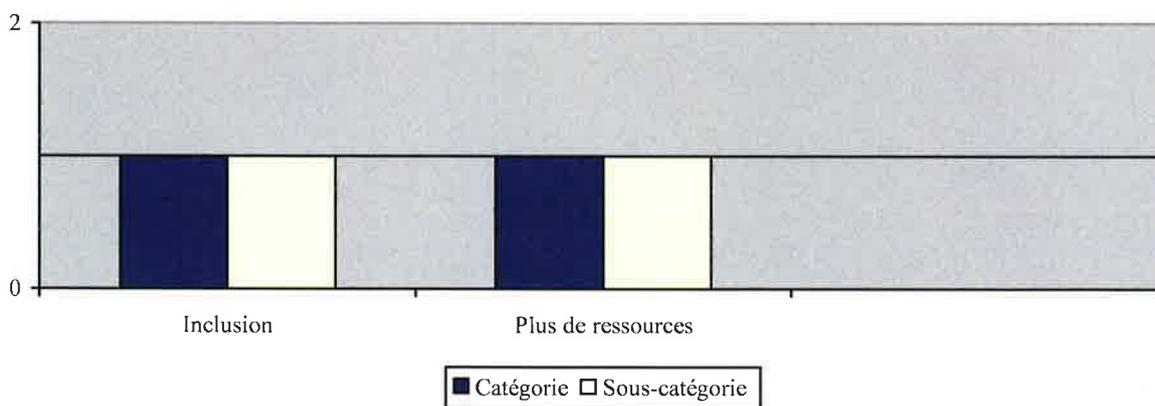
2.7.3.3. Bilan intermédiaire

D'après l'analyse des données empiriques concernant les difficultés liées aux mécanismes de réponse, l'inadéquation de la réponse est souvent associée au manque de volonté politique. Même si les mécanismes de réponse disposent de ressources nécessaires pour intervenir, le manque d'engagement des leaders politiques pourrait rendre leurs efforts inutiles. Par conséquent, la question à laquelle il faudrait répondre, consiste à se demander, comment inclure les leaders politiques durant tout le processus de formulation de la réponse, tout en s'assurant de son exécution dans les meilleurs délais ?

2.7.4. Synthèse de recommandations à l'endroit des mécanismes de réponse

2 types de recommandations sont revenus le plus souvent lors de la discussion avec les participants au focus-group : a) l'inclusion et b) plus de ressources.

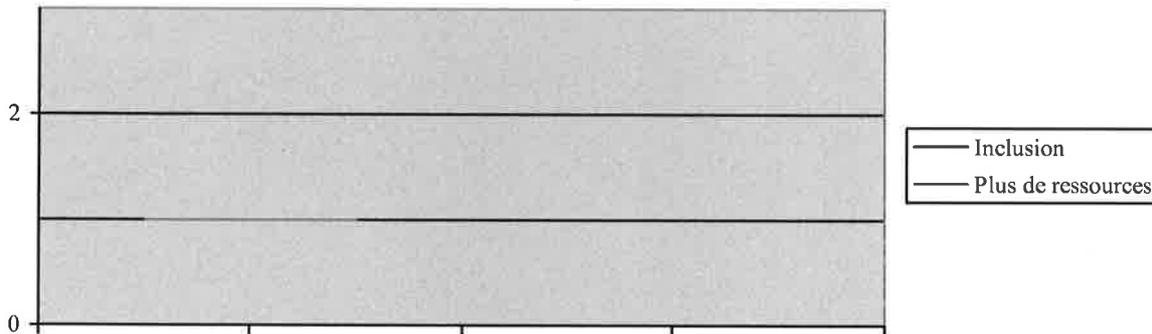
Diagramme 17 : Synthèse de recommandations à l'endroit des mécanismes de réponse



2.7.4.1. Analyse inter-catégorielle

Les recommandations proposées par les praticiens sont classées ci-après en fonction de leur importance.

Diagramme 18 : Classification des types de recommandations à l'endroit des mécanismes de réponse



L'inclusion (1 catégorie et 1 sous-catégorie) et les ressources (1 catégorie et 1 sous-catégorie) s'égalent quantitativement. Se complètent-elles ? Ont-elles la même finalité ? C'est ce que nous allons voir dans la partie qui suit.

2.7.4.2. Inférence

L'exécution et l'efficacité de la réponse ont des exigences. Certes, il est impératif que les ressources humaines soient suffisantes. Mais, plus important encore, faudrait-il que le personnel soit qualifié (Focus-group, 2018, lignes 1150-1157, 1284, 1288-1290, 1294-1295). L'élaboration de la réponse demande de la rigueur lors des analyses des causes profondes des conflits, de l'analyse globale et spécifique de la situation, l'identification de scénarios et de la formulation de recommandations susceptibles de provoquer une désescalade pouvant offrir les conditions idoines pour l'implémentation de la réponse envisagée. Sans la coordination des efforts de tous les acteurs impliqués, le travail abattu par les analystes devient inutile. Sans les analyses produites par le personnel des mécanismes de réponse, il n'y a guère de coordination envisageable. C'est en cela que ces 2 types de recommandations se complètent, même si leur finalité est bien distincte.

2.7.4.3. Bilan intermédiaire

L'établissement de l'existence d'une complémentarité entre le besoin d'inclure les acteurs directs et indirects d'un conflit et la mise en place d'un personnel qualifié pourvoyant des

analyses de qualité, à partir desquelles une prise de décision conséquente se fait, démontre, une fois de plus, le caractère participatif indispensable autour de l'élaboration et de l'implémentation de la réponse.

2.7.4.4. Conclusion partielle

S'étant rendu compte à travers cette analyse qu'une action entreprise avec le soutien politique, financier et logistique promet plus d'efficacité, il incombe dès lors aux professionnels des mécanismes de réponse de mettre en place une stratégie inclusive et non complaisante sur le long terme.

2.7.5. Analogies des types de difficultés et recommandations liés aux SAP et mécanismes de réponse

Tout comme pour les données issues de la recherche documentaire en ligne, nous présentons ci-après une série d'analogies tirées des entretiens du focus-group.

2.7.5.1. Analogies des types de difficultés liés aux SAP et mécanismes de réponse

Les analogies, tirées à l'issue de l'analyse des données empiriques, nous informent des points communs qu'ont les SAP et mécanismes de réponse. Que peut-on apprendre des similitudes de ces 2 types de mécanismes ?

Tableau 10 : Analogies des types de difficultés liés aux SAP et mécanismes de réponse

Synthèse de difficultés liées aux SAP	Synthèse de difficultés liées aux mécanismes de réponse
Ressources insuffisantes	Ressources insuffisantes
Manque de volonté politique	Manque de volonté politique
Immaturité des SAP	Réponse inadéquate
Irrégularités	Déclenchement difficile de la réponse
Insécurité	
Contraintes	

De part et d'autre, des ressources insuffisantes et le manque de volonté politique sont identifiés. Existe-t-il une interdépendance entre les deux ou l'un est-il conditionné par l'autre ? Certes, les praticiens de ces mécanismes se débrouillent pour trouver des fonds et disposer d'un personnel qualifié et de la logistique pour mener à bien leurs projets. Il en va de même pour ceux des mécanismes ayant intégré dans une même structure un volet SAP et un autre pour la formulation et l'implémentation de la réponse. Seulement, dans la pratique, il est attesté que ces efforts, aussi louables qu'ils paraissent, sont malheureusement insuffisants, en ce sens qu'ils ne permettent pas de disposer souvent d'un budget suffisant (Focus-group,

2018, lignes 511, 855-889), ni d'un personnel stable et qualifié (Benini et al., 1998, p. 507 ; Call, 2015, p. 5 ; etc.). Cela voudrait-il dire que pour disposer de ressources suffisantes, les praticiens de ces mécanismes devraient impérativement s'allier aux leaders politiques ? D'une part, la réponse consistera à dire, pas nécessairement. S'ils peuvent s'autofinancer, ils sont en partie libres de la pression étatique pour entreprendre des actions de prévention structurelle de petite envergure au niveau communautaire, mais ne pourront cependant envisager aucunement d'initier l'exécution d'une réponse opérationnelle, si l'État ne parvenait pas à le faire. Sur ce point, ils ne peuvent se substituer à l'État pour la simple raison qu'ils ne disposent pas de l'autorité nécessaire pour mobiliser le système de sécurité national. D'autre part, la réponse pourrait être oui. Dans ce cas, ils auront intérêt à porter une attention particulière à la place de l'État dans leur dispositif, pour éviter que :

[...] la structure fédératrice [ne soit] transformée en une institution « de plus », dont l'autorité serait ainsi diluée et l'efficacité diminuée. (Lavoix, 2006, p. 18).

A bien y voir, ces similitudes que partagent les SAP et mécanismes de réponse sont au cœur du fonctionnement et de l'efficacité de ces dispositifs. Sans ressources suffisantes, les SAP, ni les mécanismes de réponse ne pourront fonctionner proprement. De même, sans la volonté politique, les défaillances de ces mécanismes persisteront.

2.7.5.2. Analogies des types de recommandations à l'endroit des SAP et mécanismes de réponse

L'une des recommandations formulées aussi bien pour les SAP que pour les mécanismes de réponse est l'inclusion. Quelle importance accordée à cette recommandation ?

Tableau 11 : Analogies des types de recommandations à l'endroit des SAP et mécanismes de réponse

Synthèse de recommandations à l'endroit des SAP	Synthèse de recommandations à l'endroit des mécanismes de réponse
Inclusion	Inclusion
Dispositifs opérationnels	Plus de ressources
Décentralisation des SAP	
Développement des compétences	
Collecte de l'information	
Traitement de l'information	
Sensibilisation	

De la collecte des informations à leur triangulation, leur analyse, leur transmission, la formulation de la réponse sur la base des analyses et recommandations formulées, jusqu'à

l'intervention, l'inclusion est partout. Sans elle, pas de crowdsourcing (Kasaija, 2013, p. 18 ; Musila, 2013, p. 50), aucune collaboration (Nyheim, 2009a, p. 67 ; Zenko & Friedman, 2011, p. 24 ; Amao et al., 2014, p. 86), aucune synchronisation et coordination de la réponse (Okechukwu, 2007, p. 4 ; Wynn-Pope, 2010, p. 10 ; Noyes & Yarwood, 2013, p. 250) et aucune intervention efficace n'est possible (Ackermann, 2003a, p. 342 ; Campbell & Meier, 2007, p. 21 ; Bellamy & Lupel, 2015, p. 2 ; etc.). L'inclusion occupe, de ce fait, une place centrale dans toutes les activités des SAP et mécanismes de réponse.

2.8. Croisement des résultats de la recherche documentaire et de l'entretien du focus-group

Pour donner plus de solidité à nos analyses, nous proposons de croiser les données documentaires et empiriques analysées séparément dans la thèse. Ce croisement de données permet d'identifier des points communs, malgré les deux types de recherches auxquelles recours a été fait.

2.8.1. Croisement des données documentaires et empiriques se rapportant aux difficultés liées aux SAP

À l'intersection des données documentaires et empiriques, nous répertorions un nombre de 19 difficultés communes. Ces difficultés sont présentées ci-après :

Tableau 12 : Croisement des données se rapportant aux difficultés liées aux SAP

Difficultés liées aux SAP	
Immaturité des SAP	<p>Défaillances opérationnelles</p> <ul style="list-style-type: none"> <i>Duplication des rôles et multiplicité des acteurs</i> <i>Couverture sporadique</i> <i>Eparpillement des ressources</i> <i>Absence de réaction</i> <i>Difficultés techniques</i> <i>Implication faible des femmes</i> <p>Défaillances par rapport au maniement de l'information</p> <ul style="list-style-type: none"> <i>Mauvaise gestion et transmission de l'information</i> <i>Manque de crédibilité</i> <i>Risques de manipulation de l'information</i> <i>Choix difficile des indicateurs</i> <p>Défaillances par rapport à l'analyse des données</p> <ul style="list-style-type: none"> <i>Pas d'analyse en temps réel</i> <i>Analyses biaisées</i>
Irrégularités	<p>Manque de légitimité</p> <ul style="list-style-type: none"> <i>Absence de mandat</i>
Ressources insuffisantes	<p>Ressources financières</p> <ul style="list-style-type: none"> <i>Budget insuffisant</i>

Manque de volonté politique	Priorités nationales	<i>Méfiance</i>
	Détachement	<i>Désintérêt</i>
	Manquements des SAP	<i>Absence de données factuelles et utiles</i>
Insécurité	Sécurité des professionnels en jeux	<i>Personnel exposé au danger</i>
Contraintes	Pression des donateurs	<i>Preuve de la pertinence des SAP</i>

D'une part, nous distinguons des difficultés considérées comme persistantes (en rouge) qui font leur apparition tout au début de la première décennie et s'étalent presque jusqu'à la fin de la troisième décennie, c'est-à-dire, de 1991 à 2018. D'autre part, nous avons des difficultés considérées comme récentes, mais persistantes (en mauve) qui font leur apparition depuis le début de la deuxième décennie et s'étalent presque jusqu'à la fin de la troisième décennie, c'est-à-dire, de 2006 à 2018.

Concernant les difficultés considérées comme persistantes (en rouge), elles sont de loin largement représentées (73,68%). Pour ce qui est des difficultés considérées comme récentes, mais persistantes (en mauve), elles sont moins représentées (26,31%). L'ensemble de ces difficultés peut être analysé sous 5 différents axes.

Le premier axe concerne l'absence de mandat. Même si les SAP (surtout pour ceux ayant intégré un volet pour la réponse structurelle) ont la légitimité d'engager des pourparlers pour minimiser l'escalade d'un conflit potentiel, ils n'ont pas le mandat pour le faire. En d'autres termes, ils n'ont pas la procuration de l'État pour agir à sa place (Focus-group, 2018, lignes 458-476). Cette absence de mandat limite toute tentative d'entreprendre des actions conséquentes, surtout dans des zones reculées où l'État n'a pas d'emprise (Matveeva, 2006, p. 7, 37 ; Okechukwu, 2007, p. 9 ; Zenko & Friedman, 2011, p. 24 ; Vadlamudi, 2013, p. 32 ; Amao et al., 2014, p. 85, 87 ; etc.).

Le second axe concerne l'implication faible des leaders politiques. Elle se traduit souvent par leur désintérêt (Van Walraven & Van der Vlugt, 1996, p. 6 ; Wulf & Debiel, 2009, p. 29 ; Zenko & Friedman, 2011, pp. 27, 30 ; Focus-group, 2018, lignes 712-720 ; etc.) qu'ils essayent de justifier par leur méfiance (Ackermann, 2003a, p. 344 ; Matveeva, 2006, p. 41 ; Nyheim, 2009a, p. 60 ; Meyer & Otto, 2016, p. 199 ; Focus-group, 2018, lignes 8-9 ; etc.) et

les manquements des SAP (Nathan, 2007, p. 53 ; Meyer & Otto, 2016, p. 201 ; Focus-group, 2018, lignes 324-331).

Le troisième axe concerne l'insuffisance du budget des SAP. Rares, si aucun, sont les SAP qui disposent d'un budget suffisant (Focus-group, 2018, ligne 511). Nyheim (2009a) rappelle qu'un budget insuffisant a eu raison sur les activités du "FEWER" et du "FAST" (p. 61). Nombreux sont ceux, comme Okechukwu (2007, pp. 9, 15, 22), Zenko & Friedmann (2011, pp. 23, 32), Kasaija (2013, pp. 20-21) ou encore Nyheim (2009a), qui pensent que les carences en ressources financières exercent un impact négatif sur le travail des SAP et le maintien de leurs « réseaux d'analystes et d'information » (p. 63).

Le quatrième axe concerne la faible implication des populations à des fins sécuritaires. Sachant qu'à cause de leur travail, les moniteurs de terrain peuvent être assimilés à des agents du renseignement, malgré l'utilisation de sources ouvertes et accessibles à tous, il y a le risque, comme pense Vadlamudi (2013), que leur sécurité soit en jeu (p. 29). Ils peuvent être facilement identifiés et être pris pour cibles (Laurance, 1998, p. 62 ; Okechukwu, 2007, p. 15 ; Palihapitiya, 2013, p. 29 ; Card & Baker, 2014, p. 51 ; Von Einsiedel, 2015, p. 4 ; etc.). En partie, le manque de visibilité des SAP (Focus-group, 2018, lignes 578-583, 586-589) contribue indirectement à la création d'une atmosphère d'insécurité. Dès lors, une implication massive des populations dans les activités des SAP permettrait aux moniteurs de terrain de se fondre dans la masse, puisqu'enfin de compte tout le monde est susceptible de communiquer une information à des fins d'alerte précoce, sans que des représailles ne puissent être organisées contre l'ensemble des populations d'une localité quelconque.

Le cinquième axe concerne l'inexistence d'un levier de pression. Des agissements sans fondement de leaders politiques ou un refus d'intervenir, après avoir pris connaissance assez tôt d'une situation désastreuse pouvant entraîner mort d'homme, engendrent rarement des mesures disciplinaires (Campbell & Meier, 2007, p. 16 ; Piiparinen, 2008, 704 ; Nyheim, 2009a, p. 90).

2.8.1.1. Bilan intermédiaire

Les 5 différents axes abordés dans cette partie se rapportent respectivement à nos 5 hypothèses de recherche. A l'exception du cinquième axe, les données documentaires et empiriques confirment les axes 1 à 4. Néanmoins, si ces analyses sont vraiment avérées, elles devraient être confirmées par celles de la partie suivante.

2.8.2. Croisement des données documentaires et empiriques se rapportant aux difficultés liées aux mécanismes de réponse

À l'issue de l'exploration des données documentaires et empiriques concernant les mécanismes de réponse, nous avons identifié 10 difficultés communes que nous présentons ci-après :

Tableau 13 : Croisement des données se rapportant aux difficultés liées aux mécanismes de réponse

Synthèse de difficultés liées aux mécanismes de réponse	
Ressources insuffisantes	Ressources financières <i>Budget insuffisant</i>
Manque de volonté politique	Egocentrisme <i>Refus d'investir</i> <i>Fuite de responsabilité</i> <i>Ambitions et motivations ambiguës</i>
	Facteurs institutionnels <i>Difficultés organisationnelles</i>
	Priorités nationales <i>Souveraineté nationale</i>
Réponse inadéquate	Défaillances opérationnelles <i>Lenteur, faiblesse des interventions</i> <i>Manque de coordination / collaboration</i> <i>Incompétence, manque de transparence et de professionnalisme</i>
Déclenchement difficile de la réponse	Réponse difficile à catalyser <i>Difficultés à faire intervenir l'État/ la Communauté internationale</i>

Ces difficultés sont divisées en deux groupes : des difficultés considérées comme persistantes (en orange) et d'autres considérées comme récentes, mais persistantes (en vert). Les premières sont plus représentées (70%). On peut les situer à partir du début de la première décennie jusqu'aux environs de la fin de la troisième décennie, c'est-à-dire, à partir de 1996 à 2018. Les secondes, moins représentées (30%), font leur apparition à partir de la deuxième moitié de la deuxième décennie jusqu'aux environs de la fin de la troisième décennie, c'est-à-dire, à partir de 2006 à 2018. L'analyse de ces difficultés cherchera, dans la mesure du possible, à corroborer, sinon, à preuve du contraire, à réfuter l'existence des problèmes soulevés dans les 5 différents axes abordés dans la partie précédente.

Concernant le premier axe, la lenteur et la faiblesse des interventions peuvent avoir pour cause l'absence de mandat. La mission africaine de 2004 au Sudan (AMIS I) n'a pas pu arrêter entièrement la violence contre les civiles sur l'étendue des zones relevant de sa

responsabilité, à cause d'un mandat faible et limité (Murithi, 2012, p. 4). En Centrafrique, les débats autour du mandat de l'intervention de la Communauté internationale ont eu pour conséquence le renvoi du futur déploiement de la mission de maintien de la paix (DuLaney et al., 2016, p. 3). Enfin, l'absence de mandat et de ressources suffisantes peuvent également empêcher « une organisation communautaire de base », en concert avec les autorités d'une localité reculée quelconque, d'intervenir efficacement face à une situation mettant en danger la vie des populations de cette même localité (Focus-group, 2018, lignes 458-468).

Pour ce qui est du second axe, certains agissements des leaders politiques témoignent de leur manque d'implication. Le refus d'investir ainsi que la fuite de responsabilité en sont deux exemples. Pour ce qui est du premier, Campbell & Meier (2007) soutiennent que les leaders politiques préfèrent investir là où ils voient leurs intérêts (p. 19). L'analyse de Tshimba (2014) expose clairement l'attitude de la Communauté internationale face au génocide rwandais de 1994 (p. 7) où l'on peut constater sans équivoque l'application du "By-stander syndrome"⁷⁶ et du « réalisme humanitaire⁷⁷ ». Enfin, un participant au focus-group pointe du doigt le caractère arbitraire du choix du financement de projets de la part des leaders politiques qui, sans gêne, pensent tout naturellement à leurs intérêts avant tout (Focus-group, 2018, lignes 937-941). Concernant le second exemple, Gambari (2004) revient sur la fuite de responsabilité de la Communauté internationale à reconnaître les atrocités commises au Rwanda comme étant un génocide (p. 3). En pointant du doigt la part de responsabilité des dirigeants africains sur la prolifération des conflits sur le continent, Sithole (2012) met en exergue, par la même occasion, la fuite de leur responsabilité à parler d'une même voix pour remédier à ce fléau (p. 2). Dans la même veine, mais cette fois au micro-niveau, faisant référence au niveau communautaire, face à l'inaction aux lourdes conséquences, la fuite de responsabilité se traduit souvent par son rejet sur d'autres personnes (Focus-group, 2018, lignes 22-30).

Le troisième axe révèle que le manque d'un budget suffisant peut influencer sur la qualité et l'efficacité de la réponse. Après l'intervention éthiopienne, soutenue par les États-Unis d'Amérique en Somalie, la mission onusienne en Somalie, confiée à l'IGAD (IGASOM), remplacée par la Mission de l'Union Africaine en Somalie (AMISOM) en 2007, n'a pu déployer que 1400 soldats ougandais sur les 8000 prévus au milieu de l'année 2008, essentiellement, à cause d'un manque de fonds suffisants (Wulf & Debiel, 2009, p. 15). Moolakkattu (2010) révèle que les opérations de maintien de la paix de l'Organisation de

⁷⁶ Austin, 2011, p. 13.

⁷⁷ Piiparinen, 2008, p. 720.

l'Unité Africaine (OUA), de 1981 à 1982 au Chad et celles de 1990 à 1993 au Rwanda, ont échoué, en partie, à cause du manque de ressources financières suffisantes (p. 152). Enfin, au niveau communautaire, comme le rappelle un des participants au focus-group, « beaucoup d'organisations rencontrent énormément de difficultés à mobiliser des fonds », pour sans doute apporter une réponse structurelle efficace pouvant contribuer à la gestion d'un conflit et par le même biais, empêcher sa reprise (Focus-group, 2018, lignes 885-889, 927-929).

Par rapport au quatrième axe, la réaction des auteurs de trafics de tout genre ou encore celle de leaders politiques en place face à des cas de violations des droits de l'Homme peuvent inspirer le développement et la mise en place de stratégies pouvant minimiser d'éventuels problèmes sécuritaires contre le personnel des mécanismes de réponse. Hormis le fait que la souveraineté nationale soit un principe non aliénable et non négociable, elle constitue dès fois une bonne excuse pour réprimer, s'il le faut, tous ceux qui marchent contre les intérêts individuels de certains leaders politiques. Afin de montrer la polémique qu'elle peut susciter, même au plus haut niveau du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine (CPS/ PSC), Noyes & Yarwood (2013) se rendent à l'évidence :

Perhaps more worrying, interviews with AU officials revealed that early response organs are often held hostage to political considerations, therefore often effectively rendering the early warning reports of CEWS as stillborn. Officials asserted that issues of sovereignty, personal rivalries, high-level political disagreements among member states, and a preference for consensus-based decision-making at the PSC frequently stifle swift and cohesive preventive action, no matter how timely and incisive the early warning of CEWS. (p. 256).

Au niveau communautaire, le personnel de ces mécanismes peut subir des actes de représailles (Laurance, 1998, p. 62 ; Nyheim, 2009a, p. 63 ; Vadlamudi, 2013, p. 14 ; Amao et al., 2014, p. 88). Pour illustration, un participant au focus-group revient sur un incident ayant impliqué des collègues et leur gouvernement. Sans intervention externe en faveur des praticiens concernés, la situation aurait peut-être pris un autre tournant (Focus-group, 2018, lignes 764-774).

Enfin, vue les éventuels abus du pouvoir, le cinquième axe attire l'attention sur l'inexistence d'un levier de pression flexible et efficace. Les difficultés à faire intervenir la Communauté internationale dans certains cas, ou l'État au niveau national, en sont la preuve. La « réceptivité limitée⁷⁸ » de certains leaders politiques rend la réponse difficile à être catalysée

⁷⁸ Nyheim, 2009a, p. 56.

(Leaning & Meier, 2008, p. 2 ; Heldt, 2009, p. 68 ; Rohwerder, 2015, p. 3 ; Focus-group, 2018, lignes 22-31, 1031-1039 ; etc.). Face à cette situation, une stratégie flexible, inclusive et non complaisante, regroupant tous les acteurs concernés, y compris les instances nationales légitimes, devrait faire l'objet d'une étude approfondie.

2.8.2.1. Bilan intermédiaire

L'analyse des données documentaires et empiriques, en lien avec des difficultés communes liées aux mécanismes de réponse, a permis de répondre aux problèmes soulevés dans nos 5 différents axes. Leur existence, véracité et la nécessité d'y remédier ne fait plus de doute.

2.8.3. Conclusion partielle

La confirmation des cinq axes, identifiés lors de l'analyse des données documentaires et empiriques concernant les difficultés communes liées aux mécanismes de réponse, est une autre façon d'exprimer l'existence de ces difficultés de part et d'autre. C'est parce que ces difficultés sont ressenties au niveau des mécanismes de réponse, qu'elles deviennent réalités pour les SAP. Sachant qu'avec le développement technologique, l'accès aux informations relatives à un conflit ou à son évolution ne pose plus de problèmes (Laurance, 1998, p. 62 ; Rusu, 2001, p. 127 ; Stanton, 2009, p. 7 ; Tshimba, 2014, p. 7 ; etc.), hormis les éventuels manquements des SAP (Schmeidl & Jenkins, 1998, p. 473 ; Woocher, 2006, p. 17 ; Meyer & Otto, 2016, p. 201 ; etc.), certaines des causes de la réponse inadéquate sont maintenant bien connues.

2.9. Confirmation des hypothèses de recherche

Les analyses, réalisées dans la partie précédente, ont permis de confirmer les hypothèses formulées dans le cadre de notre thèse. La confirmation des hypothèses s'est faite en deux temps. D'abord, lors du croisement des données documentaires et empiriques se rapportant aux difficultés liées aux SAP (de la page 122 à la page 124), l'argumentation fournie, dans chacun des 5 axes présentés, confirme respectivement les 4 postulats retenus, à l'exception du cinquième postulat, qui est confirmé lors de l'analyse des difficultés liées aux mécanismes de réponse. Ceci constitue la première confirmation. Ensuite, lors du croisement des données documentaires et empiriques se rapportant aux difficultés liées aux mécanismes de réponse (de la page 125 à la page 128), l'argumentation fournie dans chacun des 5 axes présentés, confirme respectivement les mêmes 5 postulats retenus tout au long de nos activités de recherche. Ceci en constitue la seconde confirmation. Par conséquent, la double confirmation

de nos 5 postulats de recherche permet également de confirmer notre hypothèse générale de recherche, à travers laquelle nous soutenions que la faible implication des leaders politiques et celle des populations exercent un impact négatif sur l'efficacité des SAP de la troisième génération et sur la sécurité du personnel.

2.10. Réserves

Malgré la confirmation de nos différents postulats et celle de l'hypothèse générale de la recherche, nous formulons néanmoins quelques réserves. La première réserve est liée à une possible amélioration de la situation, malgré l'existence d'une littérature récente qui tend à prouver le contraire. Pour illustration, malgré le fait que la couverture sporadique soit considérée comme étant une difficulté persistante (de 1998 à 2018), dans la littérature (Schmeidl & Jenkins, 1998, p. 480 ; Podvig, 2002, pp. 22-23 ; Wulf & Debiel, 2009, p. 29 ; Kasaija, 2013, p. 12 ; etc.), comme dans l'entretien du focus-group (Focus-group, 2018, lignes 300-309), la revue des critiques indépendantes professionnelles nous prouve le contraire : à la question de savoir si les participants aux focus-group sont d'avis que les SAP n'assurent qu'une couverture sporadique des zones de conflits, 80% des opinions estiment être plus ou moins d'accord, tandis 20% rejette l'idée. Si les 80% reconnaissent l'existence du problème sans le confirmer pour autant, cela voudrait-il dire qu'il y a eu amélioration entre temps ? De même, si dans la littérature (Duffy, 1995, p. 317 ; Matveeva, 2006, p. 7 ; Okechukwu, 2007, p. 9 ; Zenko & Friedman, 2011, p. 24 ; Vadlamudi, 2013, p. 32 ; Amao et al., 2014, p. 85 ; etc.) et dans l'entretien du focus-group (Focus-group, 2018, lignes 458-468), il est avancé que les SAP n'ont pas le mandat requis, la revue des critiques indépendantes professionnelles démontre une fois de plus le contraire : 20% des opinions sont plus ou moins d'accord, tandis que 80% d'entre elles rejettent l'idée, selon laquelle les SAP n'ont pas de mandat. S'il ne s'agit pas là d'une contradiction entre les données du focus-group et celles des résultats de la revue de critiques indépendantes professionnelles, l'explication de ce phénomène est alors à chercher dans le fait que les SAP sont des programmes, le plus souvent, gérés par des organisations de la société civile, qui ont déjà la reconnaissance juridique et la liberté de poursuivre des activités dans le cadre de l'autorisation qui leur a été accordée.

La seconde réserve que nous émettons se rapporte à la non-généralisation des résultats de nos activités de recherche sur les SAP. La raison principale de cette réserve réside dans le fait que les critiques indépendantes qui ont passé en revue les résultats de notre recherche documentaire en ligne ne sont pas assez représentatives : 5 critiques indépendantes

professionnelles et 1 critique indépendante académique sur 4 (1/4). En tout, 6 critiques indépendantes ont passé en revue les résultats de notre recherche documentaire en ligne. Toutefois, il faut noter que le budget a eu raison sur le nombre de participants à qui le travail de revue pouvait être confié.

2.11. Réponses aux questions de recherche

Les mêmes analyses, ayant permis la confirmation de nos 5 postulats, ainsi que notre hypothèse générale de recherche, nous confèrent également la possibilité de répondre par l'affirmative à nos trois questions spécifiques de recherche, ainsi qu'à la question de recherche générale, toutes, étroitement liées aux postulats de notre thèse. La question spécifique de recherche 1 correspond aux postulats 1, 2 et 3. La question spécifique de recherche 2 correspond au postulat 4 et enfin, la question spécifique de recherche 3 correspond au postulat 5. Par conséquent, à la question générale de recherche qui voulait savoir, si la faible implication des leaders politiques et celle des populations exercent un impact négatif sur l'efficacité des SAP de la troisième génération et sur la sécurité de son personnel, nous répondons par l'affirmative, au vu de tous les éléments fournis, suite aux analyses réalisées, concernant le croisement des données de la recherche documentaire en ligne et des entretiens du focus-group (de la page 125 à la page 131).

Chapitre 3 : Analyse critique des Systèmes d'Alerte précoce (SAP) dans la prévention et gestion de tensions sociales et/ ou de conflits violents

3.1. Contexte

Issu de la ré-exploitation de 18 documents qui avaient été utilisés dans le cadre de mon Master Professionnel en Médiation à l'Université du Luxembourg, cet article, transformé en chapitre, suivant les recommandations des membres du jury lors de la soutenance publique organisée le 6 juillet 2019, reflétait un double objectif lors de sa rédaction, à savoir : a) offrir une idée globale sur la nature de la recherche envisagée dans le cadre de mes études doctorales et, b) présenter les premiers résultats de la recherche à une conférence internationale. C'est dans ce cadre qu'il a été présenté à la IX^{ème} Conférence du Forum Mondial de Médiation, du 17 au 19 mai 2017, au Manoir St-Sauveur, province du Québec, Canada. À la fin de la recherche documentaire en ligne et de la tenue d'un focus-group avec des praticiens des SAP en mars 2018 au Sénégal, les données ont été actualisées. C'est ainsi que ce présent chapitre représente un résumé succinct de la thèse. Il va donc sans dire que le lecteur aura l'impression de relire des parties de la thèse.

3.2. État des lieux

Comparée à 2016, l'année 2017 a connu, de façon générale, une recrudescence de la violence et une légère hausse du nombre total de conflits dans le monde (HIIK, 2017, pp.14-16). L'insécurité est inquiétante et les organismes, disposés à y faire face, pléthoriques (Nyheim, 2009a, pp. 41-62, 121-148), mais le plus souvent inefficaces (Amao et al., 2014, p. 87 ; Campbell & Meier, 2007, p. 16 ; Nyheim, 2009a, p. 89 ; Leymarie, 2015, p. 11) car ne disposent pas, pour la plupart d'entre eux, assez de ressources (Amao et al., 2014, p. 87 ; Campbell & Meier, 2007, pp. 7, 9 ; Nyheim, 2009a, p. 16 ; Wulf & Debiel, 2009, pp. 14, 19). Parmi ces organismes, on compte des réseaux⁷⁹ pour la gestion des conflits violents et la construction de la paix qui intègrent en leur sein plusieurs programmes⁸⁰, dont celui de l'alerte

⁷⁹ WANEP (réseau pour la construction de la paix en Afrique de l'ouest), CEWARN (mécanisme d'alerte précoce et de réaction aux conflits de l'Autorité Intergouvernementale pour le Développement), MARAC (mécanisme d'alerte rapide de l'Afrique centrale), etc. Pour plus d'informations, le lecteur peut se référer à Nyheim, 2009a, pp. 121-148.

⁸⁰ Exemple de Wanep-Sénégal qui s'appuie sur 4 autres programmes, en plus de celui de l'alerte précoce, pour atteindre ses objectifs : http://wanep.org/wanep/index.php?option=com_content&view=category&layout=blog&id=48&Itemid=65&limitstart=3

précoce pour la prévention et gestion de tensions sociales et/ ou de conflits violents. Les mécanismes émettant l'alerte précoce, encore dénommés systèmes d'alerte précoce (SAP), sont censés collecter des informations sur toute menace ou crise pouvant dégénérer et impacter négativement la vie de nombreux êtres humains. Mise en relation avec des instruments de réponse, l'alerte précoce permettrait de contenir et de prévenir l'occurrence de futures menaces ou violences (Nyheim, 2009a, pp. 37-38), tout en mettant à la disposition des acteurs à la prévention des « données factuelles pouvant éclairer la prise de position en matière de prévention des conflits » (Nyheim, 2009a, pp. 14, 39, 61), mais également en ce qui concerne leur gestion et transformation pacifique (Ackermann, 2003a, p. 342 ; 2003b, pp. 7-8 ; Amao et al., 2014, p. 89 ; Ganson & Wennmann, 2012, p. 7 ; Vadlamudi, 2013, p. 33). Or, des critiques s'élèvent pour dénoncer l'incapacité de ces mécanismes d'assurer la mission qu'il leur est assignée (Amao et al., 2014, p. 80 ; Nyheim, 2009a, p. 14 ; Lavoix, 2006, p. 14 ; Schmeidl, 2003, pp. 143, 150). Dans la littérature comme dans la pratique, beaucoup de défaillances prêtées à ces mécanismes valident ces critiques (diagramme 3, p. 72 et diagramme 7, p. 91) malgré leur modeste contribution (Ackermann, 2003b, pp. 7-8 ; Amao et al., 2014, p. 88 ; Nyheim, 2009b, p. 3 ; etc.). Cependant, une série de recommandations énumère des aspects à reconsidérer en vue d'améliorer ces mécanismes (diagramme 5, p. 86 et diagramme 9, p. 102). Face à ces tendances, une analyse critique est proposée dans le but de dégager d'éventuelles propositions destinées à renforcer leurs capacités et efficacité dans la prévention, gestion et transformation pacifique de tensions sociales et/ ou de conflits violents.

3.2.1. Méthodologie

Les approches rétrospective et empirique ont été privilégiées. La variation des données vise le croisement de celles-ci, la confrontation de la théorie et de la pratique, l'actualisation des informations relatives aux SAP en général et à ceux de la troisième génération, en particulier. Étant donné que la plupart des difficultés⁸¹ associées à ces mécanismes sont pratiquement les mêmes (Schmeidl, 2003, pp. 143-150), nous avons pris en compte toutes les générations existantes des SAP, indépendamment du fait qu'ils soient gouvernementaux, non gouvernementaux ou intergouvernementaux (Nyheim, 2009a, pp. 121-148). De même, vu la relation étroite qu'entretiennent l'alerte précoce et la réponse, nous avons pris en compte des difficultés et recommandations associées aux mécanismes de réponse.

⁸¹ "Humanitarian ..., intelligence ..., famine ..., and refugee early warning" (Schmeidl, 2003, p. 131).

En effet, dans son rapport de recherche à l'attention de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économique en Europe (OCDE), Nyheim (2009a) fait une distinction entre les SAP de la première, deuxième et troisième génération. Si les SAP de la première génération sont éloignés des zones de conflit, ceux de la deuxième génération s'y rapprochent, tandis que ceux de la troisième génération « sont implantés dans les zones de conflit » (pp. 37-38). En plus de ces types de SAP, Kahl et al. (2012) évoquent l'existence d'une quatrième génération. Cette dernière s'appuie sur les travaux de l'Organisation des Nations Unies (ONU)⁸², lors de la troisième conférence internationale relative aux SAP, pour se distancier de ses prédécesseurs. Toutefois, sans prétendre remplacer les générations précédentes, la quatrième génération des SAP aspire à catalyser une réponse rapide en reliant l'alerte aux mécanismes susceptibles d'y répondre. Cette quatrième génération des SAP s'appuie sur les outils de la technologie et de la communication pour renvoyer, après vérification et analyse, les mêmes informations, désormais crédibles, aux populations locales, afin qu'elles puissent réagir de façon appropriée aux menaces, auxquelles elles sont confrontées (p. 30). À côté de ces SAP, l'exploitation de SAP dits humanitaires fait polémique. En effet, Schmeidl (2003) dénonce une possible utilisation de ces mécanismes pour appréhender, réduire ou mettre fin au flux migratoire (p. 145).

3.2.2. Résultats

En ce qui concerne la répartition des documents en fonction de l'année de publication, des tendances ont été dégagées (p. 227). Selon les résultats de la recherche documentaire en ligne, la production littéraire relative aux SAP devient importante à partir de 1995. Malgré les petites variations, elle reste stable jusqu'en 2011, avant de regagner plus d'importance à partir de 2012 (p. 71). Une explication à ce phénomène, pour aller dans le sens de la réflexion de Nyheim (2009a), pourrait se trouver dans le fait que l'échec de prévenir le génocide rwandais de 1994 ainsi que d'autres atrocités telles que les conflits dans les Balkans, ect., a suscité de nombreuses critiques à l'encontre des SAP et a, par la même occasion, favorisé la production littéraire pendant les années qui ont suivi le génocide (p. 14).

C'est ainsi que nous avons pu identifier, à travers nos données documentaires et empiriques, une synthèse de difficultés relatives aux SAP et mécanismes de réponse. De même, une synthèse de recommandations à l'endroit de ces mécanismes a été identifiée. Chacun de ces types de difficultés et de recommandations renferme une ou plusieurs catégories. Ces

⁸² Kahl et al., 2012, pp. 30-34.

dernières regroupent chacune, à leur tour, d'autres sous-catégories. Ces sous-catégories renferment plusieurs assertions (verbatim) qui émanent de différents auteurs autour de la même réalité, même si leurs travaux ne sont pas publiés à la même période⁸³.

3.2.3. Analyses

3.2.3.1. Les SAP

Si l'immaturation des SAP est fréquemment pointée du doigt de part et d'autre (diagramme 3, p. 72 et diagramme 11, p. 110), malgré l'opposition affichée des praticiens ayant pris part au focus-group (Focus-group, 2018, lignes 6-39), le manque de volonté politique (MVP) n'est pas pour autant en reste. Ce dernier explique souvent la réussite ou l'échec de l'action d'organisations de la société civile (OSC) ayant intégré les SAP dans leur appareillage. À ce propos, Schmeidl (2003) est d'avis que : "The ultimate dilemma of the success of early warning seems to lie on the political front". (p. 143). De la sorte, elle pointe du doigt la négligence de la communauté internationale en prenant pour exemple l'isolation politique du régime Afghan et les conséquences qui en découlent :

Thus, rather than tracking the movement of the al-Qaida terrorist network run by Osama bin Laden, early warning focusing on Afghanistan had long been documenting the dangerous impact of sanctions and political isolation on the Taliban regime. By isolating, and to some degree ignoring the Taliban in Afghanistan, we may have contributed to an increased radicalization of the movement. (p. 150).

Ces propos engagent directement la responsabilité de la Communauté internationale et accusent, en particulier, le MVP des leaders concernés. D'autres comme Nyheim (2009a, p. 60 ; 2009b, p. 1) ou encore Wulf & Debiel (2009, pp. 25, 29), entre autres, insistent sur cette négligence des décideurs politiques, même si Schmeidl (2003) suggère quelque part que cette réserve des leaders politiques pourrait être la résultante de calculs stratégiques (pp. 144-145). Cette idée va à l'encontre de celle de Campbell & Meier (2007) qui rejettent l'argument du manque de capacités, souvent évoqué comme excuse dans le milieu politique (p. 5).

En somme, malgré leurs avantages multiples (Amao et al., 2014, pp. 82-83, etc.), les SAP se heurtent aujourd'hui encore à de nombreuses difficultés. Ces défaillances, en amortissant leur contribution effective dans la prévention, gestion et transformation pacifique de tensions sociales et/ ou de conflits violents, remettent en question leur pertinence. Face aux enjeux sécuritaires auxquels sont confrontés les pays en proie à des crises sévères, en plus du

⁸³ Pour de plus amples informations, le lecteur peut se référer au compendium annexé à la thèse (pp. 279-595).

terrorisme, les apports de ces mécanismes resteront maigres, si leurs gestionnaires et bénéficiaires a) ne prennent pas conscience des multiples défaillances qui leur sont prêtées et b) n'apportent pas les changements qui s'imposent. À ce propos, une synthèse de recommandations (diagramme 5, p. 86, et diagramme 13, p. 113) suggère, sans équivoque, que la plupart des difficultés rencontrées par les SAP sont surmontables. Cependant, l'une des principales conditions est, comme note l'ancien ministre des affaires étrangères du Sénégal, Cheikh Tidjiane Gadio, de « mettre la main à la poche » (Leymarie, 2015, p. 11). Même si les ressources (diagramme 6, p. 87 et diagramme 14, p. 114) font, selon toute vraisemblance, partie des recommandations sur lesquelles l'accent est moins mis, elles représentent néanmoins le nœud central capable d'assurer la bonne marche des SAP. En effet, tous les autres types de recommandations ne sont envisageables et réalisables que si les ressources nécessaires sont allouées à ces mécanismes. Alors que Nyheim (2009a, pp. 22, 65) et l'ancien Secrétaire général des Nations unies, Mr. Koffi Annan (United Nations, 2001, pp. 15, 20, 29) soutiennent l'allocation d'un financement important aux mécanismes dédiés à la prévention et gestion de tensions sociales et/ ou de conflits violents, à l'instar des SAP, Amao et al., (2014, p. 90), Ganson & Wennmann (2012, p. 15), parmi tant d'autres, suggèrent que ces mécanismes devraient davantage s'inscrire dans une logique visant leur indépendance financière. Wulf & Debiel (2009), pour leur part, rappellent la nécessité de disposer de ressources humaines nécessaires, vu l'importance de la tâche visant à contribuer de façon significative à assurer la sécurité humaine, dans le sens le plus large du terme (p. 29). Or, assurer la sécurité humaine suppose de se munir de dispositifs fonctionnels capables de faire la différence aussitôt que l'alerte précoce est émise. Malheureusement, nous assistons là encore à d'énormes carences.

3.2.3.2. Les mécanismes de réponse

Parmi les types de difficultés enregistrés, la réponse inadéquate, le MVP, ainsi que le trafic d'influence semblent les plus importants (diagramme 4, p. 72 et diagramme 12, p. 110).

Malgré la distinction de certains SAP, de par leurs avancées et innovations, à l'instar de "Ghanawarn" et "CEWERU", respectivement les systèmes d'alerte précoce nationaux du Ghana et du Kenya (Amao et al., 2014, pp. 82-86), la réponse à l'alerte précoce demeure extrêmement lente dans la plupart du temps, voire presque inexistante. La meilleure allusion à ce phénomène est l'absence de réaction et de contrôle de l'Union Africaine (UA) à plusieurs reprises lors d'attaques terroristes ou de situations d'ingérence sur le continent (Leymarie,

2015, p. 10). En outre, ces difficultés révèlent un besoin crucial de repenser les mécanismes d'alerte précoce et ceux de la réponse rapide et/ ou structurelle. En effet, si la finalité de l'alerte précoce consiste à catalyser une réponse rapide, peu de SAP peuvent aujourd'hui estimer en être capables (Amao et al., 2014, p. 87 ; Nyheim, 2009a, pp. 17-18). À quoi cela est-il dû ? Hormis les ressources insuffisantes évoquées un peu plus haut, Nyheim (2009a, pp. 35, 89 ; 2009b, p. 7), Wulf & Debiel (2009, pp. 2, 17, 24, 27), parmi tant d'autres, évoquent une variété de difficultés entraînant une réponse inadéquate.

Sachant, selon toute vraisemblance, que la plupart des leaders politiques réagissent à l'alerte précoce en fonction de leurs intérêts (focus-group, 2018, lignes 939-940), il est difficile de s'assurer de l'adéquation de la réponse, même dans le cas où les mécanismes de réponse disposeraient de ressources nécessaires pour accomplir efficacement leur mission. Indépendamment de la volonté des leaders politiques, il est par contre possible que l'inadaptation de la réponse puisse être associée à d'autres réalités, avec des effets négatifs sur l'élaboration et l'implémentation de la réponse à apporter. Le manque de transparence et de professionnalisme éventuel de praticiens de ces mécanismes pourrait être mis en cause (Focus-group, 2018, lignes 1089-1107). De même, le principe de non-interférence (Focus-group, 2018, lignes 56-60), pouvant être invoqué, en mettant en avant la souveraineté nationale (Focus-group, 2018, lignes 49-55), peut dissuader des mesures visant la formulation d'une réponse sous-régionale, régionale ou internationale légitime qui vise à soulager d'éventuelles communautés négativement impactées.

Selon les résultats de la recherche documentaire en ligne, les actions préventives (pp. 562-581) et l'inclusion (pp. 549-562) suggèrent une approche collaborative à travers laquelle, l'ensemble des acteurs, impliqués dans la prévention et gestion de tensions sociales et/ ou de conflits violents, joignent leurs forces pour mieux coordonner leurs actions relatives à la prévention opérationnelle et structurelle appropriées (Campbell & Meier, 2007, p. 15 ; Nyheim, 2009a, p. 103). Or, assurer cette mission collaborative suppose, au préalable, la nécessité de développer des réseaux de communication efficaces à tous les niveaux entre différents acteurs impliqués. Amao et al., (2014, p. 88), Ganson & Wennmann (2012, p. 7), Nyheim (2009b, p. 4), ainsi que Mr. Koffi Annan (United Nations, 2001, pp. 19, 32) s'incrinvent tous dans cette perspective, lorsqu'ils suggèrent, respectivement dans leurs travaux, le besoin, voire même, l'obligation d'inclure tous les acteurs concernés dans la prévention et gestion de tensions sociales et/ ou de conflits violents. À cet égard, une communication large et ciblée est, parmi tant d'autres types de recommandations, un moyen

efficace qui facilite cette collaboration. En plus, Si l'inclusion et la nécessité d'accroître les ressources se valent quantitativement, selon nos données empiriques (diagramme 10, p. 102), ont-elles autre chose en commun ? L'accroissement des ressources vise l'amélioration des conditions de travail des praticiens (Focus-group, 2018, lignes 1150-1157, 1284, 1288-1290, 1294-1295). On retrouve l'importance de cette recommandation également dans la collaboration et coordination des efforts visant à apporter une réponse efficace, qu'elle soit opérationnelle ou structurelle. Or, pour ce faire, la volonté et la bonne foi ne suffisent plus. En effet, tout appel de collaboration et de coordination implique d'éventuels frais de différentes sortes, tels que des frais de déplacement, la location de locaux, la rémunération d'experts et de consultants, ect. Par conséquent, si l'inclusion met l'accent sur l'implication de tous les acteurs concernés pour la formulation de la réponse, l'accroissement des ressources et la volonté politique facilitent certainement l'exécution de tout le travail nécessaire préalable, durant l'élaboration et pendant l'implémentation de la réponse.

3.3. Observations

Il apparaît que la contribution des SAP dans la prévention et gestion de tensions sociales et/ ou de conflits violent, ainsi que celles de diverses menaces sécuritaires (terrorisme, trafics de tout genre, tensions électorales, génocides, etc.), est peu conséquente. Les difficultés recensées dans la littérature et lors de l'entretien du focus-group ne remettent pas ce postulat en question. Au contraire, elles mettent plutôt en exergue la nécessité de ces mécanismes de s'adapter aux menaces et enjeux sécuritaires actuels (Nyheim, 2009b, p. 9 ; Lavoix, 2006, pp. 9-10).

Toutefois, les maigres apports des SAP ne devraient pas occulter leurs réalisations et avancées. Amao et al., (2014) reviennent sur des actions positives de ces mécanismes. Selon eux, les SAP ont contribué à la réduction de la violence lors des élections de 2007 et 2008 au Kenya (p. 88). Nyheim (2009b, p. 3) ou encore Ackermann (2003b, pp. 7-8), parmi tant d'autres, attirent notre attention sur la contribution des SAP aux efforts de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), dans l'apaisement des tensions en Macédoine. Les difficultés, recensées dans la littérature comme dans la pratique (diagramme 3, p. 72 et diagramme 11, p. 110), nous informent des risques encourus si ces défaillances ne sont pas prises en compte. Ceci empêcherait ces mécanismes, principalement ceux de la troisième génération, de mieux se réorganiser afin de contribuer plus efficacement à la prévention et gestion de tensions sociales et/ ou de conflits violents.

Malgré ces aspects positifs, les défaillances qu'accusent les SAP demeurent selon toute vraisemblance une réalité. En effet, la collaboration entre WANEP (réseau pour la construction de la paix en Afrique de l'Ouest) et ECOWARN, le système d'alerte précoce de la communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), relié aux SAP nationaux implantés dans les 15 pays membres sous la tutelle de WANEP régional, n'a pas empêché l'éclatement de la crise post-électorale ivoirienne de 2011⁸⁴, ni les attaques terroristes survenus au Mali en 2013 ou celles qui se répètent sans cesse au Nigéria, encore moins la crise électorale de 2014 au Burkina Faso⁸⁵. Le mécanisme d'alerte rapide de l'Afrique centrale (MARAC) assiste impuissamment à l'occurrence de violences dans toute la zone des pays membres de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC). De même, les efforts du CEWARN, mécanisme d'alerte précoce et de réaction aux conflits de l'Autorité Intergouvernementale pour le Développement (AIGD), semblent insuffisants pour contribuer à la réduction des tensions dans la zone couverte. L'exploitation du système continental d'alerte rapide (SCAR) de l'Union Africaine n'échappe pas non plus à la règle, vu les divers conflits, attaques terroristes et actes d'ingérence réguliers sur le continent (Leymarie, 2015, pp. 10-11). En France, en Belgique ou encore en Allemagne, etc., on assiste également à la recrudescence d'attaques terroristes et de tensions (en Ukraine), malgré les efforts de l'OSCE et du fait que l'Allemagne, comme la France pilotent, tous les deux, des SAP de la première génération (Nyheim, 2009a, pp. 122, 124). L'Organisation des Nations Unies (ONU), mise en place dans l'optique de prévenir au mieux les conflits violents (Mestre-Lafay, 2009, p. 3 ; Hinz & Beier, 1988, p. 664), n'échappe pas non plus à la règle, malgré d'immenses efforts consentis dans ce sens. D'ailleurs, par rapport au nombre de conflits actuels dans le monde, l'institut international pour la recherche sur les conflits (The Heidelberg Institute for International Conflict Research), dégage d'importantes tendances qui viennent appuyer, à juste titre, les critiques et réservations⁸⁶ des détracteurs des SAP :

In 2017, HIIK observed a total of 385 conflicts worldwide. More than half, 222, were fought violently, while the other 163 remained non-violent. In comparison to the previous year, the number of full-scale wars increased from 18 to 20, whereas the number of limited wars decreased by four to a total of 16. Overall, HIIK counted 187 violent crises as well as 81 non-violent crises and 75 disputes. [...] At the same time, the emergences of six new conflicts were recorded. Not involved in these numbers are an additional 22 conflicts which are currently observed as inactive. (HIIK, 2017, p. 14).

⁸⁴ Wanep (2011).

⁸⁵ Lussato, C. (2015).

⁸⁶ Nyheim, 2009a, p. 14.

Visiblement, les hostilités ne cessent de s'accroître partout dans le monde. Serait-il la faute aux SAP qui n'ont pas su détecter, assez rapidement, l'occurrence de tensions sociales ou de conflits violents ? Ou bien, serait-il la faute aux mécanismes de réponse et, par ricochet, celle de leaders politiques qui manquent de volonté et de courage ? Il est dorénavant attesté que l'alerte précoce est pour la plupart du temps disponible (Zenko & Friedman, 2011, p. 30 ; Bellamy & Lupel, 2015, pp. 8, 13 ; UN News Centre, 2016, p. 1 ; etc.). Par contre, l'échec de la Communauté internationale à prévenir différentes tensions et menaces nourrit des interrogations légitimes sur les motivations et différentes stratégies adoptées de part et d'autre pour, non seulement prévenir ou gérer des tensions sociales et/ ou des conflits violents, mais encore pour lutter contre le terrorisme. Par conséquent, la série de difficultés liées aux SAP (diagramme 3, p. 72 et diagramme 11, p. 110) et à la réponse opérationnelle et/ ou structurelle (diagramme 7, p. 91 et diagramme 15, p. 116) suggèrent que ces mécanismes accusent de nombreuses défaillances qui remettent en question leur pertinence. Ces difficultés représenteraient un obstacle majeur à leur bon fonctionnement. Nyheim (2009a, pp. 14, 39, 108), Schmeidl (2003, pp. 143, 150), Ackermann (2003a, p. 342), Lavoix (2006, p. 14), Leymarie (2015, p. 11), ou encore Amao et al., (2014, p. 80), parmi tant d'autres, partagent tous cet avis. À cet égard, Amao et al., (2014) résumant parfaitement le problème majeur de ces mécanismes :

[...] the essential concerns of Early Warning include : detecting rising tensions which could lead to violent conflicts and putting mechanisms in place that can stem these tensions ; although the concept may not necessarily have the ability to prevent the tensions from arising. (p. 80).

En plus de la légèreté des analyses (Nyheim, 2009a, p. 52), l'absence de scénarios appropriés (Amao et al., 2014, p. 87 ; Campbell & Meier, 2007, p. 13 ; Nyheim, 2009a, pp. 14, 17, 68) exclurait toute velléités d'analyses prospectives (Schmeidl, 2003, p. 141). Or, l'absence de telles analyses constitue un argument de plus sur lequel les décideurs politiques se fondent le plus souvent pour expliquer leurs réservations à adhérer à la philosophie des SAP (Nyheim, 2009a, p. 17 ; Schmeidl, 2003, pp. 141, 144 ; Lavoix, 2006, p. 15).

Eu égard à ces difficultés qui contribuent à déprécier les efforts des SAP, nous estimons judicieux de revoir la composition et l'objectif de ces mécanismes et, particulièrement ceux de la troisième génération, afin qu'ils puissent répondre adéquatement au besoin de sécurité des populations prises au piège dans des actes de violences. Dans cette perspective, nous nous posons la question de savoir, à quoi servent les SAP, si les organismes qui les pilotent n'ont

pas l'autorité et les ressources nécessaires pour réagir rapidement et efficacement aux alertes qu'ils produisent ? La réponse à cette question semble évidente. Dans un premier temps, malgré le fait que les SAP de la troisième génération tentent de s'améliorer en capitalisant sur leurs acquis (Wulf & Debiel, 2009, p. 30), par faute d'autorité et de moyens, ils n'arrivent pas à mobiliser le système de sécurité approprié en cas de tensions sociales, conflits ethniques ou de toute forme d'ingérence. Dans un second temps, il risque d'y avoir des conflits d'intérêts entre l'État et les Organisations de la Société Civile (OSC). En effet, la mauvaise foi, les abus (Schmeidl, 2003, p. 151 ; Wulf & Debiel, 2009, p. 29), ou encore les calculs stratégiques de certains leaders politiques (Schmeidl, 2003, pp. 144-145 ; Wulf & Debiel, 2009, p. 29), que ce soit pour justifier des raisons liées à la sécurité ou à la souveraineté nationale, empièteraient éventuellement sur le travail d'OSC qui se focalisent sur les droits de l'Homme ou sur d'autres « thématiques sensibles » (Vadlamudi, 2013, p. 14). Ces dernières risquent d'être dépourvues de leurs intérêts en laissant l'État contrôler leurs activités. Enfin, compte tenu du rôle et de la contribution que ces mécanismes tenteront d'apporter, dans le domaine de la prévention et gestion de tensions sociales et/ ou de conflits violents, certains donateurs pourraient leur retirer leur soutien pour différentes raisons (Ganson & Wennmann, 2012, p. 10 ; Nyheim, 2009a, p. 63).

Même si, comme le suggère Lavoix (2006), la réorganisation de ces mécanismes passe par la mise en place d'« une structure fédératrice » (pp. 3-4, 14, 17, 19), cette proposition n'est cependant pas sans risques. En effet, Lavoix même estime que : « [...] le risque existe de voir la structure transformée en une institution « de plus » dont l'autorité serait ainsi diluée et l'efficacité diminuées ». (p. 18). D'une part, une mainmise de l'État transformerait les SAP en d'autres services secrets du renseignement ; ce qui risque de remettre en question l'objectif et l'utilité de ces mécanismes. D'autre part, une collaboration trop étroite avec l'État exposerait davantage le personnel de ces mécanismes, déjà en danger, à plus de risques, comme l'estiment Amao et al., (2014, p. 88), Nyheim (2009a, p. 63), ou encore Vadlamudi (2013), selon qui :

[...] the safety of NGO personnel collecting early warning information is endangered. NGOs collecting early warning information are in effect acting as intelligence agents and are exposed to the same level of risk faced by such agents. (p. 29).

Ces arguments poussent à se demander, s'il pourrait y avoir des compromis raisonnables entre l'État et les OSC qui pilotent les SAP. En effet, l'objectif ultime de l'État, de même que celui des OSC, consistant à créer un environnement favorable au bien-être des populations, ne

devrait certainement pas s'opposer à des compromis qui concourent à l'atteinte des besoins de sécurité, notamment, de droit à la protection, de droit à la vie, à l'épanouissement socio-économico-culturelle, etc. Étant donné que les SAP permettent de disposer des « données factuelles pouvant éclairer à la prise de position en matière de prévention des conflits » (Nyheim, 2009a, pp. 14, 39, 61), ces mêmes informations pourraient être utilisées pour une meilleure gouvernance et planification de réponses à apporter à une situation conflictuelle donnée. Ceci, en plus de procurer davantage de manœuvre aux activités de prévention, gestion et transformation pacifique de tensions sociales et/ ou de conflits violents (Ackermann, 2003a, p. 342 ; Ackermann, 2003b, pp. 7-8 ; Amao et al., 2014, p. 89 ; Ganson & Wennmann, 2012, p. 7 ; Nyheim, 2009b, p. 3 ; Schmeidl, 2003, p. 13 ; Vadlamudi, 2013, p. 33 ; etc.), met en exergue l'utilité du travail des SAP pour la diplomatie préventive ; faisant notamment référence à la médiation politique/ internationale, puisque les informations recueillies à travers les SAP peuvent faciliter la compréhension des enjeux d'un conflit violent donné, surtout, quand un conflictogramme assez détaillé de tels conflits est mis en place.

Au vu de toutes ces circonstances, nous suggérons une reconsidération des SAP de la troisième génération sous forme de mécanismes multifonctionnels de synthèse d'information et de prospectif de développement, non préjudiciables aux intérêts de l'État et à ceux des OSC⁸⁷. D'abord, pourquoi cibler uniquement les SAP de la troisième génération et non ceux de la deuxième ou première, encore moins ceux de la quatrième génération ? Pour la simple raison que ceux de la deuxième et première génération sont éloignés des zones de conflits (Nyheim, 2009a, pp. 37-38). Il n'est pas dit qu'ils ne peuvent pas jouer un rôle crucial, mais il se trouve que a) leur exploitation eu égard à un pays indépendant équivaldrait à de l'ingérence dans les affaires internes d'un État souverain, que b) les données qu'ils auront à disposition peuvent être utilisées pour mener des activités illicites non-déclarées et que, c) les SAP de la troisième génération, en particulier ceux pilotés par des Organisations Non-Gouvernementales (ONG), ont plus de possibilités d'accéder rapidement à l'information, puisque les structures, dans lesquelles ils sont intégrés, travaillent et communiquent quotidiennement avec les populations locales. À l'opposé, l'intention des SAP de la quatrième génération serait de mettre en rapport l'alerte précoce et les mécanismes supposés y répondre (Kahl et al., 2012, p. 30). Seulement, le besoin d'améliorer ces structures ne passe pas nécessairement par la création d'autres mécanismes. Cela deviendrait ce qu'Amao et al., (2014, p. 86), Nyheim (2009a, pp. 17-18), Wulf & Debiel (2009, pp. 24, 29), entre autres, ou

⁸⁷ Le lecteur peut se référer à la suggestion formulée dans la thèse (pp. 184-188).

encore certains praticiens (Focus-group, 2018, lignes 286-289, 313-317, 324-331, 370-374) entendent par « la duplication » inutile de mécanismes, dont certaines particularités pourraient compléter et renforcer les SAP de la troisième génération qui, par ailleurs, s'adonnent déjà à un travail similaire (Nyheim, 2009a, pp. 37-38 ; Focus-group, 2018, lignes 370-374).

L'objectif de notre vision, qui rejoint l'idée de la « structure fédératrice » de Lavoix (2006, pp. 3-4, 14, 17, 29), consiste à encourager une collaboration étroite entre État et organismes pilotant les SAP de la troisième génération. À nos yeux, les deux parties assumeront pleinement leurs responsabilités et veilleront à ce que chacune d'entre elles respecte ses engagements envers les populations. Le secteur privé s'invitera à cette collaboration et son apport pour les communautés, les entreprises impliquées, autant que pour l'État, pourrait être considérable (Ganson & Wennmann, 2012, p. 12). Malgré les risques que comporte cette collaboration, il faudrait reconnaître qu'en ce qui concerne la réponse opérationnelle, les OSC restent impuissantes. Par conséquent, les rapports entre les deux entités devraient être beaucoup plus étroits, mais bien définis et bien encadrés, afin qu'une réponse efficace à long terme, combinant réponse opérationnelle (Campbell & Meier, 2007, p. 20) et structurelle (United Nations, 2001, pp. 7, 36), puisse être apportée. Qui plus est, en procédant par comparaison et réduction (tableau 12, pp. 122-123 et tableau 13, pp. 125), les résultats des 2 approches recourues, afin de mener cette recherche, mettent l'accent sur la nécessité d'adopter une politique inclusive ; un constat qui vient, à juste titre, appuyer notre argumentation.

Chapitre 4 : Crowdsourcing : Pertinence et implications

4.1. Contexte

La rédaction du troisième chapitre de la thèse a mis en exergue un aspect essentiel des SAP et mécanismes de réponse qui ne pouvait pas être ignoré et, qu'il fallait traiter à part entière. Il s'agit de la maîtrise de l'information. Par là, il faut comprendre la gestion de l'information, de sa collecte à sa transmission à des fins d'alerte précoce. Ces aspects techniques sont abordés dans ce quatrième chapitre, avec l'objectif d'apporter plus d'éclaircissements, mais également de montrer la place et l'importance de la collecte de données fiables pouvant contribuer à la prise de décisions conséquentes, dont celle de la préservation de la vie humaine.

4.2. Introduction

La prévention, gestion ou résolution des conflits violents exigent une bonne maîtrise de l'information (Kahl et al., 2012, p. 27). Cette dernière contribue à une meilleure compréhension des causes profondes, des enjeux, ainsi qu'à celle de la dynamique sous-jacente des conflits violents et menaces à la sécurité humaine. Parmi les méthodes auxquelles les SAP focalisés dans la prévention des conflits violents font recours, il y a la procédure classique, consistant en l'exploitation de sources ouvertes, telles que des journaux, des discours d'acteurs politiques ou encore l'exploitation d'informations provenant de moniteurs de terrain⁸⁸. À côté de cette procédure classique, nous avons également le Crowdsourcing. Selon Kahl et al. (2012), le Crowdsourcing est une méthode de collecte de données qui, par l'intermédiaire de la technologie, reçoit des informations relatives à un conflit violent, les partage avec des mécanismes de réponse, ainsi qu'avec les populations à risque, afin que ces dernières prennent les premières mesures qui s'imposent, pour répondre adéquatement à une menace ou aux potentielles conséquences liées à l'occurrence d'un conflit violent (pp. 27-28). Si l'importance et la pertinence du Crowdsourcing ne sont plus à démontrer, la méthode fait cependant face à certaines difficultés techniques qui peuvent avoir des implications négatives sur les processus de prévention, gestion, résolution ou sur celui de la transformation pacifique des conflits violents. Toutefois, il s'avère qu'un meilleur usage de cette méthode exige un accompagnement logistique et la mise en place d'une politique d'inclusion efficace.

⁸⁸ Par moniteur de terrain, on entend des moniteurs ou animateurs communautaires exerçant pour le compte de systèmes d'alerte précoce nationaux, mais également des journalistes d'investigation, ainsi que le personnel d'OSC, d'OGs, d'ONGs et d'OINGs impliqués dans la collecte de données en rapport avec des conflits violents ou leur occurrence.

4.3. Minimisation des menaces

Un des éléments de base, pouvant contribuer à une prévention des conflits violents, reste, sans nul doute, la compréhension des enjeux déterminants. Celle-ci exige, avant tout, la maîtrise de l'information, eu égard à la situation qui prévaut (Kahl et al., 2012, p. 27). Cette maîtrise de l'information peut être envisagée de diverses manières. Dans le cadre des SAP, il peut s'agir d'une collecte d'informations à travers des sources ouvertes et variées, qu'elles soient des sources en ligne ou par l'intermédiaire de moniteurs de terrain. Cette maîtrise de l'information peut également passer par la méthode du Crowdsourcing qui s'avère complémentaire et, pour laquelle, une attention particulière est prêtée dans ce chapitre. Ainsi, l'argument principal, développé dans cette partie, supporte que le Crowdsourcing contribue à la préservation de la vie.

En effet, dans le cadre d'un conflit violent, une participation massive des populations en danger, dans la transmission d'informations à des fins d'alerte précoce, contribue à minimiser une éventuelle focalisation des belligérants sur des individualités et moniteurs de terrain, en guise de représailles. Ceci indique l'importance et la pertinence de cette méthode, à l'absence de laquelle, plus d'intimidations, de tortures ou l'élimination physique de personnes pourraient être ordonnées et perpétrées (Laurance, 1998, p. 58 ; Palihapitiya, 2013, p. 29 ; Amao et al., 2014, p. 88 ; Von Einsiedel, 2015, p. 8 ; etc.). C'est dans ce contexte que Vadlamudi (2013) estime que :

Early warning reports like human rights abuses or violence against certain community are seen by conflict parties as subversive and might pose risks to personnel collecting information. (p. 14).

Pour illustration, une pression énorme fut exercée par la France pour réclamer la démission du général Roméo Dallaire à la tête de la mission de maintien de la paix au Rwanda (UNAMIR), suite à ses alertes, de façon ramassée, sur la découverte d'une cache d'armes, l'imminence d'un génocide au Rwanda, sa volonté d'intervenir pour prévenir l'occurrence de telles massacres, et surtout, suite à la dénonciation du "By-stander syndrome"⁸⁹ reflétant l'attitude de la France, voire même son implication dans la perpétration de crimes contre l'humanité au Rwanda⁹⁰ (Piiparinen, 2008, p. 715). En mission au Soudan du Sud, des observateurs militaires de l'Organisation des Nations Unies (ONU), UNMOs, avaient été

⁸⁹ Austin, 2011, p. 13 ; DuLaney et al., 2016, p. 3.

⁹⁰ Grünfeld & Vermeulen, 2009, pp. 221, 223, 224-225 ; Stanton, 2009, pp. 11-19.

⁹¹ Stanton, 2009, pp. 17-18.

arrêtés par les forces armées soudanaises, avant d'être libérés grâce à l'intervention d'un supérieur de ces dernières (Card & Baker, 2013, p. 51). Dans le contexte de l'intervention militaire de l'alliance américano-franco-britannique en 2011, en Lybie, The Gardian trouva « controversé » le reportage de la journaliste britannique Elizabeth Cocker, alias, Lizzie Phelan qui, sur le terrain, dénonçait la violation de la souveraineté de la Lybie par l'OTAN⁹²⁹³. Des exemples pareils se comptent par dizaine.

Cependant, même si le Crowdsourcing peut contribuer à la préservation de la vie, la méthode fait tout de même face à quelques problèmes techniques avec des implications négatives sur un éventuel processus d'une intervention opérationnelle. Une participation massive des populations à la transmission d'informations à des fins d'alerte précoce peut poser un problème de surabondance de données (Moolakkattu, 2005, p. 9 ; Lavoix, 2006, p. 15 ; Kahl et al., 2012, p. 32). Par conséquent, la triangulation des informations risque de prendre du temps, car il est possible que la plupart des informations ne soit que de fausses rumeurs ou une tentative de manipulation (Grünfeld & Vermeulen, 2009, p. 228 ; Wynn-Pope & Cousins, 2011, p. 15 ; Vadlamudi, 2013, p. 29 ; etc.). De même, le traitement des données peut également prendre à son tour plus de temps et impacter négativement les résultats des analyses qui en découlent, car la dynamique d'un conflit évolue constamment. Toutefois, les effets négatifs de tels aspects techniques permettent de pousser la réflexion beaucoup plus loin, afin de stimuler une pensée critique favorisant l'élaboration de nouvelles stratégies visant à contourner ces difficultés.

Quoiqu'important l'apport du Crowdsourcing dans la préservation de la vie des populations et de celle des moniteurs de terrain, il ne faudrait pas perdre de vue que les services du renseignement et de sécurité nationaux ne démeritent pas pour autant dans leur capacité à protéger le territoire national, ses populations et leurs biens. Toutefois, un maximum d'attention par rapport à la surabondance et à la qualité des données permettrait de dissocier le vrai du faux, de la propagande ou de la manipulation.

Même si l'utilisation du Crowdsourcing n'exclue pas l'existence d'éventuelles difficultés, cette méthode de collecte de données a également des implications positives, au-delà de la préservation de la vie des populations et de celle des moniteurs de terrain en zone de conflit. À travers l'acte civique et symbolique de vouloir contribuer à la préservation de la vie de ses

⁹² The Guardian (2012).

⁹³ Glazebrook et al. (2014, April 9).

semblables ou de toute autre communauté à risque, la participation au Crowdsourcing provoque des changements positifs, responsabilise les populations et incite ces dernières à s'approprier la gestion de leurs problèmes (Kahl et al., 2012, p. 2).

4.4. Meilleure appréhension des menaces

Le second argument, défendu dans ce chapitre, estime que le Crowdsourcing permet une meilleure compréhension des causes profondes et celle de la dynamique sous-jacente des conflits violents et menaces à la sécurité humaine.

En effet, les informations, provenant directement des populations en zone de conflit, sont plus édifiantes par rapport à la situation qui prévaut et courent moins de risques d'être manipulées par des OSC, ONGs, OINGs ou par des individualités. De ce fait, ne pas accorder une plateforme aux populations en zone de conflits et ne compter que sur les rapports de certaines OSC, ONGs, OINGs, équivaudrait à contribuer à cultiver et à maintenir l'ignorance des causes profondes et celle de la dynamique sous-jacente des conflits violents⁹⁴. D'une part, le très controversé Observatoire Syrien des Droits de l'Homme (OSDH/ SOHR), basé en Grande Bretagne, hors de la réalité quotidienne des syriens, mais avec des collaborateurs sur place, et apparemment financé par des pays arabes et occidentaux, y compris l'Union Européenne et, d'autre part, les casques blancs, encore nommés la Défense Civile Syrienne (DCS), formés par « un ancien militaire britannique » du nom de James Le Mesurier, en Turquie et, financés par des pays occidentaux, se retrouvent, tous les deux, dans une position ambiguë. Si leur existence et actions peuvent être bien vues, leur éventuelle manipulation par les belligérants ne fait pas l'ombre d'un doute. La nature des collaborations et des interactions autour de ces deux organisations en dit beaucoup⁹⁵.

Cependant, même si la collecte de données, à travers le Crowdsourcing, permet une meilleure compréhension des causes profondes et celle de la dynamique sous-jacente des conflits violents et menaces à la sécurité humaine, encore une fois, les multiples difficultés en face ne font qu'exposer les faiblesses de la méthode. La fiabilité des informations reste l'un des obstacles le plus grand. En effet, comme mentionné indirectement ci-dessus, les informations recueillies à travers le Crowdsourcing peuvent faire l'objet d'une manipulation. Afin de provoquer une intervention de l'État ou de la Communauté internationale, OSC, ONGs et OINGs peuvent procéder par une manipulation des informations qu'elles décident de

⁹⁴ Stanton, 2009, p. 14

⁹⁵ Meyer et al., 2018, pp. 155-165.

transmettre ou de mettre public. Des individualités peuvent également décider de procéder de la même sorte pour s'attirer une sympathie, de la reconnaissance ou des avantages.

N'empêche, certaines des informations recueillies peuvent également s'avérer vraies et peuvent aller à l'encontre des intérêts d'un gouvernement, qui décide de réprimer toute initiative visant leur publication. Même s'il y a un risque potentiel de manipulation des informations, en fonction des intérêts des uns et des autres, il ne faudrait pas perdre de vue que les ONGs, OINGs et spécialement les OSC, par les actions qu'elles entreprennent, sont beaucoup plus proches des populations locales ou de celles qui se trouvent en zone de conflit. Il est donc tout à fait imaginable que ces dernières détiennent des informations qui ne sont pas, dans l'immédiat, connues des autorités publiques en place.

Malgré les difficultés soulevées un peu plus haut, la méthode du Crowdsourcing permet une collecte de données variées, dont la triangulation ainsi que les analyses permettraient de disposer d'une connaissance approfondie des causes profondes et une meilleure compréhension de la dynamique sous-jacente de la situation conflictuelle qui prévaut. Toutefois, afin de mieux profiter des avantages qu'elle offre, un accompagnement logistique s'impose : la distribution gratuite de téléphones portables dans des zones reculées et à risque ou bien la réduction, exprès, du coût de tels appareils, la gratuité de l'envoi de messages d'alerte à travers un numéro vert, impliquant une coopération/ négociation/ signature d'accords avec les opérateurs téléphoniques de la place, mais également la mise en place de garde-fous, l'initiation d'une vaste campagne de sensibilisation sur les avantages, mais également sur d'éventuelles conséquences en cas d'abus, plus d'installations de panneaux solaires dans des coins sans électricité, faciliter l'accès à internet, etc., sont des exemples à considérer. En plus, l'efficacité de la méthode pourrait également être vérifiée à travers ce que Kahl et al. (2012) entendent par "Crowdfeeding". Il s'agit essentiellement d'un procédé qui permet de réinjecter une information, dorénavant vérifiée et crédible, reçue des populations et destinée à ces dernières, afin qu'elles prennent les premières mesures appropriées (p. 29).

4.5. Complémentarité avec la procédure classique

Suite aux développements dans les parties précédentes, il est dorénavant évident que la méthode du Crowdsourcing complète le dispositif classique de collecte de données, basé sur l'exploitation de sources ouvertes, telles que des journaux, des discours d'acteurs politiques ou encore des enquêtes menées par des membres d'OSC, d'ONGs, d'OINGs. L'implication des populations, qui peuvent, à partir de localités à risque difficilement accessibles,

transmettre assez rapidement des informations cruciales visant à appréhender une menace ou une situation conflictuelle, avec l'objectif de la minimiser, d'empêcher sa propagation, sa reprise, ou favoriser sa résolution, de même que la préservation de la vie des populations à risque, constitue en soi un atout et un avantage considérables.

4.6. Prudence dans la gestion de l'information

Eu égard à la gestion de l'information, la prudence devrait être observée. Le fonctionnement actuel de certains SAP reflète une rigueur, sans nul doute, consolidée au fil des années grâce aux acquis. Néanmoins, la gestion de l'information semble dès fois obéir à une procédure que l'on trouve, à bien des égards, perfectible⁹⁶. En effet, il apparaît un système de vérification implicite et indirect de l'information. La soumission de rapports de situation, encore nommés rapports hebdomadaires, constitue en soi une sorte de vérification et de confirmation de la véracité des informations contenues dans les rapports d'incidents soumis au quotidien. Seulement, quand les informations sont soumises/ transmises quotidiennement, les analyses qui peuvent en découler, suivant l'urgence de la volonté d'appréhender une situation conflictuelle imminente, peuvent éventuellement être faussées, s'il s'avère que certaines informations transmises n'étaient que de fausses rumeurs. Sachant que la dynamique d'un conflit évolue en permanence, la priorité devrait être accordée à la vérification de l'information avant sa soumission quotidienne, ce qui revient à dire, avant son analyse. Dès lors, au lieu de procéder par Collecte-Transmission-Vérification-Analyse-Saisine (CTVAS), il serait préférable d'envisager la procédure Collecte-Vérification-Transmission-Analyse-Saisine (CVTAS). Si les analystes, en plus de leur tâche qui demande beaucoup d'attention et de concentration, doivent, depuis leur bureau, procéder d'abord à la vérification des informations soumises avant de les analyser, ils risquent d'enregistrer une perte de temps énorme et les efforts, fournis dans la réalisation des analyses, deviennent veines, car la situation qui prévalait, il y a un moment, a été rapidement dépassée. Par contre, la procédure CVTAS permet aux analystes de se concentrer uniquement sur l'analyse des informations soumises, mais vérifiées au préalable. Ceci fait appel à plus d'investissement dans les ressources humaines, car de telles difficultés peuvent être clairement attribuées au manque de personnel.

⁹⁶ Pour éviter de pointer du doigt tel ou tel système/ mécanisme, le choix est fait de s'abstenir.

4.7. Conclusion

Au-delà de l'existence d'éventuelles implications négatives en rapport avec l'utilisation de la méthode du Crowdsourcing, la réflexion proposée dans ce chapitre permet d'établir une certaine complémentarité avec la procédure classique de collecte de données, basée sur l'exploitation de sources ouvertes (Kahl et al., 2012, pp. 29, 30). Il s'avère donc que le Crowdsourcing a, non seulement, la capacité de contribuer significativement à une meilleure compréhension des causes profondes et à celle de la dynamique sous-jacente des conflits violents et menaces à la sécurité humaine, mais en plus, que cette méthode peut s'avérer efficace dans la minimisation d'éventuelles menaces à la sécurité humaine et dans la préservation de la vie des populations à risque, y compris de celle des moniteurs de terrain.

Chapitre 5 : Optimiser l'efficacité de la prévention et gestion des conflits violents à travers l'institutionnalisation des Systèmes d'Alerte précoce et de réponse au niveau national

5.1. Contexte

Face à l'échec des instances internationales, à l'instar de l'ONU, à prévenir efficacement l'occurrence de conflits violents, la violation constante du droit international et celle de la souveraineté nationale d'États dotés de capacités militaires limitées, ce cinquième chapitre présente des raisons qui favorisent l'institutionnalisation des SAP et mécanismes de réponse au niveau national, afin de mieux répondre aux besoins de sécurité des populations vulnérables.

Ce chapitre a fait l'objet d'une communication, présentée à la Xème Conférence du Forum Mondial de Médiation, qui s'est tenue du 9 au 11 juillet 2019 à l'Université du Luxembourg.

5.2. Vue d'ensemble

Les commémorations du centenaire de la première guerre mondiale viennent à peine de s'achever : 11 novembre 1918 – 11 novembre 2018. Pourtant, sans être alarmiste, l'histoire semble se répéter. Les causes similaires ayant conduit à la première guerre mondiale se manifestent à nouveau sous différentes formes⁹⁷. Quoique les efforts en vue de réduire la violence aient aboutis sur la mise en place de la Société des Nations (SDN) en 1919, cette dernière fut remplacée quelques temps après par l'Organisation des Nations Unies (ONU) en 1945 (Mestre-Lafay, 2009, p. 3). L'ONU, ayant pris la relève, hérite des mêmes difficultés qu'à connues son prédécesseur, mais parvient toutefois à se maintenir au prix de réformes successives et peu convaincantes, qui hélas, ne favorisent toujours pas un traitement équitable entre l'ensemble de ses États membres. Des initiatives unilatérales, bilatérales ou multilatérales entre membres permanents du Conseil de Sécurité voient le jour et déstabilisent impunément la paix mondiale, sous l'œil impuissant et le silence absolu de l'Organisation et de ses organes devant servir la justice internationale⁹⁸. La déstabilisation de l'Irak en 2003 par les États-Unis d'Amérique, l'intervention de l'armée française dans le contexte post-électoral de 2011 en Côte-d'Ivoire, la déstabilisation de la Lybie en 2011 par l'alliance américano-

⁹⁷ Discours du Secrétaire Général de l'ONU, Antonio Guterres, au Forum sur la Paix à Paris.

⁹⁸ Ugeux (2016).

franco-britannique, la colonisation des terres palestiniennes et le massacre de jeunes palestiniens par la Tsahal, ou encore les bombardements intensifs récents au Yémen par la coalition saoudienne, avec l'appui logistique des États-Unis d'Amérique, entre autres, restent gravés dans les mémoires. La gestion des conflits violents semble échapper à l'Organisation qui s'en remet dorénavant aux initiatives des uns et des autres, hors du cadre dans lequel ces tractations pour la paix devraient avoir lieu. Pour illustration, le récent pacte sur un cessez-le-feu à Idlib, débouchant sur l'instauration d'une zone démilitarisée séparant forces loyalistes et rebelles⁹⁹, la conférence sur la Lybie à Palerme¹⁰⁰ et tant d'autres évènements pareils, quoique de bonnes initiatives, constituent en soi des exemples patents qui témoignent de l'échec de l'Organisation. Le jeu géopolitique, qui s'invite dans les coulisses de la médiation internationale, dégrade l'image de cette dernière et l'expose à de légitimes interrogations. Face à de tels manquements, les victimes constatent et, à juste titre, perdent foi en la capacité de l'ONU à résoudre, gérer et prévenir les conflits violents, malgré des réalisations notables et la nécessité de son existence. Par conséquent, une voie favorable à la montée du nationalisme et au rejet du multilatéralisme séduit de plus en plus. La sécurité devient à la fois un prétexte et un discours légitime qui envahit les sphères publique et privée. Tandis que certains l'abordent sous l'angle restreint ou traditionnel, d'autres élargissent les frontières de la notion. S'il apparaît des divergences notables entre ces différentes approches, une autre plus inclusive, en l'occurrence, la perspective critique à la sécurité humaine, harmonise les positions et recadre le débat dans la sphère des obligations d'un État souverain à garantir l'épanouissement de ses populations en assurant leur sécurité et celle de leurs biens (Newman, 2010). Implicitement, la demande à plus de sécurité fait appel à la mise en place de mesures et stratégies visant plus d'efficacité dans la prévention de menaces endémiques et exogènes destructrices de perspectives. Malgré ces remarques, les questions suivantes se posent : la responsabilité de protéger (R2T) justifie-t-elle l'institutionnalisation de SAP et mécanismes de réponse au niveau national ? Cette institutionnalisation, ne favorise-t-elle pas une récupération politique de ces mécanismes, tout en encourageant l'impunité et la léthargie ? Les éléments d'analyse, proposés dans les lignes suivantes, nous en disent plus.

⁹⁹ PressTV (2018).

¹⁰⁰ France 24 (2018).

5.3. Subsidiarité en matière de prévention des conflits

5.3.1. Cadre juridique

Tout au long de l'histoire de la modernité, plusieurs textes, ratifiés et promulgués, continuent de servir de bases légales aux organismes axés dans la prévention, gestion ou résolution des conflits violents. Toutefois, l'établissement d'une organisation internationale, visant à réguler les différends entre nations et à maintenir la paix mondiale, a redéfinie, en soi, le principe de subsidiarité en matière de prévention des conflits violents, à l'échelle mondiale.

5.3.2. Genèse

Les rivalités et la cupidité humaine, du moyen-âge à l'époque moderne, ainsi que le développement industriel, la course aux armements et le contrôle des ressources naturelles furent et sont aujourd'hui, encore, à l'origine d'atrocités indignes (Deroche, 2008, pp. 105-196 ; Kolb, 2014, p. 2). L'égoïsme de l'Homme et la faiblesse militaire deviennent des sources d'instabilité et causent beaucoup de pertes humaines. Cependant, afin de réguler les tensions et garantir l'équilibre mondial, des initiatives dans ce sens, mais également en faveur de la préservation de la vie humaine et de la paix, ont vu le jour. Les conférences de la Haye de 1899 et de 1907 jettent les bases vers la mise sur pied d'un organe d'arbitrage mondial, en l'occurrence, la Cour d'Arbitrage Permanente (CAP/ PCA). Malgré les initiatives visant la mise en place d'une organisation mondiale en faveur de la prévention des conflits violents, la première guerre mondiale éclata. Néanmoins, la SDN vit le jour en 1919. Malgré ses réalisations dans le domaine de la prévention des conflits violents, l'Organisation ne pouvait s'empêcher de constater l'éclatement de la seconde guerre mondiale. Qui plus est, en mettant davantage en exergue les faiblesses et manquements de la SDN, cet événement douloureux précipita la chute et la dissolution de cette dernière en 1946, remplacée par l'ONU en 1945.

5.3.2.1. La Société des Nations (SDN)

L'objectif semble clair dès sa création : assurer la sécurité des États membres et veiller sur la paix mondiale. Pour ce faire, l'Organisation adopte trois principes, notamment la sécurité globale, le désarmement et la résolution des conflits (Kolb, 2014, pp. 3-4). Le Pacte de la SDN constitue la base juridique sur laquelle l'Organisation s'est appuyée pour prévenir les conflits violents à travers le monde. Malheureusement, son manque de neutralité et la complexité des interactions diplomatiques eurent raison de sa survie.

5.3.2.2. L'Organisation des Nations Unies (ONU)

Un an avant la dissolution de la SDN, l'ONU voit le jour et hérite de la plupart des organes de son prédécesseur, mais également les faiblesses qui ont précipité sa chute. La Charte des Nations Unies, étant établie, devient, notamment à travers ses chapitres VI, VII et VIII, la base légale de référence pour la résolution, gestion et prévention des conflits violents dans le monde (Adelman et al., 1996, p. 65 ; UN, 2001, p. 2 ; Vadlamudi, 2013, p. 6 ; United Nations, 1945, pp. 8-11). Toutefois, elle prévoit une clause permettant l'élargissement, voire, la décentralisation de la résolution, gestion et prévention des conflits violents.

5.3.2.3. Organisations régionales

L'Article 52 (1-3) du chapitre VIII de la Charte des Nations Unies laisse la possibilité aux organisations régionales de s'engager dans des activités de prévention, de gestion et de résolution des conflits violents. Il stipule :

Nothing in the present Charter precludes the existence of regional arrangements or agencies for dealing with such matters relating to the maintenance of international peace and security as are appropriate for regional action, provided that such arrangements or agencies and their activities are consistent with the Purposes and Principles of the United Nations. (2) The Members of the United Nations entering into such arrangements or constituting such agencies shall make every effort to achieve pacific settlement of local disputes through such regional arrangements or by such regional agencies before referring them to the Security Council. (3) The Security Council shall encourage the development of such pacific settlement of local disputes through such regional arrangements or by such regional agencies either on the initiative of the states concerned or by reference from the Security Council. (United Nations, 1945, Chapitre VII, Article 52 (1-3), p. 11).

Les initiatives, entreprises par certaines organisations régionales, vont dès lors dans le sens du présent article cité ci-dessus. Dans les Chartes ou Actes Constitutifs de ces organisations régionales, référence est faite aux Principes de la Charte des Nations Unies. Cela suggère une prise en compte du principe de subsidiarité qui établit, par conséquent, une répartition et hiérarchisation des responsabilités. Pour illustration, passages ou articles des Chartes ou Actes Constitutifs de l'Union Européenne (UE), de l'Union Africaine (UA), de l'Association of Southeast Asian Nations (ASEAN) et du Shanghai Cooperation Organization (SCO), entre autres, permettent de montrer ce lien. Parmi les mesures phares pouvant contribuer à la prévention, gestion et résolution des conflits violents, la plupart de ces organisations régionales a mis ou a considéré mettre en place des SAP (Matveeva, 2006, p. 39).

5.3.2.3.1. L'Union Européenne (UE)

Au-delà du développement économique et social (Union Européenne, 1958, Articles 2 & 3, p. 10), l'un des objectifs, derrière la création de la Communauté économique européenne en 1958, visait la stabilité et la sauvegarde de la paix en Europe (Union Européenne, 1958, p. 8). À cet effet, le Traité de Maastricht (Union Européenne, 1992, Article J.1, alinéa 2, p. 96 ; Article J.5, alinéa 4, pp. 98-99) et le Traité de Lisbonne (Union Européenne, 2007, Article 10 A, alinéas 1 & 2c, p. 8 ; Article 28 A, paragraphe 1, p. 11) confèrent à l'Union une base légale qui s'appuie sur les Principes de la Charte des Nations Unies (Articles 52 (1-3) Chapitre VIII, p. 11), pour entreprendre des actions visant la prévention, gestion ou résolution de conflits violents au sein et au-delà de l'Union. Par conséquent, plusieurs initiatives en matière d'alerte précoce et de réponse ont été envisagées.

5.3.2.3.2. L'Union Africaine (UA)

Confrontée aux réalités tragiques de l'histoire moderne de l'humanité, d'abus de toutes sortes et de crises sévères internes sans fin, l'Afrique se dota d'une Union, qui, selon ses pères fondateurs, pourrait être une réponse stratégique efficace à ses maux. Ainsi, furent établis la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) en 1963 (Organisation de l'Unité Africaine, 1963, p. 1 ; Article 2, alinéa 1 e, p. 2 ; Article 3, alinéa 4, p. 2 ; Article 7, alinéa 4, p. 3 ; Article 19, p. 5 ; Article 26, p. 6), puis l'Acte Constitutif de l'Union Africaine (UA) en 1999 (Union Africaine, 1999, Article 3, points e & f, p. 6 ; Article 4, points e, h, i & j, p. 7 ; Article 9, point g, p. 9 ; Article 33, alinéa 5, p. 16), qui, en matière de résolution, de prévention et de gestion des conflits violents sur l'ensemble du continent, confèrent, tous les deux, une base légale à l'Union pour agir en la matière, en accord avec la Charte des Nations Unies (Article 52 (1-3) Chapitre VIII, p. 11). Le besoin crucial de prévenir les conflits violents voit la mise en place de plusieurs SAP et mécanismes de réponse sur le continent.

5.3.2.3.3. Association of Southeast Asian Nations (ASEAN)

L'an 1967 marqua la création de l'ASEAN. Par cet acte, les pays membres de l'Organisation souhaitent œuvrer pour une stabilité régionale qui favorise l'épanouissement politico-socio-économico-culturel de leurs peuples. Ce souci de veiller sur la stabilité poussera les membres de l'Organisation à prendre en compte dans la Charte de l'ASEAN des activités visant la prévention, gestion ou résolution des conflits dans leur région (Article 2 (2), point d, p. 6 & point j, p. 7 ; Articles 22-28, pp. 23-2 ; Article 45, p. 33 ; Article 54, p. 37). Ceci confère à l'Organisation la base légale lui permettant de mener lesdites activités qui sont en parfaite adéquation avec les Principes de la Charte des Nations Unies (Article 52 (1-3) Chapitre VIII,

p. 11). Contrairement à l'UE et à l'UA, l'ASEAN en tant que telle n'a pas encore adhéré à l'idée de mettre en place un SAP (Wulf & Debiel, 2009, pp. 2, 20-22). Par contre, certains organismes, appartenant à des pays membres de l'Organisation, ont mis en place des SAP dans l'optique de mieux prévenir les conflits violents dans la région.

5.3.2.3.4. Shanghai Cooperation Organisation (SCO)

Héritière du Shanghai Five, créée en 1996, la SCO s'élargie en accueillant l'Ouzbékistan en 2001, avant de signer la Charte de l'Organisation en 2002¹⁰¹. Dans le but de maintenir la paix et la stabilité, la Charte de la SCO prend en compte des activités relatives à la prévention, gestion et résolution des conflits dans la région (Article 1, p. 2 ; Article 2 & 3, p. 3 ; Article 10, p. 7 ; Article 26, p. 12), en toute cohérence avec les Principes de la Charte des Nations Unies (Article 52 (1-3) Chapitre VIII, p. 11). Les articles de la Charte de la SCO, mentionnés ci-dessus, confèrent à l'Organisation une base légale, sur laquelle elle s'appuie pour s'engager dans les activités connexes à la résolution des conflits violents dans toute la région. Même si aucune indication sur la volonté de mettre en place un SAP n'a, à notre connaissance, pas encore été dévoilée, il revient toutefois de préciser que des initiatives en matière d'alerte précoce et de réponse sont enregistrées dans certains pays membres de la SCO.

5.3.2.4. Les organisations sous-régionales

À l'image des organisations régionales, celles sous-régionales, qui ont fait le choix d'élargir leurs activités en y associant celles liées à la prévention, gestion et résolution des conflits violents, se soumettent également au principe de subsidiarité, quoiqu'elles aient des sources légitimes qui leur confèrent une base légale, afin de mener les activités mentionnées ci-dessus. L'objectif n'étant pas de recenser toutes les organisations sous-régionales concernées, nous prenons néanmoins l'exemple de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour illustration. En plus de son cadre de Prévention des Conflits (CPCC), la CEDEAO s'appuie sur des textes de l'UA et de l'ONU pour mener ses activités. Elle s'appuie également sur d'autres textes tels que :

le Protocole de Non-Agression (1978) [...] le Protocole relatif à l'Assistance Mutuelle en matière de Défense (1981) [...] le Protocole sur la Libre circulation des Personnes, le Droit de résidence et d'établissement (1979) [...] la Déclaration des Principes Politiques (1981) [...] le Traité Révisé de la CEDEAO (1993) [...] le principal objectif de la Déclaration du Moratoire sur l'Importation, l'Exportation et la Fabrication d'Armes légères (1998) – transformé en 2006 en Convention sur les Armes légères, leurs

¹⁰¹ SCO (2002, June 7).

Munitions et Autres Matériels Connexes [...] le Protocole relatif au Mécanisme de Prévention, de Gestion, de Règlement des Conflits, de Maintien de la Paix et de la Sécurité (1999) [...] le Protocole Additionnel sur la Démocratie et la Bonne Gouvernance (2001). (Commission de la CEDEAO, 2008, pp. 14-17).

L'association de tous ces textes permet à la CEDEAO de disposer d'un cadre légal solide, sur lequel, elle s'appuie pour mettre en place, parmi tant d'autres instruments, un SAP pour la prévention des conflits violents (Commission de la CEDEAO, pp. 17-19). Ce dernier collabore avec une variété de SAP aux niveaux international, régional, sous-régional et national (Nyheim, 2009s, p. 115).

5.3.2.5. Les organisations gouvernementales et non gouvernementales (OGs & ONGs)

Dans beaucoup de pays, plusieurs initiatives, en matière d'alerte précoce, sont recensées. Des organisations gouvernementales ou non gouvernementales mettent en place des SAP dans le but de prévenir ou de gérer les conflits au niveau communautaire. La plupart de ces organisations, surtout celles non gouvernementales, représente une autre organisation non gouvernementale sous-régionale ou régionale, tout en entretenant d'étroites relations avec la société civile de la place. Pour illustration, le SAP de la CEDEAO, dénommé ci-après ECOWARN, coopère avec le Réseau Ouest Africain pour la Reconstruction de la Paix (WANEP), une organisation non gouvernementale sous-régionale, active dans le domaine de la prévention, gestion et résolution des conflits. Cette dernière a réussi à mettre en place des réseaux nationaux pour la construction de la paix dans les 15 pays membres de la CEDEAO. Parmi les programmes de ces réseaux nationaux, on distingue celui de l'alerte précoce. Des informations relatives à la sécurité humaine, collectées au niveau national, sont envoyées quotidiennement au système de l'ECOWARN, au niveau sous-régional, pour y être traitées.

5.4. Récapitulatif

L'architecture globale, supposée prévenir les conflits violents, diverses menaces et trafics de tout genre, apparaît comme un système hiérarchisé et interdépendant, où le principe de subsidiarité est observé. N'ayant pas pour vocation d'être exhaustif, le tableau, ci-après, recense plusieurs organisations qui s'activent dans le domaine de la prévention, gestion ou résolution des conflits violents. Si ces dernières n'ont pas mis en place un SAP, étape nécessaire à la compréhension des dynamiques sous-jacentes des conflits violents, elles ont mis en place un mécanisme de réponse ou, dans certains cas, une combinaison des deux dans un même système.

Architecture globale visant la prévention des conflits violents et celle de diverses menaces à la sécurité humaine
(Tableau non exhaustif)

International level	
IGOs	Academic
OCHA (UN)	
CDA/ UNDP (UN)	
REWS-SEE/ UNDP (UN)	
CLEWS/ UNDP (UN)	
HEWS/ ReliefWeb (UN)	
DCRP/ UNIDIR (UN)	
CPC-OSCE	
OECD/ DAC	
WBGM/ DRG	
WB-OP 8.00	
UN MISSIONS Framework Team (UN)	
CAF/ WB (Global)	
HEWSIPP/ SIPRI	
SDM/ MIT	
CCC/ OS & HU	
POFED/ CGU	
INEF/ IDP	
SM/ GIGA	
GPI/ VH	
ISWDW/ BI	
SFGR/ CSP-GMU	
PCL/ CIDCM-CSPUM	
EECW/ YU	
CWMHI/ SU	
CIDCM/ ERM	
ICG	
FPFP/ CAST	
PITF	
FAST/ SP	
Regional level	
IGOs	NGOs/ INGOs/ Academic/ Private
CEWS (AU)	
PPEWU (EU/ EC & CM)	
CRCC (EU/ CE)	
CNP (EC/ SWP)	
IS (EU/ EC-Global)	
EDA (EU)	
CRT (EU)	
NATO (Global)	
FEWER-Eurasia	
Saferworld (UK)	
Pr. Ploughshares (Canada)	
NISAT (Norway)	
PACDC/ MIIS (Canada)	
LWP/ IA (UK)	
LWPSA/ IDSA (India)	
HRW (Global)	
ISS (Africa)	
ASMP/ FAS (US)	
IR/ IRA	
Crisis Watch/ ICG	
PRRR/ IHSEG	
CRS/ EIU	
RCR/ CRG	
HRRP/ BERI (Private)	
S & PRG	
CGIS/ STRATFOR.Com	
ICRG/ PRSG	
CARD-FEWER (UK)	
FEWER-Africa/ Iuri W.	
FEWER-Eurasia (Russia)	
Regional – Sub-regional and National levels	
IGOs	GOV/ NGOs/ CSOs
MARAC (ECCAS)	
ECOWARN (ECOWAS)	
CEWARN (IGAD)	
REWC (SADC)	
COMWARN (COMESA)	
TSCTP (West-North Africa)	
MCPMRPS (ECOWAS)	
AAFC (ECOWAS)	
ECOMOG (ECOWAS)	
FOMAC (ECCAS)	
MICOPAX (ECCAS)	
EASBRIG (EACDS)	
CEWERU/ RRF (IGAD)	
ISDSC (SADC)	
CEMOC (Sahel)	
ASF (Africa)	
EIDHR (Global)	
GPPAC (Global)	
PDMIN/ DMHA (S. Asia P.)	
Respond (Global)	
JICA (Global)	
CPAF (Global)	
PSMS-BCEWS (Nigeria)	
CEWSIP (Mindanao)	
Uwiano (Kenya)	
Kemitraan (East. Indonesia)	
PTD (Indonesia)	
ITP (Indonesia)	
POV/ WCC (Switzerland)	
WANEP/ WARN (W. Afr.)	
National level	
GOs	NGOs/ CSOs
SGDN/ DAIS (France)	
BMZI/ CEWS (Germany)	
GTZ/ CAPP (Germany)	
SD/ NIC-IWL (US)	
CAA/ ACTOR (US)	
CRAVA/ USAID (US)	
C/ FACTS/ USAID (US)	
TCAF/ USAID (US)	
CCA-CGA/ DFID (UK)	
SCPFS/ DFID (UK)	
CIFP/ CU (Canada)	
CEWARNU (IGAD)	
CPAF-SAF/ CI (Netherlands)	
NEWC (SADC)	
FUGI-GEWS/ TNIRA (Japan)	
START/ GPSF (Canada)	
Conflict Prevention P. (UK)	
NICOC (SADC)	
FTI-NVCRP (Kyrgyzstan)	
FCE-PHSC	
EAWARN (Russia)	
BICC/ LWP (Germany)	
BASIC/ PLW (UK)	
USHAHIDI (Kenya)	
TLO (South Afghanistan)	
FTI/ EWVPP (Kyrgyzstan)	
WANEP-Nationaux (CEDEAO)	
FCE-PHSC (Sri Lanka)	
FEWER-Africa/ IW (DRC)	
BELUN/ CICR (Timor-Leste)	

Caption

Early Warning Systems/ Mechanisms	Academic Early Warning Systems/ Mechanisms
Private Early Warning Systems/ Mechanisms	International Intergovernmental EWS/ Mechanisms
International Non Governmental EWS/ Mechanisms	Response Systems/ Mechanisms

References

Barton et al., 2008, pp. 4, 8, 12-16 ; EEAS, 2016, pp. 4, 13 ; Laurance, 1998, pp. 83-87 ; Matveeva, 2006, pp. 1-62 ; Møeller, 2009, pp. 1-18 ; Nyheim, 2009a, pp. 121-148 ; Okechukwu, 2007, pp. 47-49 ; PULP, 2006, pp. 254-365 ; Rohwerder, 2015, pp. 1-11 ; Tasmin & Faten, 2018, pp. 15-16 ; Tiruneh, 2010, pp. 15-22 ; Wulf & Debiel, 2009, pp. 3-4, 6-35 ; Wynn-Pope, 2010, p. 21.

5.5. Semblant d'efficacité ?

Malgré la hiérarchie apparente et le semblant d'interdépendance, les interactions entre mécanismes (entre SAP ou entre SAP et mécanismes de réponse) peuvent s'avérer complexes.

La réticence à propos du partage de données est un cas illustratif pertinent. Malgré les

actions positives enregistrées par la plupart des différents organismes impliqués, le manque de confiance entre les États rend la prévention des conflits violents difficile. Quoiqu'il y ait une vision commune et un consensus sur des actions communes à prendre, en cas de menaces internes ou d'agression externe, le principe de non-interférence entre les États de l'UA, entre ceux de l'ASEAN ou encore entre ceux de la SCO, entre autres, ne favorise pas nécessairement une meilleure coordination et synchronisation appropriées des efforts visant la prévention des conflits intra- et/ ou interétatiques. Les OSC pilotant des SAP, tout en faisant la promotion de la sécurité humaine, ou plutôt du libéralisme international, selon d'aucuns, si elles ne favorisent pas, dans certains cas, l'ingérence extérieure dans les affaires internes d'un État souverain, elles trouvent du mal à la fois à prévenir, gérer ou résoudre d'éventuels conflits intra- et/ ou interétatiques. Vu sous cet angle, la multiplication ou l'hyper-décentralisation des SAP et mécanismes de réponse, considérée par ailleurs comme un atout, ne permet pas pour autant de prévenir efficacement les conflits violents au niveau national. Plusieurs éléments pourraient contribuer à expliquer ce phénomène :

- a) Les mécanismes intergouvernementaux internationaux, régionaux ou sous-régionaux (SAP et mécanismes de réponse inclus) sont confrontés à des problèmes plus ou moins similaires. Même si la transmission de l'information se fait à des degrés variés, la réponse à apporter reste évasive dans la plupart des cas (Campbell & Meier, 2007, p. 21 ; Sithole, 2012, p. 10 ; Noyes & Yarwood, 2013, p. 256 ; etc.). S'il ne s'agit pas d'une intervention humanitaire, qui dans la majeure partie des cas reflète le principe du « réalisme humanitaire », on a le plus souvent à faire à de l'ingérence, des hésitations, au manque de coordination, au "By-stander syndrome", à l'absence de courage politique, au manque de capacités et à tant d'autres défaillances (Lecoutre, 2004, p. 135 ; Piiparinen, 2008, p. 720 ; Stanton, 2009, pp. 6, 7, 11-19 ; Moolakkattu, 2010, p. 162 ; Tiruneh, 2010, p. 10 ; Austin, 2011, p. 13 ; Zenko & Friedman, 2011, p. 30 ; Murithi, 2012, pp. 12, 13 ; Sithole, 2012, pp. 1, 2, 5, 6, 7 ; DuLaney et al., 2016, p. 3 ; etc.). Pour illustration, l'intervention de l'armée française au Mali sur la demande du président en exercice (sans faire abstraction aux intérêts cachés de la France au Nord du pays), l'intervention américano-franco-britannique en Lybie, les positions et actions de l'UE, des USA et de la Russie en rapport au conflit ukrainien, la réaction de la plupart des pays membres de l'ONU face au coup d'État à l'échelle

internationale en progrès au Vénézuéla¹⁰² et, tant d'autres exemples, correspondraient à des formes de réponses inappropriées à des situations conflictuelles. Contre toute attente, les intérêts des autochtones sont toujours insignifiants face aux besoins demeurés des puissances impliquées.

- b) Les mécanismes gouvernementaux (SAP et mécanismes de réponse inclus), pour leur part, affichent un objectif clair : celui de servir les intérêts du pays, plus spécifiquement, ceux du gouvernement et, par ricochet ou étant obligés, les intérêts d'une poignée de personnes. Le contrôle absolu d'un gouvernement de ces mécanismes a pour conséquence de faire perdre à ces derniers toute leur pertinence. Pour illustration, le besoin impératif de présenter des résultats pour assurer sa réélection débouche le plus souvent sur la léthargie (Schmeidl, 2003, p. 144) et des calculs stratégiques (Carment & Garner, 1999, p. 8, 9, 10 ; Scmeidl, 2003, pp. 144, 145 ; Wulf & Debiel, 2009, p. 29 ; etc.), qui se traduisent par une réponse inappropriée face à des situations alarmantes.
- c) Enfin, les mécanismes pilotés par des OSC, des ONGs ou des OINGs (SAP et mécanismes de réponse inclus), quoiqu'efficaces dans l'identification et le recensement de facteurs pouvant porter atteinte à la sécurité humaine, leurs appels tombent le plus souvent dans de sourdes oreilles. Si l'alerte précoce adressée aux leaders politiques n'est pas ignorée, elle conduit, dans certains cas, à une forme répression (Adelman et al., 1996, p. 28 ; Laurance, 1998, p. 4 ; Schmeidl & Jenkins, 1998, p. 474 ; Okechukwu, 2007, p. 21 ; Piiparinen, 2008, p. 711, 714, 715 ; Wynn-Pope, 2010, p. 4 ; Harding & Whitlock, 2012, p. 111 ; etc.). Toutefois, la plus grande faiblesse de ces organisations reste leur incapacité à apporter unilatéralement une réponse appropriée durable, du fait, soit qu'elles n'ont pas assez de ressources ou, même si elles en ont, elles n'ont pas le mandat qui leur permet de prendre des actions sécuritaires conséquentes, comme par exemple, mobiliser le système de sécurité national dans le cadre d'une réponse opérationnelle (Rusu, 2001, p. 129 ; Matveeva, 2006, pp. 7, 37 ; Okechukwu, 2007, p. 9 ; Amao et al., 2014, p. 85 ; Apuuli, 2016, p. 9 ; etc.). Dans le cadre d'une réponse structurelle, ces organisations peuvent également être perçues comme un vecteur chargé d'exécuter, inconsciemment et indirectement,

¹⁰² Martin (2019).

le projet du libéralisme international dans des pays ou localités qui ne sont pas pour autant intéressés par de tels idéaux.

5.6. Implications de la géopolitique sur les pratiques de la médiation internationale

Les conflits d'intérêts, associés à d'éventuelles initiatives douteuses de certains acteurs, soi-disant visant la résolution, gestion ou transformation pacifique de conflits violents à travers la médiation, produisent le plus souvent des résultats modestes.

En effet, l'instrumentalisation de la médiation, à travers l'exécution d'une feuille de route préétablie, qui n'obéit pas nécessairement aux tendances et à la logique des développements issus de la réalité du conflit, mais plutôt à celle d'une poignée d'acteurs cupides, est le plus souvent vouée à l'échec. Si d'une part, l'action humanitaire est mise en avant afin de bien masquer les intérêts personnels, d'autre part, toute une rhétorique se met en place pour atteindre les objectifs fixés (Medzihorsky et al., 2017, pp. 1-4, 7-9). Les initiatives de la Ligue Arabe et de l'ONU pour résoudre la crise syrienne à travers la médiation se sont soldées par des échecs. À travers une analyse pertinente et détaillée de multiples initiatives entreprises pour résoudre pacifiquement la crise syrienne, Lundgren (2016) avance des arguments valides qui ont précipité l'échec de ces initiatives (pp. 3-10). Par contre, il semble faire abstraction, tout au long de son raisonnement, des intérêts stratégiques et géopolitiques des différents acteurs et surtout, du rôle joué par des démocraties occidentales à entretenir l'opposition dans ses différentes tactiques, afin que le régime de Baschar al-Assad soit renversé. Une telle analyse aurait permis de mieux saisir d'éventuelles raisons cachées des différents protagonistes, qui continuent d'empêcher toute résolution pacifique de la crise.

Outre, le choix du médiateur qui dépend largement du conflit, de son contexte et des belligérants (Unitar, 2010, p. 12), la médiocrité des résultats, issus de tels processus de médiation, pousse à se demander : hormis le cadre, quelle marge de manœuvre (ou degré d'indépendance) et quel pouvoir dissuasif ou stratégie inclusive, si aucun (e), dispose ou devrait disposer le médiateur pour faire face à la pression internationale et à celle des "spoilers" pendant toute la durée de la médiation (Unitar, 2010, pp. 24, 25-26, 41-46), même s'il faut garder à l'esprit que certains soi-disant "spoilers" sont plutôt des acteurs clés qu'il faudrait inclure dans le processus. Au-delà de cette problématique, une autre s'attarde sur de possibles biais du médiateur. Son impartialité et son éventuel penchant pour le profit peuvent impacter négativement l'issue de la médiation. Selon Beber (2012), à quelques exceptions près, le médiateur biaisé manque de crédibilité et est moins efficace dans la résolution des

conflits violents, que celui qui ne l'est pas (pp. 339-418). Les analyses et exemples fournis dans Beber (2012) poussent à s'intéresser à d'éventuels effets d'un degré d'induction, opposés aux possibles effets pouvant être provoqués par le biais du médiateur.

5.7. De la théorie, à la pratique, à l'évidence

Les 3 niveaux d'analyse dans l'avant-précédente et celle dans la précédente section, permettent de déceler des failles qui ne contribuent certainement pas à l'élaboration de mesures efficaces visant la prévention de tensions sociales et/ ou de conflits violents à l'échelle nationale. Pour faire face à cela, plusieurs publications visant à influencer l'adoption de bonnes pratiques ont vu le jour. Pour sa part, ayant constaté les problèmes récurrents liés au manque de financement, à l'absence d'autorité, à l'exclusion d'OSC des activités liées à la prévention de conflits violents, entre autres, Okechukwu (2007) estime que les SAP traditionnels devraient être institutionnalisés (p. 9). À côté de cela, plusieurs mesures ont également été adoptées par une multitude d'acteurs intéressés par les questions liées à la prévention des conflits violents. Pour illustration, après 12 ans de pratique et d'accumulation de connaissances inestimables en matière de prévention et de gestion de conflits violents, puis s'étant rendue à l'évidence, en s'appuyant sur un certain nombre d'études, dont 3 en particulier, réalisées en 2010, 2013 et 2014, la CEDEAO décide de mettre en place une stratégie qui vise l'amélioration de la gestion des menaces à l'échelle « nationale, sous-régionale et régionale ». Parmi les composantes de sa vision stratégique 2016-2020, il y a la volonté de mettre en place des Mécanismes Nationaux d'Alerte Précoce et de Réponse (MNAPR/ NEWRM) dans les 15 pays membres et d'optimiser leur efficacité (Commission de la CEDEAO, 2016, pp. 15, 16, 24). L'expérience de praticiens et d'organismes tels que la CEDEAO, entre autres, pousse à se rendre à l'évidence que, sans inclusion, aucunes mesures spécifiques et efficaces visant la prévention de tensions sociales et/ ou de conflits violents à l'échelle nationale, mais également, la minimisation d'actes d'ingérence sous le prétexte de l'action humanitaire, ne peuvent être élaborées unilatéralement tout en ignorant l'adhésion et la participation active des différents acteurs de la place. Afin de porter ses fruits, cette vision des choses appelle à l'institutionnalisation des SAP et mécanismes de réponse au niveau national (MNAPR). Il est cependant utile de se demander, qu'est-ce que cette institutionnalisation confère de plus aux MNAPR ?

Même s'il y a la crainte d'une récupération politique de la structure supposée héberger les MNAPR (Lavoix, 2006, p. 18), il est cependant crucial de rappeler que leur institutionnalisation comprend plusieurs aspects positifs, dont les suivants :

5.7.1. Mise en place d'une coalition solide à l'échelle nationale

Adopter en 2005 par l'Assemblée générale de l'ONU (Moolakkattu, 2010, p. 160), le principe de la responsabilité de protéger (R2P) oblige les États membres de l'Organisation à mobiliser les efforts nécessaires pour répondre aux besoins de sécurité de leurs populations. Spécifiquement, la R2P couvre 4 crimes réprimés par la Communauté internationale. Selon Davies et al. (2015) :

Member States formally accepted their enduring responsibility to protect populations from genocide, war crimes, ethnic cleansing and crimes against humanity. [...] These crimes are commonly understood to reference the 1948 Genocide Convention, the Geneva Convention on the laws of war and, the 1998 Rome Statute, which provides the legal foundations for the International Criminal Court (ICC), operational since 2002. (pp. 228-234).

Malgré son ambiguïté, la R2P peut, sous certaines conditions, devenir un atout permettant de réunir les acteurs nationaux actifs dans le domaine de la prévention des conflits violents. Au-delà du cadre juridique international, les États membres de l'ONU disposent chacun d'une base légale, notamment leur constitution, qui leur confère le pouvoir, voire l'obligation de protéger leurs populations et le territoire national contre toute sorte de risques, y compris toute menace à la sécurité humaine. Quoiqu'une réserve vis-à-vis de certaines OSC, ONGs et OINGs doive être observée, du fait notamment de leurs liens avec leurs bailleurs basés le plus souvent hors du territoire national, une solide coalition avec les leaders politiques nationaux permettrait une réduction d'éventuels abus de part et d'autre, puis favoriserait l'élaboration et la mise en place de mesures et stratégies efficaces de prévention de tensions sociales et/ ou de conflits violents à l'échelle nationale.

5.7.2. Appropriation des MNAPR/ de la structure fédératrice

Exclusivement, les MNAPR doivent servir la cause de la sécurité humaine dans toute l'étendue du territoire national. Pour ce faire, leur appropriation devient impérative. Par conséquent, parler d'appropriation, revient à promouvoir implicitement la mise en place de dispositions permettant le bon fonctionnement des MNAPR. Parmi ces dispositions, leur financement proviendrait essentiellement des caisses de l'État, sous forme d'une allocation d'un budget annuel avec l'obligation d'adresser un rapport annuel aux ayants droit

(Assemblée nationale, Parlement ou Sénat). D'aucuns pourraient fustiger cette idée, en prétendant que, pour les États n'ayant pas un budget suffisant pour couvrir leurs dépenses nationales, il ne serait pas raisonnable pour ces derniers d'envisager une telle option. Même si ces réserves semblent pertinentes, une épargne sur des dépenses inutiles lors de campagnes électorales, entre autres, suffirait largement pour assurer le bon fonctionnement de tels mécanismes. Mis à part cette idée, la rétention d'un faible pourcentage sur les taxes permettrait de financer un système destiné à servir la cause des tiers payants. En plus de cela, avec le développement de la technologie, plusieurs initiatives, dont l'approvisionnement en énergies renouvelables, pourraient, par exemple, contribuer à rendre la structure fédératrice moins coûteuse.

5.7.3. Centralisation des informations

L'objectif principal, pour paraphraser Lavoix (2006), n'est pas de se substituer aux différentes structures nationales, publiques ou privées, actives dans le domaine de la prévention de tensions sociales et/ ou de conflits violents (p. 17). Il s'agit plutôt de se donner la possibilité de centraliser différentes informations provenant de différentes sources pour un usage à des fins multiples, dont la prévention de tensions sociales et/ ou de conflits violents reste un aspect majeur. Cette manœuvre permet de se doter d'une importante base de données qui reste une propriété nationale, du fait que cette dernière est susceptible de contenir des données sensibles qui, une fois dans les mains d'acteurs malintentionnés, peuvent compromettre la sécurité nationale. Cela va donc sans dire que le partage d'informations devrait faire l'objet d'une attention particulière : quelles informations partager, avec qui, à quelle fin, pour quel résultat ? Au-delà de cet aspect, les données pourront continuellement être utilisées pour une observation longitudinale ou non de phénomènes variés. Différents types d'analyses régressives ou prospectives pourraient également être envisagées.

5.7.4. Meilleure coordination et synchronisation

Dans le cadre de la prévention de tensions sociales et/ ou de conflits violents, la centralisation des informations offre de meilleures perspectives. Elle assure une bonne coordination des informations et garantit une meilleure synchronisation des efforts visant à apporter une réponse opérationnelle et/ ou structurelle. En plus, elle permet de diminuer la duplication des efforts, l'éparpillement des ressources et peut contribuer, de façon significative, à la propagation d'informations crédibles, l'établissement de coalitions/ coopération,

l'amélioration du processus de décision, etc. (Van Walraven & Van der Vlugt, 1996, p. 5 ; Moolakkattu, 2005, p. 9 ; Souaré, 2007, p. 107 ; Amao et al., 2014, p. 89 ; etc.).

Pour ce qui est de la médiation internationale pour la résolution de conflits violents, la centralisation des informations, évoquée ci-dessus, pourrait permettre l'établissement d'un conflictogramme détaillé, qui peut être mis à la disposition du médiateur dépêché et de son équipe, afin qu'ils s'imprègnent des réalités sous-jacentes du conflit pour lequel ils sont mandatés pour en faciliter la résolution.

5.7.5. Croissance économique en perspective

Les données provenant des MNAPR/ de la structure fédératrice peuvent être utilisées pour une relance ou amélioration de la croissance économique. En fonction de la vision et des priorités, différents types de partenariats peuvent être conclus avec des acteurs locaux, sous-régionaux, régionaux ou internationaux appartenant au secteur public et/ ou privé. Ces actions de coopération gagnant-gagnant peuvent contribuer, progressivement, à corriger des tendances négatives pouvant provenir de différents secteurs et par conséquent, propulser le développement économique de façon durable.

En conclusion, malgré les craintes d'une récupération politique, il y a une forte probabilité que l'institutionnalisation des SAP et mécanismes de réponse puisse contribuer de façon significative à une meilleure prévention et gestion de tensions sociales et/ ou de conflits violents au niveau national, si la structure supposée héberger le MNAPR est assez inclusive et jouit d'une indépendance inébranlable devant quelques manipulations ou intimidations que ce soit, mais également si l'on s'en remet à une vision bien partagée au sein de l'ONU, à travers laquelle, il est estimé que :

The primary responsibility for conflict prevention rest within national Governments and other local actors. Without a sense of national ownership in each case, prevention is unlikely to succeed. Preventing the emergence of armed conflict requires early action by national actors and, where appropriate, by the international community. The earlier a dispute or inequity with the potential to lead to armed conflict can be identified and addressed successfully, the less likely it is that the situation will deteriorate into violence. Early action taken nationally to alleviate conditions that could lead to armed conflict, with international assistance, as appropriate, can help strengthen the sovereignty of States. (UN, 2001, pp. 6-7).

Chapitre 6 : Discussion générale

Nos analyses, réalisées à partir de différents types de données, à savoir, les données issues de la recherche documentaire en ligne au sujet des SAP, d'une part, couvrant la période de 1990 à 2016 et, celles issues de l'entretien du focus-group avec des praticiens des SAP, d'autre part, réalisé le 6 mars 2018 au Sénégal, permettent d'avancer des arguments solides pouvant contribuer à expliquer certaines raisons derrière les maigres apports des SAP et mécanismes de réponse.

S'il ne fait plus aucun doute, qu'un bon nombre de défaillances empêche aux SAP et mécanismes de réponse de jouer pleinement leur rôle¹⁰³, il est devenu clair que ces mécanismes peuvent contribuer efficacement à la prévention, gestion et transformation pacifique de tensions sociales et/ ou de conflits violents. En effet, dans la littérature comme sur le terrain, il est attesté que le travail des SAP peut peser positivement lors de la prise de décisions pouvant contribuer à la préservation de la vie (Schmeidl & Jenkins, 1998, pp. 474, 475-476 ; Schmeidl, 2003, pp. 141, 142, 143, 150 ; Nyheim, 2009b, pp. 5, 6, 7, 12 ; Kahl et al., 2012, p. 30 ; Vadlamudi, 2013, p. 33 ; Tshimba, 2014, pp. 6, 7 ; Verdeja, 2016, p. 27 ; etc.). Pour illustration, les alertes, éclairages et recommandations apportés par différents mécanismes, dans différents endroits du globe, ont été à l'origine de plusieurs accomplissements. Amao et al. (2014) sont d'avis que les SAP ont contribué à la réduction des tensions à l'occasion des élections de 2007 et 2008 au Kenya (p. 88). Ackermann (2003b, pp. 7-8), Nyheim (2009b, p. 3) et Meyer & Otto (2016, p. 212) soutiennent, respectivement, que l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) a contribué, à travers ses activités, à l'apaisement des tensions en Macédoine en 2001. Pour sa part, Musila (2013) rappelle que la plateforme Uwiano¹⁰⁴, à travers une dissémination rapide des informations, a contribué, significativement, à l'instauration du dialogue entre communautés, à la médiation et à la réconciliation au Kenya (p. 45). Beaucoup d'autres réalisations peuvent s'ajouter à la présente liste.

Toutefois, malgré leurs accomplissements, les SAP continuent de susciter la méfiance auprès de nombreux décideurs politiques. D'abord, les défaillances, identifiées dans la littérature comme dans la pratique, ont fait l'objet d'une analyse critique à travers laquelle il a été possible de démontrer la faible contribution des SAP et mécanismes de réponse dans la

¹⁰³ Pour plus de détails, le lecteur peut se référer au compendium en annexe à la thèse (pp. 281-374, 463-548).

¹⁰⁴ Permet la surveillance des menaces à la paix et relie l'alerte précoce aux mécanismes de réponse (Kahl et al., 2012, p. 30).

prévention et gestion de tensions sociales et/ ou de conflits violents¹⁰⁵. Selon d'autres, cette faible contribution pourrait être attribuée aux manquements de ces mécanismes. Concernant les SAP, l'insuffisance des ressources (Campbell & Meier, 2007, p. 7 ; Wulf & Debiel, 2009, p. 14 ; Tshimba, 2014, p. 5 ; etc.), l'absence de données factuelles (Nathan, 2007, p. 53 ; Meyer & Otto, 2016, p. 201 ; Focus-group, 2018, lignes 324-331), l'alarmisme (Woocher, 2006, p. 17), les analyses complexes (Schmeidl & Jenkins, 1998, p. 473), l'absence de recommandations (Lavoix, 2006, p. 15) et d'analyses prospectives (Schmeidl & Jenkins, 1998, p. 473), entre autres, seraient des facteurs déterminants. Pour ce qui est des mécanismes de réponse, une connaissance superficielle des conflits (Lecoutre, 2004, p. 15), l'absence d'options convaincantes (Matveeva, 2006, p. 27 ; Bellamy, 2011, p. 6 ; Tshimba, 2014, p. 7) et l'insuffisance des ressources (Lecoutre, 2004, p. 156 ; Hazlett, 2011, pp. 1-2 ; Apuuli, 2016, p. 11 ; etc.), entre autres, seraient également des facteurs déterminants. Ensuite, sachant qu'une prévention efficace des conflits violents dépend exclusivement de la crédibilité des informations, à partir desquelles d'importantes décisions seront prises (Kahl et al., 2012, p. 27), une analyse approfondie de cet aspect a permis de mettre en exergue 2 méthodes complémentaires de collecte d'informations à des fins d'alerte précoce. Il s'agit d'une approche classique et de celle du Crowdsourcing¹⁰⁶, qui permettent l'exploitation de données provenant de sources ouvertes et variées¹⁰⁷. Nos analyses révèlent que ces deux méthodes enregistrent deux variables, en l'occurrence, des défaillances liées au maniement des informations et celles liées à leur analyse, dont la non-maîtrise causerait d'éventuelles complications. Chacune de ces variables englobe des sous-variables éducatives¹⁰⁸. Pour illustration et afin d'exposer d'éventuels enjeux autour de l'alerte précoce, Vadlamudi (2013) revient sur la crédibilité des informations collectées par des ONGs ou autres organisations pilotant des SAP (p. 29). S'il est vrai que certaines ONGs peuvent avoir en possession des informations crédibles en rapport à un conflit violent ou à un potentiel génocide, il est aussi avéré que certaines parmi ces mêmes ONGs peuvent manipuler des informations en leur possession, afin de catalyser ou non une réaction souhaitée (Grünfeld & Vermeulen, 2009, p. 228 ; Wynn-Pope & Cousins, 2011, p. 15 ; Vadlamudi, 2013, p. 29 ; etc.). Ceci révèle, non seulement, l'influence que peuvent exercer les ONGs à travers ces mécanismes, mais

¹⁰⁵ Pour plus de détails, le lecteur peut se référer au chapitre 3 de la thèse (pp. 131-142).

¹⁰⁶ "Crowdsourcing uses technology to receive specific information from a crowd of people related to targeted topics or issues, and then allows for this information to be geographically mapped". (Kahl et al., 2012, pp. 27-28).

¹⁰⁷ Pour plus de détails, le lecteur peut se référer au chapitre 4 de la thèse (pp. 143-149).

¹⁰⁸ Pour plus de détails, le lecteur peut se référer aux annexes de la thèse (pp. 304-329 ; 329-339).

également les idéologies qui les sous-tendent et qui en font de potentiels vecteurs hautement politisés, capables d'entraîner, de façon subtile, la transformation progressive d'une société, selon la vision de ceux qui entretiennent ces mécanismes. Par ces arguments, on entre dans le terrain de jeu où se confrontent les visions réalistes, libérales, socialistes, communistes ou encore constructivistes. Pour paraphraser Nyheim (2009a), dont les propos ne reflètent pas nécessairement notre illustration, depuis les événements du 11 septembre 2001, les SAP doivent dorénavant faire un choix parmi ces différentes idéologies¹⁰⁹, s'ils veulent rester pertinents par rapport à la vraie cause de la prévention des conflits violents ou bien par rapport aux acteurs qui les financent, eu égard aux intérêts de ces derniers (p. 41).

Toutefois, bon nombre de chercheurs comme de praticiens réfutent l'idée, selon laquelle, les manquements de ces mécanismes seraient à l'origine d'une prévention inefficace de tensions sociales et/ ou de conflits violents. Soutenir une thèse contraire serait un aveu d'ignorance qui contribue à nier les progrès et avancées enregistrées par ces mécanismes. Malgré les nombreuses défaillances, il est dorénavant reconnu que les SAP abattent un travail d'une grande qualité en matière de collecte, de vérification, de transmission de données à des fins d'alerte précoce, mais également de formulation de scénarios, de recommandations et de rapports destinés à mieux éclairer les décideurs politiques lors de leurs prises de décisions (Mensah, 2017, pp. 3-46). C'est la responsabilité des décideurs politiques qui est plutôt mise en cause. Même s'il existe des raisons valables qui peuvent contribuer à dédouaner ces derniers, nos analyses nous montrent que les décideurs politiques sont souvent complices et, à bien des égards, contribuent, volontairement ou involontairement, à l'inefficacité de la prévention de tensions sociales et/ ou de conflits violents. Pour illustration, ce qui se joue actuellement au Vénézuéla ressemble à un coup d'État à l'échelle internationale, initié par les États-Unis d'Amérique et appuyé par un bon nombre de pays sud-américains et européens. Au-delà des opinions partisans et des analyses pertinentes sur le processus électoral vénézuélien de 2018¹¹⁰, si ce n'est des calculs stratégiques avec des intérêts en vue, qu'est-ce qui peut pousser des pays qui se disent démocratiques, contre toute prescription du droit international, à promouvoir ouvertement la prise de pouvoir par un membre de l'opposition non élu, au détriment d'un président légitimement élu par ses concitoyens ?¹¹¹ Si les acteurs devant et pouvant contribuer significativement au maintien de la paix, partout où il en est question, se prêtent à des jeux stratégiques et géopolitiques au détriment des populations

¹⁰⁹ Cette partie ne reflète aucunement l'opinion de Nyheim (2009, p. 41), mais est plutôt la nôtre.

¹¹⁰ García-Guadilla & Mallen, 2018, pp. 62-74.

¹¹¹ Biassette (2019).

innocentes, cela ne constitue-t-il pas une menace à l'esprit de la prévention et gestion de tensions sociales et/ ou de conflits violents ?

Même si l'argument de Strachan (2008), concernant l'objectif des conflits, du moins de ceux à partir des années 1990, reste valide, contrairement à une partie de celui de Clausewitz, soutenant que ces derniers visent la paix, cela n'enlève en rien le principal argument de ce dernier, devenu selon toute vraisemblance, de plus en plus contesté depuis la fin de la guerre froide (S. 10), certes, mais qui soutient cependant et, à juste titre, que : „Der Krieg ist also ein Akt der Gewalt, um den Gegner zur Erfüllung unseres Willens zu zwingen“, (Clausewitz, 1963, S. 13) ; en d'autres termes, la guerre est un acte de violence pour obliger l'opposant à accepter notre volonté ; même si, dans un autre contexte, l'affrontement pourrait avoir pour objectif ultime la reconnaissance, le respect ou encore la liberté. Seulement, la réalité des soi-disant guerres contre le terrorisme¹¹², depuis 2003 à nos jours, ne contredit pas pour autant la position de Clausewitz sur le but ultime de la guerre, du moins, celui soulevé par la citation ci-dessus. La réaction de Colin Powell face à l'autorisation par l'administration américaine d'une intervention militaire en vue d'arrêter les massacres de Srebrenica, invoquant la philosophie de Caspar Weinberger, alors Ministre de la défense sous l'administration Reagan, vision apparentée à la pensée de Clausewitz de la guerre¹¹³, montre bien le besoin d'un motif pour entrer en guerre ou intervenir dans un conflit. Le réalisme humanitaire, ainsi que le By-stander syndrome s'appliquent, si l'intervention militaire ne s'avère pas bénéfique pour les forces et individualités éventuelles prévoyant une telle intervention. Si des considérations culturelles ou religieuses, semble-t-il, s'avèrent difficiles à être invoquées, eu égard au cas douloureux de Srebrenica, qu'est-ce qui explique dès lors le By-stander syndrome des forces onusiennes stationnées dans les parages, avant et pendant les massacres¹¹⁴ ? Au-delà de ce cas de figure, cette réflexion permet de faire une transition pour aborder l'argument de la guerre d'influence, selon lequel, la guerre froide n'a jamais cessé dans les faits, en ce sens que les super-puissances ont toujours adapté leurs stratégies, afin d'embarquer pays industrialisés comme non industrialisés dans leur giron d'influence, dans le but de disposer d'une importante alliance capable d'aliéner l'autre, c'est-à-dire, l'ennemi potentiel¹¹⁵. À ce propos,

¹¹² Sans pour autant nier son existence, ni l'urgence de le combattre, cependant avec la manière qu'il faudrait, quel que soit sa forme.

¹¹³ Strachan, 2008, S. 8.

¹¹⁴ Nuhanovic, 1998, pp. 57-61.

¹¹⁵ Cependant, la montée de la Chine inspire et confirme la fin progressive du monde unipolaire et contribue à contrebalancer l'hégémonie insolente américaine. Comme la Russie, la Chine est devenue une puissance et, en dépit de ses efforts, devrait se positionner davantage et s'inspirer des actions récentes de la Russie, visant à

nous pouvons nous poser les questions suivantes : au-delà des conditions que posa Colin Powell concernant l'intervention en Srebrenica¹¹⁶, qu'est-ce qui explique la volonté de l'administration américaine d'alors de vouloir intervenir militairement, afin d'arrêter les massacres de Srebrenica et villages aux alentours en 1995, alors qu'elles avaient commencé bien avant ?¹¹⁷¹¹⁸ Est-ce simplement de l'humanitaire au vrai sens du terme ou bien des calculs stratégiques ? Coïncidence ou pas, plusieurs pays du bloc soviétique et de l'ex Yougoslavie sont devenus membres de l'OTAN¹¹⁹, engagés sur la base des principes portés par les États fondateurs européens et américains, signataires de l'accord, au nom de la protection contre une menace qui, jadis, existait du temps de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS)¹²⁰, mais dorénavant instrumentalisée et, pour laquelle, les pays membres de l'OTAN se voient obliger de déboursier 2% de leur budget de défense¹²¹¹²² (qu'ils auraient pu investir dans leur propre armée ou dans la constitution de celle de l'Union européenne), sans jamais oser remettre en question ce que toute cette manœuvre cache¹²³¹²⁴. Les positions récentes de la Chancelière Merkel et du Président français, souhaitant concrétiser la défense européenne, font déjà grincer des dents à Washington ; une réaction très édifiante et, selon quoi, à votre avis ? Il semblerait en tout cas que l'accentuation de la menace chimérique russe¹²⁵ sur l'Europe de l'Ouest ait produit ses effets à travers l'élargissement de l'OTAN, notamment par l'intégration des pays du bloc soviétique et de l'ex Yougoslavie. Dès lors, l'aspect économique occupe une place importante dans la plupart des provocations ou

s'opposer aux invasions arbitraires de pays riches en ressources naturelles, mais avec des capacités militaires limitées.

¹¹⁶ Strachan, 2008, S. 8.

¹¹⁷ Nuhanovic, 1998, pp. 57-60.

¹¹⁸ Larance, 1998, pp. 66-67.

¹¹⁹ Janša, 2009, p. 206.

¹²⁰ Janša, 2009, p. 204.

¹²¹ Anonymous, 2018, p. 1.

¹²² OTAN, 2006, pp. 61-69.

¹²³ Janša, 2009, p. 206.

¹²⁴ Barany, 2009, p. 237.

¹²⁵ C'est extraordinaire de voir comment l'Occident essaye à chaque fois de réécrire l'histoire de la seconde guerre mondiale, alors que c'est la Russie qui a vaincu et affaibli la Wehrmacht, à travers l'opération « Barbarousse » en 1941 et, par la même occasion, libéré beaucoup de pays de l'Europe de l'Est, parmi lesquels, l'Ukraine. Quoique Staline ait reçu en 1942 une aide substantielle américaine en matériel et en vivres, l'armée rouge avait déjà bien affaibli la Wehrmacht et, les alliés occidentaux, lorsque malmenés par l'armée nazi vers la fin des années 1944 dans les Ardennes, ils ont demandé main forte à l'armée rouge. Donc, les conditions étaient déjà réunies pour favoriser le débarquement en Normandie et assurer sa réussite. Cette partie de l'histoire est, selon toute vraisemblance, sciemment occultée lors de la plupart des récentes commémorations en Occident. Toutefois, le sentiment antistalinien s'est développé, et ce à juste titre, à cause de ses ambitions hégémoniques et surtout à cause des massacres et « persécutions des années 30 » dans la plupart des pays de l'Europe de l'Est (Graziosi, 2010, pp. 143-180). Le sentiment antirusse actuel ne serait, selon toute vraisemblance, qu'une transposition de celui antistalinien de l'époque de l'URSS, projeté sur la nouvelle Russie et exploité à des fins idéologiques et géo-économico-politiques par son plus grand rival, les États-Unis d'Amérique.

conflits délibérés, même si celui idéologique n'est pas pour autant en rade. La guerre en Irak de 2003 en offre la parfaite illustration. Si une publication de France 24, datant de 2013¹²⁶, offre la possibilité de faire le lien entre guerre et affaires, sans pour autant cautionner les informations fournies dans les différents documents dont la source fait référence¹²⁷, il est possible, après croisement des informations, de constater l'implication de prestataires qui ne se déplacent pas en zone de conflits pour rien : assurer la reconstruction des infrastructures d'un pays que l'on a soi-même détruit, au nom de la démocratie et des droits de l'Homme, en offrant des contrats alléchants à des entreprises ressortissant du/ des pays ou de la coalition ayant entrepris la guerre, devient, malheureusement en ce 21^{ème} siècle, une pratique courante qui fait le bonheur d'une poignée de personnes et le malheur de populations, qui n'ont que pour tort le fait de vivre sur des territoires riches en ressources naturelles et dont ils souhaitent profiter en toute légitimité. Cette triste réalité, pouvant présentement être constatée en Irak et, momentanément en échec au Vénézuéla de Maduro, est encore mieux exposée par Lacoste (2003), lorsqu'il met en exergue, dans son article, le business autour du complexe militaro-industriel américain et toutes ses implications (pp. 3-16).

En plus de remettre en question les pratiques de certaines puissances, la réflexion, faite ci-dessus, visera un autre objectif, notamment celui d'attirer l'attention des acteurs prétendant contribuer à la résolution des conflits violents, à l'instar des médiateurs internationaux, diplomates ou praticiens des SAP, entre autres. Si l'humanisme, l'humanitaire ainsi que le philanthropisme n'excluent pas le pragmatisme, ces acteurs joueraient mieux leur rôle, s'ils venaient à se rendre à l'évidence que, selon Caspar Weinberger :

Niemand sollte vernünftigerweiser einen Krieg beginnen – ohne sich zunächst darüber klar zu werden, was wer mit diesem Krieg erreichen will und wie er ihn führen will.
(Strachan, 2008, S. 8).

En d'autres termes, cette citation nous apprend que nul ne devrait, en toute ignorance, entreprendre une guerre. Connaissant la position de Caspar Weinberger, selon Strachan (2008, S. 8) ou encore selon Church, McGeary & Van Voorst (1984, pp. 1-2), qu'est-ce que ce passage peut donc bien signifier ? Encore mieux, quel message cette citation délivre-t-elle aux acteurs engagés dans la prévention, gestion et résolution de tensions sociales et/ ou de conflits violents ? En réalité, personne n'entreprend une guerre ou ne décide de provoquer des tensions sociales sur un coup de tête et, de façon spontanée. Si l'on décide d'entreprendre une

¹²⁶ France24 (2013).

¹²⁷ Financial Times (2019) ; NBC NEWS (2013).

guerre ou de provoquer des tensions sociales, avec tout ce que cela comporte en termes de planification, comment ne pas se fixer des objectifs au préalable ? Les invasions arbitraires de l’Afghanistan de 1979 à nos jours¹²⁸¹²⁹, de l’Irak en 2003, de la Lybie en 2011, de même que les tentatives de déstabilisation de la Syrie en 2011, de la Côte-d’Ivoire en 2011, abstraction étant faite à celles qui ont pris place dans la plupart des pays africains depuis la période des indépendances à nos jours; sans oublier celles perpétrées dans les Caraïbes, à Cuba ou en Haïti, entre autres; ainsi que dans la plupart des pays de l’hémisphère sud-américain, spécialement au Vénézuéla, depuis l’époque Chavez à celle de Maduro, etc., ou encore les récentes tensions en Ukraine, montrent que la majorité des conflits et/ ou tensions sociales, du moins, les plus récents, menés pour la plupart du temps par l’alliance américano-franco-britannique, avec l’implication de l’OTAN, sous le prétexte d’une lutte contre un prétendu terrorisme¹³⁰ ou d’une quelconque intervention humanitaire, sont purement et simplement motivés. Si ce n’est pas le contrôle des ressources naturelles de pays avec des capacités militaires limitées, c’est une tentative d’anéantir toute velléité d’adopter des visions socialiste ou communiste, au profit du capitalisme ou encore du libéralisme, qui va de paire avec la volonté d’implanter le projet libéral international dans des endroits pas du tout intéressés par de tels idéaux ; d’où notre interrogation : comment prévenir, gérer ou résoudre les conflits violents, si de tels comportements ne posent aucun problème à la Communauté internationale ?¹³¹ De tels agissements, en confirmant l’hyper-politisation de la prévention et du règlement des conflits violents, favorisent indirectement l’apparition d’initiatives qui ont pour but, à travers la bonne gouvernance, de contribuer au soulagement des populations prises au piège entre les intérêts de belligérants qui ne se soucient que de leurs profits.

Par conséquent, face à la démission de l’ONU et de ses organes devant servir la justice internationale¹³² et, hormis le constat fait ci-dessus, plusieurs raisons appellent à une

¹²⁸ Leake, 2018, pp. 240-262.

¹²⁹ Esser, 2014, pp. 373-385.

¹³⁰ D’où le besoin urgent d’avoir une définition commune de ce qu’est le terrorisme et de définir les critères, selon lesquels, tout individu pourrait, du jour au lendemain, se voir attribuer le qualificatif « terroriste ».

¹³¹ Là encore, à l’instar du Prof. Amine Aït-Chaalal de l’Université Catholique de Louvain-la-Neuve, membre du jury lors de la soutenance de ma thèse de doctorat, une définition commune s’impose. Qu’est-ce que la Communauté internationale ? Quels sont les membres qui la constituent ? Est-ce uniquement les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité de l’ONU ou quelques membres de ce même Conseil et leurs alliés ? Qu’en est-il du reste des pays membres de l’ONU ?

¹³² Une raison de plus pour soutenir les changements nécessaires proposés par le Président Tshisekedi et d’autres leaders politiques, visant une réforme de fond en comble du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Ces réformes devraient même aller au-delà du Conseil de Sécurité et donner le pouvoir à l’Assemblée générale des Nations Unies, où toutes les lois et conventions seront votées ; n’est-ce pas une meilleure façon pour l’Occident de prouver au reste du monde entier son attachement solennel aux principes de la démocratie, devenue malheureusement une arme fatale pour déstabiliser des régimes déjà affaiblis.

institutionnalisation des SAP et mécanismes de réponse au niveau national. Loin de s'isoler ou d'ignorer le multilatéralisme, cette vision des choses a pour objectif de s'assurer d'une meilleure analyse et prise en charge des menaces à la sécurité humaine au niveau national. Pour ce faire, l'accent est mis sur l'inclusion et l'implication de tous les acteurs concernés aux niveaux communautaire, local/ national, sous-régional, régional et international. Toutefois, dans le cadre d'une réflexion approfondie sur cette façon de voir¹³³, certaines préoccupations ont poussé à se demander, a) si l'institutionnalisation des SAP et mécanismes de réponse, au niveau national, pouvait garantir plus d'efficacité dans la prévention et gestion de tensions sociales et/ ou de conflits violents, et b) si cette institutionnalisation de ces mécanismes ne constitue pas, en soi, une occasion idoine pour que les pouvoirs politiques, en place, en profitent pour se tirer d'affaire facilement ? Même si des risques d'instrumentalisation de ces mécanismes existent (Lavoix, 2006, p. 18), il ne faudrait pas perdre de vue que la plus-value, qu'offre cette vision des choses, en vaut la peine. L'inclusion de tous les acteurs concernés, aux niveaux communautaire et local/ national, présuppose une co-construction des réalités, en d'autres termes, une intersubjectivité qui, tout en veillant à ce que les menaces à la sécurité humaine diminuent progressivement, va servir, en même temps, de garde-fou pour la préservation des valeurs d'une société donnée. En plus, une telle démarche reflète ce qu'exige la bonne gouvernance. Elle permet une concertation avec ses concitoyens, pour ne pas dire, qu'elle assure, progressivement, l'instauration d'une démocratie participative, à travers laquelle, la critique devient constructive et nécessaire pour la prise de bonnes décisions et le maintien de la santé démocratique d'un pays. Quoique l'existence de régimes-dits autoritaires contribue à remettre en question la noblesse et la faisabilité de cette vision des choses, des stratégies sur mesure, inclusives et non complaisantes, peuvent cependant être développées et mises en place, afin de favoriser plus de volonté politique.

¹³³ Pour plus de détails, le lecteur peut se référer au chapitre 5 de la thèse (pp. 150-164).

Chapitre 7 : Conclusion générale

Dans l'optique de mieux appréhender les raisons, derrière la faible contribution des SAP et mécanismes de réponse, dans la prévention et gestion de tensions sociales et/ou de conflits violents, nous nous sommes d'abord fixés comme objectif, de a) recenser, dans la littérature, des difficultés et recommandations liées à ces deux types de mécanismes, puis, b) d'examiner minutieusement les données recueillies, afin de formuler des pistes de réflexion pouvant contribuer à minimiser les défaillances enregistrées, d'une part et, de booster l'efficacité des SAP et mécanismes de réponse, dans la prévention et gestion de tensions sociales et/ ou de conflits violents, d'autre part. Pour ce faire, nous avons privilégié une approche rétrospective, qui consistait à consulter des documents en ligne au sujet des SAP et mécanismes de réponse, de 1990 à 2016. Afin de donner plus de solidité à notre investigation, un focus-group, avec des praticiens des SAP, a été organisé en mars 2018 au Sénégal.

Concernant la méthode de recherche documentaire en ligne, une stratégie de recherche a été préalablement élaborée. Elle prend en compte des éléments essentiels, tels que la définition de mots clés en français et leur traduction en anglais et en allemand, l'utilisation de moteurs de recherche et de revues spécialisés, la définition de critères d'inclusion des documents à explorer. Les résultats de la recherche documentaire en ligne sont soumis à deux types de critique : des critiques indépendantes académiques et professionnelles. Pour ce qui est de la seule critique indépendante académique, elle pose le problème de la subjectivité lors de la dénomination des catégories et sous-catégories qui hébergent les différents types de difficultés ou de recommandations liés aux SAP et aux mécanismes de réponse. Cette subjectivité peut être consciente ou inconsciente en fonction de la représentation que le chercheur se fait de la réalité. Concernant les critiques indépendantes professionnelles, elles ont infirmé, validé ou confirmé l'existence de certaines difficultés liées aux SAP et mécanismes de réponse. Pour ce qui est du focus-group, l'obtention de données empiriques était devenue cruciale. Ainsi, tout un processus a été observé jusqu'à la tenue du focus-group. À la suite du dépouillement des données, issues du focus-group, une série de difficultés et de recommandations, liée aux SAP et mécanismes de réponse, a été recensée.

Ayant privilégié la technique de l'analyse thématique de contenu, recours a été particulièrement fait aux analyses inter- et intra-catégorielle. La première a permis la classification hiérarchique des données recueillies, de part et d'autre, tandis que la seconde, avec le principe de l'inférence, a permis leur décryptage et interprétation (Albarello, 2007, pp.

83-84). Ainsi, nos analyses montrent, respectivement, et de façon générale, une évolution insignifiante de difficultés pouvant être considérées comme dépassées, pour la période de 1990 à 2016 ; et ce, malgré les avancées enregistrées de part et d'autre. Parmi la série de recommandations formulées à l'endroit de ces deux types de mécanismes, des mesures incitatives, non complaisantes et favorisant plus de volonté politique, permettraient une amélioration considérable des SAP et mécanismes de réponse, vu le lien interdépendant établi entre la plupart des difficultés auxquelles ces mécanismes font face. En plus de ces analyses, faites séparément, le croisement des données, issues de la recherche documentaire en ligne et du focus-group, a permis de déterminer un certain nombre de difficultés communes. Il a également permis de confirmer notre hypothèse générale de recherche, ainsi que les quatre postulats spécifiques formulés, à l'exception du cinquième, du côté des difficultés liées aux SAP ; postulat pour lequel, nous n'avons pas eu assez d'informations de la part des praticiens pour le confirmer. Ce cinquième postulat concerne l'inexistence d'un levier de pression, qui permettrait de situer les responsabilités, au cas où il est avéré que la réaction tardive à l'alerte précoce est un acte délibéré ou non. Cependant, ce même postulat a été confirmé du côté de l'analyse des difficultés liées aux mécanismes de réponse. Toutefois, il se pourrait que d'autres données, auxquelles nous n'avons pas eu accès au moment de nos analyses, viennent démontrer le contraire. De même, d'éventuels progrès, enregistrés par ces mécanismes et, auxquels nous n'avons pas eu connaissance pendant que nous analysions les données, pourraient également nous prouver le contraire. Cependant, la littérature récente à leur égard, ainsi que les analyses issues de l'entretien du focus-group, réalisé en mars 2018 avec des praticiens des SAP, tendent à démontrer le contraire, jusqu'à preuve du contraire. Malgré ce travail minutieux, nous émettons une autre réserve liée, cette fois-ci, à la généralisation des résultats et due, essentiellement, au nombre non représentatif de critiques indépendantes académique et professionnelles (6 critiques en tout), ayant passé en revue les résultats de notre recherche documentaire en ligne. Enfin, nos analyses ont permis de répondre, par l'affirmative, à la question générale de recherche, qui voulait savoir, si la faible implication des leaders politiques et celle des populations exercent un impact négatif sur l'efficacité des SAP de la troisième génération et sur la sécurité du personnel.

Au-delà de ces analyses, une réflexion poussée, concernant la contribution et l'efficacité des SAP dans la prévention et gestion de tensions sociales et /ou de conflits violents, recommande la reconsidération de ceux de la troisième génération sous forme de mécanismes multifonctionnels de synthèse d'information et de prospectif de développement, non

préjudiciables aux intérêts de l'État et de ceux de la société civile. Cette vision des choses est censée répondre efficacement aux menaces à la paix et à la sécurité humaine, mais également à la demande de bonne gouvernance. En effet, les mêmes informations ayant servi à alerter les leaders politiques sur l'occurrence, la reprise ou l'escalade d'éventuelles menaces, peuvent, au-delà de la prévention, gestion et transformation pacifique de telles menaces, faire l'objet d'une utilisation rationnelle et responsable, visant un développement économique durable. La centralisation de ces informations de sources ouvertes et variées, au niveau national, offre une meilleure compréhension des réalités, qui demandent une intervention efficace, judicieusement planifiée au préalable. Cette intervention peut être opérationnelle ou structurelle, ou même les deux à la fois, en fonction de la situation qui prévaut. En guise d'illustration, des accords de partenariat/ coopération, gagnant-gagnant, peuvent ainsi être conclus et favoriser une dynamisation ou redynamisation du secteur économique. Il est également question que cette collaboration s'élargisse aux niveaux sous-régional, régional et international, en fonction de la réalité en cours. Plus important encore est un compromis qui permet à ces mécanismes de jouir d'une indépendance d'exercer sans intimidations aucunes, ni de parti pris. Toutefois, vu l'objectif visé, la gestion et manipulation des informations qui, par ailleurs, permettent une meilleure compréhension de la dynamique sous-jacente des menaces, mais également la prise de décisions basées sur des faits, demande une grande prudence et une maîtrise de l'information. Par conséquent, afin d'optimiser l'efficacité de la prévention et gestion de tensions sociales et/ ou de conflits violents, un appel à l'institutionnalisation des SAP et mécanismes de réponse, au niveau national, se fait de plus en plus entendre, malgré d'éventuelles risques de manipulation et la crainte d'une récupération politique de ces mécanismes. Ceci fait partie d'une stratégie qui vise à faire face aux menaces à la paix et à la sécurité humaine au micro-niveau, c'est-à-dire au niveau local/national et communautaire. La plus-value de cette approche réside dans ses offres, telles que la mise en place d'une coalition solide au niveau national, l'appropriation de ces mécanismes, la centralisation des informations, une meilleure coordination et synchronisation des efforts à déployer et une croissance économique en perspective.

Hormis l'accent sur la mise en place d'une structure fédératrice, permettant d'abriter les SAP et mécanismes de réponse et, la proposition d'un outil de travail en phase d'élaboration et de conceptualisation, une multitude de recommandations à l'endroit des SAP et mécanismes de réponse sont formulées. Elles sont issues de la recherche documentaire en ligne et du focus-

group réalisé en mars 2018 avec des praticiens au Sénégal¹³⁴. Ainsi, en réponse à la question formulée dans le libellé de la thèse, nous sommes tentés de dire, selon les résultats de nos différentes analyses et après confirmation de l'hypothèse générale de la recherche, l'institutionnalisation et la fédération des SAP et mécanismes de réponse en une entité, qui fonctionne sous forme de mécanismes multifonctionnels de synthèse d'informations et de prospectif de développement, au-delà de la prévention, gestion et transformation pacifique des conflits violents, au niveau national, constitue une stratégie intéressante, malgré les risques de récupération politique. Elle s'appuie sur la coopération qui favorise l'implication de tous les acteurs concernés. Cette coopération permet la responsabilisation, l'appropriation et la mise en place de mesure efficaces de prévention qui peuvent, à leur tour, contribuer à garantir la sécurité et la paix et propulser le développement économique, de façon durable.

¹³⁴ Pour plus d'informations par rapport aux recommandations liées aux SAP et mécanismes de réponse, le lecteur peut se référer au compendium annexé à la thèse (pp. 375-461, 549-595).

Chapitre 8 : Réalisations, orientations et expériences

8.1. Contribution de la thèse

Au-delà des éclairages, apportés dans plusieurs domaines au sujet des SAP et mécanismes de réponse, les lignes, qui suivent, mettent en avant quelques résultats de la réflexion critique, qui a été menée et, qui a abouti à ce qui peut être considéré comme une contribution. Cette dernière concerne les domaines théorique et pratique.

8.1.1. Contribution théorique

Elle se rapporte plus au débat sur l'objectif des SAP et sur ce qui est communément appelé le manque de volonté politique (MVP).

8.1.1.1. Recadrage du débat sur l'objectif des SAP

Parmi les enseignements tirés, suite aux analyses de nos différents types de données, il est concevable d'établir une complémentarité entre les deux idéologies, qui sous-tendent la discussion autour de l'objectif des SAP. La mise en évidence d'une étroite interdépendance entre SAP et mécanismes de réponse le suggère également. Sachant que la réponse dépend et devrait toujours dépendre de la situation qui prévaut sur le terrain, le débat sur la politisation ou non des SAP ne devrait même pas se poser face à des vies en danger, qui ne demandent qu'à être préservées. Les exemples des génocides du Rwanda (Nyheim, 2009a, pp. 28-32) et de Srebrenica (Grünfeld & Vermeulen, 2009, pp. 221-233), étant à l'origine de ce débat, montrent, qu'il faut nécessairement l'implication de toutes les couches de la société, surtout celle des leaders politiques, afin qu'une réponse appropriée, opérationnelle ou structurelle ou les deux à la fois, puisse être apportée. Dès lors, la priorité n'est pas la mise en avant des intérêts des leaders politiques, mais plutôt une forte mobilisation, qui peut pousser à agir rapidement et bien. Par conséquent, ces positions, apparemment divergeantes, se complètent et incitent les leaders politiques à prendre leurs responsabilités. Si, la finalité des SAP se résume à la préservation de la vie, au maintien de la paix et à l'exclusion de menaces à la sécurité humaine, les leaders politiques, sous le principe de la R2P, se voient obligés de protéger ces idéaux (UN, 2001, p. 2). À côté de cela, d'autres raisons font que la politisation de la réponse, dans le bon sens du terme, ne devrait même pas faire l'objet de discussions : du moment où le citoyen ordinaire contribue au fonctionnement du pays à travers le prélèvement de ses taxes, se fait représenter par un gouvernement, il devient une obligation

pour les leaders politiques de lui assurer un cadre de vie, dans lequel il peut s'épanouir pleinement. Vu sous cet angle, la fusion de ces deux visions devient inéluctable.

8.1.1.2. Meilleure compréhension du manque de volonté politique (MVP)

Unanimement pointé du doigt, suite à l'inaction de leaders politiques ou après l'échec de prévenir l'occurrence de tensions sociales et/ ou de conflits violents, le manque de volonté politique (MVP) a, pendant longtemps, été une notion floue. Cependant, elle a capté l'attention de chercheurs qui souhaitent en savoir plus. Schmeidl (2003, pp. 143-145) et Nyheim (2009a, p. 111) ont permis, respectivement, à travers leurs contributions, de lever le voile sur ce qui pouvait se cacher derrière le MVP. Sur la base de ces deux réflexions, nous avons pu établir une série d'éléments, qui fournit une meilleure compréhension de la notion. Ces éléments constitutifs du MVP se rapportent aux 2 types de mécanismes étudiés, en l'occurrence les SAP et mécanismes de réponse. De part et d'autre, différentes catégories ont été identifiées. Chacune de ces catégories contient un ou plusieurs éléments qui mettent en avant une réalité ou composante du MVP. Ci-après, le tableau 15 expose les différentes catégories et sous-catégories recensées du côté de la littérature.

Tableau 15 : Éléments constitutifs du MVP issus de la recherche documentaire en ligne

Éléments constitutifs du MVP liés aux SAP

Facteurs institutionnels	Difficultés organisationnelles
Égocentrisme	Intérêt personnel Orgueil
Priorités nationales	Calculs stratégiques Méfiance Durée du mandat Questions liées à la sécurité et souveraineté nationale Débordés (Manque de temps)
Détachement des leaders politiques	Complaisance Malveillance Mauvaise foi Ignorance Excuses Indifférence Désintérêt
Manquements des SAP	Absence de recommandations Absence d'analyses prospectives Analyses complexes Absence de données factuelles et utiles Peu de démonstration Alerte non spécifique

Éléments constitutifs du MVP liés aux mécanismes de réponse

Égocentrisme	Intérêt personnel Refus d'investir Rejet d'intervention Opposition/ Vétos Ingérence Pression Fuite de responsabilités Absence de courage politique Refus d'intervention Mauvaise foi Complaisance Hypocrisie Excuses Ambitions et motivations ambiguës Problèmes d'ancienneté Alerte précoce ignorée Préférence Réalisme humanitaire Manque de consensus politique Complicité des décideurs politiques
Détachement des leaders politiques	L'inaction Négligence Distraction By-stander syndrome
Manquements des mécanismes de réponse	Absence d'options convaincantes Connaissance superficielle du/ des conflits en question Alarmisme/ Trop d'alertes précoces injustifiées
Facteurs institutionnels	Difficultés organisationnelles Incapacité Divergences et hésitations
Priorités nationales	Souveraineté nationale Calculs stratégiques Durée/ Absence de mandat clair Confidentialité de certaines informations Débordés (Manque de temps) Prudence/ Peur de l'échec

Avant de se prononcer sur les tableaux 15 et 16, examinons, en premier lieu, ce que la plupart des chercheurs pensent du MVP.

Si, Schmeidl (2003) met en exergue les avancées méthodologiques des SAP, reconnues par la plupart des praticiens, elle semble, cependant, considérer le facteur politique comme principale cause de l'échec de la prévention de tensions sociales et/ ou de conflits violents (p.

143). Elle identifie de valides raisons contribuant à expliquer ce qu'est le MVP. Parmi ces éléments constitutifs du MVP, elle mentionne : "lack of knowledge, lack of ressources, lack of courage to act (or stand alone), sober calculations, state interests." (pp. 144-145). Elle semble faire abstraction du rôle des SAP et mécanismes de réponse, du moins, ne le met pas trop en exergue, même si, l'élément "lack of knowledge" suggère, quelque part, qu'il n'y a pas eu établissement et/ ou transmission de faits, sur lesquels, les leaders politiques peuvent s'appuyer pour répondre adéquatement aux alertes qui leurs sont adressées. D'autre part, ce "lack of knowledge" peut également insinuer l'ignorance de certains leaders politiques ou leur incapacité de trouver la volonté de comprendre la situation qui leur est présentée, du fait de leur position inaltérable sur la question (Meyer & Otto, 2016, p. 201). Pour sa part, en s'alignant sur des idées similaires, développées par Schmeidl¹³⁵, Nyheim (2009a) va au-delà de l'aspect politique et invoque les manquements des SAP et mécanismes de réponse en ces termes :

Le manque de volonté politique est fréquemment cité comme le principal obstacle à une réponse rapide. Ayant tenté d'analyser ce « manque de volonté politique », notre étude considère qu'il trouve son origine dans la piètre qualité des signaux d'alerte, dans le manque de maturité des mécanismes/ instruments, des dispositifs et mesures de réaction, mais aussi dans toute une série de lacunes de nature humaine, institutionnelle et politique. La conjugaison de ces facteurs empêche de réagir comme il conviendrait, et en temps voulu, aux situations de conflit violent et de fragilité de l'État. (p. 111).

Hormis Schmeidl (2003) et Nyheim (2009a), plusieurs chercheurs abordent pratiquement les mêmes problèmes, et ce, pour se limiter à la littérature consultée, de 1991 à nos jours (Conahan, 1991 ; Meyer & Otto, 2016). Cette réalité nous renvoie à nos analyses sur la persistance observée de certaines difficultés, auxquelles les SAP et mécanismes de réponse sont confrontés¹³⁶.

Du côté de la littérature, on notera ainsi, qu'en plus des motivations des leaders politiques, il s'avère que les SAP, autant que les mécanismes de réponse peuvent être à l'origine du MVP.

Concernant le focus-group réalisé avec des praticiens des SAP au Sénégal, quelques éléments constitutifs du MVP sont également soulevés. Ci-après, le tableau 16 nous en offre les détails.

¹³⁵ Schmeidl, 2003, pp. 143-145.

¹³⁶ Pour plus d'informations à ce niveau, le lecteur peut se référer à l'évolution des difficultés liées aux SAP et mécanismes de réponse de 1990 à 2018 (pp. 247-250 ; pp. 251-254).

Taleau 16 : Éléments constitutifs du MVP issus du focus-group avec des praticiens des SAP

Éléments constitutifs du MVP liés aux SAP

Priorités nationales	Méfiance
Détachement des leaders politiques	Désintérêt
Manquement des SAP	Absence de données factuelles et utiles

Éléments constitutifs du MVP liés aux mécanismes de réponse

Égocentrisme	Refus d'investir Fuite de responsabilité
Facteurs institutionnels	Difficultés organisationnelles
Priorités nationales	Souveraineté nationale

Les éléments constitutifs du MVP inscrits dans le tableau 16, ci-dessus, confirment ceux soulevés dans la littérature, puis mentionnés dans le tableau 15 (pp. 178-179). De part et d'autre, les mêmes éléments sont mis en exergue. Il est, cependant, intéressant de noter, qu'en ce qui concerne les mécanismes de réponse, tant du côté de la littérature que de celui empirique, les éléments associés au MVP sont quantitativement plus importants. Cela met en exergue, selon toute vraisemblance, la place et l'importance de l'engagement des leaders politiques dans la prévention et résolution de tensions sociales et/ ou de conflits violents. Ainsi, il conviendrait pour les praticiens de se concentrer davantage sur la mise en place de stratégies efficaces et non complaisantes, visant plus de volonté et d'engagement à long terme des décideurs politiques, afin que ces mécanismes soient mieux équipés.

Pour plus d'informations concernant les différentes catégories et sous-catégories contribuant à une meilleure explication de ce qu'est le MVP, le lecteur peut se référer au compendium en annexe à la thèse (pp. 352-366, 465-512).

8.1.2. Contribution pratique

Comme suggère le nom, elle se rapporte à la pratique et met en exergue des documents synthétiques (le compendium en annexe), qui contribuent à éclairer les praticiens et le monde académique sur des questions liées à l'alerte précoce et à la réponse. C'est ainsi que 3 axes sont pris en compte : les SAP et mécanismes de réponse, le domaine académique et celui de la gouvernance.

8.1.2.1. Pour les SAP et mécanismes de réponse

Hormis l'actualisation d'informations concernant les SAP et mécanismes de réponse, eu égard notamment à leur avancées, contributions et rôle cruciale dans la compréhension de phénomènes sous-jacents qui caractérisent les conflits violents, il a été possible, à l'issue de la recherche documentaire en ligne et du focus-group réalisé avec des praticiens, de mettre à la disposition de la communauté un compendium de documents synthétiques liés aux SAP et mécanismes de réponse. Ces-dits documents enregistrent des informations utiles sur les difficultés que rencontrent ces mécanismes et proposent également une série de recommandations pour leur amélioration. Pour plus d'informations par rapport au compendium de difficultés et recommandations liées aux SAP et mécanismes de réponse, de 1990 à 2016, le lecteur peut se référer aux annexes de la thèse (pp. 279-595).

8.1.2.2. Sur le plan académique

Les menaces à la paix et à la sécurité humaine exigent du monde académique une réflexion critique, indépendamment des alliances ou appartenances politiques. Par conséquent, la contribution du monde académique à la prévention de ces maux et à la préservation de la vie devrait transcender toute tentative de corruption à travers la malhonnêteté intellectuelle (trucage de données), l'aliénation, la subordination ou l'exploitation illégale de produits de recherches académiques, afin de servir une cause. S'inspirant de tels idéaux, les efforts, visant à contibuer tant soi peu à l'allègement de ces maux, aboutissent sur la volonté de développer un produit dont l'exploitation raisonnable pourrait contribuer à a) une meilleure compréhension des causes profondes des conflits et d'autres menaces à la paix et à la sécurité humaine, b) la prévention, gestion, résolution et transformation pacifique de tensions sociales et/ ou de conflits violents, c) la prise de décisions favorables au développement économique durable. Pour des raisons confidentielles, plus de détails ne pourront être apportés à ce sujet pour le moment.

Hormis ce premier aspect, un second, qui s'intéresse plus à la méthode de collecte d'informations, fait une remarque subtile et pertinente par rapport au processus habituel auquel recours est fait par certains systèmes d'alerte précoce. Même s'il existe une façon indirecte de vérifier l'information avant sa transmission, le processus Collecte-Transmission-Vérification-Analyse-Saisine (CTVAS) révèle en soi l'attribution d'une charge de travail supplémentaire aux analystes. Ces derniers, après réception des informations, procèdent à leur vérification avant de les analyser. Sachant que la dynamique des conflits évolue rapidement,

les analystes pourraient gagner plus de temps, si le processus venait à intégrer la logique Collecte-Vérification-Transmission-Analyse-Saisine (CVTAS).

Enfin, afin de contribuer à l'élargissement de l'offre de formations et de perspectives proposées aux étudiants du programme de Master Professionnel en Médiation de l'Université du Luxembourg, une nouvelle filière, en l'occurrence, la « Diplomatie Préventive », est proposée. Elle inclura les SAP, mécanismes de réponse et d'autres matières liées aux opérations de maintien de la paix. Cette proposition procurerait à l'Université plus de visibilité auprès des institutions internationales intéressées par la prévention et gestion des conflits violents, dans la mesure où l'institution aura la possibilité de former de futurs leaders pouvant occuper des postes de responsabilité dans de telles instances internationales et aspirer à contribuer à la gestion de situations conflictuelles à l'échelle internationale.

8.1.2.3. Par rapport à la bonne gouvernance

La suggestion, formulée dans la section à venir et souhaitant inclure toutes les couches d'une société, surtout les représentant du peuple, s'assure qu'en passant par l'Assemblée nationale ou toute institution similaire, la bonne gestion des affaires publiques pourra être garantie. En plus de favoriser une atmosphère, acceptant et respectant l'intersubjectivité, soit, le principe de s'accorder sur des points de désaccord en vue d'une plus grande performance, cet acte contribue au maintien de la santé démocratique d'un pays. Qui plus est, la coordination des activités de la structure fédératrice en vue, en collaboration avec les institutions pertinentes, garantira l'amélioration et/ ou le développement progressif d'une culture de la gestion transparente des affaires publiques.

8.2. Recommandations

À la suite des analyses proposées tout au long de la thèse, 2 types de recommandations sont formulées. Il s'agit, d'une part, de l'établissement d'une structure fédérant SAP et mécanismes de réponse au niveau national et, d'autre part, du fonctionnement de ladite structure fédératrice.

8.2.1. Structure fédératrice en vue

Compte tenu de difficultés décelées dans la littérature comme dans la pratique, la plupart des recommandations formulées insiste sur l'inclusion et la collaboration étroite de tous les acteurs impliqués dans la prévention et gestion des conflits violents. Sur la base de ce constat, une structure fédératrice, reflétant cette vision et incorporant des aspects cruciaux tels que

l'appropriation de la gestion des conflits, entre autres, constitue une approche qui s'avère pertinente. La structure fédératrice en question correspond à la suggestion formulée dans la section suivante.

8.2.2. Fonctionnement de la structure fédératrice en vue

Eu égard au bon fonctionnement de la structure en vue, une série de recommandations est formulée. Ces recommandations sont issues de la littérature et de la pratique. Elles concernent autant les SAP que les mécanismes de réponse. Vu la longueur de la liste des recommandations, il est suggéré au lecteur de consulter le compendium en annexe à la thèse (pp. 375-461 ; 549-595).

8.3. Suggestion

Les enseignements, tirés lors de l'exploitation des différents types de données auxquelles recours a été fait dans le cadre de notre thèse, favorisent une démarche qui s'inscrit dans un prolongement de ce qui se fait actuellement en matière d'alerte précoce et de réponse. S'il est attesté de nos jours que la plupart des SAP offrent aux leaders politiques des informations pertinentes sous forme d'alerte précoce, d'analyses, de scénarios et de recommandations, en rapport avec de potentielles menaces à la paix et à la sécurité humaine, il n'est cependant pas encore porté à notre connaissance l'existence d'un projet de développement économique durable aux niveaux local et national, analogue au notre, émaner de programmes ou systèmes d'alerte précoce pilotés par des OSC. À l'instar de la vision 2016-2020 de la CEDEAO qui suggère, entre autre, la mise en place de mécanismes nationaux d'alerte précoce et de réponse (MNAPR) dans l'ensemble de ses pays membres en vue de favoriser une meilleure prévention et gestion des conflits violents¹³⁷, la suggestion, dont il est question ici, préconise une réorganisation des SAP de la 3^{ème} génération sous forme de mécanismes multifonctionnels de synthèse d'information et de prospectif de développement, non préjudiciables aux intérêts de l'État et à ceux de la société civile.

8.3.1. Description

Concrètement, il s'agit de mettre en place une structure nationale « fédératrice »¹³⁸, afin de permettre une meilleure coordination et synchronisation des informations habituellement, recueillies par les SAP. A cela, s'ajoute une étroite collaboration avec divers services publics

¹³⁷ Commission de la CEDEAO, 2016, pp. 15, 16, 24.

¹³⁸ Lavoix, 2006, p. 17.

et privés qui se chargeront d'apporter une réponse opérationnelle ou structurelle, ou bien les deux à la fois, en fonction de la situation qui prévaut. Il ne s'agit donc pas, pour paraphraser Lavoix (2006), de se substituer aux services opérationnels en place (p. 17). Par contre, sur la base des informations disponibles, pourraient être envisagés, au-delà de la prévention, gestion, résolution et transformation pacifique de tensions sociales et/ ou de conflits violents, la reprise et l'intensification de l'activité économique à travers un diagnostic permanent qui favorise une étude d'impact sectoriel pour un financement et une prise en charge de projets de nature entrepreneuriale visant surtout les secteurs primaire et secondaire, en vue de garantir les besoins de base tels que l'autosuffisance alimentaire et énergétique, l'irrigation, le traitement de l'eau potable, etc.

8.3.2. Prérequis

La mise en place d'une telle structure nécessite des prérequis qui lui assurent une légitimité et une autorité suffisante favorables à la prise de décisions, eu égard aux activités visées et indiquées ci-dessus.

8.3.2.1. Institutionnalisation

L'institutionnalisation de la structure est l'un des premiers prérequis. Cet acte lui confère une indépendance dans son fonctionnement, tout en exigeant d'elle une qualité des prestations. L'institutionnalisation confère également à la structure fédératrice la possibilité de fonctionner sans interruption, avant, lors ou après des transitions électorales.

8.3.2.2. Collaboration

Dans son fonctionnement, la structure sera en étroite collaboration avec les institutions de la place, parmi lesquelles, l'Assemblée nationale ou toute institution similaire. La logique derrière le choix de cette institution s'explique par le fait que toute la classe politique d'un pays y est représentée. En dehors de cette institution, il n'y a pas meilleur moyen pour assurer un support précieux aux SAP et mécanismes de réponse. Bien entendu, cette collaboration s'étendra aux niveaux sous-régional et régional. Elle peut aussi, sous certaines conditions, s'étendre au niveau international, si besoin il y a.

8.3.3. Mode de financement

Comme mode de financement, deux options sont privilégiées. Il s'agit de l'allocation d'un budget annuel à partir de fonds provenant de l'État, ou bien à partir du prélèvement d'une taxe

symbolique sur les entreprises locales. Ces deux modes de financement peuvent également être combinés. Il est essentiel de souligner que le financement doit provenir exclusivement de ressources locales, gage d'indépendance nécessaire.

8.3.3.1. Par voie parlementaire

Les représentants du peuple, reflétant la diversité de la classe politique et siégeant au nom du peuple et pour ce dernier, se chargeront de voter le budget annuel destiné à couvrir toutes les dépenses de la structure en vue.

8.3.3.2. Par prélèvement d'une taxe symbolique

Les entreprises, qu'elles soient publiques ou privées, locales ou étrangères, opérant au niveau national, sont toutes concernées. Au-delà du financement prévu de la structure en question, le prélèvement de la taxe symbolique auprès de ces entreprises, en fonction du chiffre d'affaire, vise d'autres objectifs : répondre de sa responsabilité morale et de sa jouissance d'un cadre propice à l'épanouissement des affaires, sans pour autant que cela n'implique quelque gage que ce soit en retour. Le premier est censé contribuer à la justice sociale, répondant à ce que Ganson & Wennmann (2012) entendent par un éventuel impact négatif des activités sur son environnement immédiat, y compris les populations exposées (p. 11). Le second, pour sa part, constitue une contribution symbolique aux efforts déployés pour garantir la paix et la sécurité, sans lesquelles l'évolution de ces entreprises ne serait pas envisageable.

8.3.4. Fonctionnement

L'opérationnalisation de la structure suit l'esprit dans lequel les SAP fonctionnent, en termes de collecte d'information à des fins d'alerte précoce, à travers le processus classique de collecte de données et celui du Crowdsourcing.

8.3.4.1. Processus

En plus d'observer le processus de Collecte-Vérification-Transmission-Analyse-Saisine (CVTAS), il est bien de préciser que lors des analyses, des experts peuvent être conviés en urgence, en fonction de la situation qui prévaut. Très important également lors de la phase d'analyse des données est la mise en place d'un conflictogramme détaillé qui permet de mieux appréhender le conflit et tout son environnement (Thuderoz, 2015, pp. 73-74).

8.3.4.2. Destinataires de l'alerte précoce

Le choix des destinataires de l'alerte précoce correspond à une politique qui vise l'appropriation locale de la gestion des conflits (Annan, 2004, p. 2 ; Souaré, 2007, pp. 107-108 ; Nyheim, 2009a, p. 19 ; Ganson & Wennmann, 2012, pp. 1, 2, 6, 16 ; etc.), mais aussi l'identification et la situation des responsabilités (Lecoutre, 2004, p. 137 ; Campbell & Meier, 2007, p. 24). Ainsi, afin de décourager le déni et favoriser la transparence, une liste des destinataires sera établie. L'alerte précoce sera envoyée en même temps au président de l'Assemblée nationale ou à celui de toute institution similaire, aux représentants des différents partis politiques siégeant à cette assemblée ou institution similaire, aux représentants de la société civile, aux ministères pertinents et à la présidence. La liste des destinataires de l'alerte précoce peut être élargie en fonction de l'urgence de la situation aux niveaux sous-régional et régional. En dernier lieu, selon le cas et suivant l'importance et l'urgence de la situation, cette liste peut être élargie au niveau international (départements pertinents de l'ONU).

8.3.4.3. Confirmation de l'envoi et de la réception de l'alerte précoce

Par mesure de prudence, il est de bonne pratique de s'assurer que l'alerte précoce a bien été envoyée et qu'elle a bien été réceptionnée. Des moyens alternatifs de communication, à l'instar d'un coup de fil, entre autres, pourraient suffire pour confirmer la réception de l'alerte précoce. Ceci constitue un très important détail qui peut changer la donne, surtout face à l'imminence de l'éclatement ou à l'escalade d'un conflit violent (Meyer & Otto, 2016, pp. 209-210, 211).

8.3.4.4. Organisation de rencontres ponctuelles

En complément aux analyses, des rencontres ponctuelles seront organisées avec les acteurs pertinents dans les meilleurs délais, afin d'étudier en détail toute situation préoccupante, devant faire l'objet d'une réponse opérationnelle ou structurelle, ou des deux à la fois.

8.3.4.5. Soumission de rapports d'activités

La valorisation des informations collectées passe par la soumission de rapports d'activités. Le délai peut être fixé d'un commun accord avec les ayants droit. Dans le programme, sera pris en compte l'établissement d'analyses prospectives de développement économique durable. Elles permettent l'identification d'un besoin, son évaluation, l'élaboration de stratégies, l'identification d'acteurs pour une coopération ou un partenariat rationnel, gagnant-gagnant,

permettant la réalisation de projets pouvant inverser positivement d'éventuelles tendances négatives.

8.3.5. Outil

Le travail décrit dans notre suggestion est d'une grande ampleur et nécessite la prise en compte de données volumineuses. À cet effet, il est prévu un outil qui servira de banque de données, en plus de la centralisation des informations. Entre autres, il sera possible de mener des analyses rétrospectives et prospectives. De même, des tendances par rapport à des situations ayant trait aux conflits ou à l'activité économique pourront être générées automatiquement. L'outil dont il est question ici est, à des exceptions près, différent de ceux utilisés présentement par certains SAP. Pour des raisons confidentielles liées à son élaboration, plus de détails à son sujet ne sauraient être indiqués pour le moment. Sa conceptualisation fera l'objet de la formulation d'un projet de recherche multidisciplinaire.

8.4. Perspectives

Si, la mauvaise gestion des affaires publiques peut être associée au pillage des ressources naturelles, à la corruption endogène et exogène, à la violation des droits de l'Homme, aux inégalités sociales, à la mauvaise prise en charge des différences religieuses et culturelles, à l'incapacité d'identifier les causes endogènes et exogènes des conflits violents, entre autres, la bonne gouvernance, pour sa part, entend déployer les efforts nécessaires, afin d'être en mesure de faire face adéquatement à tous ces défis. Dès lors, afin de contribuer, efficacement à la gestion transparente des affaires publiques, au développement économique durable, à la préservation de la vie, à la prévention, gestion et transformation pacifique de tensions sociales et/ ou de conflits violents, un projet ultérieur prévoit de mettre en place un produit qui pourrait être d'un grand apport. En plus de servir de banque de données, le rôle principal du produit en question (p. 188) est d'assister et de faciliter la prise de décisions basées sur des faits. Présentement en cours d'élaboration, les phases ultérieures concerneront son développement et son implémentation à travers une étude pilote.

8.5. Autres activités intellectuelles

À côté des activités de recherche de la thèse, j'ai pris part à un certain nombre d'activités intellectuelles inscrites dans le cadre du Doctoral School in Humanities and Social Sciences (DSHSS) de l'Université du Luxembourg. Ces différentes activités sont abordées ci-après.

8.5.1. Participation à des cours dans le cadre du DSHSS de l'Université du Luxembourg

Une fois inscrit au DSHSS, il faut compléter un minimum de 20 ECTS avant la soutenance de la thèse de doctorat. Dans ce contexte, j'ai pris part à un certain nombre de cours, en rapport avec ma thèse. Au lieu d'étaler ces cours sur toute la période que dure le doctorat, c'est-à-dire, les 4 ans, de concert avec mon Directeur de thèse, j'avais sélectionné, exprès, un certain nombre de cours, que j'ai combiné avec mes activités de recherche durant la première année. L'idée derrière ce choix consistait à me concentrer sans interruption sur d'autres activités de recherche et la rédaction, à partir de la deuxième année, jusqu'à la soumission finale de la thèse. Ci-après, est établie la liste des cours auxquels j'ai pris part pendant les années académiques 2015-2016 et 2018-2019.

Tableau 17 : Liste des cours dans le cadre du DSHSS

		Liste des cours (IPSE / DSHSS / 2015-2018)		
	Cours	Dates	ECTS	Validé
Disciplinary Training	Methods and Epistemology for Political Science	2015/2016	2	✓
	□ <i>The Concept of Securitisation and its many uses</i>	8/6/2015	-	✓
	<i>Social Network Analysis</i>	22/2/2016	-	✓
	<i>Seminar on focus-group</i>	22/3/2016	-	✓
	<i>The Content Analysis of Political Documents</i>	18/5/2016	-	✓
	Seminar on Qualitative Comparative Analysis (QCA)	27/4/2016	2	✓
	Conference Presentation : "Analyse critique des SAP dans la prévention et gest..."	17-19/5/2017	2	✓
		Total		6
Interdisciplinary Training	Border Imaginaries	17/9-17/12/2015	3	✓
	Cultural Translations	Feb-May 2016	3	✓
	Using Computer-Assisted Qualitative Discourse Analysis Software (Maxqda)	7/10-18/11-9/12/2015	1	✓
	Postgraduate Seminar Series in Governance	6-7/11/2015	1	✓
	Postgraduate Seminar Series des 3 & 4 juin 2016 au Collège des Bernardins, Paris	3-6/6/2016	2	✓
	Governance, Pluralism & Trans-Nationalisation in Europe, Luxembourg	4-8/12/2018	3	✓
		Total		13
Transferable Skills	Time and Project Management	2-3/6/2015	2	✓
	Planification du projet de doctorat : écrire pas à pas	16/9-16/12/2015	1	✓
	Practical Teaching Skills	WS & SS 2015-2016	5	✓
		Total		8
	Totaux		27	✓

8.5.2. Participation à des conférences internationales

Après avoir rédigé un premier article, en concertation avec mon Directeur de thèse, des démarches ont été entreprises, afin que je puisse présenter mon projet de doctorat à une ou à des conférences internationales.

8.5.2.1. Uganda, mars 2017

Après la soumission de ma communication et la confirmation de ma participation, la conférence organisée par Uganda Peace Foundation (UPF) devait se tenir à partir du 7 au 10

mars 2017 à Kampala, en Uganda. Due à des problèmes d'organisation, selon le coordinateur de l'organisation, la conférence allait être reportée et devait désormais avoir lieu à partir du 7 au 10 novembre 2017. Malheureusement, je reçois encore l'information de la part du coordinateur d'UPF que la conférence a été annulée¹³⁹. Une partie de mes dépenses m'a été remboursée.

8.5.2.2. Canada, mai 2017

Du 17 au 19 mai 2017, j'ai participé à la IXème conférence du Forum Mondial de médiation, à Montréal, au Canada. La conférence était organisée par l'Université de Montréal et celle du Luxembourg. Elle s'est tenue dans la province du Québec, au Manoir de Saint-Sauveur.

Après l'acceptation et la confirmation de ma communication, j'ai eu l'honneur et le plaisir de présider un atelier le 17 mai 2017 (atelier 13). Il s'agissait essentiellement de : a) présenter les orateurs, b) gérer le temps de parole et c) animer le débat. Le lendemain, c'est-à-dire, le 18 mai 2017, j'ai présenté ma communication (atelier 19). Elle portait sur une « analyse critique des systèmes d'alerte précoce (SAP) dans la prévention et gestion des conflits violents ». Il s'agissait du premier article que je venais d'écrire, sur la base de quelques documents ré-exploités durant la première année de la thèse (2015-2016).

L'apport fut considérable. Ayant obtenu le diplôme de Master Professionnel en Médiation, délivré par l'Université du Luxembourg en 2014, et ayant fait mon stage au Centre de Médiation Asbl, je me suis retrouvé dans mon domaine lors de la modération des débats, concernant l'atelier 13. Les thèmes abordés étaient autant variés qu'intéressant et les échanges fructueux. De même, la présentation de ma communication a suscité la curiosité chez certains et l'encouragement chez d'autres. L'intérêt du public s'est traduit par une participation active. Parmi les intervenants, entre autres avocats chercheurs et professeurs de droit, un éminent professeur, en l'occurrence, le Professeur Dr. I. William Zartman, Professeur émérite à l'Université Johns Hopkins (USA). Ce fut un plaisir de le voir assister à ma communication, et par-dessus tout, intervenir et me donner des feedbacks. Il faisait partie des 3 conférenciers qui ont ouvert la conférence le premier jour. Ayant évoqué lors de ma communication « la réserve des décideurs politiques », encore nommé le « manque de volonté politique », comme une des causes d'une intervention inefficace dans le cadre de la prévention des conflits violents, le Professeur me confirme deux choses que je venais à peine de prendre

¹³⁹ Communications par Email avec le coordinateur d'Uganda Peace Foundation (du 19 octobre au 9 novembre 2016).

connaissance dans la littérature : que c) le manque de volonté politique pouvait être la résultante d'un ensemble de problèmes administratifs, et d) qu'il peut bien y avoir la volonté politique, mais que la capacité de réagir face aux alertes précoce fasse défaut. Cela me rappelle une discussion passionnante, que j'ai eue avec mon Directeur de thèse, bien avant la tenue de la conférence à propos du briefing des leaders politiques, après que le premier ministre britannique Tony Blair ait présenté publiquement ses excuses concernant la guerre en Irak en 2003, pointant du doigt les mauvaises informations reçues et qui seraient la principale cause de son engagement dans la guerre. Pour revenir à la discussion liée au manque de volonté politique, nous pouvons, à des fins illustratives, mentionner les exemples du Mali, du Nigéria, ou encore de la Centrafrique, entre autres, pour montrer que le manque de volonté politique contribue à entretenir, encore à ce jour, les hostilités qui sévissent dans ces pays. La volonté d'intervenir peut-être au rendez-vous, mais pas la capacité de le faire. J'ai encore reçu d'autres feedback de la part du Professeur Zartman après ma présentation. Ce fut une belle expérience.

8.5.2.3. Luxembourg, juillet 2019

Du 9 au 11 juillet 2019, s'est tenue au Luxembourg, la Xème conférence du Forum Mondial de Médiation. À l'instar de celle qui s'est tenue à Montréal du 17 au 19 mai 2017, cette conférence était organisée par l'Université du Luxembourg en collaboration avec celle de Montréal.

J'avais envoyé deux propositions de communication. L'une concernait le premier article, désormais actualisé et qui avait été présenté lors de la IXème conférence à Montréal. Cette nouvelle version prend en compte tous les résultats de la recherche documentaire en ligne et du focus-group organisé avec des praticiens des SAP au Sénégal. L'autre, pour sa part, aborde une question qui séduit de plus en plus, notamment celle de l'institutionnalisation des SAP et mécanismes de réponse au niveau national, vu, entre autres, les diverses formes d'ingérence et le manque d'appropriation de la résolution des conflits violents par les communautés concernées. Le 20 février 2019 j'ai reçu par email l'acceptation de ma seconde communication intitulée : « Optimiser l'efficacité de la prévention et gestion des conflits violents à travers l'institutionnalisation des systèmes d'alerte précoce et de réponse au niveau national ». Comme prévu, la conférence s'est tenue à l'Université du Luxembourg, à Belval. La présentation de ma communication a capté l'attention et a suscité la curiosité, qui s'est matérialisée par les questions des quelques participants qui étaient présents. Lors de la

discussion, en répondant à une question et en guise de confirmation, j'en avais profité pour faire intervenir l'Ombudsman du Luxembourg, en l'occurrence Madame MONTI, qui a bien édifié l'audience sur la saisine et le rôle du médiateur, en rapport avec la question posée.

8.5.3. Tentative de publication de manuscrit

La version anglaise du premier article, en l'occurrence "Critical Analysis of Conflict Early Warning Systems (CEWS) in violent conflicts prevention and management" avait été envoyé le 8 novembre 2017 au journal Conflict Management and Peace Science (CMPS) pour publication. Ceci étant possible grâce à la gratuité de la procédure. Vu le caractère d'autofinancement de ma thèse, aucun fonds n'est prévu à cet effet. Malheureusement, mon manuscrit n'a pas été retenu. Selon les éditeurs Glenn Palmer & Idean Salehyan, dans leur réponse du 13 novembre 2017, il s'agit plutôt d'un commentaire et d'une analyse de données d'une partie d'un projet non encore achevé. Les feedbacks des éditeurs ont été reçus positivement. Ils ont contribué à lever la barre encore plus haute, qu'elle ne l'était.

8.5.4. Participation à un Workshop

Du 4 au 8 décembre 2018 j'ai pris part à un cours organisé par la Chaire de recherche en études parlementaire, à Luxembourg, dans le cadre du DSHSS de l'Université du Luxembourg. À la fin de la série de conférences offertes, nous avons pris part à un workshop très intéressant. Il est intéressant, dans la mesure où il est inclusif. En plus de la formulation anonyme de feedbacks par le reste du groupe pour l'étudiant qui présente sa thèse, tous les autres membres d'un groupe présentent également leur thèse, chacun à son tour. Le dernier jour du workshop fut le moment de recevoir des feedbacks de la part des professeurs qui encadraient chaque groupe d'étudiants.

8.5.5. Stage à WANEP-Sénégal

La décision de faire un stage, en concertation avec mon Directeur de thèse, est liée, d'une part, aux multiples tentatives non fructueuses de mener des entretiens semi-directifs avec des praticiens des SAP. Comme approche alternative, le stage me permettrait d'avoir accès à la réalité du terrain ; une réalité qui ne me sera pas rapportée à travers des interviews. D'autre part, en plus des connaissances théoriques acquises, toutefois, des informations que je ne pouvais pas vérifier ; et en tant que chercheur en formation doctorale, il me paraissait essentiel d'avoir une expérience de terrain. La combinaison de ces deux types de connaissance m'a permis, entre autres, de confronter la théorie et la pratique, d'actualiser

d'éventuelles informations dépassées ou erronées. Les divers documents¹⁴⁰ liés au stage à WANEP-Sénégal offrent un bon éclairage sur les objectifs visés, les réalisations et acquis.

8.5.6. DSHSS Research Grants

Dans le cadre de mon stage, un "DSHSS Research Grants" m'a été accordé, sous condition de la soumission d'un document qui montre le lien entre le stage et ma thèse¹⁴¹. L'allocation de cette bourse reflète la volonté du DSHSS d'appuyer ses étudiants dans la réalisation de leur projet de recherche. Obtenir cette bourse, paraît dès lors comme une reconnaissance des efforts fournis, d'autant plus que l'attribution se fait suite à une sélection. À cette période, le montant de la bourse était fixé à 3000 Euros. Cependant, il est bien de préciser que la bourse a été attribuée après avoir complété mon stage et qu'en plus, seul mon biais d'avion (536,62 Euros) m'a été remboursé, sur la totalité des dépenses faites lors de mon stage. Toutefois, lors de la soutenance de ma thèse de doctorat, le 6 juillet 2019 à l'Université du Luxembourg, le DSHSS, à travers son staff, a joué un rôle important dans l'organisation de la soutenance, en prenant en charge des frais liés au déplacement et à l'hébergement des 4 membres externes de mon jury.

8.6. Difficultés rencontrées

Par ces mots, je prends conscience et réalise, progressivement, que les travaux liés à ma thèse de doctorat viennent de s'achever. Tellement le chemin était long et difficile, ce qui n'exclut nullement ma passion qui s'est matérialisée par un investissement et une détermination jusqu'à la fin. Toutefois, sans l'appui, la flexibilité et la compréhension de mon Directeur de thèse, le chemin aurait sûrement été beaucoup plus difficile qu'il ne l'était.

L'intérêt de cette partie réside dans le fait qu'il permet à tout chercheur en formation doctorale, souhaitant mener un projet de recherche analogue au mien, de se faire une idée sur les difficultés rencontrées, afin de les éviter et de gagner plus de temps.

Ceci étant, comme indiquées ci-après, les difficultés rencontrées étaient de plusieurs ordres.

8.6.1. Difficultés d'ordre académique

Dans cette catégorie sont classées certaines des difficultés rencontrées pendant l'exécution de mes activités de recherche au niveau académique.

¹⁴⁰ Pour plus d'informations, le lecteur peut consulter les pages 255 à 275.

¹⁴¹ Le lecteur peut consulter le document lié au "DSHSS Research Grant" à la page 276.

8.6.1.1. Report et annulation de la conférence prévue en Uganda

Le report de la conférence prévu du 7 au 10 mars 2017, à la date du 7 au 10 novembre 2017, puis quelque temps après, son annulation, n'étant pas dramatique en tant que tel, a néanmoins causé une certaine frustration, vu la lourdeur de la procédure et surtout, la façon dont je me suis débrouillé pour payer les frais de participation et d'hébergement. En retour, en plus de l'opportunité ratée pour présenter mon travail, je ne reçois qu'une partie de la somme investie.

8.6.1.2. Difficultés d'avoir des interviews

Obtenir l'approbation d'une structure pour mener des entretiens semi-directifs était particulièrement difficile. C'est sans doute lié au caractère sensible du domaine. J'ai envoyé ma demande à 6 structures ayant intégré un SAP dans leur programme, notamment WANEP-Régional (Ghana), CEWARN (IGAD), Ituri-Watch (RDC), SCAR (UA), UNDP (Ukraine) et ASAP (Afrique du Sud). Malgré les multiples relances (WANEP-Régional et UNDP-Ukraine) et quelques réactions évasives, ma demande est quand même restée lettre morte. Heureusement que je m'y suis pris très tôt (en 2016), ce qui m'a permis d'envisager un stage et d'en faire la demande à la structure WANEP-Sénégal que j'avais déjà visité dans le cadre de mon Master professionnel en Médiation à l'Université du Luxembourg.

8.6.2. Difficultés d'ordre financière

Ma thèse de doctorat, n'étant pas financée par quelque institut ou quelque entreprise que ce soit, a été accompli dans des conditions extrêmement difficiles, quoique l'autofinancement fût, enfin de compte, un choix.

8.6.2.1. Autofinancement de la thèse

Le financement de la thèse a été rendu possible grâce à la combinaison de deux types de ressources : les aides financières de l'État du Luxembourg octroyées par le Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur (CEDIES) et des occupations pour étudiants durant l'année académique, à raison de 10 heures par semaine ou de 40 heures par semaine pendant les vacances scolaires. Le total de ces deux types de ressources suffit à peine pour payer son loyer, son inscription ou réinscription semestrielle et de quoi se maintenir. Dans de pareilles situations, il va sans dire, qu'il faut être très organisé pour être en mesure d'épargner, afin de financer des activités telles que la participation à des conférences, accorder une prime de motivation aux critiques indépendantes académique et professionnelles ou encore faire le stage à la structure WANEP, au Sénégal.

8.6.3. Difficultés d'ordre technique

Les difficultés d'ordre technique se rapportent beaucoup plus à la recherche documentaire en ligne. L'exploration de la totalité de certains documents affichés par un moteur de recherche ne pouvait pas se faire. Souvent, le nombre de documents affichés ne correspondait plus au nombre de documents disponibles à la fin de leur exploration. Ce fut le cas lors de la recherche menée à l'aide du moteur de recherche de Sage Journals, du site internet de l'ONU ainsi que du moteur de recherche de Crisis States Research Centre.

Bibliographie

- Ackermann, A. (2003). The Idea and Practice of Conflict Prevention. *Journal of Peace Research*, 40(3), 339-347. doi:0022-3433(200305)40:3;339-347;032990
- Ackermann, A. (2003). The Prevention of Armed Conflicts as an Emerging Norm in International Conflict Management : The OSCE and the UN as Norm Leaders. *Peace and Conflict Studies*, 10(1), 1-14. Récupéré sur <http://nsuworks.nova.edu/pcs/vol10/iss1/1>
- Adelman, H., Suhrke, A. & Jones, B. (1996). *The International Response to Conflict and Genocide : Lessons from the Rwanda Experience*. Copenhagen: Steering Committee of the Joint Evaluation of Emergency Assistance to Rwanda. Consulté le January 19, 2017, sur <http://www.oecd.org/derec/unitedstates/50189764.pdf>
- Aderrahim, T. &. (2018). *Starting fresh : The Maghreb's relations with sub-Saharan Africa*. European Centre for Development Policy Management. Récupéré sur <https://ecdpm.org/wp-content/uploads/DP-225-Starting-afresh-Maghreb-relations-sub-Saharan-Africa-ECDPM-Apr-2018.pdf>
- African Union. (2002). *Protocol Relating to the Establishment of the Peace and Security Council of the African Union*. Durban: Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation. Consulté le January 18, 2017, sur <http://www.peaceau.org/uploads/psc-protocol-en.pdf>
- African Union. (2008). *Continental Early Warning System : The CEWS Handbook*. Addis Ababa, Ethiopia. Récupéré sur <http://www.peaceau.org/uploads/cews-handook-en.pdf>
- Aguilera-Barchet, B. (2015). Europeans : don't be afraid of your culture! *European View*, 14, 181-189. doi:10.1007/s12290-015-0367-1
- AIPR. (2015). *National Mechanisms for the Prevention of Genocide and other Atrocity Crimes : Effective and Sustainable Prevention Begins at Home*. New York: Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation. Consulté le January 21, 2017, sur http://www.auschwitzinstitute.org/wp-content/uploads/2015/06/AIPR_National_Mech_Booklet_2015.pdf
- AIPR. (2016). *National Mechanisms for the Prevention of Genocide and other Atrocity Crimes : Durable Solutions to Challenges in Effective Prevention*. New York: Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation. Consulté le January 21, 2017, sur <http://www.auschwitzinstitute.org/wp-content/uploads/2016/01/2016-National-Mechanisms-Booklet-Electronic-Version.pdf>
- Akhavan, P. (2005). *Report on the Work of the Office of the Special Adviser of the United Nations Secretary-General on the Prevention of Genocide*. Montréal, Canada. Consulté le January 18, 2017, sur <http://www.un.org/en/preventgenocide/adviser/pdf/Payan%20Akhavan,%20Review%20of%20OSAPG,%20Nov%202005.pdf>
- Amao, O. B., Ettang, D., Okeke-Uzodike, U., & Tugizamana, C. (2014). Revisiting the Utility of the Early Warning and Early Response Mechanisms in Africa : Any Role for Civil Society? *Peace and Conflict Review*, 8(1), 77-93.

- Aning, K. &. (2015). Responsibility to Prevent in Africa : Leveraging Institutional Capacity to Mitigate Atrocity Risk. *The Stanley Foundation*, 1-8. Récupéré sur <https://www.stanleyfoundation.org/publications/pab/AningPAB115.pdf>
- Anonymous. (2018, September). U.S. Spending About \$36 Billion on NATO. *National Defense*, 103(778), pp. 13-13. Consulté le October 2, 2019
- Apuuli, K. P. (2016). Establishing the Full Operational Capability of the East African Standby Force : Challenges and Opportunities. *Insight on Africa*, 8(1), 1-17. doi:10.1177/0975087815611526
- Aron, R. (1968). Remarques sur l'évolution de la pensée stratégique (1945-1968) : Ascension et déclin de l'analyse stratégique. *European Journal of Sociology*, 9(2), 151-179. Consulté le September 20, 2019, sur <https://www.jstor.org/stable/24001205>
- Association of Southeast Asian Nations. (1967). *The ASEAN Charter*. Jakarta, Indonesia: ASEAN. Récupéré sur <https://asean.org/storage/images/archive/publications/ASEAN-Charter.pdf>
- ATSRI-KCOM. (n.d.). *Review Article Guidelines for Students on Rotation*. A.T. Still Research Institut. Récupéré sur www.kcom.edu
- AU. (2006). *Meeting of Governmental Experts on Early Warning and Conflict Prevention*. Kempton Park, South Africa. Consulté le January 24, 2017, sur <http://www.peaceau.org/uploads/framework-cews-17-19-december-2006-eng-.pdf>
- Austin, A. (2011). *Early Warning and The Field : A Cargo Cult Science?* Berghof Research Center for Constructive Conflict Management. Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation. Consulté le January 20, 2017, sur http://edoc.vifapol.de/opus/volltexte/2011/2575/pdf/austin_handbook.pdf
- Baker, B. L. (2014). GRID : A Methodology Integrating Witness Testimony and Satellite Imagery Analysis for Documenting Alleged Mass Atrocities. *Genocide Studies and Prevention : An International Journal*, 8(3), 49-61. doi:<http://dx.doi.org/10.5038/1911-9933.8.3.5>
- Barany, Z. (2009). Stretching the umbrella : NATO's eastern expansion. *European View*, 8, 231-238. doi:10.1007/s12290-009-0087-5
- Bardin, L. (1977). *L'analyse de contenu*. Paris: Presse universitaire de France.
- Barton, F., Von Hippel, K., Sequeira, S. & Irvine, M. (2008). *Early Warning? A Review of Conflict Prediction Models and Systems*. Center for Strategic & International Studies. Consulté le January 19, 2017, sur https://csis-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/legacy_files/files/publication/080201_early_warning.pdf
- Beaulieu-Brossard, P. & David, C-P. (2013). Le blindage des frontières selon les théories des Relations Internationales : contribution et dialogue. *L'Espace Politique*, 20(2). doi:10.4000/espacepolitique.2637
- Bellamy, A. J. (2011). *Mass Atrocities and Armed Conflict : Links, Distinctions, and Implications for the Responsibility to Protect*. The Stanley Foundation.
- Benini, A. A., Minnaar, A. V. & Pretorius, S. (1998). Persistent Collective Violence and Early Warning Systems : The Case of KwaZulu-Natal, South Africa. *Armed forces & Society*, 24(4), 501-518.

- Benjamin E Goldsmith, C. R. (2013). Forecasting the onset of genocide and politicide : Annual out-of-sample forecasts on a global dataset, 1988-2003. *Journal of Peace Research*, 50(4), 437-452. doi:10.1177/0022343313484167
- Betts, R. K. (1997, October). Should Strategic Studies Survive? *World Politics*, 50(1), 7-33. Consulté le August 20, 2009, sur <http://www.jstor.org/stable/25054025>
- Biassette, G. (2019). Juan Guaido, le visage du renouveau de la résistance vénézuélienne. Consulté le February 5, 2019, sur <https://www.google.lu/amp/s/www.la.croix.com/amp/1200997387>
- Blackburn, C. J. (2014). Advocacy for urban resilience : UNISDR's Making Cities Resilient Campaign. *International Institute for Environment and Development*, 26(1), 29-52. doi:10.1177/0956247813518684
- Bleischwitz, R. (2015). Der Ressourcen-Nexus als Frühwarnsystem für zukünftige zwischenstaatliche Konflikte. *Z Außen Sicherheitspolit*, 8, 9-22. doi:10.1007/s12399-014-0435-7
- Blumenthal, M., Parampil, A. & De Zayas, A. (2019, March 19). The Grayzone testifies at the UN - 'Humanitarian crisis in Venezuela : Propaganda vs. reality'. The Grayzone. Consulté le March 20, 2019, sur <https://www.youtube.com/watch?v=ak3eQwE9JxI>
- Bond, D., Bond, J., Oh, C., Jenkins, J. C. & Taylor, C. L. (2003). Integrated Data for Events Analysis (IDEA) : An Event Typology for Automated Events Data Development. *Journal of Peace Research*, 40(6), 733-745. doi:0022-3433(200311)40:6;733-745;038293
- Bock, J. G. (2015). Firmer Footing for a Policy of Early Intervention : Conflict Early Warning and Early Response comes of Age. *Journal of Information Technology & Politics*, 12(1), 103-111. doi:10.1080/19331681.2014.982265
- Bond, J. C. (2001). Conflict-Carrying Capacity, Political Crisis, and Reconstruction : A Framework for the Early Warning of Political System Vulnerability. *Journal of Conflict Resolution*, 45(1), 3-31.
- Bosetti, L., Cockayne, J. & De Boer, J. (2016). Crime-Proofing Conflict Prevention, Management, and Peacebuilding : A Review of Emerging Good Practice. *United Nations University Centre for Policy Research*, 1-18.
- Brandt, P. T., Freeman, J. R. & Schrodt, P. A. (2011). Real Time, Time Series Forecasting of Inter- and Intra-State Political Conflict. *Conflict Management and Peace Science*, 28(1), 41-64. doi:10.1177/0738894210388125
- Brecke, P. (1998). Finding Harbingers of Violent Conflict : Using Pattern Recognition to Anticipate Conflicts. *Conflict Management and Peace Science*, 16(1), 31-56.
- Brecke, P. (2000). *Risk Assessment Models and Early Warning Systems*. Berlin: WZB. Récupéré sur <http://hdl.handle.net/10419/49859>
- Brecke, P. (1995). What Stirs Concern Is What Might Need to Be Done. *Mershon International Studies Review*, 39, 321-323.
- Buric, A. (1998, March 1). Nobody cried then. *Index on Censorship*, 27(2), pp. 62-65. Consulté le October 2, 2019

- Burnley, C., Buda, D. & Kayitakire, F. (2008). *Quantitative global model for armed conflict risk assessment*. European Commission. Italy: Joint Research Centre - Institute for the Protection and Security of the Citizen. doi:10.2788/83693
- Butcher, C. R., Goldsmith, B. E., Semenovich, D. & Sowmya, A. (2012). *Understanding and Forecasting Political Instability and Genocide for Early Warning*. New York/ Sydney: Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation. Consulté le January 19, 2017, sur http://sydney.edu.au/arts/research/atrocities_forecasting/downloads/docs/GenocideForecastingReportGlobal_2012afp.pdf
- Buzan, B. (1997). Rethinking Security after the Cold War. *Cooperation and Conflict*, 32(5), 5-28. doi:10.1177/0010836797032001001
- Call, C. T. (2015). The Evolution of Peacebuilding : Improved Ideas and Institutions? *United Nations University Centre for Policy Research*, 1-16.
- Caminha, P. C. (2012). *Gender-Responsive Early Warning : Overview and How-to Guide*. UN WOMEN. Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation. Consulté le January 19, 2017, sur <http://www.unwomen.org/~media/Headquarters/Media/Publications/en/04EGenderResponsiveEarlyWarning.pdf>
- CCDHL. (2018). Avis de la Commission Consultative des Droits de l'Homme du Luxembourg sur le Projet de Loi 6921. Consulté le October 17, 2018, sur <https://ccdh.public.lu/content/dam/ccdh/fr/avis/2016/avis1-PL-6921-menace-terroriste-final.pdf>
- Chadefaux, T. (2014). Early warning signals for war in the news. *Journal of Peace Research*, 51(1), 5-18. doi:10.1177/0022343313507302
- Chaumier, J. (1974). *Les techniques documentaires*. Paris: Presse universitaire de France.
- Church, G. J., McGeary, J., & Van Voorst, B. (1984, December 24). Force and Personality. *TIME Magazine*, 124(26).
- Clarke, J. N. (2005). Early Warning Analysis for Humanitarian Preparedness and Conflict Prevention. *Civil Wars*, 7(1), 71-97. doi:10.1080/13698280500074446
- Commission de la CEDEAO. (2016). *Système d'Alerte Précoce et de Réponse de la CEDEAO*. CEDEAO, Abuja, Nigeria.
- Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest. (2008). *Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO*. CEDEAO. Ouagadougou: Commission de la CEDEAO.
- Conahan, F. C. (1991). *Report to the Chairman, Subcommittee on Defense, Committee on Appropriations, House of Representatives : Early Warning Satellites - Funding for Follow-on System Is Premature*. Washington, D.C.
- Counasse, X. (2018, May 17). Résumé du procès LuxLeaks, en 4 actes. Le Soir du jeudi. Consulté le March 21, 2019, sur <https://support-antoine.org/blog/2018/06/13/retrospective/>
- Cousins, P. W.-P. (2011). *Early Warning for Protection : Technologies and Practice for the Prevention of Mass Atrocity Crimes*. Oxfam Australia. Australia: Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation. Consulté le January 20, 2017, sur

<https://www.oxfam.org.au/wp-content/uploads/2011/08/oaus-earlywarningconferencesummary-1110.pdf>

- Davis, S. E., Teitt, S. & Nwokora, Z. (2015). Bridging the gap : Early warning, gender and the responsibility to protect. *Cooperation and Conflict*, 50(2), 228-249. doi:10.1177/0010836714545689
- Debiel, H. W. (2009). *Conflict Early Warning and Response Mechanisms : Tools for Enhancing the Effectiveness of Regional Organisations? A Comparative Study of the AU, ECOWAS, IGAD, ASEAN/ ARF and PIF*. Institut für Entwicklung und Frieden. Crisis States Research Centre.
- Del Frate, A. A., Jaynes, N., Murray, R., Nowak, M. & Pavesi, I. (2013). *Tools for measurement, monitoring and evaluation. Making Conflict, Crime and Violence Data Usable*. DFID. Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation. Consulté le January 20, 2017, sur <http://www.smallarmssurvey.org/fileadmin/docs/M-files/CCRVI/CCVRI-Practice-Product-Uses-of-Data.pdf>
- Deng, F. M. (2010). *Informal Interactive Dialogue of the United Nations General Assembly 'Early Warning, Assessment and the Responsibility to Protect'*. United Nations, New York. Consulté le December 21, 2016, sur <http://www.un.org/ga/president/64/thematic/responsibility/francis.pdf>
- Deroche, F. (2008). *Les peuples autochtones et leur relation originale à la terre : Un questionnement pour l'ordre mondial*. Paris: L'Harmattan.
- Dickinson, E. (2009, Jan/Feb). Neighborhood Watch. *Net Effect : How Technology Shapes the World*. Consulté le December 06, 2016, sur <http://web.b.ebscohost.com.proxy.bnl.lu/ehost/pdfviewer/pdfviewer?sid=941e3707-cc04-45e3-914e-c0870973da9d%40sessionmgr106&vid=1&hid=107>
- d'Letzeburger Land. (1992, Juli 17). Bewährungsprobe. Luxemburg: Leo Kinsch (1958-1983).
- Donohue, W. A. (2012). The Identity Trap : The Language of Genocide. *Journal of Language and Social Psychology*, 31(1), 13-29. doi:10.1177/0261927X11425033
- Duffy, G. (1995). An Early Warning System for the United Nations : Internet or Not? *Mershon International Studies Review*, 39, 315-318.
- Duffy, G. (1995). An Internet-Based System Could Provide a Forum Across Frameworks. *Mershon International Studies Review*, 39, 323-326.
- Dujardin, B. M. D. (2003). Ajustement structurel, ajustement culturel? *Santé publique*, 15(4), 503-513. Consulté le March 20, 2019, sur <https://www.cairn.info/revue-sante-publique-2003-4-page-503.htm>
- Einsiedel, S. v. (2015, May). Non-Military Protection of Civilians in UN Peace Operations : Experiences and Lessons. 1-17. Consulté le January 16, 2017, sur http://collections.unu.edu/eserv/UNU:3214/unu_cpr_nonmilitary_poc.pdf
- Ela, E. E. (2001). Les Mécanismes de Prévention des Conflits en Afrique Centrale. *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2(202-203), 227-239. doi:10.3917/gmcc.202.0227

- Engel, U. (2018). Knowledge production on conflict early warning at the African Union. *South African Journal of International Affairs*, 25(1), 117-132. doi:10.1080/10220461.2018.1417902
- Escobar, A. (1995). *Encountering development : the making and unmaking of the third world*. Princeton, New Jersey: Princeton Studies in Culture/ Power/ History. Princeton University Press.
- Esser, D. E. (2014). Security scales : spectacular and endemic violence in post-invasion Kabul, Afghanistan. *Environment & Urbanization*, 26(2), 373–388. doi:10.1177/0956247814544098
- Esser, D. E. (2014). Security scales : spectacular and endemic violence in post-invasion Kabul, Afghanistan. *Environment & Urbanization*, 26(2), 373–388. doi:10.1177/0956247814544098
- Esser, D. E. (s.d.). Security scales : spectacular and endemic violence in post-invasion Kabul, Afghanistan. *Environment & Urbanization*, 26(2), 373–388. doi:10.1177/0956247814544098
- European External Action Service. (2016). *Shaping of a Common Security and Defense Policy*. Récupéré sur http://europeaeas.fpfis.slb.ec.europa.eu:8084/headquarters/headquarters-homepage/5388/shaping-common-security-and-defence-policy_en
- Evans, H. G. (2001). Preventing Deadly Conflict : The Role and Responsibility of Governments and NGOs. (pp. 1-14). Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation. Consulté le January 19, 2017, sur http://www.lse.ac.uk/humanRights/aboutUs/articlesAndTranscripts/Preventing_deadly_conflict.pdf
- Fabius, L. (2016). La genèse de l'accord du 14 juillet 2015 sur le nucléaire iranien. *Revue internationale et stratégique*, 2(102), 6-37. Récupéré sur <https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2016-2-page-6.htm>
- Farrell, M. (2010). Bridging the Gap between EU, Mediterranean and Africa relations : Partnership, Governance and (Re)-evolving Relations. *L'Europe en Formation*, 2(n° 356), 169-191. doi:10.3917/eufor.356.0169
- Financial Times. (s.d.). Contractors reap \$138bn from Iraq war. Consulté le Octobre 13, 2019, sur <https://www.ft.com/content/7f435f04-8c05-11e2-b001-00144feabdc0#axzz2Nt2eP2Cj>
- Flounders, S., Nasser, D., Azad, B. & Bartlett, E. (2016, December 27). UN Press Briefing on Syria. Youtube. Consulté le March 21, 2019, sur <https://www.youtube.com/watch?v=HXG6yG0U6h0&t=854s>
- Foundation The Stanley. (2009). *Stabilizing States in Crises : Leveraging International Capacity, a roundtable summary from the 50th Strategy for Peace Conference*. Iowa: The Stanley Foundation. Consulté le January 16, 2017, sur http://www.stanleyfoundation.org/publications/policy_memo/StabStateIntl_SPC09_P M.pdf

- France24. (2013, Mars 19). Ces entreprises qui ont prospéré sur le dos de la reconstruction en Irak. Consulté le Octobre 13, 2019, sur <https://www.france24.com/fr/20130319-irak-anniversaire-reconstruction-kpr-financial-times-gagnant-guerre-gaspillage-economie>
- France24. (2018, Novembre 13). Chaos, divisions ... La conférence sur la Libye à Palerme vers un échec? Palerme, Italie. Consulté le Janvier 21, 2018, sur <https://www.youtube.com/watch?v=my77-a8MzT8>
- France24. (2018). Chine - Etats-Unis : la guerre commerciale est déclarée. Consulté le September 03, 2018, sur <https://www.france24.com/fr/20180706-semaine-eco-2eme-partie-guerre-commerciale-chine-etats-unis-trump>
- France24. (2018). Guerre commerciale : une réponse européenne efficace. Consulté le September 03, 2018, sur <https://www.france24.com/fr/20180629-semaine-eco-partie2-taxes-douanes-guerre-commerciale-europe-trump-harley-davidson>
- France24. (2018). Le nord du Brésil en état d'urgence face à l'afflux de réfugiés vénézuéliens. Consulté le August 28, 2018, sur <https://www.france24.com/fr/20180825-reportage-france-24-nord-bresil-etat-urgence-afflux-refugies-venezuela>
- France24. (2018). L'instrumentalisation de la mort d'un jeune homme pour mobiliser les foules. Consulté le August 30, 2018, sur <https://www.france24.com/fr/20180829-chemnitz-allemande-saxe-extreme-droite-histoire-hooligan-neonazi>
- France24. (2018). TIBBETT's Autopsy released. Consulté le August 30, 2018, sur <https://www.youtube.com/watch?v=9Bd9WojcRjg>
- Franke, B. (2008). Africa's Evolving Security Architecture and the Concept of Multilayered Security Communities. *Cooperation and Conflict : Journal of the Nordic International Studies Association*, 43(3), 313-340. doi: 10.1177/0010836708092839
- Friedman, M. Z. (2011). UN Early Warning for Preventing Conflict. *International Peacekeeping*, 18(1), 21-37. doi:10.1080/13533312.2011.527504
- Galtung, J. (1971, June 1). A Structural Theory of Imperialism. *Journal of Peace Research*, 8(2), 81-117. doi:10.1177/002234337100800201
- Gambari, I. A. (2004). Early Action : Prevention of Genocide; lessons learnt, the necessity of early warning mechanisms and collective international responsibility. (pp. 1-5). New York: United Nations Church Center. Consulté le December 17, 2016, sur <http://www.un.org/en/africa/osaa/pdf/gambari/2004-rwanda-genocide-11thanniversary.pdf>
- Garcia-Guadilla, M. P., & Mallen, A. (2018, December 20). Polarization, Participatory Democracy, and Democratic Erosion in Venezuela's Twenty-First Century Socialism. *681*(1), pp. 62-77. doi:10.1177/0002716218817733
- Garner, D. C. (1999). Early warning and conflict prevention : Problems, pitfalls and avenues for success. *Canadian Foreign Policy Journal*, 6(2), 103-121. doi:10.1080/11926422.1999.9673176
- Glazebrook, D. B. (2014, April 9). Libya, Africa and Imperialism. Consulté le January 27, 2019, sur <https://www.youtube.com/watch?v=CIDRckmSKjY>
- Goldfinch, K. R. (2005). Putting the Numbers to Work : Implications for Violence Prevention. *Journal of Peace Research*, 42(1), 27-45. doi:10.1177/0022343305049665

- Goldstone, J. A. (2008). *Using Quantitative and Qualitative Models to Forecast Instability*. United States Institute of Peace. Washington, DC: Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation. Consulté le January 20, 2017, sur <http://www.usip.org/sites/default/files/sr204.pdf>
- Guterres, A. (2018, Novembre 11). Discours au forum sur la paix à Paris. Consulté le 20 janvier 2019, sur <https://www.youtube.com/watch?v=jAwTHQw0JUY>
- Grasso, V. P. (2012). *Early Warning Systems : A State of the Art Analysis and Future Directions*. Nairobi: United Nations Environment Programme.
- Graziosi, A. (2010). *Histoire de l'URSS*. Paris: Presses universitaires de France.
- Gurr, B. H. (1998). Systematic Early Warning of Humanitarian Emergencies. *Journal of Peace Research*, 35(5), 551-579. doi:0022-3433(199809)35:5;551-579;004647
- Gurr, T. R. (1995). A Conceptual Framework for Screening and Interpreting Information Is Required. *Mershon International Studies Review*, 39, 318-319.
- Hagmann, T. (2003). Book Review : David Carment and Albrecht Schnabel (eds.), *Conflict Prevention : Path to Peace or Grand Illusion?* (Tokyo : United Nations University Press, 2003, 296 pp., \$33.00 pbk.). Andreas Wenger and Daniel Möckli, *Conflict Prevention : The Untapped Po. Millennium - Journal of International Studies*, 32, 716-718. doi:10.1177/03058298030320030420
- Hamelink, C. J. (2008). Media between warmongers and peacemakers. *Media, War & Conflict*, 1(1), 77-83. doi:10.1177/1750635207087627
- Hämmerli, A., Gattiker, R. & Weyermann, R. (2006). Conflict and Cooperation in an Actors' Network of Chechnya Based on Event Data. *Journal of Conflict Resolution*, 50(2), 159-175. doi: 10.1177/0022002705284826
- Handy, I. K.-S. (2013). The state of conflict early warning in africa. *African Security Review*, 22(2), 1-10. doi:10.1080/10246029.2013.792553
- Harding, T. &. (2012). Leveraging Web-Based Environments for Mass Atrocity Prevention. *Simulation & Gaming*, 44(1), 94-117. doi:10.1177/1046878112455489
- Harff, B. (2012). Countries at Risk of Genocide and Politicide in 2012. Dans T. O. Zemlan (Éd.), *Guiding Principles of the Emerging Architecture Aiming At the Prevention of Genocide, War Crimes, and Crimes Against Humanity* (pp. 5-9). The Hague, Netherlands: Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation. Consulté le January 17, 2017, sur <http://scar.gmu.edu/sites/default/files/GPANet%202012.pdf>
- Hazlett, C. (2011). New Lessons Learned? Improving Genocide and Politicide Forecasting. *United States Holocaust Memorial Museum*, 1-40. Récupéré sur https://www.ushmm.org/m/pdfs/20111102-hazlett-early-_warning-lessons-learned.pdf
- Heidelberg Institute for International Conflict Research. (2005). *Conflict Barometer 2005*. Crisis - Wars - Coup d'Etat - Négotiations - Médiations - Peace Settlements. Récupéré sur <http://www.hiik.de/en/konflikbarometer/pdf/ConflictBarometer2005.pdf>
- Heidelberg Institute for International Conflict Research. (2018). *Conflict Barometer 2017*. Heidelberg: HIIK. Récupéré sur <https://hiik.de/conflict-barometer/current-version/?lang=en>

- Heldt, B. (2009). Risks, Early Warning and Management of Atrocities and Genocide : Lessons from Statistical Research. *Politorbis*, 47(2), 65-70. Récupéré sur https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2025007
- Hendrix, C. (2016). *Putting Environmental Stress (Back) on the Mass Atrocities Agenda*. The Stanley Foundation. Consulté le January 14, 2017, sur <http://www.stanleyfoundation.org/publications/pab/HendrixPDB1016.pdf>
- Hettne, B. (2010). Development and Security : Origins and Future. *Security Dialogue*, 41(1), 31-52. doi:10.1177/0967010609357040
- Hinz, F.-L. &. (1988). *Chronik des 20. Jahrhunderts*. Dortmund: Chronik-Verlag in der Harenberg Kommunikation Verlags- und Mediengesellschaft mb H & Co. KG.
- Hove, S. (2013). Preventing Violence in Future Elections : Moving Towards an Early Warning System for Zimbabwe. *Journal of Peacebuilding & Development*, 8(1), 79-83. doi:10.1080/15423166.2013.789264
- HUFFPOST. (2018, April 14). Sans mandat de l'ONU, Américains, Français et Britanniques attaquent la Syrie. Consulté le July 30, 2018, sur https://www.huffpostmaghreb.com/entry/sans-mandat-de-lonu-americains-francais-et-britanniques-attaquent-la-syrie_mg_5ad1924fe4b077c89ce8dfb0
- Humphreys, P. V. (2016). Crowdseeding in Eastern Congo : Using Cell Phones to Collect Conflict Events Data in Real Time. *Journal of Conflict Resolution*, 60(4), 748-781. doi:10.1177/0022002714553104
- IGAD. (2000). *Protocol on the Establishment of a Conflict Early Warning and Response Mechanism for IGAD Member States*. Khartoum: Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation. Consulté le January 18, 2017, sur <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/PROTOCOL.PDF>
- Jansa, J. (2009, December 1). Did the Berlin Wall really come down on both sides? *European View*, 8(2), 203-210. Consulté le October 2, 2019
- JATRAS, J. (2018, April 14). US acting as 'ISIS air force' in Syria, spreads 'conscious, transparent lie'. Youtube. Consulté le March 21, 2019, sur https://www.youtube.com/watch?v=BdOdh_oA1ag
- Jenkins, S. S. (1998). The Early Warning of Humanitarian Disasters : Problems in Building an Early Warning System. *The International Migration Review*, 32(2), 471-486. Consulté le December 07, 2016, sur <http://www.jstor.org/stable/2547192>
- John, M. S. (2005). The Concept and Practice of Conflict Prevention : A Critical Reappraisal. *International Studies*, 42(1), 1-19. doi:10.1177/002088170404200101
- Juma, M. K.-G. (2006). *Compendium of Key Documents Related to Peace and Security in Africa*. Pretoria: Pretoria University Law Press. Récupéré sur www.pulp.up.ac.za/component/edocman/compendium-of-key-documents-relating-to-peace-and-security-in-africa
- Kahl, A., McConnell, C. & Tsuma, W. (2012). Crowdsourcing as a Tool in Conflict Prevention. *ACCORD*, 1, pp. 27-34.

- Kasaija, P. A. (2013). The Intergovernmental Authority on Development's Conflict Early Warning and Response Mechanism. *African Security Review*, 22(2), 11-25. doi:10.1080/10246029.2013.792547
- Kennedy, R. (2015). Making useful conflict predictions : Methods for addressing skewed classes and implementing cost-sensitive learning in the study of state failure. *Journal of Peace Research*, 52(5), 649-664. doi:10.1177/0022343315585611
- Krippendorff, K. (2004). *Content analysis*. Thousand Oaks, California: Sage Publications.
- Kolb, R. (2002). *Droit humanitaire et opérations de paix internationales : les modalités d'application du droit international humanitaire dans les opérations de maintien ou de rétablissement de la paix auxquelles concourt une organisation internationale (en particulier le*. Genève, Bâle, Munich: Helbing et Lichtenhahn.
- Kolb, R. (2014). *The Elgar Companion to the International Court of Justice*. MA, USA: Edward Elgar Publishing Limited.
- Koné, Y. (2008). Vers un Système d'Alerte Précoce adapté. *Revue internationale et stratégique*, 3(71), 117-119. doi:10.3917/ris.071.0117
- Korostelina, K. (2007). The system of social identities in Tajikistan : Early warning and conflict prevention. *Communist and Post-Communist Studies*, 40, 223-238. doi:10.1016/j.postcomstud.2007.03.001
- Kortunow, S. (2006, August). Für ein globales Frühwarnsystem : Russische Vorschläge zur Zukunft der Nichtverbreitung. *IP Die neue Welt der Atomkräfte*, 54-61.
- Kristensen, H. M., & Norris, R. S. (2014). Worldwide deployments of nuclear weapons, 2014. *Bulletin of the Atomic Scientists*, 70(5), 96-108. doi:10.1177/0096340214547619
- Lacoste, Y. (2003). Les Etats-Unis et le reste du monde. *Hérodote*(ISSN 0338-487X / ISBN 2707140694), 3-16. Récupéré sur <https://www.cairn.info/revue-herodote-2003-2-page-3.htm>
- Laferrère, A. (2015). Le moyen-orient après l'accord nucléaire iranien. *Commentaire*, 4(152), 801-808. Récupéré sur <https://www.cairn.info/revue-commentaire-2015-4-page-801.htm>
- Lantis, J. S. (2016). Agentic constructivism and the Proliferation Security Initiative : Modeling norm change. *Cooperation and Conflict*, 51(3), 384-400. doi:10.1177/0010836716640831
- Laurance, E. J. (1998). *Light Weapons and Intrastate Conflict : Early Warning Factors and Preventive Action*. Carnegie Corporation of New York, New York.
- Lavoix, H. (2006). *Construire un système d'alerte précoce des crises*. Paris: Institut français des relations internationales.
- Leake, E. (2018). Spooks, Tribes, and Holy Men : The Central Intelligence Agency and the Soviet Invasion of Afghanistan. *Journal of Contemporary History*, 53(1), 240-262. doi:10.1177/0022009416653459
- Lecoutre, D. (2004). Le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine, Clef d'une Nouvelle Architecture de Stabilité en Afrique? *Afrique contemporaine*, 4(212), 131-

162. Récupéré sur <http://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2004-4-page-131-htm>
- Lee, W. L. (2015). Early Warning System for Temporary Crime Hot Spots. *J Quant Criminol*, 31, 25-47. doi:10.1007/s10940-014-9223-8
- LeFIGARO. (2018, June 17). Israël : Une loi va interdire de filmer les soldats. Consulté le June 17, 2018, sur <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2018/06/17/97001-20180617FILWWW00090-israel-il-est-maintenant-interdit-de-filmer-les-soldats-sous-peine-d-emprisonnement.php>
- Lejano, R. P. (2006, September). Theorizing Peace Parks : Two Models of Collective Action. *Journal of Peace Research*, 43(5), 563-581. Consulté le November 25, 2016, sur <http://www.jstor.org/stable/27640384>
- LeMonde. (2018, 05 08). Israël libère un soldat condamné pour avoir achevé un palestinien. Consulté le May 08, 2018, sur https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2018/05/08/israel-libere-un-soldat-condamne-pour-avoir-acheve-un-palestinien_5295877_3218.html
- LeMonde. (2018). Le pouvoir judiciaire devient le parent pauvre de l'antiterrorisme. Consulté le September 03, 2018, sur https://www.lemonde.fr/police-justice/article/2017/10/03/projet-de-loi-antiterroriste-l-etat-d-urgence-n-a-pas-d-efficacite-propre-contre-les-attentats-aujourd-hui_5195634_1653578.html
- L'express. (2012, Février 24). *Conférence des "amis de la Syrie" à Tunis*. Consulté le Octobre 3, 2019, sur https://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/conference-des-amis-de-la-syrie-a-tunis_1086471.html
- Leymarie, P. (2015). *En Afrique, d'autres foyers du djihadisme*. Paris: Le Monde diplomatique.
- Loyer, B. (2012). Les crises géopolitiques et leur cartographie. *Hérodote*, 3(146-147), 90-107. doi:10.3917/her.146.0090
- LSE Presse Office. (2012, March 4). EU commitment needed on preventing mass atrocities. London: London School of Economics Press Office. Consulté le January 08, 2017, sur <http://www.lse.ac.uk/website-archive/newsAndMedia/news/archives/2013/03/MassAtrocities.aspx>
- Luck, E. C. (2010). Informal Interactive Dialogue on Early Warning, Assessment, and the Responsibility to Protect. (pp. 1-5). New York: United Nations.
- Lund, M. S. (2009). Conflict Prevention : Theory in Pursuit of Policy and Practice. *The Sage Handbook of Conflict Resolution*, 287-321. Consulté le January 17, 2017, sur <https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/Conflict%20Prevention-%20Theory%20in%20Pursuit%20of%20Policy%20and%20Practice.pdf>
- Lundgren, M. (2016). Mediation in Syria : Initiatives, strategies, and obstacles, 2011-2016. *Contemporary Security Policy*, 37(2), 1-13. doi:10.1080/13523260.2016.1192377
- Lupel, A. J. (2015). *Why We Fail : Obstacles to the Effective Prevention of Mass Atrocities*. New York: International Peace Institute. Consulté le January 21, 2017, sur <https://r2pasiapacific.org/filething/get/918/IPI-E-pub-Why-We-Fail.pdf>

- Martin, A. (2019, February 22). An Ocean of Lies on Venezuela : Abby Martin & UN Rapporteur Expose Coup. Consulté le February 24, 2019, sur <https://www.youtube.com/watch?v=ii5MIQgGXyk>
- Matveeva, A. (2006). *Early Warning and Early Response : Conceptual and Empirical Dilemmas*. The Global Partnership for the Prevention of Armed Conflict. Auschwitz Institut for Peace and Reconciliation. Consulté le January 19, 2017, sur <http://www.gppac.net/documents/130492842/130493035/Early+Warning+and+Early+Response.pdf>
- Mauer, M. D. (2009, April). Postmodern Intelligence : Strategic Warning in an Age of Reflexive Intelligence. *Security Dialogue*, 40(2), 123-144. doi:10.1177/0967010609103071
- Mayer-Kress, G. (1995). An Internet-Based System Could Be Productive of Peace. *Mershon International Studies Review*, 39, 321.
- Médiapart. (2018). Pour le Luxembourg, Antoine Deltour est enfin un vrai lanceur d'alerte. Consulté le July 23, 2018, sur <https://www.mediapart.fr/journal/economie/110118/pour-le-luxembourg-antoine-deltour-est-enfin-un-vrai-lanceur-d-alerte>
- Medzihorsky, J., Popovic, M. & Jenne, E. (2017). Rhetoric of civil conflict management : United Nations Security Council debates over the Syrian civil war. *Research and Politics*, 1-10. doi:10.1177/2053168017702982
- Meier, J. L. (2008). The Harvard Humanitarian Initiative for Humanity United. *Auschwitz Institue for Peace and Reconciliation*, 1-16. Consulté le January 19, 2017, sur <https://irevolution.files.wordpress.com/2011/07/hhi-deliverable-3.pdf>
- Meier, P., Bond, D. & Bond, J. (2007). Environmental influences on pastoral conflict in the Horn of Africa. *Political Geography*, 26, 716-735. doi:10.1016/j.polgeo.2007.06.001
- Meier, S. C. (2007). *Deciding to Prevent Violent Conflict : Early Warning and Decision-making within the United Nations*. The Fletcher School Tufts University, Chicago.
- Mensah, E. (2017). *Système National d'Alerte Précoce (NEWS-SN) : Livret du Moniteur*. Accra, Ghana: West Africa Network for Peacebuilding.
- Merrills, J. G. (2011). *International Dispute Settlement* (éd. 5th ed.). New York: Cambridge University Press.
- Mestre-Lafay, F. (2009). *L'ONU*. Paris: Presse Universitaire de France.
- Meyer, C. O., Sangar, E., & Michaels, E. (2018). How do non-governmental organizations influence media coverage of conflict? The case of the Syrian conflict, 2011–2014. *Media, War & Conflict*, 11(1), 149–171. doi:10.1177/1750635217727309
- Minhas, S., Hoff, P. D. & Ward, M. D. (2016). A new approach to analyzing coevolving longitudinal networks in international relations. *Journal of Peace Research*, 53(3), 491-505. doi:10.1177/0022343316630783
- Mitchell, T. (2010). The resources of economics. *Journal of Cultural Economy*, 3(2), 189-204. doi:10.1080/17530350.2010.494123

- Møller, B. (2009). *Africa's Sub-Regional Organisations : Seamless Web or Patchwork?* Crisis States Research Center.
- Moolakkattu, J. S. (2010). The Role of the African Union in Continental Peace and Security Governance. *India Quarterly*, 66(2), 151-165. doi:10.1177/097492841006600202
- Mora, A. E. (2009). *Anticipating Violence Intelligently : Functional Impacts of Integrating Intelligence Products into Regional Conflict Early Warning Systems*. Master Thesis in Peace and Conflict Studies, University of Oslo, Oslo.
doi:http://urn.nb.no/URN:NBN:no-23972
- Munro, I. (2018). An Interview with Snowden's Lawyer : Robert Tibbo on Whistleblowing, Mass Surveillance and Human Rights Activism. *Organization*, 25(1), 106 –122.
doi:10.1177/1350508417726548
- Murithi, T. (2012, June 11). Between reactive and proactive interventionism : The African Union Peace and Security Council's engagement in the Horn of Africa. *ACCORD*, 10(56), pp. 1-15. Consulté le January 23, 2017, sur <http://www.accord.org.za/ajcr-issues/%EF%BF%BCbetween-reactive-proactive-interventionism/>
- Musila, G. M. (2013). Early Warning and the Role of New Technologies in Kenya. *International Peace Institute*, pp. 42-55. Consulté le January 20, 2017, sur <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ipi-e-pub-nw-technology-conflict-prevention-advance.pdf>
- Nathan, L. (2007). Africa's early warning system : An emperor with no clothes? *South African Journal of International Affairs*, 14(1), 49-60. doi:10.1080/10220460709545482
- Nations Unies. (1992). *Agenda pour la paix : Diplomatie préventive, rétablissement de la paix, maintien de la paix*. New York: Nations Unies.
- Nations, U. (2010). *Early warning, assessment and the responsibility to protect : Report of the Secretary-General*. New York: United Nations. Consulté le December 21, 2016, sur http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/64/864
- Nbc news. (2013, Mars 19). Waste, fraud and abuse commonplace in Iraq reconstruction effort. Consulté le Octobre 13, 2019, sur http://investigations.nbcnews.com/_news/2013/03/19/17362769-waste-fraud-and-abuse-commonplace-in-iraq-reconstruction-effort
- Newman, E. (2010). Critical human security studies. *Review of International Studies*, 36, 77-94. doi:10.1017/S0260210509990519
- Nuhanovic, H. (1998, March 1). Witness to Srebrenica. *Index on Censorship*, 27(2), pp. 57-61. Consulté le October 2, 2019
- Nuruzzaman, M. (2008). Liberal Institutionalism and International Cooperation after 11 September 2001. *International Studies*, 45(3), 193-213.
doi:10.1177/002088170904500302
- Nyheim, D. (2009). *Prévenir la violence, la guerre et l'effondrement des Etats : l'Avenir des Systèmes d'Alerte Précoce et de Réponse*. Organisation de Coopération et de Développement Economique. OCDE.
- Nyheim, D. (2009a). The Global Balance Sheet : Emerging Security Threats and Multilateral Response Capabilities. (pp. 1-12). The Stanley Foundation.

- Nyheim, D., Brown, S., Rosenblum-Kumar, G. & Doe, S. (2005). *Early Warning & Early Response Handbook*. A Conflict Prevention and Post-Conflict Reconstruction Network Resource. Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation. Consulté le January 19, 2017, sur http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/350417D94E25FF218525711F007B6D26-CPRCN_early%20warning%20and%20response_sep2005.pdf
- O'Brien, S. P. (2002). Anticipating the Good, the Bad, and the Ugly : An Early Warning Approach to Conflict and Instability Analysis. *Journal of Conflict and Resolution*, 46(6), 791-811. doi:10.1177/002200202237929
- O'Brien, S. P. (2010). Crisis Early Warning and Decision Support : Contemporary Approaches and Thoughts on Future Research. *International Studies Review*, 12(1), 87-104. Consulté le December 06, 2016, sur <http://www.jstor.org/stable/40730711>
- Okechukwu, I. (2007). *Early Warning and Early Response - Workshop on "Early Warning & Early Response Practice : Sharing the WANEP Experience & Strategic Planning*. WANEP & GPPAC. Accra, Ghana: Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation. Consulté le January 21, 2017, sur <http://www.peaceportal.org/documents/130276236/dd525e83-9b73-4d49-a6d7-c40d514554bc>
- Opoku, J. M. (2007). *West African Conflict Early Warning and Early Response System : The Role of Civil Society Organizations*. KAIPTC. Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation. Consulté le January 19, 2017, sur <http://www.kaiptc.org/Publications/Occasional-Papers/Documents/Occasional-Paper-19.aspx>
- Organisation de l'Unité Africaine. (1963). *Charte de l'O.U.A.* Addis Abeba, Ethiopie. Récupéré sur africa.smol.org/files/ency11.pdf
- Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. (2006). *Manuel de l'OTAN*. Belgique: Division Diplomatie publique.
- Otto, C. O. (2016). How to warn : 'Outside-in warnings' of Western governments about violent conflict and mass atrocities. *Media, War & Conflict*, 9(2), 198-216. doi:10.1177/1750635216656969
- Pahlavi, P. (2018). Comprendre la résilience de la république islamique d'Iran. *Politique étrangère*, 3, 63-74. Récupéré sur <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2018-3-page-63.htm>
- Palihapitiya, M. (2013). Early Warning, Early Response : Lessons from Sri Lanka. (J. Berns, Éd.) *Preventing Deadly Conflict*(Building Peace), pp. 26-29. Consulté le January 17, 2017, sur http://buildingpeaceforum.com/site/wp-content/uploads/2013/09/afp_buildingpeaceforum_pub2_rd6.pdf
- Peck, C. (2010). *A Manual for UN Mediators : Advice from UN Representatives and Envoys*. Geneva, Switzerland: United Nations Institute for Training and Research. Récupéré sur https://peacemaker.un.org/sites/peacemaker.un.org/files/ManualUNMediators_UN2010.pdf
- Peet, R. (2004). *Theories of Development*. New York: Guilford.

- Pelouard, M., & Zarifian, J. (2018). Le lobby juif pro-israélien des Etats-Unis et la (difficile) validation de l'accord sur le nucléaire iranien par le congrès en 2015. *Politique américaine*, 2(31), 127-156. Récupéré sur <https://www.cairn.info/revue-politique-americaine-2018-2-page-127.htm>
- Pepper, A. (2014). Gender Analysis as a Predictor in Conflict Early Warning Systems : Theories from the Ivory Tower. *Journal of History of Culture, Science and Medicine*, 5(9), 158-168. doi:10.17107/KH.2014.9.
- Perry, C. (2013). Machine Learning and Conflict Prediction : A Use Case. *Stability : International Journal of Security & Development*, 2(3)(56), 1-18. doi:<http://dx.doi.org/10.5334/sta.cr>
- Piiparinen, T. (2008). The Rise and Fall of Bureaucratic Rationalization : Exploring the Possibilities and Limitations of the UN Secretariat in Conflict Prevention. *European Journal of International Relations*, 14(4), 697-724. doi:10.1177/1354066108097558
- Pilger, J. (2004). Stealing a Nation - How the UK/ US stole the Diego Garcia Island. Renegade History. Consulté le March 10, 2019, sur <https://www.youtube.com/watch?v=PjNfXK6QpqY>
- Pilger, J. (2016). The coming war on China. Consulté le March 15, 2019, sur <https://www.youtube.com/watch?v=Ot-acn1whrc&t=2424s>
- Podvig, P. (2002). History and the Current Status of the Russian Early-Warning System. *Science & Global Security*, 10(1), 21-60. doi:10.1080/08929880212328
- Poe, S. C., Rost, N. & Carey, S. C. (2006). Assessing Risk and Opportunity in Conflict Studies : A Human Rights Analysis. *Journal of Conflict Resolution*, 50(4), 484-507. doi:10.1177/0022002706289181
- PressTV. (2018, Novembre 14). Idlib : l'armée syrienne, plus puissante que jamais! Consulté le Janvier 21, 2019, sur <https://www.presstv.com/DetailFr/2018/11/14/580020/Idlib-Syrie-armee-syrienne-Russie-terroriste-Sotchi-accord-treuve-cessez-le-feu>
- Pupavac, V. (2010). The Consumerism-Development-Security Nexus. *Security Dialogue*, 41(6), 691-713. doi:10.1177/0967010610388204
- Rakotonirina, H. M. (2007). Le dialogue interrégional UE-Afrique depuis Cotonou : les cas de la facilité de soutien à la paix en Afrique. *Politique européenne*, 2(22), 125-147. doi:10.3917/poeu.022.0125
- Rashed, A. (2016, May 12). Operationalizing the 'Sustaining Peace' Agenda and Review in Africa : Challenges and Opportunities. "Sustaining Peace : Mechanisms, Partnerships and the Future of Peace building in Africa" (pp. 1-7). New York: United Nations. Consulté le December 21, 2016, sur <http://www.un.org/en/africa/osaa/pdf/events/20160512/comesa-committeeofelders.pdf>
- Reverso. (n.d.). Dictionnaire gratuit en ligne. (S. I. 2006-2019, Éd.) Récupéré sur www.reverso.net
- Rohwerder, B. (2015). *Conflict early warning and early response*. University of Birmingham, Birmingham, UK. Consulté le January 19, 2017, sur <http://www.gsdrc.org/docs/open/hdq1195.pdf>

- Rustad, S. C. A., Buhaug, H., Falch, A. & Gates, S. (2011). All Conflict is Local : Modeling Sub-National Variation in Civil Conflict Risk. *Conflict Management and Peace Science*, 28(1), 15-40. doi:10.1177/0738894210388122
- Rusu, S. (2001). Principles and practice of conflict early warning. *Conflict, Security & Development*, 1(02), 125-135. doi:10.1080/14678800100590613
- Sandole, D. J. (1998). A Comprehensive Mapping of Conflict and Conflict Resolution : A Three Pillar Approach. *Peace and Conflict Studies*, 5(2), 1-33. Consulté le January 13, 2017, sur <http://nsuworks.nova.edu/pcs/vol5/iss2/4>
- Schmeidl, S. (2003). The Early Warning of Forced Migration : State or Human Security? *Refugees and Forced Displacement : International Security, Human Vulnerability, and the State*, pp. 130-155.
- Schneider, G., Gleditsch, N. P. & Carey, S. (2011). Forecasting in International Relations. *Conflict Management and Peace Science*, 28(1), 5-14. doi:10.1177/0738894210388079
- Schrodt, P. A. (1995). Implementation and Methodology Present More Constraints Than Does Theory. *Mershon International Studies Review*, 39, 319-320.
- Schrodt, P. A. (1997). Empirical Indicators of Crisis Phase in the Middle East, 1979-1995. *Journal of Conflict Resolution*, 41(4), 529-552. doi:10.1177/0022002797041004003
- Selting, M., Auer, P., Barth-Weingarten, D., Bergmann, J., Bergmann, P., Birkner, K., Couper-Kuhlen, E., Deppermann, A., Gilles, P., Günthner, S., Hartung, M., Kern, F., Mertzlufft, C., Meyer, C., Morek, M., Oberzaucher, F., Peters, J., Quasthoff, U., Schütte, W., Stukenbrock, A. & Uhmann, S. (2009). Gesprächsanalytisches Transkriptionssystem 2 (GAT 2). 10, 353-402. Récupéré de www.gespraechsforschung-ozs.de
- Semenovich, D., Sowmya, A. & Goldsmith, B. E. (2012). Predicting onsets of genocide with sparse additive models. *ICPR*, 1-4. Consulté le January 17, 2017, sur http://sydney.edu.au/arts/research/atrocities_forecasting/downloads/docs/icpr2012_final.pdf
- Senarclens, P. d. (2006). Théories et Pratiques des Relations Internationales depuis la fin de la Guerre Froide. *Institut français des relations internationales*, 4, 747-759. Récupéré sur <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2006-4-page-747.htm>
- Shanghai Cooperation Organization. (2002). *Charter of the Shanghai Cooperation Organization*. Récupéré sur eng.sectsco.org/load/203013/
- Shellman, S. M., Levey, B. P. & Young, J. K. (2013). Shifting sands : Explaining and predicting phase shifts by dissident organizations. *Journal of Peace Research*, 50(3), 319-336. doi:10.1177/0022343312474013
- Sindiso, N. (2015). Silencing the Guns in Africa : The Nexus between Peace, Security, Governance and Development. *Annual Briefing of the African Regional Economic Communities to Member States and United Nations Entities* (pp. 1-6). COMESA.
- Sithole, A. (2012). The African Union Peace and Security mechanism's crawl from design to reality : Was the Libyan crisis a depiction of severe limitations? *African Journal of Constructive Resolution*, 21(58), 1-15. Consulté le January 22, 2017, sur

<http://www.accord.org.za/ajcr-issues/%EF%BF%BCthe-african-union-peace-and-security-mechanisms-crawl-from-design-to-reality/>

- Skyler J. Cranmer, E. J. (2015, September 22). Kantian fractionalization predicts the conflict propensity of the international system. *PNAS*, 112(38), 1-5. doi:www.pnas.org/cgi/doi/10.1073/pnas.1509423112
- Smith, C. (2016, September 20). The Snowden effect : Three years after Edward Snowden's mass-surveillance leaks, does the public care how they are watched? *Index on Censorship*, 45(3), pp. 48-50. doi:10.1177/0306422016670343
- Souaré, I. K. (2007). Conflict prevention and early warning mechanisms in West Africa : A critical assessment of progress. *African Security Review*, 16(3), 96-109. doi:10.1080/10246029.2007.9627435
- Staleno, I. (2014). "The People's war" and Johan Galtung's Conflict Models. *The Public Administration and Social Policies Review*, VI, 1(12), 32-44.
- Stanton, G. (2005). *Early Warning*. Encyclopedia of Genocide and Crimes Against Humanity. Thomson-Gale: Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation. Consulté le January 19, 2017, sur http://www.genocidewatch.org/images/AboutGen_Early_Warning.pdf
- Stanton, G. H. (2009). The Rwandan Genocide : Why Early Warning Failed. *Journal of African Conflicts and Peace Studies*, 1(2), 6-25. doi:http://dx.doi.org/10.5038/2325-484X.1.2.1
- Strachan, H. (2008). *Hew Strachan über Carl von Clausewitz, Vom Kriege*. München: Deutscher Taschenbuch Verlag.
- Sutherland, J-A., Porter, K., DuLaney, C., Finkel, J. P. & Rotmann, P. (2016). Developing a Global Mechanism for Atrocity Forecasting and Prevention. (pp. 1-12). Tarrytown, New York: The Stanley Foundation. Consulté le January 14, 2017, sur <http://www.stanleyfoundation.org/publications/pdb/UNIssuesPDB716.pdf>
- Swisspeace. (2018). *Swisspeace's Early Warning Program - FAST International*. Consulté le May 26, 2018, sur www.swisspeace.ch/archive/previous-projects/fast-international.html
- The Association of Southeast Asian Nations. (1967). *The ASEAN Charter*. Jakarta, Indonesia: ASEAN. Récupéré sur <https://asean.org/storage/images/archive/publications/ASEAN-Charter.pdf>
- The Guardian. (2012, September 19). "Libya coverage 'broke broadcasting code'". Consulté le October 2, 2019, sur <https://www.theguardian.com/world/middle-east-live/2012/sep/19/syria-crisis-iran-visits-damascus-live?INTCMP=SRCH>
- Thuderoz, C. (2015). Penser le Tiers, Penser le Conflit. *De Boeck Supérieur*, 2(24), 73-86. Récupéré sur <https://www.cairn.info/revue-negotiations-2015-2-page-73.htm>
- Tikusis, P., Carment, D. & Yiagadeesen, S. (2012). Prediction of Intrastate Conflict Using State Structural Factors and Events Data. *Journal of Conflict Resolution*, 57(3), 410-444. doi:10.1177/0022002712446129
- Tiruneh, B. T. (2010). *Establishing an Early Warning System in the African Peace and Security Architecture : Challenges and Prospects*. KAIPTC. Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation. Consulté le January 21, 2017, sur

<http://www.kaiptc.org/Publications/Occasional-Papers/Documents/Occasional-Paper-29-Birikit.aspx>

- Tshimba, D.-N. (2014). A continental conflict prevention mechanism on the horizon? An assessment of the early warning system in Africa. *20(9)*, 1-8. Consulté le January 19, 2017, sur http://www.thinkingafrica.org/V2/wp-content/uploads/2014/02/TA_NDR_5_arly-Warning-for-conflict-Prevention.pdf
- Tuzuner, E. A. (2011). Quantifying intelligence cooperation : The United States International Intelligence Behavior (USIIB) dataset. *Journal of Peace Research*, *48(5)*, 673-682. doi:10.1177/0022343311412808
- Ugeux, D. (2016, Octobre 28). Présentation du livre "Assassinat de Kadhafi". Consulté le Janvier 21, 2019, sur <https://www.youtube.com/watch?v=-Z5FtnDODvw>
- UN News Centre. (2014, August 21). Briefing Security Council, senior officials urge UN system-wide approach to early warning, conflict prevention. New York. Consulté le December 30, 2016, sur <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=48531#.WGZd4uE2tQM>
- UN News Centre. (2016, February 15). Secretary-General Says Early Warning, Action to Prevent Conflict Remains Best Approach to Advance Vision of Peace as Security Council Debates UN Charter. New York. Consulté le December 17, 2016, sur <http://www.un.org/press/en/2016/sgsm17540.doc.htm>
- UN News Centre. (2016, November 29). With Burundi at 'dangerous junction,' UN experts call on Government to protect citizens against violence. New York. Consulté le January 05, 2017, sur http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=55669#.WG2e_OE2tQM
- UNDDPA. (2019). L'équipe de réserve de conseillers seniors en médiation 2019. Consulté le March 23, 2019, sur <https://peacemaker.un.org/sites/peacemaker.un.org/files/2019StandbyTeamFactsheet-French.pdf>
- Union Africaine. (1999). *Acte Constitutif de l'Union Africaine*. Lomé, Togo. Récupéré sur unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/idep/unpan003043.pdf
- Union Européenne. (1957). *Traité de Rome*. Récupéré sur <http://mjp.univ-perp.fr/europe/1957rome6.htm#0>
- Union Européenne. (1992). *Traité sur l'Union européenne*. Maastricht. Récupéré sur http://www.cvce.eu/obj/traite_sur_l_union_europeenne_maastricht_7_fevrier_1992-fr-2c2f2b85-14bb-4488-9ded-13f3cd04de05.html
- Union Européenne. (2007). *Traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes*. Récupéré sur www.assemblee-nationale.fr/13/projets/PL_690_Traite.pdf
- UNISDR. (2006). Développement de systèmes d'alerte précoce : Une liste de contrôle. *EWC III : Troisième conférence internationale sur les systèmes d'alerte précoce : Du concept à l'action* (pp. 1-10). Bonn, Allemagne: Nations Unies. Consulté le January 06, 2017, sur http://www.unisdr.org/files/608_french.pdf
- UNITAR. (2007). *UNITAR Peace and Security Series : Preventing Genocide*. United Nations Institute for Training and Research. New York: Auschwitz Institute for Peace and

- Reconciliation. Consulté le January 18, 2017, sur http://responsibilitytoprotect.org/files/Summary_Report_with_contacts.pdf
- UNITAR. (2010). *A Manual for UN Mediators : Advice from UN Representatives and Envoys*. Geneva, Switzerland: The programme in Peacemaking and Conflict Prevention of the UNITAR.
- United Nations. (1945). *Charter of the United Nations and Statute of the International Court of Justice*. San Francisco, California, USA: United Nations. Récupéré sur <https://treaties.un.org/doc/publication/ctc/uncharter.pdf>
- United Nations. (2001). *Prevention of armed conflict : Report of the Secretary-General*. New York: United Nations.
- United Nations. (2001). *Prevention of armed conflict : Report of the Secretary-General*. New York: United Nations.
- United Nations. (2004, April 07). UN Secretary-General Kofi Annan's Action Plan to Prevent Genocide. *Presse Release*. Geneva: Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation. Consulté le January 18, 2017, sur <http://www.preventgenocide.org/prevent/UNdocs/KofiAnnansActionPlantoPreventGenocide7Apr2004.htm#links>
- United Nations. (2010). *Early Warning, assessment and the responsibility to protect : Report of the Secretary-General*. New York: Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation. Consulté le January 19, 2017, sur <http://www.responsibilitytoprotect.org/N1045020%281%29.pdf>
- United Nations. (2011). *Prevention of armed conflict : Report of the Secretary-General*. New York: United Nations.
- United Nations Institute for Training and Research. (2007). *Preventing Genocide*. New York: UNITAR. Récupéré sur <http://www.unitarny.org/en/peacesecseries.html>
- USAID. (2014). *Preventing Atrocities : Five Key Primers*. USAID. Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation. Consulté le January 16, 2017, sur <https://freedomhouse.org/sites/default/files/Preventing%20Atrocities%20Five%20Key%20Primers.pdf>
- Uzoehina, O. (2008). *"State Fragility" and the Challenges of Development in West Africa : Moving from Reaction to Prevention*. African Leadership Centre. Nairobi: Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation. Consulté le January 17, 2017, sur <http://africanleadershipcentre.org/attachments/article/43/ALC%20Report%20No.%203%20Uzoehina.pdf>
- Vadlamudi, S. (2013). Architecture for Early Warning at the U.N. Based on Human Security Indicators. *Monterey Institute of International Studies*, 1-37.
- Van Walraven, K. & Van der Vlugt, J. (1996). *Conflict Prevention and Early Warning in the Political Practice of International Organizations*. Netherlands: Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation. Consulté le January 21, 2017, sur http://www.clingendael.nl/sites/default/files/19960000_cru_paper.pdf

- Verdeja, E. (2016). Predicting Genocide and Mass Atrocities. *Genocide Studies and Prevention : An International Journal*, 9(3), 13-32.
doi:<http://dx.doi.org/10.5038/1911-9933.9.3.1314>
- Vermeulen, F. G. (2009, August). Failures to Prevent Genocide in Rwanda (1994), Srebrenica (1995), and Darfur (since 2003). *Genocide Studies and Prevention : An International Journal*, 4(2), 221-237. doi:10.3138/gsp.4.2.221
- Von Clausewitz, C. (1963). *Vom Kriege*. Hamburg: Rowohlt.
- Walt, S. M. (1998). Relations : One World, Many Theories. *International Relations*, 29-46.
- Ward, M. D., Greenhill, B. D. & Bakke, K. M. (2010). The perils of policy by p-value : Predicting civil conflicts. *Journal of Peace Research*, 47(4), 363-375.
doi:10.1177/0022343309356491
- Weissmann, G. H.-G. (2003). *An Internet-Based Early Warning Indicators System for Preventive Policy : Early Warning Indicators for Preventive Policy - a new approach in Early Warning research*. Stockholm International Peace Research Institute.
Récupéré sur <http://projects.sipri.org/ewi/>
- Welch, D. P. (2016, September 23). 'US media coverage of Syria full of lies'. PressTV.
Consulté le March 21, 2019, sur <https://www.youtube.com/watch?v=3O00tghe4Ug>
- Wennmann, B. G. (2012). *Operationalising Conflict Prevention as Strong, Resilient Systems : Approaches, Evidence, Actions Points*. Geneva: Geneva Peacebuilding Platform.
- West Africa Network for Peacebuilding. (2013). *Rapport annuel*. Ghana: WANEP.
- West Africa Network for Peacebuilding. (2014). *Rapport annuel*. Ghana: WANEP.
- Whitlock, T. B. (2012). Leveraging Web-Based Environments for Mass Atrocity Prevention. *Simulation & Gaming*, 44(1), 94-117. doi:10.1177/1046878112455489
- WikiLeaks. (2015). The US strategy to create a new global legal and economic system : TPP, TTIP, TISA. Consulté le March 04, 2019, sur <https://www.youtube.com/watch?v=Rw7P0RGZQxQ>
- Williams, M. C. (2011). Securitization and the liberalism of fear. *Security Dialogue*, 42(4-5), 453-463. doi:10.1177/0967010611418717
- Wisniew, S. M. (2012). *Genocide and Mass Atrocity Early Warnings and Indicators*. School of Advanced Military Studies United States Army Command and General Staff College Fort Leavenworth. Kansas: Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation.
Consulté le January 16, 2017, sur <https://www.hsdl.org/?view&did=732038>
- Woocher, L. (2006). *Developing a Strategy, Methods and Tools for Genocide Early Warning*. Center for International Conflict Resolution / Columbia University. Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation. Consulté le January 19, 2017, sur <http://www.un.org/en/preventgenocide/adviser/pdf/Woocher%20Early%20warning%20report,%202006-11-10.pdf>
- Wynn-Pope, P. (2010). *A Practical Workshop for NGOs to Develop and Share Strategies to Implement the Responsibility to Protect in the Asia-Pacific Region*. Oxfam Australia. Australia: Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation. Consulté le January 19, 2017, sur

<http://responsibilitytoprotect.org/Oxfam%20R2P%20workshop%20outcome%20doc%20March%202010-2pdf>

Xu, L. X. (2004). Research on a Quantitative Security Risk Assessment Approach in Large-Scale Early Warning System. (Y. P. H. Jin, Éd.) 490-497.

Yarwood, A. N. (2013). The AU Continental Early Warning System : From Conceptual to Operational? *International Peacekeeping*, 20(3), 249-262.
doi:10.1080/13533312.2013.838393

Yonamine, V. D. (2015). Kickoff to Conflict : A Sequence Analysis of Intra-State Conflict-Preceding Event Structures. *PLoS ONE*, 10(5), 1-21.
doi:10.1371/journal.pone.0122472

ZeitOnline. (2013, July 8). Snowden nennt Motive für Enthüllungen. Consulté le March 21, 2019, sur <https://www.zeit.de/politik/ausland/2013-07/snowden-motivation-interview-guardian>

Zultan, D. H.-J. (2012). Reputation and Cooperation in Defense. *Journal of Conflict Resolution*, 57(2), 327-355. doi: 10.1177/0022002712445745

Annexes

Liste des diagrammes	p. 218
Liste des tableaux	p. 219
Tableau synthétique des résultats de la recherche documentaire en ligne	p. 220
Répartition des documents selon les critères d'inclusion	p. 221
Répartition des documents par année	p. 227
Re transcription des entretiens du focus-group	p. 228
Résultats de la revue des critiques indépendantes professionnelles	p. 229
Évolution des difficultés liées aux SAP et mécanismes de réponse de 1990 à 2018	p. 246
- <i>Évolution des difficultés liées aux SAP de 1990 à 2018</i>	p. 247
- <i>Évolution des difficultés liées aux mécanismes de réponse de 1990 à 2018</i>	p. 251
Documents liés au stage à Wanep-Sénégal	p. 255
- <i>Carnet de stage</i>	p. 256
- <i>Rapport de stage</i>	p. 264
- <i>Attestation de stage</i>	p. 275
Attribution du DSHSS Research Grant	p. 276
Curriculum Vitae	p. 277
Compendium de difficultés et de recommandations liées aux SAP et mécanismes de réponse de 1990 à 2016	p. 279
- <i>Volume 1 : Synthèse de difficultés et de recommandations liées aux SAP</i>	p. 280
- <i>Synthèse de difficultés liées aux SAP</i>	p. 281
- <i>Synthèse de recommandations à l'endroit des SAP</i>	p. 375
- <i>Volume 2 : Synthèse de difficultés et de recommandations liées aux mécanismes de réponse</i>	p. 462
- <i>Synthèse de difficultés liées aux mécanismes de réponse</i>	p. 463
- <i>Synthèse de recommandations à l'endroit des mécanismes de réponse</i>	p. 549
Index rerum	p. 596
Table des matières	p. 605

Liste des diagrammes

Recherche documentaire en ligne

Diagramme 1	Répartition des documents selon les critères d'inclusion	p. 70
Diagramme 2	Répartition des documents par année	p. 71
Diagramme 3	Synthèse de difficultés liées aux SAP	p. 72
Diagramme 4	Hiérarchisation des types de difficultés liés aux SAP	p. 72
Diagramme 5	Synthèse de recommandations à l'endroit des SAP	p. 86
Diagramme 6	Hiérarchisation des types de recommandations à l'endroit des SAP	p. 87
Diagramme 7	Synthèse de difficultés liées aux mécanismes de réponse	p. 91
Diagramme 8	Hiérarchisation des types de difficultés liés aux mécanismes de réponse	p. 92
Diagramme 9	Synthèse de recommandations à l'endroit des mécanismes de réponse	p. 102
Diagramme 10	Hiérarchisation des types de recommandations à l'endroit des mécanismes de réponse	p. 102

Focus-group

Diagramme 11	Synthèse de difficultés liées aux SAP	p. 110
Diagramme 12	Classification des types de difficultés liés aux SAP	p. 110
Diagramme 13	Synthèse de recommandations à l'endroit des SAP	p. 113
Diagramme 14	Classification des types de recommandations à l'endroit des SAP	p. 114
Diagramme 15	Synthèse de difficultés liées aux mécanismes de réponse	p. 116
Diagramme 16	Classification des types de difficultés liés aux mécanismes de réponse	p. 117
Diagramme 17	Synthèse de recommandations à l'endroit des mécanismes de réponse	p. 118
Diagramme 18	Classification des types de recommandations à l'endroit des mécanismes de réponse	p. 119

Liste des tableaux

Tableau 1	Critères d'inclusion des documents	p. 49
Tableau 2	Résultats de la revue de la critique académique	pp. 54-55
Tableau 3	Grille d'évaluation 1 : Synthèse de difficultés liées aux SAP	p. 58
Tableau 4	Grille d'évaluation 2 : Synthèse de recommandations à l'endroit des SAP	p. 59
Tableau 5	Grille d'évaluation 3 : Synthèse de difficultés liées aux mécanismes de réponse	p. 59
Tableau 6	Grille d'évaluation 4 : Synthèse de recom. à l'endroit des des mécanismes de réponse	p. 60
Tableau 7	Caractéristiques sociodémographiques des participants	p. 61

Recherche documentaire en ligne

Tableau 8	Analogies des types de difficultés liés aux SAP et mécanismes de réponse	p. 107
Tableau 9	Analogies des types de recom. à l'endroit des SAP et mécanismes de réponse	p. 109

Focus-group

Tableau 10	Analogies des types de difficultés liés aux SAP et mécanismes de réponse	p. 120
Tableau 11	Analogies des types de recom. à l'endroit des SAP et mécanismes de réponse	p. 121

Croisement des données documentaires et empiriques

Tableau 12	Croisement des données se rapportant aux difficultés liées aux SAP	pp. 122-123
Tableau 13	Croisement des données se rapportant aux difficultés liées aux mécanismes de réponse	p. 125

Autre

Tableau 14	Architecture globale visant la prévention de conflits et menaces à la sécurité humaine	p. 157
------------	--	--------

Éléments constitutifs du manque de volonté politique (MVP)

Tableau 15	Éléments constitutifs du MVP issus de la recherche documentaire en ligne	pp. 178-179
Tableau 16	Éléments constitutifs du MVP issus du focus-group avec des praticiens des SAP	p. 181

Liste de cours validés

Tableau 17	Liste des cours dans le cadre du DSHSS	p.189
------------	--	-------

Tableau synthétique des résultats de la recherche documentaire en ligne

Sources	Types de documents	Art. Scientifiques	R. d'activités	D. officiels	Monographies	Lit. grise	Art. de presse	Doc. mixtes	Nbre init. de doc.	Nbre tot. de doc
Revue systématique (1 ^{er} Article)		9	2	2	4	-	1	-	-	-
Moteurs de recherche										
A-Z.lu		30 [-21] = 9	5 [+2 art. sc. + 2 mono.] = 9	-	2 [-2] = 0	1 [-1] = 0	3	-	1997	1997
CAJRN.INFO		7 [-4] = 3	-	-	-	-	-	-	3040	3040
Sage Journals		26 [-9] = 17	2 [-1] = 1	-	1 [-1] = 0	-	-	-	21987	4000
Sites internet										
ONU		-	10 [-5] = 5	16 [-14] = 2	3 [-2 +1 lit. gr. + 1 Art. presse] = 3	1 [-1] = 0	7 [-5] = 2	-	671.985	440
UA		-	1	1 [-1] = 0	-	-	-	-	21	21
WANEP CEWARN		Après exploration, il s'avère que les rapports de ces deux organisations mettent plutôt l'accent sur les activités entreprises et moins ou presque pas sur les éventuelles difficultés qu'elles rencontrent au quotidien.								
Reves spécialisées										
Crisis States Research Center (LSE)		1 [-1] = 0	2	-	1 [-1] = 0	-	1	-	2538	2551
Conflict Management and Peace Science		4	-	-	-	-	-	-	82	82
Cooperation and Conflict		2 [-2] = 0	-	-	-	-	-	-	228	228
Journal of Asian Security and International Affairs		-	-	-	-	-	-	-	31	31
Journal of Conflict resolution		5	-	-	-	-	-	-	256	256
Journal of International Studies		1	-	-	-	-	-	-	201	201
Journal of Peace Research		11 [-3] = 8	-	-	-	-	-	-	292	292
Media, War and Conflict		1	-	-	-	-	-	-	37	37
Peace and Conflict Studies Journal		4 [-2] = 2	-	-	-	-	-	-	82	82
Security Dialogue		1	-	-	-	-	-	-	146	146
The Stanley Foundation review		-	[+2 mono.] = 2	-	12 [-10] = 2	-	-	-	172	172
United Nations University Centre for Policy Research		4 [-1] = 3	-	-	-	-	-	-	79	60
Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation		17 [-3] = 14	26 [-14] = 12 [+2 In GPANet 2012]	6 [-5] = 1	20 [-13] + 1 art. sc. = 8 [+4 In Duffy, G. (1995)]	2	1	-	604	604
African Centre for the Constructive Resolution of Disputes		5 [-2] = 3	-	-	-	-	-	-	45	45
Le Monde Diplomatique		-	-	-	-	-	1	-	26	26
Total		128 [80]	46 [34] [+2 In GPANet]	25 [5]	42 [17] [+4 In Duffy, G. (1995)]	4 [2]	14 [9]	20	704.042	14.504
Résultats										259
										173
										153 [+20]
										135 [+18]

Répartition des documents selon les critères d'inclusion

N°	Documents	Critères d'inclusion											Année		
		Table des mat.	Résumé	Intro	Intro & Con.	Doc entier	SAP en gén.	SAP de 3 ^{ème}	Documentaire	Empirique	Français	Anglais		Allemand	
1	Ackermann, A. (2003a)		X				X	X				X			2003
2	Ackermann, A. (2003b)		X	X			X	X				X			2003
3	Amao et al. (2014)		X				X	X				X			2014
4	Benini et al. (1998)		X	X			X	X				X			1998
5	Bleischwitz, R. (2015)		X				X	X				X			2015
6	Bock, J., G. (2015)		X				X	X				X			2015
7	Bond et al. (2003)		X				X	X				X			2003
8	Bosetti et al. (2016)		X	X			X	UN				X			2016
9	Brandt et al. (2011)		X				X	X				X			2011
10	Brecke, P. (1998)		X				X	X				X			1998
11	Call, C., T. (2015)		X			X	X	X				X			2015
12	Card, B., L. & Baker, I., L. (2014)		X			X	X	X				X			2014
13	Carment, D. & Garner, K. (1999)		X			X	X	X				X			1999
14	Chadefaux, T. (2014)		X			X	X	X				X			2014
15	Clarke, J. N. (2005)		X			X	X	X				X			2005
16	Cramer et al. (2015)		X			X	X	X				X			2015
17	D'Orazio & Yonamine (2015)		X			X	X	X				X			2015
18	Davies et al. (2015)		X			X	X	X				X			2015
19	DeRouen & Goldfinch (2005)		X			X	X	X				X			2005
20	Donohue, W., A. (2012)		X			X	X	X				X			2012
21	Ela Ela, E. (2001)		X			X	X	UA				X			2001
22	Goldsmith et al. (2013)		X			X	X	X				X			2013
23	Gorr, W., L. & Lee, Y.-J. (2015)		X			X	X	X				X			2015
24	Hagmann, T. (2003)		X			X	X	X				X			2003
25	Hamelink, C., J. (2008)		X			X	X	X				X			2008
26	Harding & Whitlock (2012)		X			X	X	X				X			2012
27	Harff, B. & Gurr, R., T. (1998)		X			X	X	X				X			1998
28	Hazlett, C. (2011)		X			X	X	X				X			2011
29	Heldt, B. (2009)		X			X	X	X				X			2009
30	Hove, S. (2013)		X			X	X	X				X			2013
31	Jenkins, J., C. & Bond, D. (2001)		X	X		X	X	X				X			2001
32	Kahl et al. (2012)		X			X	X	4 ^{ème}				X			2012

		Critères d'inclusion												
Documents		Table des mat.	Résumé	Intro	Intro & Con.	Doc entier	SAP en gén.	SAP de 3 ^{ième}	Documentaire	Empirique	Français	Anglais	Allemand	Année
33	Kasaja, P., A. (2013)		X				X	X		X		X		2013
34	Kennedy, R. (2015)		X				X	X		X		X		2015
35	Koné, Y. (2008)					X	X	1 ^{ière}	X		X			2008
36	Korostelina, K. (2007)		X				X	X		X		X		2007
37	Leaning, J. & Meier, P. (2008)		X				X	X		X		X		2008
38	Lecoutre, D. (2004)					X	X	OUA	X		X			2004
39	Loyer, B. (2012)					X	X	X	X		X			2012
40	Lund, M., S. (2009)					X	X	X	X		X			2009
41	Meier et al. (2007)		X				X	X	X	X		X		2007
42	Meyer, C., O. & Otto, F. (2016)		X				X	X		X		X		2016
43	Minhas et al. (2016)		X				X	X		X		X		2016
44	Moolakkattu, S., J. (2005)					X	X	X	X		X			2005
45	Moolakkattu, S., J. (2010)		X				X	AU	X	X		X		2010
46	Murithi, T. (2012)		X				X	AU	X	X		X		2012
47	Musila, G., M. (2013)			X			X	X	X	X		X		2013
48	Nathan, L. (2007)			X			X	AU	X			X		2007
49	Noyes, A. & Yarwood, J. (2013)		X				X	AU	X	X		X		2013
50	Nyheim, D. (2009b)				X		X	X	X	X		X		2009
51	O'Brien, S., P. (2002)		X				X	X	X	X		X		2002
52	O'Brien, S., P. (2010)		X				X	X	X	X		X		2010
53	Pepper, A. (2014)		X				X	X	X		X			2014
54	Perry, C. (2013)		X				X	X	X	X		X		2013
55	Piiparinen, T. (2008)		X				X	UN	X	X		X		2008
56	Podvig, P. (2002)		X				X	X	X		X			2002
57	Poe et al. (2006)		X				X	X	X	X		X		2006
58	Rakotonirina, H., M. (2007)					X	X	UA	X		X			2007
59	Rustad et al. (2011)		X				X	X	X		X			2011
60	Rusu, S. (2001)					X	X	X	X		X			2001
61	Sandole, D., J., D. (1998)			X			X	X	X		X			1998
62	Schmeidl, S. & Jenkins, J., C. (1998)			X			X	X	X	X		X		1998
63	Schmeidl, S. (2003)					X	X	X	X		X			2003
64	Schneider et al. (2011)			X			X	X	X		X			2011
65	Schrodt & Gerner (1997)		X				X	X	X		X			1997
66	Semenovich et al. (2012)		X				X	X	X		X			2012
67	Shellman et al. (2013)		X				X	X	X	X		X		2013

		Critères d'inclusion												
Documents	Table des mat.	Résumé	Intro	Intro & Con.	Doc entier	SAP en gén.	SAP de 3 ^{ème}	Documentaire	Empirique	Français	Anglais	Allemand	Année	
68	Sithole, A. (2012)				X	X	AU	X			X		2012	
69	Souaré, I., K. (2007)	X				X	X	X			X		2007	
70	Souaré, I., K. & Handy, P-S. (2013)	X				X	X	X			X		2013	
71	Stanton, G., H. (2009)	X				X	UN	X			X		2009	
72	Tikuiss et al. (2012)	X	X			X	X	X	X		X		2012	
73	Tshimba, D-N. (2014)	X	X			X	AU	X			X		2014	
74	Vadlamudi, S. (2013)	X				X	UN	X			X		2013	
75	Van der Windt & Humphreys (2016)	X				X	X	X			X		2016	
76	Verdeja, E. (2016)	X				X	X	X			X		2016	
77	Von Einsiedel, S. (2015)	X				X	UN	X			X		2015	
78	Ward et al. (2010)	X				X	X	X			X		2010	
79	Xuan, L. & Xu, X. (2004)	X				X	X	X			X		2004	
80	Zenko, M. & Friedman, R., R. (2011)	X				X	UN	X			X		2011	
80		1	13	2	16	80	63	40	40	5	74	1		
%		1,25%	16,25%	2,5%	20%	100%	78,75%	50%	50%	6,25%	92,5%	1,25%		
N°	Rapports d'activités													
1	Adelman et al. (1996)	X				X	X	X	X		X		1996	
2	AIPR (2015)		X			X	X	X			X		2015	
3	AIPR (2016)		X			X	X	X			X		2016	
4	Akhavan, P. (2005)	X				X	UN	X			X		2005	
5	AU (2006)					X	AU	X			X		2006	
6	Barton et al. (2008)	X				X	X	X			X		2008	
7	Bellamy, A., J. & Lupel, A. (2015)	X				X	UN	X			X		2015	
8	Burnley et al. (2008)					X	X	X			X		2008	
9	Butcher et al. (2012)					X	X	X			X		2012	
10	Conahan, F., C. (1991)		X			X	X	X			X		1991	
11	Del Frate et al. (2013)	X				X	X	X			X		2013	
12	Deng, F., M. (2010)					X	UN	X			X		2010	
13	DuLaney et al. (2016)					X	X	X			X		2016	
14	Ganson, B. & Wennmann, A. (2012)			X		X	X	X	X		X		2012	
15	Goldstone, J., A. (2008)	X				X	X	X			X		2008	
16	Hagmeyer-Gaverus & Weissmann (2003)	X				X	X	X	X		X		2003	
17	Harff (2012)					X	X	X			X		2012	
18	Heldt, B. (2012)		X			X	X	X			X		2012	

		Critères d'inclusion												
Documents		Table des mat.	Résumé	Intro	Intro & Con.	Doc entier	SAP en gén.	SAP de 3 ^{ème}	Documentaire	Empirique	Français	Anglais	Allemand	Année
19	Kitevu, R. (2012)			X			X	X		X		X		2012
20	Laurance, E., J. (1998)		X				X	X		X		X		1998
21	Lavoix, H. (2006)	X			X		X	X		X	X			2006
22	Matveeva, A. (2006)	X					X	X		X				2006
23	Nyheim, D. (2009a)	X	X				X	X		X				2009
24	Nyheim et al. (2005)					X	X	X		X				2005
25	Okechukwu, I. (2007)	X				X	X	X		X				2007
26	Rohwerder, B. (2015)					X	X		X					2015
27	TSF (2009)					X	X		X					2009
28	UN (2010)					X	X	UN		X				2010
29	UN/ISDR (2006)					X	X	X		X				2006
30	USAID (2014)					X	X	X		X				2014
31	Uzoehina, O. (2008)	X		X			X	X		X				2008
32	Van Walraven & Van der Vlugt (1996)	X					X		X					1996
33	WANEP (2013)	X					X	X		X				2013
34	WANEP (2014)	X					X	X		X				2014
35	Wynn-Pope, P. (2010)	X					X	X		X				2010
36	Wynn-Pope, P. & Cousins, S. (2011)	X					X	X		X				2011
36		16	5	6	2	10	36	31	6	30	5	31	0	
%		44,44%	13,88%	16,66%	5,55%	27,77%	100%	86,11%	16,66%	83,33%	13,88%	86,11%	0%	
N°	Documents officiels													
1	AU (2002)					X	X	AU		X				2002
2	IGAD (2000)					X	X	X		X				2000
3	UN (2010)					X	X	UN		X				2010
4	UN (2001)	X					X	X		X				2001
5	ONU (1992)					X	X	ONU		X				1992
5		1	1	0	0	4	5	2	0	5	1	4	0	
%		20%	20%	0%	0%	80%	100%	40%	0%	100%	20%	80%	0%	
N°	Monographies													
1	Austin, A. (2011)	X					X	X	X					2011
2	Brecke, P. (2000)		X				X	X	X					2000
3	Brecke, P. (1995)					X	X	UN		X				1995
4	Campbell, S. & Meier, P. (2007)	X					X	UN		X				2007
5	Diaz, P., B. & Caminha, S. (2012)		X				X	X	X					2012
6	Duffy, G. (1995)		X			X	X	UN		X				1995

Critères d'inclusion														
	Documents	Table des mat.	Résumé	Intro	Intro & Con.	Doc entier	SAP en gén.	SAP de 3 ^{ème}	Documentaire	Empirique	Français	Anglais	Allemand	Année
7	Evans, G. (2001)					X	X	X	X	X		X		2001
8	Gambari, I., A. (2004)					X	X	X	X	X		X		2004
9	Gurr, T., R. (1995)					X	X	UN		X		X		1995
10	Hendrix, C. (2016)					X	X	X		X		X		2016
11	Lueck, E., C. (2010)					X	X	UN		X		X		2010
12	Mayer-Kress, G. (1995)					X	X	UN		X		X		1995
13	Ngwenya, S. (2015)					X	X	UN		X		X		2015
14	Opoku, J., M. (2007)	X				X	X	X		X		X		2007
15	Palihapitiya, M., M. (2013)	X				X	X	X		X		X		2013
16	Rashed, A. (2016)					X	X	UN		X		X		2016
17	Schrodt, P., A. (1995)					X	X	UN		X		X		1995
18	Stanton, G. (2005)					X	X	X		X		X		2005
19	Tiruneh, B., T. (2010)		X			X	X	AU	X	X		X		2010
20	Woocher, L. (2006)	X				X	X	UN		X		X		2006
21	Wulf, H. & Debiel, T. (2009)			X	X	X	X	X	X	X		X		2009
21		5	4	0	1	12	21	10	6	15	0	21	0	
%		23,80%	19,04%	0%	4,76%	57,14	100%	47,61%	28,57%	71,42%	0%	100%	0%	
N°	Littérature grise													
1	Mora, A., E., V. (2009)			X		X	X	X	X	X		X		2009
2	Wisniew, S., M. (2012)		X			X	X	X	X	X		X		2012
2		0	1	1	0	0	2	1	1	1	0	2	0	
%		0%	50%	50%	0%	0%	100%	100%	50%	50%	0%	100%	0%	
N°	Articles de presse													
1	Annan, K. (2004)					X	X	UN		X		X		2004
2	Dickinson, E. (2009)					X	X	4 ^{ème}	X			X		2009
3	D'Letzburger Land (1992)					X	X	2 ^{ème}	X				X	1992
4	Kortunov, S., V. (2006)					X	X	UN		X			X	2006
5	Leymarie, P. (2015)					X	X	UA		X	X			2015
6	LES Press Office (2012)					X	X	EU	X			X		2012
7	UN News Centre (2014)					X	X	UN		X		X		2014
8	UN News Centre (2016a)					X	X	UN		X		X		2016
9	UN News Centre (2016b)					X	X	UN		X		X		2016
9		0	0	0	0	9	9	0/9	3	6	1	6	2	
%		0%	0%	0%	0%	100%	100%	0%	3,33%	6,66%	11,11%	6,66%	22,22%	
153		23	65	20	5	51	153	108	56	97	12	138	3	
%		15,03%	42,48%	13,07%	3,26%	33,33%	100%	70,58%	36,60%	63,39%	7,84%	90,19%	1,96%	

Documents		Critères d'inclusion												
N°	Documents mixtes	Table des mat.	Résumé	Intro	Intro & Con.	Doc entier	SAP en gén.	SAP de 3 ^{ème}	Documentaire	Empirique	Français	Anglais	Allemand	Année
Coopération														
1	Aydinli, E. & Tuzuner, M. (2011)	X	X	X					X	X	X	X		2011
2	Farrell, M. (2010)		X	X				X				X		2010
3	Hämmerli et al. (2006)	X	X						X	X	X	X		2006
4	Hugh-Jones, D. & Zultan, R. (2012)	X	X						X	X	X	X		2012
5	Lejano, R., P. (2006)	X	X						X	X	X	X		2006
Sécurité														
6	Betts, R., K. (1997)		X	X				X	X		X	X		1997
7	Buzan, B. (1997)		X					X	X		X	X		1997
8	Cavelty, M., D. & Mauer, V. (2009)	X	X					X	X		X	X		2009
9	Newman, E. (2010)	X	X					X	X		X	X		2010
10	Walt, S., M. (1998)		X	X				X	X		X	X		1998
Prévention														
11	Apuuli, K., P. (2016)	X	X						X	X	X	X		2016
12	Bellamy, A., J. (2011)		X	X					X	X	X	X		2011
13	Franke, B. (2008)	X	X					X	X		X	X		2008
14	Grünfeld, F. & Vermeulen, W. (2009)	X	X					X	X		X	X		2009
15	UNITAR (2007)		X	X				X	X		X	X		2007
Développement Durable														
16	Escobar, A. (1995)		X						X	X	X	X		1995
17	Hettne, B. (2010)		X					X	X		X	X		2010
18	Johnson, C. & Blackburn, S. (2014)		X						X	X	X	X		2014
19	Peet, R. (2004)		X					X	X		X	X		2004
20	Pupavac, V. (2010)	X	X					X	X		X	X		2010
20		0	13	4	0	3	0	0	12	8	0	20	0	
%		0%	65%	20%	0%	15%	0%	0%	60%	40%	0%	100%	0%	
173		23	78	24	5	54	153	108	68	105	12	158	3	
%		13,29%	45,08%	13,87%	2,89%	31,21%	88,43%	62,42%	39,30%	60,69%	6,93%	91,32%	1,73%	

Répartition des documents par année

Année	Documents =>										Documents mixtes		%
	Articles scientifiques	Rapports d'activités	Documents officiels	Monographies	Littérature grise	Articles de presse	Total / 153	%	Total / 173	%			
1990							0	0%	0	0%			
1991		X					1	0,65%	1	0,57%			
1992			X				2	1,30%	2	1,15%			
1993							0	0%	0	0%			
1994							0	0%	0	0%			
1995				XXXXX			5	3,26%	6	3,46%			
1996		XX					2	1,30%	2	1,15%			
1997	X						1	0,65%	3	1,73%			
1998	XXXXX	X					6	3,92%	7	4,04%			
1999	X						1	0,65%	1	0,57%			
2000			X				2	1,30%	2	1,15%			
2001	XXX		X				5	3,26%	5	2,89%			
2002	XX		X				3	1,96%	3	1,73%			
2003	XXXXX	X					6	3,92%	6	3,46%			
2004	XX			X		X	4	2,61%	5	2,89%			
2005	XXX	XX		X			6	3,92%	6	3,46%			
2006	X	XXXX		X	X		7	4,57%	9	5,20%			
2007	XXXXX	X		XX			8	5,22%	9	5,20%			
2008	XXXX	XXXX					8	5,22%	9	5,20%			
2009	XXXXX	XX		X	X		9	5,88%	11	6,35%			
2010	XXX	XXX	X	XX			9	5,88%	13	7,51%			
2011	XXXXX	X		X			7	4,57%	9	5,20%			
2012	XXXXXXXXXX	XXXXX		X	X		16	10,45%	17	9,82%			
2013	XXXXXXXXXXXX	XX		X			12	7,84%	12	6,93%			
2014	XXXXX	XX			X		8	5,22%	9	5,20%			
2015	XXXXXXXXXXXX	XXX		X	X		14	9,15%	14	8,09%			
2016	XXXXX	XX		XX	XX		11	7,18%	12	6,93%			
Total	80	36	5	21	2	9	153	100%	20	173	100%		
%	52,28%	23,52%	3,26%	13,72%	1,30%	5,88%	88,43%	100%	11,56%	100%	100%		
%	46,24%	20,80%	2,89%	12,13%	1,15%	5,20%	88,43%	100%	11,56%	100%	100%		

Retranscription des entretiens du Focus-Group

Notes

Date	06 / 03 / 2018
Durée	01 : 52 : 21
Lieu	Dakar / Sénégal
Participants	5
CFD	Chercheur en Formation Doctorale
P	Participant : P1, P2, P3, P4, P5
>>>	Est en train de poursuivre la réflexion, n'a pas fini de parler
[]	Chevauchements
(())	Commentaires
###	Inaudible / Incertain

Référence Selting et al. (2009) / ISSN 1617-1837

Acronymes

CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CHEDS	Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité
CRPA	Centres Régionaux de Promotion Agro-Pastorale
ECCAS	Economic Community of East African States
ECOWARN	Système d'Alerte Précoce de la CEDEAO
ECOWAS	Economic Community of West African States
IAM	Institut Africain de Management
MARAC	Mécanisme d'Alerte Rapide de l'Afrique Centrale
OFNAC	Office National de lutte contre la Fraude et la Corruption
ONG	Organisation Non Gouvernemental
RSE	Responsabilité Sociétale des Entreprises
SCAR	Système Continental d'Alerte Rapide
SMS	Short Message Service
UA	Union Africaine
UEMOA	Union Economique Monétaire Ouest-Africaine
USAID	United States Agency for International Development
WANEP	West Africa Network for Peacebuilding

Remarque :

Pour des raisons confidentielles, la retranscription des entretiens ne pourrait être jointe à la thèse. Par contre, elle pourrait être mise à la disposition des membres du jury pour des raisons qu'ils jugeront nécessaires, surtout ayant à faire avec une vérification éventuelle pour voir si les analyses réalisées reflètent bien la position des participants au Focus-group.

Grille d'évaluation 1 : Synthèse de difficultés liées aux SAP

I Immaturité des SAP

	Tout à fait d'accord	%	D'accord	%	Plus ou moins d'accord	%	Pas d'accord du tout	%
Défaillances opérationnelles								
Incapacité de prédire	P5	20	P1	20	P2P3	40	P4	20
Alerte précoce modeste	P1	20	P2P5	40	P4	20	P3	20
Décalage avec la réalité	P1-P5	40	-P4	20	P1	20	P2P3P4P5	80
Une faible collaboration	P4	20	P1P3P5	60	P2	20	P2-	20
Plaidoyer insuffisant	P1P4	40	P2P3	40	P5	20	-	
Manque de coordination	-P4	20	P1-P5	40	P2-	20		
Absence de réflexion stratégique			P1	20	P2P3P4P5	80		
Couverture sporadique					P1P2P3P4	80	P5	20
Eparpillement des ressources	P5	20	P1	20	P2P3P4	60		
Difficultés d'adaptation			P1P5	40	P2P3P4	60		
Mécanismes faibles			P3P5	40	P1P2P4	60		
Absence de réaction	P1P3	40	P2	20	P4P5	40		
Implémentation difficile	P1	20	P3P5	40	P2P4	40		
Procédures administratives lourdes	P1P3P4	60	P2P5	40				
Difficultés techniques			P1P2P3P4	80	P5	20		
Manque de transparence					P1P2P3P4	80	P5	20
Base théorique et méthodologique immatures					P1P2P3P4P5	100		
Implication faible des femmes			P1P2	40	P3P4	40	P5	20
Manque de visibilité	P2P5	40	P1P3	40	P4	20		
Défaillances par rapport au maniement de l'information								
Difficultés concernant la collecte de l'information	P3	20	P1P2P4P5	80				
Base de données défectueuse			P1	20	P2P3P4	60	P5	20
Carence de données			P1	20	P2	20	P3P4P5	60
Rétention de l'information			P3P4P5	60	P1P2	40		
Risques de surabondance des données			P4	20	P1P5	40	P2P3	40
Mauvaise gestion et transmission de l'information					P1P2P3P4	80	P5	20
Manque de crédibilité					P2P3P4	60	P1P5	40
Absence de vérification	P5	20	P3	20	P1P2P3P4	80	P5	20
Trop de vérification			P1P2	40	P2P4	40	P1	20
Alerte précoce ignorée	P3P5	40			P4	20		
Risques de manipulation de l'information			P3P4P5	60	P2	20	P1	20
Risques liés à la gestion du temps			P1P2P4P5	80	P3	20		

	<i>Choix difficile des indicateurs</i>	P1	20	P4	20		P2P3P5	60
	Défaillances analytiques							
	<i>Analyses modestes des causes profondes des conflits</i>			P1P4P5	60	P2P3	40	
	<i>Peu d'analyses prospectives</i>			P1	20	P2P3P4P5	80	
	<i>Manque de détails, précision et de flexibilité des méthodes quantitatives</i>			P1P4	40	P2P5	40	P3
	<i>Absence d'un modèle multifonctionnel de synthèse d'information</i>			P2P4	40	PIP5	40	P3
	<i>Désaccord de méthodologie entre universitaires et professionnels</i>			P4P5	40	PIP2P3	60	
	<i>Pas d'analyses en temps réel</i>					PIP2P3P4	80	P5
	<i>Caractère éphémère et description simplifiée des analyses qualitatives</i>					PIP2P3P4P5	100	
	<i>Analyses biaisées</i>			P5	20	P2P3P4	60	P1
	<i>Absence de scénarios appropriés</i>			P4	20	PIP2P3	60	P5
	<i>Absence superficielle des données collectées</i>			P1P5	40	P2P3P4	60	
	<i>Attention exagérée à une source ou à un facteur</i>			P4P5	40	P2P3	40	P1
2	Trafic d'influence							
	Conflits d'intérêts							
	<i>Désaccord</i>			P4	20	PIP2	40	P3P5
	<i>Intérêt personnel</i>			P4	20	P1	20	P2P3P5
	<i>Compétition</i>			P3P4	40	PIP2P5	60	
3	Irrégularités							
	Manque de légitimité							
	<i>Absence de mandat</i>							
	<i>Juridiction limitée</i>	P3	20	P2P4P5	60	P4	20	PIP2P3P5
4	Ressources insuffisantes							
	Ressources humaines							
	<i>Manque de personnel</i>	P2P5	40	P1P3P4	60			
	<i>Personnel instable</i>	P2P5	40	P3P4	40	P1	20	
	<i>Manque d'engagement du personnel</i>			P1P3	40	P4	20	P2P5
	<i>Compétences déficitaires</i>	P4P5	40	P2P3	40	P1	20	40
	Ressources financières							
	<i>Budget insuffisant</i>	PIP2P3P4P5	100					
	<i>Salaires impayés</i>	P5	20	P1P3P4	60	P2	20	
	Logistiques							
	<i>Capacités techniques</i>	-P4	20	P1P2-	40	-P5	20	-
	<i>Infrastructures technologiques</i>	P4	20	P1P2P5	60	P3	20	
	<i>Matériel de bureau</i>	P3P4	40	P1P2P5	60			
5	Manque de volonté politique							
	Facteurs institutionnels							
	<i>Difficultés organisationnelles</i>			P1P2P3P5	80	P4	20	
	<i>Egocentrisme</i>							

<i>Preuve de la pertinence des SAP</i>	P3P5	40	P1P4	40	-P5	P2	20
<i>Retrait du support</i>	-		-P4	20		P1P2-	40
<i>Méfiance</i>							
<i>Méfiance de pays membres de l'ONU</i>	P5	20	P4	20	PIP3P4	PIP2P3	60
<i>Craintes par rapport à la fuite de l'information</i>	P5	20				P2	20
<i>Méfiance des populations locales</i>			P1P4P5	60		P2P3	40
<i>Scepticisme des donateurs</i>	P5	20	P3P4	40	P1	P2	20
<i>Entraves</i>							
<i>Opposition de groupes lobbyistes</i>			P4P5	40		PIP2P3	60
<i>Opposition de pays adversaires</i>			P4	20	P5	PIP2P3	60
<i>Restrictions de la part des autorités locales</i>			P4P5	40	P1	P2P3	40
<i>Coûts élevés</i>							
<i>Cherté des SAP</i>	PIP3P4	60	P5	20	P2		
<i>Barrières linguistiques</i>							
<i>Non homogénéité des langues</i>			P1	20	P2P3P4P5		
Score 1	1140	4020		2880	3740		2140
Score 2						5880	

Grille d'évaluation 2 : Synthèse de recommandations à l'endroit des SAP

1	Inclusion	Tout à fait d'accord	%	D'accord	%	Plus ou moins d'accord	%	Pas d'accord du tout	%	
2	Dispositifs <i>Intégration de structures et d'organisations</i> <i>Plus d'implication de la Société Civile</i> <i>Plus de coopération entre État / OSC / CERS</i> <i>Implication du secteur privé</i> <i>Plus d'implication des communautés à risques</i> <i>Plus de communication</i> <i>Echange et dissémination de l'information</i> <i>Organisation de conférences</i> <i>Etablir des liens avec le monde académique</i> <i>Rester en contact avec le monde académique</i> <i>Favoriser la recherche</i> Coordination <i>Meilleure synchronisation</i> <i>Equité</i> <i>Représentation équitable</i> <i>Plus d'implication des femmes</i> Mass média <i>ITC (Téléphones portables, internet, réseaux sociaux)</i> <i>Presse audiovisuelle</i> <i>Mise en place d'un IMAS</i> Outils multilatéraux <i>Une architecture adaptée</i> <i>Des mécanismes flexibles</i> <i>Création d'un SAP au sein de l'ONU</i> <i>Renforcer les systèmes existants</i> Mécanismes innovants <i>Concevoir des mécanismes de financement plus flexibles</i> Décentralisation des SAP <i>Étendre la zone de couverture</i> <i>Répartition géographique des SAP</i> Développement des compétences <i>Renforcer les capacités</i> <i>Plus de formations pour les professionnels</i>	P1P2P3P4P5	100	P1	20	-	-	-	-	
		P1P2P3P4P5	100							
		P2P3P4P5	80							
		P1P2P3P4P5	100							
		P1P2P3P4	80	P5	20					
		P1P2P3P4P5	100							
		P1P2P3P4P5	100							
		P1P2P3P4P5	100							
		P1P2P3P4	80	P5	20					
		P1P2P3P4P5	100							
		P1P2P3P4P5	100							
		P1P2P3P4	80	P5	20					
		P1P2-	40	-P4P5	40					
		P1P2P3	60	P4P5	40					
		3	Dispositifs Mass média <i>ITC (Téléphones portables, internet, réseaux sociaux)</i> <i>Presse audiovisuelle</i> <i>Mise en place d'un IMAS</i> Outils multilatéraux <i>Une architecture adaptée</i> <i>Des mécanismes flexibles</i> <i>Création d'un SAP au sein de l'ONU</i> <i>Renforcer les systèmes existants</i> Mécanismes innovants <i>Concevoir des mécanismes de financement plus flexibles</i> Décentralisation des SAP <i>Étendre la zone de couverture</i> <i>Répartition géographique des SAP</i> Développement des compétences <i>Renforcer les capacités</i> <i>Plus de formations pour les professionnels</i>	P1P3P4	60	P2P5	40			
P1P3	40			P2P4P5	60					
P1	20			P2P4	40	P5	20			
P1P2P3	60			P4P5	40					
P1P2P3P4P5	100									
P1P5	40									
P1P2-P4P5	80			-						
P1P2P3P4P5	100									
4	Développement des compétences <i>Renforcer les capacités</i> <i>Plus de formations pour les professionnels</i>			P1P2P3	60			P4P5	40	
				P1P3P4P5	80	P2	20			
				P1P3P4P5	80	P2	20			

5 Plus de ressources		P1P2P3P5	80	P1P2P3P5	80	P4	20
<i>Plus de formations pour les populations locales</i>							
Ressources financières							
<i>Important financement</i>							
		P1P2P3	60	P4P5	40		
		P1P3P5	60	P2P4	40		
<i>Diversifier les sources de financement</i>							
		P1P2P3P4P5	100				
<i>Prévoir un budget pour la maintenance des ITC</i>							
		P1P2P3P4	80	P5	20		
Ressources humaines							
<i>Recrutement d'un personnel suffisant et varié</i>							
		P1P2P3P4P5	100				
Logistique							
<i>Infrastructures technologiques</i>							
		P1P2P3P4P5	100				
6 Institutionnalisation							
Officialisation des SAP							
<i>Une reconnaissance juridique des SAP</i>							
		P1P2P3P5	80			P4	20
<i>Une structure fédératrice</i>							
		P1P2P3P5	80	P4	20		
<i>Assurer l'indépendance des SAP</i>							
		P1P3P5	60			P2P4	40
Création et implémentation d'un SAP							
<i>Parcimonie concernant le nombre d'indicateurs</i>							
		P1P3	40	P2	20	P4P5	40
<i>Établir la relation entre indicateur et manifestation du conflit</i>							
		P1P3P5	60	P4	20	P2	20
<i>Changement de politique en faveur des SAP</i>							
		P1P3P5	60	P2P4	40		
<i>Etablissement d'une plate-forme commune</i>							
		P1	20	P2P4P5	60		
<i>Exemple d'élaboration de rapports</i>							
		P1P3	40	P2P4P5	60		
<i>Mise en place de plans d'urgence constamment actualisés</i>							
		P1P2P3P4	80	P5	20		
<i>Différentes étapes de mise en œuvre d'un système d'alerte précoce</i>							
		P1P2P3P4	80	P5	20		
<i>Intégration des SAP dans l'appareillage sécuritaire de l'État</i>							
		P1P2P3P5	80			P4	20
<i>Diagnostic détaillé avec les experts pays</i>							
		P1P2P3P4P5	100				
<i>Délimitation du champ d'action des SAP</i>							
		P1P3	40			P2P4	40
<i>Synthétiser résultats et différentes approches théoriques</i>							
		P1P3	40	P2P4	40	P5	20
<i>Organisation du travail au sein du SAP</i>							
		P1P3P4	60	P2P5	40		
<i>Injection de l'information</i>							
		P1P3P4	60	P2P5	40		
<i>Classement des résultats en fonction de l'objectif du SAP</i>							
		P1P3P4	60	P2P5	40		
<i>Mise en relation des résultats provenant du SAP</i>							
		P1P3P4	60	P2	20	P5	20
<i>Declenchement de l'alerte</i>							
		P1P3P4	60	P2	20	P5	20
<i>Veiller à la communication trop large des résultats du SAP avec le système international</i>							
		P1P3P4	60	P2P5	40		
<i>Déterminer l'objectif des usagers du SAP</i>							
Opérationnalisation							
<i>Alléger les procédures administratives</i>							
		P1P2P3P4	80	P5	20		
<i>Assurer la survie du mécanisme</i>							
		P1P2P3P4P5	100				

<i>Capitaliser sur l'expérience acquise</i>	PIP2P3P4P5	100			
<i>Adaptation des mécanismes</i>	PIP2P3P4	80	P5	20	
<i>Assurer la fluidité de l'information entre professionnels et décideurs politiques</i>	PIP2P3P4	80			P5 20
<i>Prendre garde aux risques de manipulations politiques</i>	PIP2P3P4P5	100			
Redevabilité					
<i>Rendre compte de l'inaction</i>	PIP2P3P4	80			P5 20
<i>Prise de risques</i>	PIP2P3P4	80			P5 20
<i>Prévoir des sanctions</i>	P2P4	40	PIP5	40	P3 20
7 Collecte de l'information					
Diversification des sources d'information					
<i>Plus de points focaux</i>	PIP2P3P4P5	100			
<i>Crowdsourcing</i>	PIP2P3P4	80	P5	20	
<i>Contribution des ONGs</i>	PIP2P3P4P5	100			
<i>Contribution des entreprises</i>	P2P3P4P5	80	P1	20	
<i>Les forces de l'ordre/ Forces de défense et de sécurité</i>	PIP2P3P4P5	100			
<i>Les postes diplomatiques</i>	PIP2P3P5	80	P4	20	
<i>Les mass-médias/ logiciels</i>	PIP2P3P4P5	100			
<i>Cibler différentes unités/ Indicateurs</i>	PIP2P3P4	80	P5	20	
<i>Les marchés/ Bourses</i>	P2P4	40	P1	20	P5 20
<i>Prendre en compte la propagation du conflit</i>	PIP2P3P4P5	100			
<i>Nécessité de prendre en compte la menace extérieure</i>	PIP2P3P4P5	100			
<i>Détachement de spécialistes pour mieux centraliser la collecte de données</i>	PIP2P3P4	80	P5	20	
<i>Plus d'implication des organes décisionnels</i>	PIP2P3P4P5	100			
<i>Eviter la duplication des efforts</i>	PIP2P3P4P5	100			
<i>Mettre l'accent sur la collecte permanente de données</i>	PIP2P3P4	80	P5	20	
<i>Faire appel à une expertise locale</i>	PIP2P3P4	80	P5	20	
Réajustements méthodologiques					
<i>Adaptation/ amélioration des méthodes et mécanismes</i>	PIP2P3P4P5	100			
<i>Combiner des approches pour la collecte de l'information</i>	PIP2P3P4P5	100			
<i>Nécessité d'une base théorique solide</i>	PIP2P3P4	80	P5	20	
Crédibilité de l'alerte					
<i>Veiller à la fiabilité de l'information</i>	PIP2P3P4P5	100			
<i>Triangulation de l'information</i>	PIP2P3P4P5	100			
<i>Veiller à la qualité des données</i>	PIP2P3P4	80	P5	20	
<i>Mettre l'accent sur l'objectivité</i>	PIP2P3P4P5	100			
Diversifier les indicateurs					
<i>Associer plusieurs indicateurs</i>	P2P3P4	60	PIP5	40	
<i>Prendre en compte les indicateurs structurels</i>	PIP2P3P4	80	P5	20	
<i>Prendre en compte les indicateurs relatifs à l'environnement</i>	PIP2P3P4P5	100			

*Evaluation constante des dynamiques positives et négatives
 Détachement d'analystes pour mission de contrôle spécifique
 En état d'alerte constant*

9 Sensibilisation

P1P2P3P4P5	100	P5	20	
P1P2P3P4	80			
P1P2P3P4P5	100			
Plaidoyer				
<i>Convaincre les décideurs politiques</i>				
P1P2P3P4P5	100			
<i>Promouvoir la culture de la prévention</i>				
P1P2P3P4P5	100			
<i>Promouvoir le « journalisme préventif »</i>				
<i>Garantir la liberté d'expression</i>				
P1P2P3P4	80	P5	20	
Plus de visibilité				
<i>Faire recours aux mass médias</i>				
P1P2P3P4P5	100			
<i>Faire connaître les SAP</i>				
P1P2P3P4P5	100			
Score 1	10040	1860	540	40
Score 2	11900		580	

Grille d'évaluation 3 : Synthèse de difficultés liées aux mécanismes de réponse

1	Ressources insuffisantes	Tout à fait d'accord	%	D'accord	%	Plus ou moins d'accord	%	Pas d'accord du tout	%	
1	Ressources financières									
	<i>Budget insuffisant</i>	P1P2P3P5	80			P4	20			
	<i>Financement régional faible</i>	P1P2P3P5	80			P4	20			
	<i>Impossibilité de payer les salaires</i>	P2P3P5	60	P1	20	P4	20			
	Moyens logistiques									
	<i>Manque d'équipements</i>	P2P3	40	P1P5	40			P4	20	
	Ressources humaines									
	<i>Manque de personnel</i>	P2P3P5	60	P1	20			P4	20	
	2	Manque de volonté politique								
		Egocentrisme								
<i>Intérêt personnel</i>										
<i>Refus d'investir</i>		P3	20	P3P4P5	60	P1P2	40			
<i>Rejet d'intervention</i>										
<i>Opposition/ Vétos</i>										
<i>Ingérence</i>		P5	20	P1P3	40	P2P4	40			
<i>Pression</i>										
<i>Fuite de responsabilité</i>		P3	20	P1P4	40	P2P5	40			
<i>Absence de courage politique</i>		P3	20	P1P4P5	60	P2	20			
<i>Refus d'intervention</i>		P3	20	P1P4	40	P2P5	40			
<i>Mauvaise foi</i>										
<i>Complaisance</i>										
<i>Hypocrisie</i>										
<i>Excuses</i>		P3	20	P3	20	P2P4P5	60	P1	20	
<i>Ambitions et motivations ambiguës</i>		P3	20	P5	20	P2P4P5	60	P1	20	
<i>Problèmes d'ancienneté</i>										
<i>Alerte précoce ignorée</i>		P1P5	40	P1P4	40	P2	20	P2	20	
<i>Préférence</i>										
<i>Réalisme humanitaire</i>										
<i>Manque de consensus politique</i>		P5	20	P1P3P4P5	80	P2	20			
<i>Complicité des décideurs politiques</i>										
Détachement										
<i>L'inaction</i>		P1P3	40	P2P4P5	60					
<i>Négligence</i>		P3P5	40	P1P2	40	P4	20			
<i>Distraction</i>		P3	20	P1P2	40	P4P5	40			

<i>By-stander syndrome</i>	P5	20	P1P2P3	60	P4	20
Manquement des mécanismes						
<i>Absence d'options convaincantes</i>	P5	20	P1P3P4	60	P2	20
<i>Connaissance superficielle du/ des conflits en question</i>	P5	20	P1P3P4	60	P2	20
<i>Alarmisme / Trop d'alertes précoces / injustifiées</i>					P1P2P3P4P5	100
Facteurs institutionnels						
<i>Difficultés organisationnelles</i>	P1P3P5	60	P2P4	40		
<i>Incapacité</i>					P4P5	40
<i>Divergences et hésitations</i>	P5	20	P3P4	40	P1P2	40
Priorités nationales						
<i>Souveraineté nationale</i>	P3P5	40	P1P2	40	P4	20
<i>Calculs stratégiques</i>	P3	20	P1P2P4P5	80		
<i>Durée/ Absence de mandat clair</i>	P5	20	P2P3	40	P1P4	40
<i>Confidentialité de certaines informations</i>	P5	20	P1P2P3	60		P4
<i>Débordés</i>	P1-P5	40	P2-	20	-	-P4
<i>Prudence /Peur de l'échec</i>	P3	20	P2	20	P1P4P5	60
3 Réponse inadéquate						
Défaillances opérationnelles						
<i>Zones peu couvertes</i>	P1P2	40	P3P5	40	P4	20
<i>Réponse inappropriée</i>	P5	20	P1P2P4	60	P3	20
<i>Interprétation erronée des décisions et une difficile implémentation de la réponse</i>	P1P5	40			P2P3P4	60
<i>Lenteur, faiblesse des interventions</i>	P1P3P5	60	P2P4	40		
<i>Implication insuffisante</i>	P1P5	40	P2P3P4	60		
<i>Réponse évasive</i>					P4	20
<i>Ressources éparpillées</i>	P3P5	40	P1P2P3P5	80		
<i>Manque de réflexion stratégique</i>					P4	20
<i>Décalage avec la réalité</i>					P1P3P5	60
<i>Réponses biaisées</i>	P3	20	P2P5	40	P1P4	40
<i>Manque de coordination / collaboration</i>						
<i>Multiplication des acteurs et des réponses</i>	P3	20	P1P4P5	60	P2	20
<i>Capacités de réponse faibles</i>	P1P3P5	60	P2	20	P4	20
<i>Incompétence, manque de transparence et de professionnalisme</i>					P2P3	40
<i>Fonctionnement ponctuel</i>					P1P2P5	60
<i>Manque de dispositifs adéquats</i>	P1	20	P2P3P4P5	80		
<i>Telescopage/ Embrouillement</i>					P2P3	40
<i>Mécanismes réactifs</i>					P1P2P4	60
<i>Négligence de la portée asymétrique du conflit</i>	P4P5	40	P3P5	40	P3	20
<i>Principe de non-interférence/ Ingérence</i>	P5	20	P1P2P3P4	80		
<i>Divisions internes entre factions</i>					P4	20
					P2P3P5	60
					P1	20

4	Irrégularités	Non-représentativité du corps décisionnel	P5	20	P3P4	40	P1P2	40
		Problématique de l'intervention tôt ou tardive	P1	20	P2P4	40	P3P5	40
		Défaillances administratives						
		Processus décisionnel lourd	P1P3P5	60	P4	20	P2	20
		Manque de clarté par rapport au mandat	P5	20	P1P3	40	P2P4P5	60
		Faiblesse des décisions	P5	20	P1P2	40	P3P4	40
		Absence de quorum/ Consensus	P5	20	P1P2P4	60	P3P5	40
		Responsabilités limitées	-		P1P2P4	60	P3	20
		Obstruction arbitraire d'une intervention	P5	20	P2-P5	40	P1-P4	40
		Problèmes liés à la hiérarchie	P5	20	P2P4	40	P1P3	40
		Auto-promotion	P5	20	P2P4	40	P1P3P5	60
		Faiblesse des 'top-down solutions'	P5	20	P2P4	40	P1	20
		Faible coordination des informations	P5	20	P2P3P4	60	P1	20
		Différentes cultures organisationnelles	P5	20	P1P2P4P5	80	P3	20
		Défaillances par rapport à la manipulation de l'information						
		Usage de solutions modèles	P5	20	P1P2P4	60	P3	20
		Couverture médiatique parfois problématique	P4P5	40	P2P3	40	P1	20
		Collation et analyse tardive de l'information	P4P5	40	P1P2P3	60		
		Réception tardive de l'information	P4P5	40	P1P2P3	60		
Rétention de l'information	P4P5	40	P3	20	P1P2	40		
Attitude biaisée	P4P5	40	P2P3	40	P1	20		
Réticence par rapport au partage de l'information	P4P5	40	P3	20	P1P2	40		
5	Trafic d'influence	Manque de légitimité						
		Pas de reconnaissance juridique	P2	20	P4	20	P4	20
		Manque d'autorité/ Absence de Mandat	P4	20	P4	20	P2P3	40
6	Immunité	Conflit d'intérêts						
		Intérêt personnel	P4	20	P4	20	P1P2P3P5	80
		Désaccord	P3P4	40	P2P3P4	60	P1	20
		Rivalités internes	P1P4	40	P2P3	40	P5	20
		Rapport de forces	P2P3P4	60	P4	20	P2P3P5	60
		Compétition	P4	20	P4P5	40	P1P2	40
		Dictat						
		ONG suspects						
7	Insécurité	Impunité						
		Absence de conséquences	P1	20	P1	20	P2P3P4P5	80

8	<i>Sécurité des professionnels en jeu</i>								
	<i>Sécurité des acteurs humanitaires en jeu</i>								
	<i>Environnement hostile</i>								
	<i>Propagation du conflit dans la sous-région</i>	P5	20						
8	<i>Sécurité des professionnels en jeu</i>								
	<i>Déclenchement difficile de la réponse rapide</i>								
	<i>Réponse difficile à catalyser</i>								
	<i>Difficultés à faire intervenir l'État / la Communauté internationale</i>	P1P3P4P5	80	P2	20				
9	<i>Absence d'évaluation</i>								
	<i>Manque d'organismes pour l'évaluation</i>								
	<i>Absence d'un réseau crédible de suivi</i>	P3P4P5	60	P2	20				
	<i>Processus de suivi inadapté</i>	P4P5	40	P1P2P3	60				
	Score 1	1980	4360			3020		420	
	Score 2		6340					3440	

Grille d'évaluation 4 : Synthèse de recommandations à l'endroit des mécanismes de réponse

1	Décentralisation	Tout à fait d'accord	%	D'accord	%	Plus ou moins d'accord	%	Pas d'accord du tout	%
	<i>Etendre la portée de la réponse rapide</i>								
	<i>Répartition géographique des activités</i>	P1P3P5	60	P2	20	P4	20		
	<i>La délégation de pouvoir</i>								
	<i>Dominance locale I</i>	P1P3P4P5	80	P2	20				
2	Inclusion								
	<i>Plus de communication</i>								
	<i>Développer des réseaux de communication</i>	P1P3P4P5	80	P2	20				
	<i>Echange et dissémination de l'information</i>	-P3P4P5	60	P2	20				
	<i>Organisation de conférences</i>	P3P4	40	P1P2P5	60				
	<i>Partage de l'information</i>	P1P3P4P5	80	P2	20				
	<i>Implication du secteur privé</i>								
	<i>Donations, investissements et transfert de savoir-faire</i>	P3P4	40	P1P2P5	60				
	<i>Attitude responsable en faveur de la paix et du développement local</i>	P1P2P3P4P5	100						
	<i>Etablir des liens avec le monde académique</i>								
	<i>Renforcer le contact avec les instituts de recherche</i>	P1P2P3P4P5	100						
	<i>Collaboration</i>								
	<i>Démarches conjointes</i>	P1P2P3P4	80	P5	20				
	<i>Renoncement partiel de la souveraineté</i>								
	<i>Cohérence et cohésion</i>	P1P2P3P4	80	P1P3P4P5	80	P2	20		
	<i>Collaboration avec les autorités locales</i>	P1P2P3P4P5	100						
	<i>Plus de confiance entre CSOs et décideurs politiques</i>	P1P2P3P4P5	100						
	<i>Coordination</i>								
	<i>Mise en place de groupes de travail</i>	P2P3P4P5	80	P1	20				
	<i>Harmoniser l'action des OSC</i>	P1P2P3P4P5	100						
	<i>"Insider mediators"</i>								
	<i>Inclure les représentants des OSCs, des collectivités locales et chefs religieux</i>	P1P2P3P4P5	100						
3	Actions préventives								
	<i>Prévention opérationnelle (Diplomatie préventive)</i>								
	<i>Réduire les divergences entre les acteurs</i>	P1P2P3P4	80	P5	20				
	<i>Respect de la souveraineté nationale</i>	P1P2P3P4P5	100						
	<i>Prolongation de la durée des déploiements préventifs</i>	P1P2P3P4	80	P5	20				
	<i>Recourir à plus de déploiements préventifs</i>	P1P2P3P4P5	100						
	<i>Prendre en compte le désarmement, la démobilisation et la réintégration</i>	P1P2-P5	60	-P4	20	-			
	<i>Usage de la voix de la Médiation ou de la négociation</i>	P1P2P3P4P5	100						

<i>Instaurer la confiance</i>	P1P2P3P4	80	P5	20	
<i>Création de zones démilitarisées</i>	P3P4P5	60	P1	20	P2
<i>S'attaquer aux activités criminelles</i>	P1P2P3P4P5	100			
<i>Faire appel à la Cour de Justice internationale</i>			P1P4P5	60	P2P3
Prévention structurelle					
<i>S'attaquer aux causes profondes des conflits</i>	P1P2P3P4P5	100			
<i>Réduire à long terme les inégalités sociales</i>	P1P2P3P4P5	100			
<i>Cibler les besoins des femmes et des enfants</i>	P1P2P3P4P5	100			
<i>Reconstruction</i>	P1P2P3P4P5	100			
<i>La consolidation de la paix</i>	P1P2P3P4P5	100			
<i>Investir dans l'éducation des populations</i>	P1P2P3P4P5	100			
<i>Action humanitaire et politico-sociale</i>	P1P2P3P4P5	100			
<i>Intégrer la dimension genre</i>	P1P2P3P4P5	100			
<i>Réinventer un modèle approprié capable d'assurer la bonne gouvernance</i>	P1P2P3P4P5	100			
<i>Favoriser le développement économique</i>	P1P2P3P4P5	100			
<i>Prendre en compte la réalité environnementale, socio-économico-politico-culturelle</i>	P1P2P3P4P5	100			
<i>Faire recours aux pratiques traditionnelles</i>	P1P2P3P4P5	100			
<i>Protection des minorités / populations civiles</i>	P1P2P3P4P5	100			
<i>Mettre en place une méthode stratégique d'analyse et de programmation</i>	P1P2P3P4P5	100			
Postures Stratégiques d'Intervention					
<i>Competitive & Cooperative processes (CCP)</i>	P2P3	40	P1P5	40	P4
<i>Negative Peace & Positive Peace Strategies (NPPPS)</i>	P1P2P3P5	80			P4
<i>Track-1 & Track-2 Processes (TTP)</i>	P2P3P5	60	P1	20	P4
<i>Adopter une position commune</i>	P1P2P3	60	P4P5	40	
<i>Mise en place de facilitateurs entre les belligérants</i>	P1P2P3P5	80	P4	20	
Réponses stratégiques					
<i>Intervenir assez tôt</i>	P1P2P3P5	80	P4	20	
<i>Réponse spécifique</i>	P2P3P5	60	P1P4	40	
<i>Adopter une approche réaliste</i>	P1P2P3P5	80	P4	20	
<i>Faire le lien entre réponse et assistance</i>	P1P2P3P5	80	P4	20	
<i>Bonne compréhension de la situation locale et du conflit</i>	P1P2P3P4	80	P5	20	
<i>Intégrer des actions lucratives de construction de la paix</i>	P1P2P3P4P5	100			
<i>Réduire l'industrialisation des efforts de prévention</i>	P1P2P3P4P5	100			
<i>Prendre en compte les bonnes pratiques</i>	P1P2P3P4P5	100			
<i>Bien définir les objectifs de l'intervention</i>	P1P2P3P4P5	100			
<i>Réponses/ Actions surprises</i>	P1P3P5	60	P2	20	P4
<i>Exercer de la pression</i>	P3	20	P1P5	40	P2P4
Diversifier les mesures de prévention					
<i>Favoriser une démarche mixte</i>	P1P2P3P5	80	P4	20	

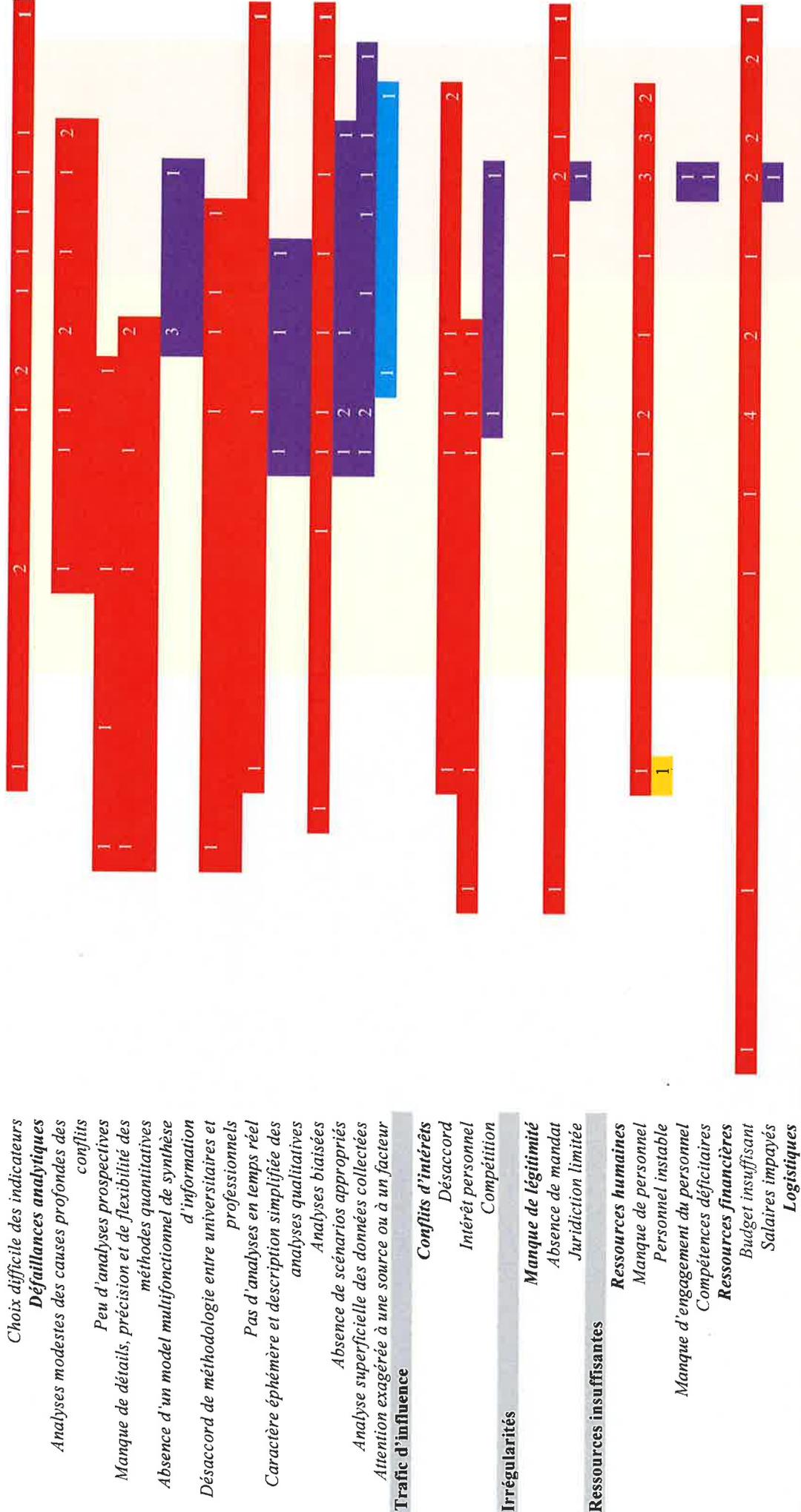
4	Institutionnalisation							
	<i>Appropriation locale</i>							
	<i>Encourager les initiatives locales</i>							
	<i>Responsabilisation et leadership local en matière de réponse</i>							
		P1P2P3P5	80	P4	20			
		P1P2P3P5	80	P4	20			
	<i>Normalisation</i>							
	<i>Incorporation des mesures de prévention</i>							
	<i>Reconnaissance formelle des mécanismes et « Insider Mediator »</i>							
	<i>Création d'emplois</i>							
<i>Vers des emplois fixes – Temps plein ou partiel</i>								
<i>Flexibilité</i>								
	P1P2P3P5	80	P4	20				
	P2P3	40	P1P4P5	60				
5	Plus de ressources							
	<i>Ressources humaines</i>							
	<i>Recrutement d'un personnel qualifié</i>							
	<i>Renforcement des représentations diplomatiques</i>							
	<i>Ressources financières</i>							
	<i>Autofinancement</i>							
	<i>Allocation de fonds</i>							
	<i>Participation des pays membre de l'ONU</i>							
	<i>Recourir à des mécanismes de financement flexibles</i>							
	<i>Moyens logistiques</i>							
	<i>Appareils et moyens de communication</i>							
	P1P2P3P5	80	P4	20				
	P1P2P3P5	80			P4	20		
	P1P3P5	60	P2P4	40				
	P1P2P3P4	80	P5	20				
	P2P3	40	P1P5	40				
	P1P2P3P5	80	P4	20				
	P1P2P3P4	80	P5	20				
6	Développement des compétences							
	<i>Renforcer les capacités</i>							
	<i>Diverses formations pour les professionnels</i>							
	<i>Solliciter des experts/ consultants</i>							
	<i>Former les populations locales</i>							
	P1P2P3P4P5	100						
	P1P2P3P4	80	P5	20				
	P1P2P3P4P5	100						
	<i>Plus d'engagement</i>							
	<i>Dévouement à long terme des décideurs politiques</i>							
	<i>Plus de confiance dans les informations et analyses</i>							
	<i>Plus de contraintes</i>							
	<i>Exercer de la pression sur les décideurs politiques</i>							
	<i>Distribution des tâches</i>							
	<i>Favoriser le développement de la réponse au niveau local</i>							
	<i>Identifier les avantages</i>							
	<i>Prendre en compte les intérêts des décideurs politiques</i>							
	<i>Mesures d'incitation à la volonté politique</i>							
	<i>Porter attention au message</i>							
	P1	20						
	P2P3	40	P1P4P5	60				
	P2P3P4	60	P5	20				
7	Plus de volonté politique							

8	Dispositifs								
		<i>Offrir une variété d'options</i>	P1P2P3P4P5	100					
		<i>Mécanismes innovants</i>							
		<i>Mécanismes flexibles et moins coûteux</i>	P1P2P3P4	80	P5			20	
		<i>Mise en place d'une équipe formelle/ informelle ad hoc</i>	P1P2P3P4	80	P5			20	
		<i>Adaptation des mécanismes</i>	P1P2P3P4P5	100					
9	Evaluation								
		<i>Evaluation des pratiques</i>							
		<i>Evaluation continue de la situation</i>	P1P2P3P4P5	100					
		<i>Porter une attention particulière à la consolidation de la paix</i>	P1P2P3P4P5	100					
10	Déclenchement de la réponse rapide								
		<i>Catalyser la réponse rapide</i>							
		<i>Réunions prioritaires sur l'alerte précoce</i>	P1P2P3P4P5	100					
		<i>Lancer des alertes de sondage</i>	P2P3P5	60	P1P4			40	
		<i>Accès facilité aux décideurs politiques</i>	P1P2P3P5	80	P4			20	
		<i>Précision et Concision</i>	P1P2P3P4P5	100					
		<i>Adopter une démarche stratégique</i>	P1P2P3P4P5	100					
		<i>Combiner des sources traditionnelles et non traditionnelles d'alerte précoce</i>	P1P2P3P4P5	100					
		<i>Associer alerte précoce et réponse rapide</i>							
		<i>Combiner l'alerte précoce et la réponse rapide</i>	P1P2P3P4P5	100					
11	Sécurité								
		<i>Accompagnement</i>							
		<i>Investir dans les opérations de maintien de la paix</i>	P1P2P3P4P5	100					
		<i>Contribution</i>							
		<i>Recourir à un effort multilatéral</i>	P1P2P3P4P5	100					
		Score 1	7760					1360	20
		Score 2		9120				320	340

Évolution des difficultés liées aux SAP et mécanismes de réponse de 1990 à 2018

Évolution des difficultés liées aux SAP de 1990 à 2018

Types de difficultés	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	00	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	18	
Immaturité des SAP																													
Défaillances opérationnelles																													
<i>Incapacité de prédire</i>																													
<i>Alerte précoce modeste</i>																													
<i>Décalage avec la réalité</i>																													
<i>Duplication des rôles et multiplicité des acteurs</i>																													
<i>Une faible collaboration</i>																													
<i>Plaidoyer insuffisant</i>																													
<i>Manque de coordination</i>																													
<i>Absence de réflexion stratégique</i>																													
<i>Couverture sporadique</i>																													
<i>Eparpillement des ressources</i>																													
<i>Difficultés d'adaptation</i>																													
<i>Mécanismes faibles</i>																													
<i>Absence de réaction</i>																													
<i>Implémentation difficile</i>																													
<i>Procédures administratives lourdes</i>																													
<i>Difficultés techniques</i>																													
<i>Base théorique et méthodologique immatures</i>																													
<i>Implication faible des femmes</i>																													
<i>Manque de visibilité</i>																													
Défaillances par rapport au maniement de l'information																													
<i>Difficultés concernant la collecte de l'information</i>																													
<i>Base de données défectueuse</i>																													
<i>Carence de données</i>																													
<i>Rétention de l'information</i>																													
<i>Risques de surabondance des données</i>																													
<i>Mauvaise gestion et transmission de l'information</i>																													
<i>Manque de crédibilité</i>																													
<i>Absence de vérification</i>																													
<i>Trop de vérification</i>																													
<i>Alerte précoce ignorée</i>																													
<i>Risques de manipulation de l'information</i>																													
<i>Risques liés à la gestion du temps</i>																													
Types de difficultés																													



États en faillite
 Zones sous haute tension
 Sources d'information menacées
 Civiles
 Acteurs humanitaires / ONGs

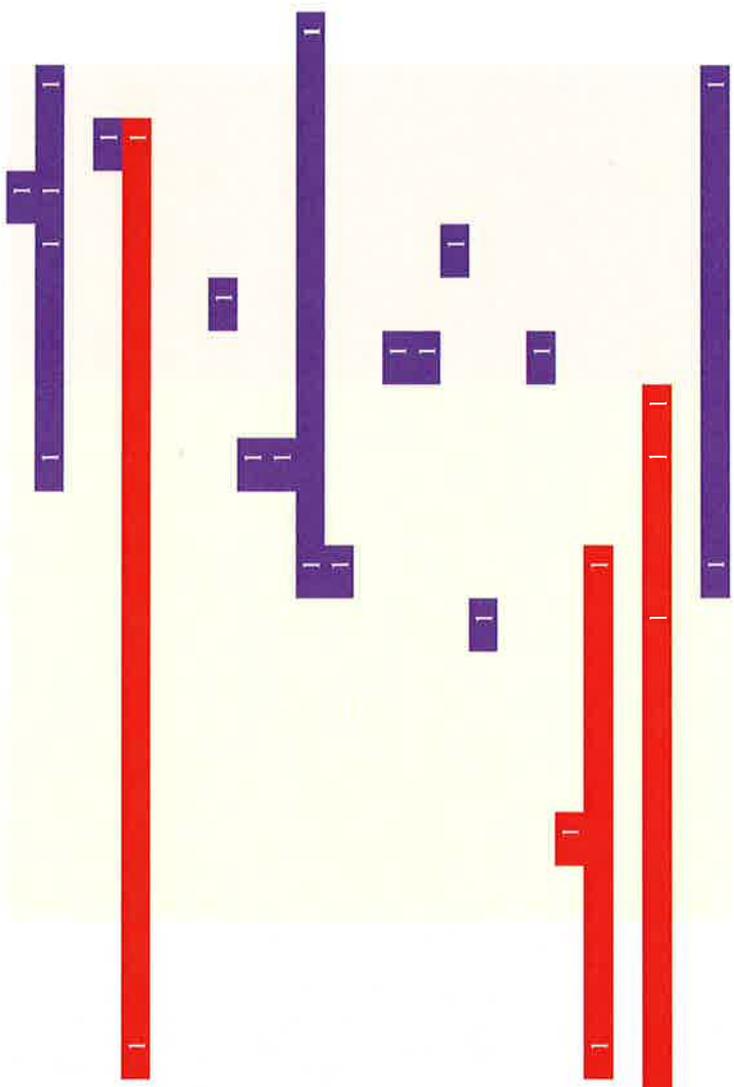
Contraintes

Pression des donateurs
 Frustration
 Reconversion contrainte
 Intimidations
 Preuve de la pertinence des SAP
 Retrait du support

Méfiance
 Méfiance de pays membres de l'ONU
 Craintes par rapport à la fuite de l'information
 Méfiance des populations locales
 Scepticisme des donateurs

Entraves
 Opposition de groupes lobbyistes
 Opposition de pays adversaires
 Restrictions de la part des autorités locales

Coûts élevés
 Cherté des SAP
 Barrières linguistiques
 Non homogénéité des langues

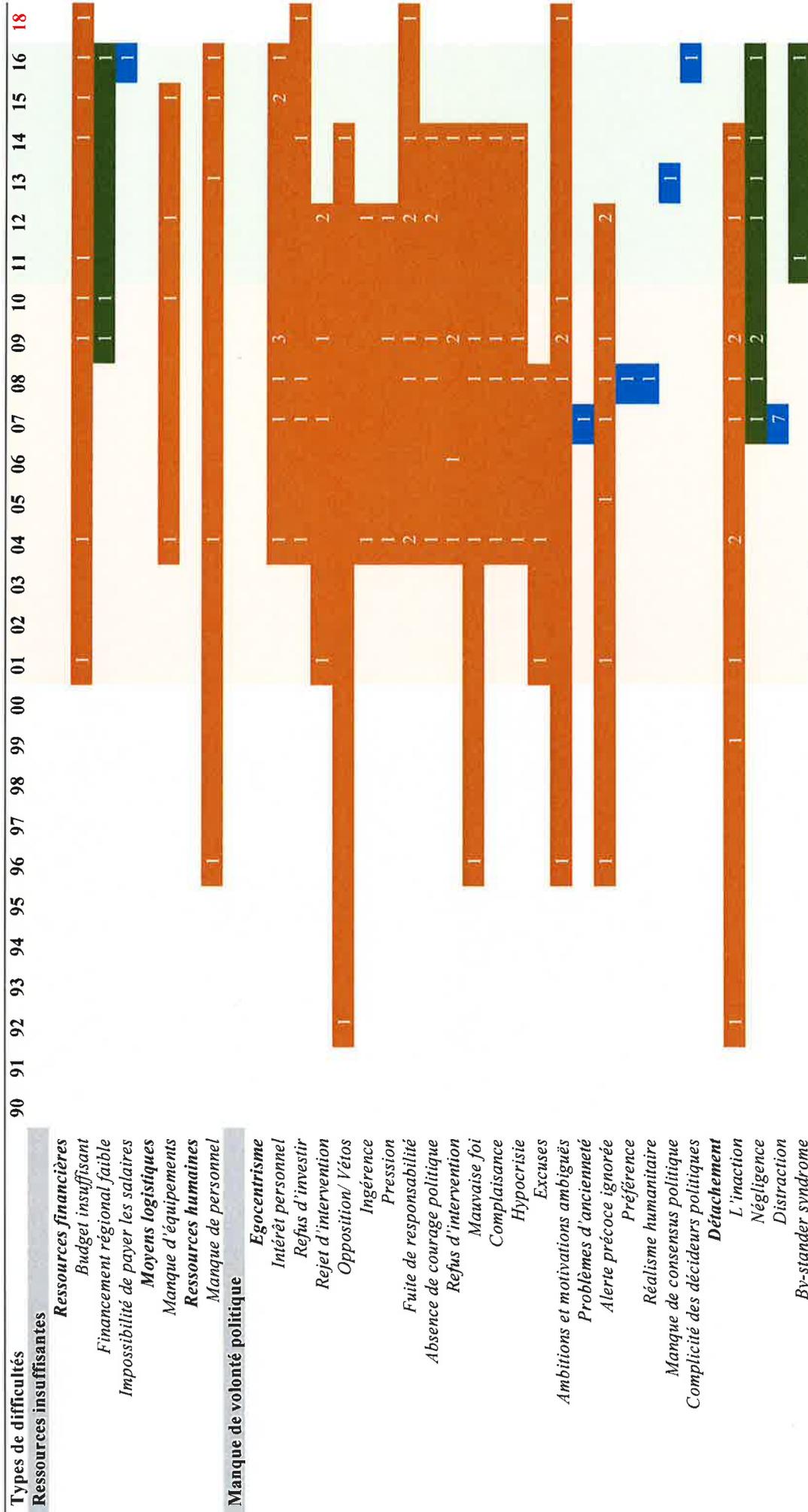


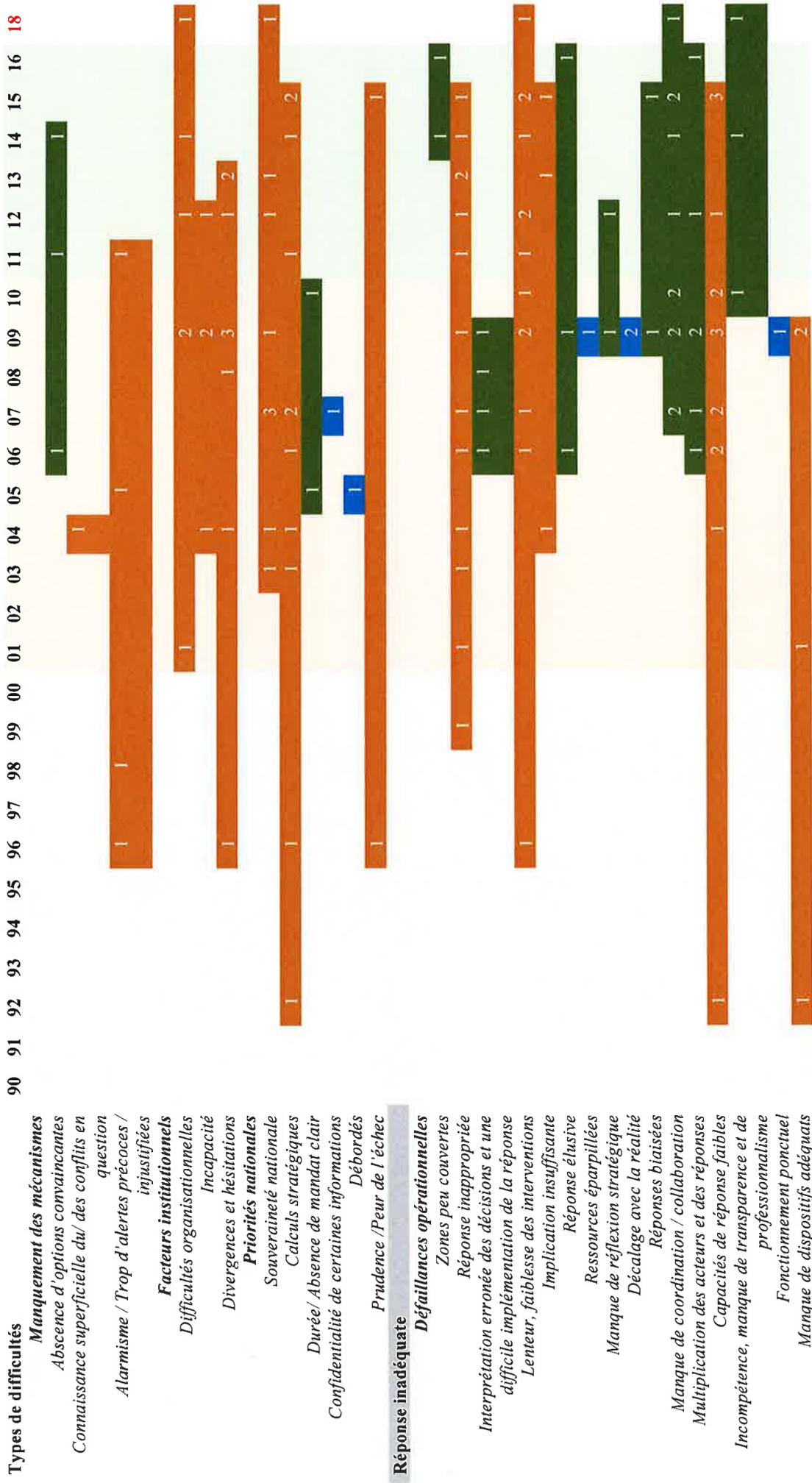
Légende



Difficultés considérées comme dépassées
 Difficultés considérées comme persistantes
 Difficultés considérées comme récentes
 Difficultés considérées comme récentes, mais persistantes
 Difficultés considérées comme dépassées, mais persistantes

Évolution des difficultés liées aux mécanismes de réponse de 1990 à 2018





Types de difficultés 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 00 01 02 03 04 05 06 07 08 09 10 11 12 13 14 15 16 18

Telescopage/ Embrouillement

Mécanismes réactifs

Négligence de la portée asymétrique du conflit

Principe de non-interférence/ Ingérence

Divisions internes entre factions

Non-représentativité du corps décisionnel

Problématique de l'intervention tôt ou tardive

Défaillances administratives

Processus décisionnel lourd

Manque de clarté par rapport au mandat

Faiblesse des décisions

Absence de quorum/ Consensus

Responsabilités limitées

Obstruction arbitraire d'une intervention

Problèmes liés à la hiérarchie

Auto-promotion

Faiblesse des 'top-down solutions'

Faible coordination des informations

Différentes cultures organisationnelles

Défaillances par rapport à la manipulation de

l'information

Usage de solutions modèles

Couverture médiatique parfois problématique

Collation et analyse tardive de l'information

Réception tardive de l'information

Rétention de l'information

Attitude biaisée

Réticence par rapport au partage de

l'information

Irrégularités

Manque de légitimité

Pas de reconnaissance juridique

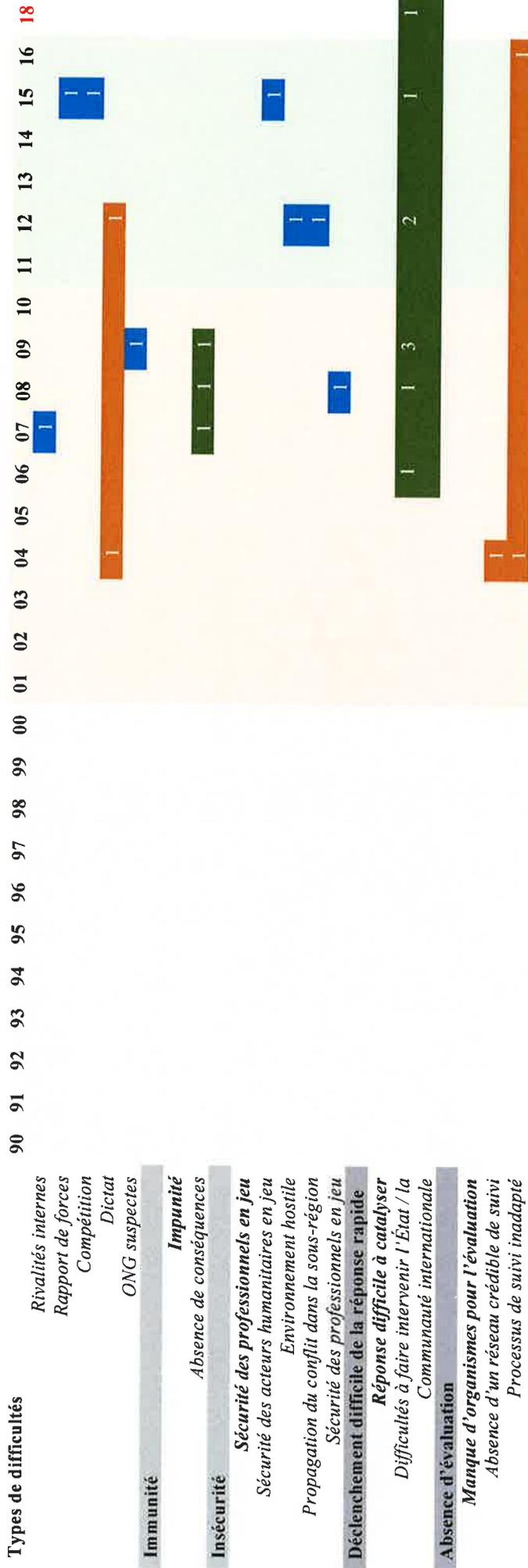
Manque d'autorité/ Absence de Mandat

Trafic d'influence

Conflits d'intérêts

Intérêt personnel

Désaccord



Légende

Orange	Difficultés considérées comme persistantes
Bleu	Difficultés considérées comme récentes
Vert	Difficultés considérées comme récentes, mais persistantes

Documents liés au stage à WANEP-Sénégal



FACULTÉ DES LETTRES, DES SCIENCES HUMAINES, DES ARTS ET DES SCIENCES DE L'ÉDUCATION

CARNET DE STAGE¹

De

Monsieur Biagui Alexandre NADIALINE

Chercheur en formation doctorale

Identité, Politiques, Sociétés, Espace (IPSE)

Institut des Sciences Politiques

Université du Luxembourg

¹ Suivant le modèle du carnet de stage mis à la disposition des étudiants du programme de Master Professionnel en Médiation de l'Université du Luxembourg.

Luxembourg, le 05 juillet 2017

Au Coordonnateur de Wanep-Sénégal, Monsieur **Alfred GOMIS**

Monsieur **GOMIS**,

Monsieur Biagui Alexandre NADIALINE,

Chercheur en formation doctorale

Identité, Politiques, Sociétés, Espace (IPSE)

Institut des Sciences Politiques à

L'Université du Luxembourg,

En vue de l'obtention du Grade de Docteur de l'Université du Luxembourg en Sciences Politiques

Sujet : Coopération, Sécurité, Paix et Développement durable: Quelle nouvelle stratégie des Systèmes d'Alerte Précoce de la troisième génération pour plus d'efficacité dans la prévention et gestion des conflits violents?

m'a fait part de votre accord de principe et volonté de vouloir l'accueillir dans votre structure, afin d'effectuer un stage **non rémunéré**, pour une période d'un mois et demi (à partir du 15 janvier au 28 février 2018). Nous vous en remercions vivement.

Le stage d'observation et de participation dans le département de l'alerte précoce a pour objectif de permettre au doctorant de faire le lien entre la théorie et la pratique.

Le stage donne lieu à un rapport, à rédiger par le doctorant, ainsi qu'à une évaluation de stage à fournir par le chef de stage suivant les articles 3, 4 et 5 de la convention de stage.

Pour tous renseignements complémentaires, veuillez contacter le Directeur de thèse (le Professeur Dr. Lukas K. SOSOE, Tél : 00352 4666 44 6638), la Direction de l'école doctorale DSHSS (Pr. Dr. Julia DE BRES, Tél : 00352 4666 44 9683), le Secrétariat (Mme Sanda CUTURIC, Tél : 00352 4666 44 9677).

En vous remerciant de votre collaboration, nous vous prions d'agréer, Monsieur **GOMIS**, nos salutations distinguées.

Professeur Dr. Lukas K. SOSOE,

Directeur de thèse de Mr. Biagui Alexandre NADIALINE

CARNET DE STAGE

Art. 1^{er}. Entre les structures et les personnes désignées ci-dessous :

1. Dénomination de la structure

Ou nom du Coordonnateur : Mr Alfred GOMIS
Coordonnateur, de Wanep-Sénégal

Adresse : Stade Amitié,
Dakar / SENEGAL

2. Nom et Prénom du « stagiaire » : Mr Biagui Alexandre NADIALINE
Chercheur en formation doctorale
Identité, Politiques, Sociétés, Espace (IPSE)
Institut des Sciences Politiques

Adresse : Campus Belval, 11, porte des Sciences
L-4366 / Esch-Sur-Alzette / Luxembourg
E-Mail : bnforschung@gmail.com
GSM : (+352) 691 200 435

Il est convenu, que le stagiaire désigné ci-dessus, effectue un stage pratique d'1 mois et demi (45 jours), auprès de la structure Wanep-Sénégal ou du Coordonnateur désigné sub.1. Les dates et heures de présences sont à convenir entre le stagiaire et son chef de stage.

Art. 2. Objectifs du stage

Les objectifs du stage sont à préciser d'un commun accord entre le chef de stage et le stagiaire, suivant les connaissances et l'expérience de ce dernier, tout en tenant compte des orientations suivantes:

Découvrir :

- la spécificité et la philosophie de l'organisme d'accueil ainsi que sa pratique ;
- le type de situations auxquelles le chargé de l'alerte précoce est confronté ;
- la technique de collecte, de vérification et d'analyse des informations ;
- la formulation de scénarios, recommandations et la transmission de l'alerte précoce ;
- les destinataires de l'alerte précoce ;
- le temps de la réponse rapide et la suite accordée à une situation donnée.

Observation :

- décrire objectivement, sans implication personnelle, le processus de collecte et de vérification de l'information, puis celui de la transmission de l'alerte précoce ;
- décrire et argumenter les spécificités du chargé de l'alerte précoce ;
- identifier éventuellement l'interaction entre la situation observée et lui ;
- identifier sa part de subjectivité / d'objectivité par rapport à toute situation de conflit.

Intervention :

- participer à la collecte, vérification de l'information ainsi qu'à la formulation d'éventuels scénarios et à la transmission de l'alerte précoce ;
- faire usage des techniques utilisées par le département de l'alerte précoce ;
- évaluer le processus de collecte et de vérification de l'information, puis celui de la transmission de l'alerte précoce ;
- décrire et analyser les difficultés rencontrées, des solutions apportées et les comportements adoptés, afin d'en tirer des conclusions générales, transférables à d'autres situations ;
- faire le lien entre la théorie et la pratique ;
- illustrer la théorie par l'analyse de cas et éclairer son expérience par des apports théoriques complémentaires ;
- relater par écrit son expérience, l'analyser et la critiquer de manière constructive au niveau des savoir-faire et savoir-être.

Art. 3. Rapport de stage

A la fin de son stage, le doctorant devra fournir un rapport de stage détaillé, montrant notamment l'évolution de sa propre réflexion, par rapport aux objectifs fixés au début du stage (Fiche technique en annexe III).

Art. 4. Confidentialité

Pour sauvegarder la confidentialité en rapport avec toute information obtenue du lieu de stage, le doctorant, ne devra sous aucune mention, dans son rapport de stage ou sa thèse de doctorat, faire référence aux noms et prénoms des personnes prenant part aux activités de l'alerte précoce.

Art. 5. Evaluation du stage

En fin de stage, le chef de stage fera parvenir au Comité d'Encadrement de la Thèse (CET) du doctorant et à la Direction de l'école Doctorale IPSE, sous enveloppe scellée ou par E-Mail, le carnet de stage avec la fiche d'attestation et d'évaluation du stage (annexes I et II), dûment complété par son chef de stage désigné par la structure.

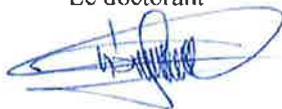
Art. 6. Assurances

Il est recommandé aux étudiants effectuant leur stage à l'étranger de se munir du formulaire E111.

Luxembourg, le 05/07/2017

Coordonnateur de la structure
Et/ ou Chef de stage

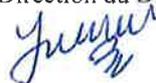
Le doctorant



Pour l'Université du
Le Directeur de thèse



Direction du DSHSS



EVALUATION DU STAGE

De

Mr. Biagui Alexandre NADIALINE

1. Comment les objectifs fixés au départ du stage ont-ils été atteints ? Ces objectifs ont-ils été modifiés en cours de stage ? Pour quels motifs ?

2. Quelle attitude le stagiaire a-t-il eu pour prendre connaissance des objectifs de votre structure (sa philosophie, ses valeurs, etc.) ?

3. Comment le stagiaire s'est-il intégré dans votre structure, dans votre équipe et par rapport à votre pratique ?

4. Dans le contexte du stage, quelles sont, à votre avis, les ressources professionnelles du stagiaire ? Quelles sont les compétences à améliorer en vue d'être un spécialiste des questions liées à l'alerte précoce pour la prévention des conflits violents

5. Quel intérêt avez-vous trouvé à ce type de stage et avez-vous des suggestions à formuler ?

ATTESTATION DE STAGE

Je soussigné,

(Nom et Prénom) _____

(Fonction) _____

(Dénomination de la structure

Ou nom du Coordonnateur) _____

Atteste que (Nom et Prénom) _____

Chercheur en formation doctorale
Identité, Politiques, Sociétés, Espace (IPSE)
Institut des Sciences Politiques / Université du Luxembourg

a fait un stage de _____ dans notre structure Wanep-Sénégal

Entre le _____ et le _____

Lieu _____ le _____

Coordonnateur de la structure
et/ ou le chef de stage

Le doctorant

RAPPORT DE STAGE – FICHE TECHNIQUE

A la fin de ce stage, le doctorant doit rédiger un rapport de stage d'environ 10 à 20 pages. Le rapport de stage devra respecter l'anonymat des noms et personnes rencontrées pendant le stage et contenir une table des matières au début du document. Les consignes méthodologiques ci-après aideront le stagiaire à rédiger son rapport.

Méthodologie

1. Introduction

- Présentation professionnelle
- Choix du terrain de stage
- Durée du stage

2. Structure/ Institution

- Historique de la structure
- Fonctionnement de la structure
- Projets
- Partenaires

3. L'alerte précoce

- Description du processus
- Type (s) de source (s) utilisée (s) : Ouverte (s) / Fermée (s)
- Vérification de l'information
- Analyse
- Formulation de scénarios / et ou de recommandations
- Destinataire(s) de l'alerte précoce

4. La réponse rapide

- Temps de la réaction
- Nature de la collaboration s'il y a lieu
- Partenaires / Acteurs impliqués
- Efficacité de l'intervention

5. L'analyse critique

- Analyse en termes pédagogique, en regard aux acquis. Aborder la question de l'éthique ; les faiblesses, les limites et les techniques propres à cette pratique.

6. Conclusion

- Apports personnels.

7. Annexes



PhD-FLSHASE-2015-2019
The Faculty of Language and Literature, Humanities, Arts and Education

Rapport de Stage

Mars 2018

NADIALINE Biagui Alexandre

Chercheur en formation doctorale en Sciences politiques
FLSHASE, Unité de recherche IPSE, DSHSS
Campus Belval, Université du Luxembourg

Table des matières

Remerciements	2
Avant propos	2
Liste des acronymes	2
I. Introduction	3
1. Présentation professionnel	3
2. Choix du terrain de stage	3
3. Objectifs visés	3
3.1. Découverte	4
3.2. Observation	4
3.3. Intervention	4
4. Durée du stage	4
II. Wanep-Sénégal	5
5. Historique	5
6. Fonctionnement	5
7. Projets	5
8. Partenaires	5
III. L'alerte précoce	6
9. Description du processus	6
10. Type (s) de source (s) utilisé (s)	6
11. Vérification de l'information	6
12. Analyse	7
13. Formulation de scénarios / et ou recommandations	7
14. Destinataire (s) de l'alerte précoce	7
IV. La réponse	7
15. Temps de la réponse rapide	7
16. Nature de la collaboration s'il y a lieu	8
V. L'analyse critique	8
VI. Conclusion	9
VII. Références	9
VIII. Annexes	9

Remerciements

Toute ma gratitude va à l'endroit de mon Directeur de thèse, le Pr. Dr. Luka K. SOSOE pour sa confiance, son accompagnement dans la réalisation de mon stage au sein du programme d'alerte précoce de Wanep-Sénégal.

Ma gratitude va aussi à l'endroit de la Directrice du Doctoral School in Humanities and Social Science (DSHSS) de l'Université du Luxembourg.

Ma gratitude s'adresse également et particulièrement au coordonnateur WANEP-Sénégal, à un représentant de l'ECOWARN, ainsi qu'à tout le personnel de WANEP-Sénégal, sans lequel ce stage n'allait pas avoir lieu, encore moins ne se serait pas déroulé dans de bonnes conditions, pour finalement donner lieu à la production de ce présent rapport de stage.

Avant propos

Ce stage au sein du programme d'alerte précoce n'a pas pour objectif d'auditer Wanep-Sénégal ou ses membres. Il s'inscrit dans le cadre de ma thèse de doctorat à l'Université du Luxembourg. L'analyse de la situation en rapport à l'alerte précoce et la réponse rapide constitue un prétexte respectant l'objectivité scientifique, afin de procéder à la vérification des hypothèses développées dans ma thèse de doctorat.

Liste des acronymes

ADA	Agence Autrichienne de Développement
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DANIDA	Agence Danoise de Développement International
ECOWARN	Système d'Alerte Précoce de la CEDEAO
ODD	Objectifs de Développement Durable
ONU	Organisation des Nations Unies
SAP	Système d'Alerte Précoce
SCAR	Système Continental d'Alerte Rapide
SIDA	Agence Suédoise de Développement International
SN-News	Système d'Alerte Précoce de Wanep-Sénégal
USAID	Agence Américaine pour l'Aide au Développement International
WANEP	Réseau Ouest-Africain pour l'Edification de la Paix
WANEP-Sénégal	Structure sénégalaise du Réseau Ouest-Africain pour l'Edification de la Paix

I. Introduction

Dans la littérature, les Systèmes d'Alerte Précoce (SAP) axés dans la prévention de conflits violents ou de tensions sociales font l'objet de nombreuses critiques, dues à leurs défaillances (Amao et al, 2014). Dans la pratique, il a été possible de confirmer la plupart de ces défaillances qui sont, entre autres, une mauvaise organisation, un manque d'engagement et de ressources. Dans les lignes qui suivent, nous analysons quelques-unes de ces préoccupations. Auparavant, nous définissons les conditions régissant le stage auprès du programme d'alerte précoce de Wanep-Sénégal avant de présenter la structure et son fonctionnement.

1. Présentation professionnel

NADIALINE Biagui Alexandre est chercheur en formation doctorale à l'Institut des Sciences Politiques. Il fait partie de l'Unité de recherche Identités, Politiques, Sociétés et Espaces (IPSE) et est inscrit au Doctoral School in Humanities and Social Science (DSHSS) de l'Université du Luxembourg. Il s'intéresse aux questions liées à l'alerte précoce et particulièrement aux difficultés que rencontrent les Systèmes d'Alerte Précoce (SAP) de la troisième génération.

2. Choix du terrain de stage

Initialement, une demande¹ avait été adressée au Directeur Exécutif de WANEP-Régional, à Accra (Ghana), pour l'organisation et la tenue d'entretiens et de focus-group. Sans réaction, suite à de nombreuses relances, et compte tenu du manque de temps, un changement de stratégie avait été observé : se rabattre sur une des structures nationales de WANEP dans les 15 pays membres de la CEDEAO. La logique derrière ce revirement s'explique par le fait que seuls, les réseaux nationaux de WANEP, maîtrisent mieux la situation sécuritaire au sein de leurs limites géographiques.

Le choix de faire le stage à WANEP-Sénégal s'explique également par le fait qu'une étude antérieure y avait été réalisée en 2013². Ce stage constitue une opportunité de pratique et de vérification³ : 1) Quelle est la source de l'information?, 2) l'acteur chargé de collecter l'alerte précoce est-il objectif?, 3) les informations collectées sont-elles vérifiées avant transmission?, 4) comment se fait la transmission de l'alerte précoce?, 5) qui est le destinataire de l'alerte précoce?, 6) observe-t-on une réaction suite à la transmission de l'alerte précoce?, 7) si oui, combien de temps faut-il attendre avant que la réponse (opérationnelle ou structurelle) ne soit apportée? 8) quel est l'acteur chargé d'apporter la réponse?, 9) des changements positifs sont-ils observables après que la réponse ait été apportée ?

3. Objectifs visés

Conformément au carnet de stage⁴, les objectifs concernent la découverte, l'observation et l'intervention.

¹ Se référer à l'annexe 1, p. 10-13.

² Se référer à l'annexe 2, p. 14.

³ Une opportunité de vérification des hypothèses formulées dans ma thèse de doctorat.

⁴ Se référer aux pages 2 et 3 de l'annexe 3, p. 15-21.

3.1. Découverte

Une documentation⁵ sur WANEP-Sénégal, la coopération entre WANEP-Régional et le système d'alerte précoce de la CEDEAO a d'abord été passée en revue. Cette première activité a permis de déterminer le rôle de WANEP-Sénégal vis-à-vis du Bureau Régional et le rôle de ce dernier par rapport à ECOWARN, le système d'alerte précoce de la CEDEAO. Ensuite, l'initiation à la collecte de données et à la soumission de rapports d'incidents et de situation ont permis de faire l'expérience de situations auxquels le chargé du programme de l'alerte précoce et les points focaux sont souvent confrontés.

3.2. Observation

À Wanep-Sénégal, l'alerte précoce est une information relative à la sécurité humaine⁶, ayant ou pouvant affecter négativement un citoyen ou les populations sénégalaises. Cette information est collectée par l'intermédiaire des médias de la place : presse écrite ou en ligne, accessibles à tous. En principe, la collecte de données couvre l'ensemble du territoire national. Seulement, le nombre de moniteurs⁷ de terrain et leur concentration dans la capitale sénégalaise ne permet pas d'atteindre cet objectif, ni de vérifier sur le terrain des événements rapportés dans une zone non couverte. Ce problème est également soulevé dans la littérature (Nyheim, 2009, p. 5).

3.3. Intervention

En premier lieu, l'intervention consiste en ma participation dans le processus de collecte et de soumission/ transmission de données à des fins d'alerte précoce. A cet égard, j'ai été initié par deux moniteurs travaillant pour deux systèmes qui cohabitent et se complètent : ECOWARN et NEWS-SN (National Early Warning System).

En second lieu, il était question de participer à la formulation de scénarios et/ ou recommandations. C'est deux éléments, étant du ressort des analystes d'ECOWARN à Abuja (Nigéria), n'empêchent pas aux professionnels de Wanep-Sénégal de produire différents types de rapports⁸ évaluant le niveau sécuritaire du pays. Ma participation à l'analyse de différentes données recueillies sur le terrain par WANEP-Sénégal fut l'occasion de se transformer temporairement en analyste et de faire face aux difficultés et responsabilités, associées à ce type de travail.

4. Durée du stage

Le stage a duré 1 mois et 15 jours : du 15 janvier au 28 février 2018. L'objectif étant d'observer le processus de collecte, de participer à la soumission/ transmission de données et à la formulation de scénarios ou recommandations, le stage n'avait pas besoin de durer plus longtemps que la période prévue. La raison réside dans le fait que le processus de collecte est le même : une répétition incessante des mêmes tâches, mais nécessaire du point de vue sécuritaire.

⁵ PMC & SN-WARN (2014); CEDEAO (2008).

⁶ PMC & SN-WARN (2014), p. 12.

⁷ Se référer au dépouillement des données du focus-group organisé avec des professionnels de WANEP-Sénégal.

⁸ PMC & SN-WARN (2014), p. 34-35.

II. Wanep-Sénégal

Pour présenter WANEP-Sénégal, nous allons aborder brièvement son historique, son fonctionnement, ses projets et partenaires.

5. Historique

Créé en 2003, WANEP-Sénégal est constitué d'organisations de la société civile sénégalaise⁹. La structure s'intéresse à la réduction, voir l'éradication de conflits ou tensions sociales à l'intérieur des frontières du pays et au-delà.

6. Fonctionnement

WANEP-Sénégal représente WANEP-Régional au niveau du Sénégal. La structure est dotée d'un Conseil d'administration et d'un secrétariat qui exécute la politique définie par la maison-mère. Selon la stratégie définie par WANEP-Régional à Accra, le secrétariat de WANEP-Sénégal s'y aligne et définit son plan d'action annuel¹⁰. Ce plan d'action, tout en prenant en compte les Objectifs de Développement Durables (ODD)¹¹ définis par l'Organisation des Nations Unies (ONU), adoptés par WANEP-Régional, se repose sur des réalités du contexte sénégalais. Pour que ce travail soit effectif, WANEP-Sénégal s'appuie sur 4 programmes : 1) le programme pour la Conscientisation et l'Education à la paix et à la non-violence, 2) le programme pour le renforcement des capacités des femmes dans l'édification et la consolidation de la paix, 3) le programme de Bonne gouvernance et Démocratie, 4) le programme de l'alerte précoce.

Sur les faits, hormis la collecte de données, Wanep-Sénégal ne descend pas sur le terrain pour exécuter un programme. La structure s'appuie sur des organisations de la société civile, déjà membres, pour intervenir sur le terrain. Cette intervention peut être apparentée à une formulation de réponses structurelles avec des moyens limités sans l'intervention de l'Etat sénégalais, pour la plupart du temps. C'est là que se trouve tout le mérite de la structure nationale, qui avec la motivation de son personnel, mobilise ses efforts pour l'atteinte d'objectifs visant la réduction, voir l'éradication de conflits ou tensions sociales au niveau national et au-delà¹².

7. Projets

Différents projets sont actuellement en cours. Mais pour des raisons de confidentialité, ils ne peuvent être mentionnés dans ce rapport. Néanmoins, on peut préciser que l'objectif de ces projets vise la prévention, réduction ou éradication de conflits et tensions sociales.

8. Partenaires

Comme toute organisation, WANEP-Sénégal a tissé des liens de partenariat depuis ses débuts. On en note deux types : 1) une collaboration entre les organisations membres du réseau. WANEP-Sénégal se repose sur ces organisations pour mettre en œuvre son plan

⁹ PMC & SN-WARN (2014), p. 11.

¹⁰ Participation à la définition du plan d'action 2018 de WANEP-Sénégal, du 30 janvier au 2 février 2018. Se référer à l'annexe 4, p. 22-24.

¹¹ Se référer à l'annexe 4, p. 22-24.

¹² Lors de mon stage, WANEP-Sénégal a initié deux projets visant cet objectif. Pour des raisons de confidentialité, ces projets ne peuvent pas être détaillés dans ce rapport.

d'action annuel. En fonction des ressources disponibles, WANEP-Sénégal les appuie en termes de financement et de formation. 2) Puis, un partenariat indirect avec des bailleurs étrangers qui supportent le travail du Bureau Régional à travers un appui financier et technique¹³. C'est le Bureau Régional qui se charge, après octroi du soutien par des bailleurs étrangers, de faire parvenir à ses réseaux nationaux un budget leur permettant de soutenir leur plan d'action annuel. Parmi ces partenaires¹⁴, nous pouvons citer la CEDEAO, l'Agence Suédoise de Développement International (SIDA), l'Agence Autrichienne de Développement (ADA), l'Agence Danoise de Développement International (DANIDA) ainsi que l'Agence Américaine de Développement International (USAID).

III. L'alerte précoce

9. Description du processus

La collecte de données se fait au quotidien à travers des médias de la place, le réseau de contact du moniteur de terrain, les organisations membres de WANEP-Sénégal ainsi que par l'intermédiaire de toute personne consciente du travail de prévention des conflits que fait la structure. L'information collectée est successivement soumise dans les SAP de WANEP-Sénégal (NEWS-SN), de la CEDEAO (ECOWARN) et de l'Union Africaine (SCAR) : on parle alors de rapport d'incidents (information ponctuelle soumise quotidiennement), de rapport de situation ou « Weekly highlight » (rapport soumis en fin de semaine), de rapport mensuel, de rapport trimestriel, de bulletin d'analyse ponctuelle ou encore de « Policy Brief »¹⁵. Les logiciels¹⁶ utilisés, prévoient des options permettant de déterminer le degré de fiabilité de l'information lors de sa soumission.

10. Type (s) de source (s) utilisé (s)

Les sources utilisées sont ouvertes, c'est-à-dire, accessibles à tous les citoyens. Ces sources ne sont autres que des médias de la place : la presse écrite et audio, les réseaux sociaux. Il existe également des canaux de réception d'information propres à la structure : « les points focaux communautaires ... [:] Ils sont chargés d'informer le système à partir des rapports d'incidents et de situation de leur zone de couverture »¹⁷. Certes, ces points focaux sont loin d'être des espions. Toutefois, leur travail s'apparente à celui des services secrets. Ils peuvent dès lors subir le même traitement réservé aux membres des services de renseignement (Vadlamudi, 2013, p.14, 29).

11. Vérification de l'information

Pour le cas de Wanep-Sénégal, la vérification de l'information consiste à sa triangulation avec l'aide des moniteurs de terrain. S'il est possible que cette vérification se fasse avec ces derniers, elle ne se fait pas par contre avec les sources de la presse audio-visuelles. Néanmoins, sur la plateforme de soumission/ transmission de l'alerte précoce, il existe des

¹³ PMC & SN-WARN (2014), p. 34.

¹⁴ Se référer à la couverture du Livret du Moniteur : PMC & SN-WARN (2014).

¹⁵ PMC & SN-WARN (2014), p. 30-35.

¹⁶ Les logiciels utilisés par SN-NEWS, ECOWARN et SCAR sont fournis et mis en place par les partenaires de l'USAID.

¹⁷ PMC & SN-WARN (2014), p. 33.

options permettant d'évaluer le degré de fiabilité de l'information recueillie : soit l'information est fiable parce que la majorité des médias audio-visuelles de la place la relaye, soit elle est une rumeur et doit être indiquée comme telle.

12. Analyse

L'analyse des informations recueillies ne se fait pas dans les locaux de WANEP-Sénégal. Les données collectées sont injectées dans les systèmes du SN-NEWS, de l'ECOWARN et du SCAR. Il revient aux analystes d'ECOWARN basés à Abuja (Nigéria) de faire l'analyse des données qui leur sont transmises par l'ensemble des SAP nationaux installés dans les 15 pays membres de la CEDEAO.

13. Formulation de scénarios / et ou recommandations

La formulation de scénarios et/ ou de recommandations est du ressort des analystes basés à Abuja. Ils saisissent après analyse, le ou les gouvernements concernés pour alerter sur la gravité de la situation en cours.

14. Destinataire (s) de l'alerte précoce

Les principaux destinataires des données à des fins d'alerte précoce collectées par Wanep-Sénégal sont WANEP-Régional, ECOWARN et le SCAR, les Organisations de la Société Civile sénégalaise, Organisations Internationales basées au Sénégal et les chercheurs.

IV. La réponse

Par réponse, on entend des mesures opérationnelles ou structurelles prises par une organisation légitime¹⁸ ou un gouvernement pour remédier à une situation de conflit ou de tension sociale.

D'une part, le programme d'alerte précoce de Wanep-Sénégal, n'ayant pas intégré une composante chargée de la réponse, s'en remet officiellement à la volonté de l'état, après saisine par les acteurs concernés à partir d'Abuja.

D'autre part, la notion de réponse peut être envisagée d'une autre manière. N'ayant pas la légitimité requise pour mobiliser le système sécuritaire national, à des fins de réponse opérationnelle (déploiement des forces de l'ordre pour la gestion d'éventuelles tensions sociales), Wanep-Sénégal se contente de la formulation de réponses structurelles en collaboration avec des organisations membres de son réseau. Pour illustration, certains projets formulés avec des organisations membres en vue d'éduquer les populations sur un phénomène donné, sont une forme de réponses structurelles visant à modifier positivement les comportements à long terme.

15. Temps de la réponse rapide

En général, la réponse structurelle met du temps à être effectif, du fait, comme dans le cadre de Wanep-Sénégal, qu'elle passe par la formulation d'un projet visant à remédier durablement à une situation donnée.

¹⁸ Une organisation légalement autorisée à mener des activités sur le territoire national.

16. Nature de la collaboration s'il y a lieu

La mise en œuvre de la réponse structurelle se fait par l'intermédiaire de partenaires locaux : des organisations de la société civile sénégalaise. Ces organisations, membres de WANEP-Sénégal, sont légitimement reconnues par l'état. Elles interviennent chacune dans un domaine précis et définissent ensemble l'objectif à atteindre. Elles bénéficient d'un appui financier et technique par WANEP-Sénégal, selon les fonds disponibles, afin d'intervenir sur le terrain.

V. L'analyse critique

Si pour le cas de WANEP-Sénégal la source de l'information est ouverte, les données collectées ne font pas systématiquement l'objet d'une vérification. En cas de doute, sur le nombre de victimes par rapport à un incident, par exemple, la vérification est faite pour déterminer le nombre exact de victimes avant la transmission des données.

Lors de la transmission de l'information, le logiciel utilisé présente des options pour un recueil fiable de données destinées à l'analyse. Cependant, le caractère humain des moniteurs de terrain ou points focaux, fait en sorte que ces acteurs peuvent, intentionnellement ou non, basculer dans la subjectivité. Il y a le risque qu'un acteur, dû à sa motivation, son appartenance politique, ethnique ou religieuse, transmette des informations qui ne reflètent pas la réalité du terrain. Dès lors, cette implication personnelle cesse d'être conforme à l'éthique de la pratique, qui voudrait que les moniteurs de terrain et points focaux soient objectifs¹⁹. A la subjectivité des acteurs qui collectent les données, peut aussi être apparentée la notion d'appréciation. Elle varie d'un acteur à un autre, selon les pratiques et les vécus : un point focal ou moniteur au Sénégal peut juger qu'un mort dans un accident de la route est « grave », alors qu'un autre point focal ou moniteur au Nigéria rapporte le même incident comme « mineur », du fait que ce dernier est habitué à classer dans l'option « grave » un nombre supérieur ou égale à 10 morts (Exemple repris d'une discussion avec le chargé du programme de l'alerte précoce du NEWS-SN et un moniteur d'ECOWARN).

Un autre aspect problématique concerne le destinataire des données collectées à des fins d'alerte précoce. Les informations quittent le territoire national pour se retrouver dans les mains de responsables régionaux/ sous-régionaux, voire de bailleurs internationaux. Il ne s'agit pas de faire le plaidoyer du nationalisme dans ce cas de figure, mais force est de reconnaître que cette transmission de données peut être source d'insécurité nationale, si des informations sensibles se retrouvent dans les mains d'un pays ou d'un bailleur animé de mauvaises intentions (Vadlamudi, 2013, p. 28).

Toutefois, même s'il existe des risques lors de la transmission de l'information, il faudrait par ailleurs reconnaître que sans implication des acteurs concernés et susceptibles d'apporter des solutions, il y a une forte probabilité qu'une situation de crise s'enlise. C'est à ces instants précis que la participation de l'Etat devient cruciale. Ayant la responsabilité de protéger ses citoyens, l'Etat devrait profiter de l'opportunité que lui offre le Système d'Alerte Précoce (SAP) pour jouer pleinement son rôle (Zenko & Friedman, 2011, p. 28).

¹⁹ PMC & SN-WARN (2014), p 32-33.

VI. Conclusion

Ayant dans un premier temps fait une revue littéraire de 1990 à 2016 sur les difficultés que rencontrent les Systèmes d'Alerte Précoce (SAP) axés dans la prévention de conflits violents ou de tensions sociales, l'accomplissement du stage dans le programme de l'alerte précoce de WANEP-Sénégal fut bénéfique de diverses manières. D'abord, ce fut l'occasion de confronter la théorie de la pratique. Un certain nombre de mes hypothèses développées dans ma thèse de doctorat sont confirmées par la littérature, puis vérifiées lors du stage et à travers le focus-group réalisé avec des membres de la structure. Ensuite, la pratique, c'est-à-dire, ma participation dans le processus de collecte et de soumission/ transmission de données à des fins d'alerte précoce, a contribué à la clarification de beaucoup de zones d'ombre, avant de me conférer l'assurance requise pour défendre les hypothèses développées dans ma thèse de doctorat. En fin, l'accueil, l'écoute, la disponibilité et l'engagement du personnel de WANEP-Sénégal ont facilité mon intégration dans la structure, m'ont permis de réaliser mon stage sans difficulté et de me faire une idée sur la posture et le comportement à adopter pour bien préparer l'intégration dans le monde professionnel.

VII. Références

Amao, O. B., Ettang, D., Okeke-Uzodike, U., & Tugizamana, C. (2014). Revisiting the Utility of the Early Warning and Early Response Mechanisms in Africa: Any Role for Civil Society? *Peace and Conflict Review*, 8 (1), 77-93.

Commission Économique des États de l'Afrique de l'Ouest. (2008). *Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO*. Commission de la CEDEAO, Abuja, Nigéria.

Centre de Suivi et d'Observation de la Paix de WANEP & le programme d'Alerte Précoce et de Prévention des conflits de WANEP-Sénégal. (2014). *Livret du Moniteur*. WANEP, Accra, Ghana.

Nyheim, D. (2009). The Global Balance Sheet: Emerging Security Threats and Multilateral Response Capabilities. *The Stanley Foundation*, 1-12.

Vadlamudi, S. (2013). Architecture for Early Warning at the U.N. Based on Human Security Indicators. *Security and Development*, IPS 688, 1-37.

Zenko, M., & Friedman, R. R. (2011). UN Early Warning for Preventing Conflict. *International Peacekeeping*, 18 (1), 21-37, DOI : 10.1080/13533312.2011.527504.

VIII. Annexes

Annexe 1 : Demande d'interview/ focus-group, p. 10-13.

Annexe 2 : Soutien académique, p. 14.

Annexe 3 : Carnet de stage – Wanep-Sénégal (Janvier-Février 2018), p. 15-21.

Annexe 4 : Objectifs de Développement Durable, p. 22-24.



West Africa Network for Peacebuilding

TISSER DES RELATIONS POUR LA PAIX

ATTESTATION DE STAGE

Je soussigné,

Nom et Prénom

Mr. GOMIS Alfred

Fonction

Coordinateur

Dénomination de la structure

WANEP-Sénégal

Atteste que

Mr. NADIALINE Biagui Alexandre

Chercheur en formation doctorale

Identités, Politiques, Sociétés, Espaces (IPSE) / DSHSS

Institut des Sciences Politiques / Université du Luxembourg

a fait un stage de 45 jours dans notre structure WANEP Sénégal

Cité Socabek, lot N° 20, derrière Stade Amitié, Dakar/ Sénégal

Du le 15 janvier et le 28 février 2018

Fait à

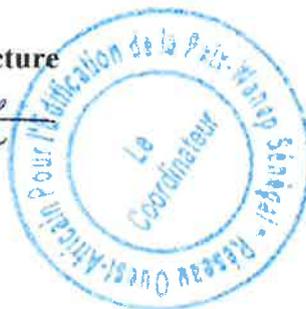
Dakar/ Sénégal, le 13/04/ 2018

Signatures

Coordinateur de la structure

Chef de stage

Le doctorant



□ FACULTÉ DES LETTRES, DES SCIENCES HUMAINES, DES ARTS ET DES SCIENCES DE L'ÉDUCATION

Monsieur Nadialine,

Suite à la commission d'attribution des « DSHSS Research Grants » la décision de financer une partie de votre projet a été prise. En effet les frais de voyage ne pouvant faire l'objet de factures en bonne et due forme ne peuvent pas être pris en compte pour cette aide financière, il en est de même pour les frais de communication et connexion internet. En effet les sommes d'argent attribuées doivent être toutes justifiées de façon comptable.

L'attribution des fonds est aussi soumise à la condition que vous nous envoyiez une reformulation de votre demande (par exemple un texte d'une page) qui précise de manière détaillée comment votre stage a été lié à votre projet de doctorat. Pour la commission, cet aspect n'était pas clair et cela a mis en risque l'attribution des fonds.

Afin de pouvoir bénéficier d'une partie du financement de ce « Research Grant » pourriez-vous s'il vous plait vous mettre en relation avec Madame Aline Chambige qui vous aidera à rédiger votre déclaration de frais post stage.

Dans cette attente, soyez assuré de notre soutien.

DSHSS Office



Curriculum Vitae

NADIALINE Biagui Alexandre

E-mail

bnforschung@gmail.com

Études

2015-2019	Doctorat en Sciences Politiques à l'Université du Luxembourg.
26/02/2015	Attestation de réussite "Sproochentest Lëtzebuergesch".
2009/2014	Master Professionnel en Médiation, Université du Luxembourg : <i>Mention Assez-Bien.</i>
2008/2010	Master in Learning and Development in Multilingual and Multicultural Contexts, Université du Luxembourg: <i>Mention Très Bien.</i>
13/11/2008	Obtention de la Licence en Langues et Civilisations Germaniques : Certificat de Licence (CL) et Certificat de Spécialisation (CS) à la session unique : <i>Mention passable.</i>
04/01/2008	Attestation de cours d'Anglais au British-Senegalese-Institute (BSI), Dakar/Sénégal.
15/11/2007	Obtention du Diplôme Universitaire d'Etudes Littéraires 2ième année, section Allemand-Anglais : <i>Mention Assez-Bien.</i>
24/09/2007	Autorisation d'enseigner à l'Elémentaire et au Moyen au Sénégal.
31/07/2007	Attestation de cours d'Anglais au British-Senegalese-Institute (BSI), Dakar/Sénégal.
09/08/2005	Obtention du Diplôme Universitaire d'Etudes Littéraires 1ière année, section Allemand-Anglais : <i>Mention Passable.</i>
06/04/2005	Obtention du Zertifikat Deutsch als Fremdsprache (ZDaf) au Goethe Institut de Dakar/Sénégal : <i>Mention Assez-Bien.</i>
08/07/2003	Obtention du Baccalauréat L'1 au lycée Demba Diop de Mbour/Sénégal : <i>Mention Passable.</i>
27/07/1999	Obtention du BFEM (Brevet de Fin d'Etudes Moyennes) au CEM CALD de Mbour/Sénégal : <i>Mention Passable.</i>

Centres d'intérêt

- Médiation en Matière Civile et Commerciale.
- Médiation Pénale.
- Médiation Internationale.
- Systèmes d'Alerte Précoce et de Réponse aux Conflits Violents (CEWERS).
- Ingénierie Sociale - Service Sociale.
- Relations Internationales – Coopération.
- Stratégies et Processus de Développement Économique Durable.
- Défense – Géostratégie – Géopolitique – Sécurité Humaine.
- Administration publique.

Expériences formelles

01/03/2017 au 31/08/2017	Support administratif - CDD - UR ECCS de l'Uni.lu.
01/05/2016 au 28/02/2017	Support administratif - CDD - UR ECCS de l'Uni.lu.
01/11/2015 au 30/04/2016	Support administratif - CDD - UR ECCS de l'Uni.lu.
Depuis 2015	Médiateur interculturel pour le compte du Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Service de Scolarisation des Enfants étrangers (MENEJ).
01/12/2013 au 31/08/2014	CDD – Transcription entretiens de recherche à l'UR ECCS de l'Uni.lu.
De 2012 à début 2013	Membre suppléant à la Commission Consultative Communale d'Intégration de La ville d'Esch-sur-Alzette/Luxembourg.
De 2011-2012 à 2013	Personnel de salle au théâtre de la commune d'Esch-sur-Alzette/Luxembourg.
De mai 2012 à 06/2013	Chargé des Relations Extérieures du Collectif des Etudiants Sénégalais au Lux.
24/10/2010 au 23/10/2011	Président du Cercle des Etudiants Africains au Luxembourg (CEAL).
10/2009 à 10/2010	Chargé des affaires sociales du Cercle des Etudiants Africains (CEAL).

13/03/2009 au 15/03/2009 01/11/2008 au 30/11/2008	COLOPHON 2009, International Magazine Symposium, Luxembourg. Conseiller commercial au centre d'Appel Quality Center, Dakar/Sénégal : Etude avec l'institut Côté CLIENTS sur des magasins qui vendent des produits culturels tels que livres, CD, DVD ou technologiques avec la FNAC Bâle en Suisse Allemande : ordinateurs, matériel informatique, écrans plats, appareils photos, baladeurs MP3.
09/10/2007 au 31/12/2007	Conseiller commercial au centre d'Appel Quality Center, Dakar/Sénégal : Campagne « Projet Allpet » : Sondages concernant des animaux domestiques : chiens et chats + participation à la Campagne « Nestlé » par apport à la machine à café « Dolce Gusto » + participation à la campagne Française « Agf ». Leçon apprise : Savoir écouter, négocier, mettre à l'aise et attirer l'attention de son interlocuteur/-trice, garder son sang-froid face à l'insupportable.

Expériences informelles

De 07 à 08/ 2014	Travail dans le bois : Séparer des tas de bois entassés dans le désordre, les couper selon une mesure donnée, puis en 25cm pour en faire du bois pour le chauffage en hiver. Leçon apprise : Patience et persévérance. Un problème peut être abordé sous différents angles, jusqu'à ce qu'une solution émerge.
De 2008 à 2012	Aide aux devoirs à des élèves de l'école fondamentale luxembourgeoise. Leçon apprise : L'écoute, la patience et l'observation sont des éléments clés pour la mise à niveau, l'improvisation, l'anticipation et l'autocorrection.

Compétences linguistiques

Mancagne	Parlé/e et écrit/e (langue maternelle).
Wolof	Parlé/e, langue nationale/ véhiculaire au Sénégal (C2).
Français	Parlé/e et écrit/e, langue administrative (C2).
Anglais	Parlé/e et écrit/e (C1).
Allemand	Parlé/e et écrit/e (C1).
Luxembourgeois	Parlé/e et écrit/e (B1).

Autres activités

15/05/2010 17/06/2008	Participation à « Europe-Marathon Luxembourg (Team Run) ». Diplôme de participation à la première compétition interne du DUC Taekwondo Club de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, classé 1er des moins de 58kg. Leçon apprise : Discipline, concentration, rigueur, anticipation et modestie.
--------------------------	---